



# RAPPORT SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

---

**Bilan 2015 des  
investissements  
étrangers en  
France**



# ÉDITORIAL



Muriel Pénicaud,

AMBASSADRICE DÉLÉGUÉE AUX INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX,  
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE BUSINESS FRANCE



Les investisseurs étrangers ne s’y trompent pas : **la France est une économie attractive, créative, inventive.** En 2015, La France s’impose comme l’un des pays les plus attractifs en Europe avec 962 décisions d’investissements (de sociétés étrangères) qui ont permis **la création ou le maintien de 33 682 emplois, soit une progression de 27%.**

**La force de l’industrie française repose sur sa diversité sectorielle et sur la productivité et la qualité exceptionnelle de sa main-d’œuvre.** Notre pays bénéficie en effet d’un réseau d’écoles d’ingénieurs de très grande qualité et de champions industriels, dans les domaines tels que l’aéronautique, les équipements mécaniques, le matériel électrique et électronique, la pharmacie, les produits chimiques, les parfums et cosmétiques, les produits agroalimentaires... Forte de ces atouts reconnus mondialement, la France attire des investissements dans des fonctions dites stratégiques : 30% des investissements sont réalisés dans les activités de production et 9% dans les fonctions R&D ingénierie et design. **La France est depuis 10 ans, la 1<sup>ère</sup> économie européenne d’accueil des investissements étrangers dans l’industrie manufacturière.**

Le nombre des décisions d’investissement dans des quartiers généraux monde et QG Europe ont progressé pour atteindre 27 décisions d’investissement en 2015 contre 16 en 2014. Ces activités sont fortement créatrices de valeur et essentielles pour les territoires sur lesquels elles sont implantées. En effet, les quartiers généraux emploient une main d’œuvre qualifiée ; ils sont des centres de décision qui vont favoriser l’implantation de nouvelles activités telles que des laboratoires de Recherche et développement, ou encore des sites industriels.

**Pour un territoire, il est donc très important d’être compétitif pour attirer et retenir les quartiers généraux.** Le groupe allemand, Siemens, par exemple, présent en France depuis 1878, a poursuivi au fil du temps ses investissements dans notre pays, et a décidé en 2015 de regrouper à Toulouse le siège mondial de ses activités de métros automatiques clés en main de la gamme Val. De même, le groupe canadien Premier Tech, spécialisé dans la production horticole et maraîchère, renforce le siège de ses activités européennes situé dans les Pays de la Loire, avec la création d’une nouvelle ligne de production automatisée et d’un nouveau centre de R&D.

**France possède de formidables atouts** : une taille de marché (6<sup>e</sup> économie mondiale), une croissance démographique dynamique, une situation géographique qui en fait une plateforme de réexportation vers la zone EMEA, une qualité de vie reconnue dans le monde entier, des infrastructures exceptionnelles de transports et de communication, une véritable puissance industrielle et des pôles universitaires de renommée internationale.

Ces facteurs majeurs d’attractivité sont complétés par des dispositifs visant à encourager l’innovation : la qualité du partenariat public-privé de recherche, les pôles de compétitivité et d’innovation, le Crédit Impôt Recherche, les talents scientifiques (ingénieurs et docteurs). **Créative, audacieuse, la France compte parmi les moteurs de l’innovation mondiale.** La France a séduit Facebook, qui ouvre à Paris son 1<sup>er</sup> centre de recherche sur l’intelligence artificielle en dehors des Etats-Unis. La capitale française a été choisie en raison de la concentration de talents en recherche informatique et en intelligence artificielle. De même, le Google Institute a élu notre pays comme « Terre exploratoire ». Et dans le cadre de son développement international, Shiseido, leader japonais de l’industrie cosmétique, a décidé de faire de la France son « hub » européen. Le groupe londonien GlaxoSmithKline, spécialisé dans la recherche thérapeutique a investi 12M€ supplémentaires dans son usine de production à Saint-Amand-les-Eaux qui produit des vaccins pour le monde entier. Le géant américain de l’informatique Intel Corporation développe ses activités en France, et a inauguré son septième centre de R&D français.

Le rayonnement et la capacité d'innovation de nos entreprises, qui exportent le savoir-faire français partout dans le monde ne sont plus à démontrer. La France fait naître des entrepreneurs de talents qui ont profité d'une formation d'excellence, de la richesse du réseau industriel et d'une culture inspirante, et qui déjà rayonnent au-delà des frontières. Outre des milliers de PME, les start-up françaises dont plus de 5000 à Paris, sont à l'avant-garde de l'innovation technologique et inventent au quotidien les produits, les services et les solutions du monde de demain. Regroupées au sein de la communauté «La French Tech», elles étonnent, séduisent, conquièrent des clients et des marchés grâce à leur dynamisme et à leur inventivité. La vitalité de l'industrie du numérique se mesure par la croissance de start-up soutenue par de nombreux dispositifs : le capital-risque France a investi 1 milliard d'euros dans ces start-up. Lors du dernier CES de Las Vegas, la France était la deuxième nation étrangère la plus représentée derrière la Chine avec plus de 120 start-up dont plusieurs ont reçu des prix : Withings, Parrot, Dixvins, Devialet, Lima ou Djit. De même, la France était la nation la plus représentée au Mobile World Congress de Barcelone.

Avec la libéralisation des échanges et la consolidation des chaînes de valeur mondiale, une multitude de nouvelles stratégies d'internationalisation des groupes et des pays se sont développées afin d'exploiter la complémentarité entre investissement et commerce international. Deux aspects de l'internationalisation sont ainsi décryptés dans le rapport : exportations et investissements, en proposant notamment une analyse de la contribution des entreprises étrangères au commerce. En 2015, 32 % des exportations françaises ont été réalisées par des filiales de groupes implantés en France ; l'analyse permet d'établir une corrélation entre la dynamique des échanges et celle des investissements. Les entreprises qui investissent le plus fréquemment en France sont également celles qui sont le plus dynamiques en matière d'exportations et d'importations. Ainsi, pour le groupe japonais MBK Yamaha Motors, implanté en France, 90% de la production est destinée à l'exportation ; le leader de l'industrie chimique en Chine, Chemchina a multiplié les investissements sur le territoire français à travers sa filiale Adiseo dont 90% des ventes sont réalisées à l'export.

Au final, ces spécificités françaises concourent à la construction d'un écosystème qui a attiré des entreprises de toutes tailles, de tous secteurs d'activité et de toutes nationalités. **En 2015, dix-neuf sociétés étrangères ont décidé d'investir en France chaque semaine.** Ils rejoignent Kingfisher, SAP, Toyota, Nestlé, Ikea, AGCO, General Electric, Fedex, Hexcel...

**Notre pays est profondément inventif, résolument ouvert sur le monde** et est une destination privilégiée des investissements étrangers en Europe. En témoigne, entre autres, l'investissement annoncé en 2015 par Astrazeneca (médicaments et biotechnologies appliquées); Cizeta Medicali (Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux); Premier Tech Inc (Agroalimentaire); Dell Computer Corporation, (Equipements informatiques); Robert Bosch GmbH (Constructeurs automobiles).

Confrontés à un environnement de plus en plus concurrentiel, les pays s'attachent à favoriser le maintien et l'essor des acteurs déjà présents, comme à attirer de nouveaux talents et capitaux étrangers. A ce titre, valoriser les atouts de notre pays en matière de dynamisme industriel et économique, de potentiel d'innovation, de vitalité culturelle et artistique est une nécessité. En France, la créativité s'exprime, dans une multitude de secteurs d'activité. Le principe d'une grande campagne d'image en faveur du rayonnement économique de la France a été annoncé par le Président de la République lors du Conseil stratégique de l'image économique le 16 juin 2015. Prévue sur une période de 18 mois, elle a été lancée officiellement au Japon le 5 octobre 2015. **Elle mettra en valeur le rayonnement et la capacité d'innovation de nos entreprises, qui exportent le savoir-faire français partout dans le monde.** La campagne Créative France vise à mettre en avant des personnalités incarnant la créativité, le savoir-faire français ainsi que des grands témoins de l'attractivité de nos territoires pour les investisseurs et talents étrangers.

Le bilan 2015 montre une forte progression des emplois liés aux investissements étrangers, souligne la dynamique du choix d'investir en France pour réexporter en Europe et dans le monde, et s'appuie sur les preuves de la créativité emblématique de nos talents: les atouts de la France sont reconnus et portent des fruits. Dans la compétition internationale pour les investissements qui s'accroît, notre pays peut et doit s'appuyer sur ses forces pour aller encore plus loin. Je me réjouis que les équipes de Business France aient participé à cet effort en accompagnant avec ses partenaires territoriaux près de 530 projets.

# SOMMAIRE

- 6 LE CONTEXTE INTERNATIONAL
- 14 SYNTHÈSE 2015
- 20 CARACTÉRISTIQUES DES INVESTISSEMENTS  
ÉTRANGERS EN 2015
- 48 ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE EN 2015
- 68 LES FLUX D'EXPORTATION EN 2015
- 78 DEUX ASPECTS DE L'INTERNATIONALISATION
- 116 INNOVATION ET ATTRACTIVITÉ
- 126 REGARDS SUR...
- 198 ANNEXES



# LE CONTEXTE INTERNATIONAL

## LA CROISSANCE MONDIALE

La croissance mondiale a ralenti en 2015, pour la 5<sup>e</sup> année consécutive et est estimée à 3,1%. Une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés. La reprise dans les pays développés s'est établie à 1,9%. La croissance américaine s'est stabilisée (2,5%) alors que celle du Royaume-Uni a ralenti (+2,2%). Dans la zone euro, l'activité a rebondi : 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014. La croissance a concerné aussi bien l'Allemagne (1,5% en 2015) que la France (1,1% en 2015 contre 0,2% en 2014), l'Italie (0,9% en 2015 contre -0,4% en 2014) et l'Espagne (3,2% en 2015 contre 1,4% en 2014). Le regain de dynamisme en France a été porté par le rebond de la production manufacturière et par l'accélération de l'activité dans les services marchands.

La croissance des économies émergentes et en développement a ralenti, pour atteindre 4% en 2015. Au sein des BRIC, la croissance de la Chine ralentit par rapport aux années précédentes (6,9% en 2015), alors que le Brésil (-3,8%) et la Russie (-3,7%) sont en récession. Seule l'Inde se distingue avec une croissance de l'ordre de 7,3% en 2015.

La croissance mondiale pour 2016 devrait atteindre 3%. Les perspectives de l'économie mondiale restent cependant exposées à des risques qui sont liés au ralentissement généralisé dans les pays émergents, au rééquilibrage de l'économie chinoise, à la baisse des cours des produits de base et de l'énergie ainsi qu'au durcissement de la politique monétaire américaine.

## LE COMMERCE MONDIAL CONTINUE DE RALENTIR

Le commerce mondial continue de ralentir et les augmentations annuelles du commerce de marchandises en volume ne mesurent que 2,6% en 2015. Plusieurs facteurs ont contribué à la faiblesse du commerce international : une reprise économique inégale dans les pays développés, la montée des tensions géopolitiques, les fortes fluctuations des taux de change, l'effondrement des prix mondiaux du pétrole et la moindre demande d'importation des pays émergents et en développement.

Les importations des économies avancées ont été plus dynamiques que celles des économies émergentes : les importations ont connu en 2015 une progression de 4% pour les pays avancés contre

0,4% pour les économies émergentes. Ces dernières ont connu un ralentissement marqué de leurs importations qui avaient jusqu'alors soutenu le commerce mondial et avaient progressé de 3,7% en 2014.

## LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

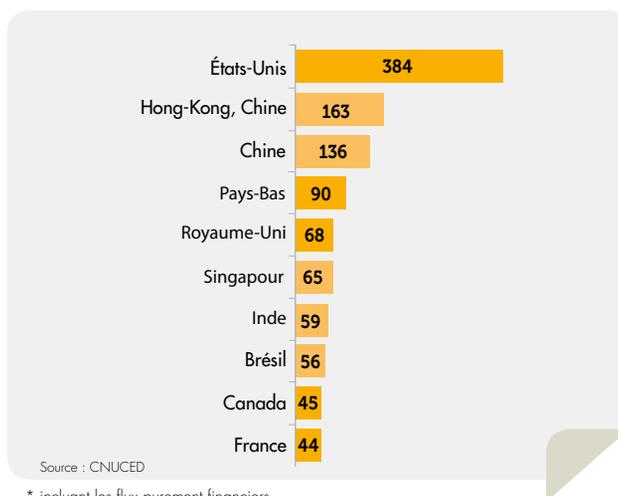
Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) auraient bondi de 36% en 2015<sup>1</sup> pour atteindre 1 700 milliards de dollars, niveau le plus élevé atteint depuis la crise économique et financière mondiale de 2008-2009. La progression des opérations de fusions et acquisitions (F&A) transfrontalières a soutenu cette croissance.

Selon les estimations provisoires de la CNUCED, la forte augmentation des IDE à destination des économies développées (+ 90%) a été le principal moteur de ce rebond.

Après trois années successives de déclin, les flux d'IDE vers l'UE auraient connu un réel essor pour atteindre un montant estimé à 426 milliards de \$. Les flux à destination des Pays-Bas (+ 146% à 90 milliards de dollars), le Royaume-Uni (+ 29% à US \$ 68 milliards), et la France (+193% à 44 milliards de dollars) ont fortement augmenté en 2015.

<sup>1</sup> Données provisoires estimées par la CNUCED, cf. Global Investment Trends Monitor, n°22, Janvier 2016.

**FIG. 1 Top 10 des principales économies d'accueil 2015 en terme de flux d'IDE\* (Milliards de dollars US)**



## DIVERSITÉ STATISTIQUE SUR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER EN FRANCE

Depuis la seconde moitié des années 80 et l'accélération du processus de mondialisation de l'économie, l'investissement direct étranger est au cœur de la restructuration industrielle mondiale et un des éléments les plus dynamiques des transactions internationales. Jusqu'à récemment, les principales informations diffusées au plan international relatives aux investissements étrangers concernaient les flux et les stocks de capitaux recueillis dans le cadre des balances des paiements.

### > Investissements directs étrangers

Selon la définition de référence des investissements directs internationaux de l'OCDE, compatible avec le Manuel de la Balance des Paiements du FMI : *« L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (« l'investisseur direct ») afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (« l'entreprise d'investissement direct ») qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un « intérêt durable » est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct... »*. Les flux d'IDE regroupent des opérations de nature très diverse. Les investissements directs comprennent, outre les opérations en capital et les bénéfices réinvestis, l'ensemble des prêts, avances, dépôts, à court et long termes, entre sociétés affiliées. Une partie de ces flux financiers ont des finalités identiques à celles des opérations en capital social : c'est le cas par exemple lorsqu'une maison-mère effectue un prêt à une filiale non résidente en vue de l'extension de ses capacités de production. Cependant, une partie de ces flux financiers répondent à des considérations fiscales avec l'implantation de sociétés holdings et autres centres de trésorerie dans certains pays européens à fiscalité aménagée pour les entreprises multinationales. La mondialisation et l'internationalisation des firmes ont ainsi contribué à une multiplication des opérations à court terme et à un accroissement de la volatilité des flux d'investissements directs étrangers.

La CNUCED collecte et agrège les données des flux d'IDE fournies par les Banques Centrales sans distinguer les composantes de ces flux. La CNUCED ne distingue pas l'optimisation fiscale des entreprises (prêts intra-groupes) des implantations de nouveaux sites (capital social stricto sensu). Les flux financiers de prêt internes aux entreprises multinationales (« prêts intra-groupe ») comprennent souvent plusieurs opérations de sens opposé, entrant et sortant, qui se compensent au cours d'une année. Les fortes variations de prêts intragroupes rendent les flux d'IDE fortement volatils.

Les données annuelles estimées par la Banque de France sont élaborées selon la méthode désormais recommandée par le FMI et l'OCDE dite du « principe directionnel étendu », qui reflète mieux la réalité économique des opérations. Elle consiste à retraiter les prêts intra-groupes pour ne retenir qu'un flux net par groupe multinational et par an, au lieu de comptabiliser chacune des opérations, intervenant généralement dans des sens opposés, réalisées au cours de l'année. La Banque de France est l'un des rares pays à appliquer le principe directionnel étendu qui permet de limiter l'impact des prêts intra-groupe entre filiales sœurs sur les flux d'IDE. C'est la raison pour laquelle toute comparaison internationale est à ce stade inappropriée.

### > Données sur les fusions-acquisitions internationales

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. : Thomson-Reuters, Zéphyr), elles permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

### > Données sur la présence étrangère en France

L'INSEE établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère. Le dispositif ESANE combine des données administratives (obtenues à partir des

déclarations annuelles de bénéfices que font les entreprises à l'administration fiscale, et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire les statistiques structurelles d'entreprises. Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

### > Les investissements physiques createurs d'emplois

Le besoin d'évaluer le rôle et l'impact des investissements directs non seulement sur le plan financier mais aussi dans le cadre de l'emploi, a mis en évidence la nécessité de disposer également de données qui caractérisent l'activité des firmes multinationales au niveau microéconomique. S'appuyant sur des données individuelles d'entreprises, il permet de rendre compte de la diversité des entreprises qui constituent notre tissu productif.

Le bilan des investissements étrangers en France : un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française. Elaboré depuis 1993, le « Bilan France » recense les projets d'investissement d'origine étrangère createurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés, et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

Au niveau européen, Business France réalise un observatoire des investissements étrangers createurs d'emploi en Europe au même titre que des organismes privés tels que fDi Markets et EY. Il s'agit de recenser toutes les décisions fermes d'investissements qui ont fait l'objet d'une communication dans la presse. Ces bases fournissent des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination.

Les flux d'IDE à destination de la France ont pratiquement triplé: de 15 à 44 milliards de dollars en 2015. Cette croissance résulte des fortes opérations de fusions et acquisitions, y compris l'acquisition de Lafarge SA par Holcim Ltd (Suisse) pour 21 milliards de dollars. La France apparaît ainsi dans le top 10 des flux d'IDE entrants mondiaux.

Avec 936 milliards de dollars, les pays développés représentent désormais 55% des flux d'IDE entrants. Toutefois, au niveau régional, l'Asie en développement est restée la plus grande région d'accueil pour les entrées d'IDE, surpassant l'UE et l'Amérique du Nord. Les Etats-Unis sont les principaux pays d'accueil en 2015, avec un montant estimé à 384 milliards de dollars. Viennent ensuite Hong-Kong (avec 163 milliards de dollars) et la Chine (avec 136 milliards de dollars).

## LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CRÉATEURS D'EMPLOIS EN EUROPE

**Selon l'Observatoire Europe, la France se maintient au 2<sup>e</sup> rang européen pour le nombre des investissements créateurs d'emploi.**

Selon les données fDi Markets, les investissements physiques créateurs d'emploi ont connu une légère baisse de -2,6% des décisions d'investissement en 2014.

Avec 26 % des investissements créateurs d'emplois dans le monde, l'Europe est la deuxième région d'accueil derrière l'Amérique du Nord (29%). Viennent ensuite l'Asie (25%) et l'Amérique Latine (7%)<sup>1</sup>.

Selon les données de l'Observatoire Europe<sup>2</sup> de Business France, les investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe s'établissent à 3 188 projets d'investissements.

Les trois principaux pays d'accueil que sont le Royaume-Uni, la France, et l'Allemagne, accueillent la moitié des investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe. La France se maintient au second

rang européen pour le nombre des investissements créateurs d'emploi en 2015, derrière le Royaume-Uni. Elle a accueilli 14 % des projets d'investissement destinés au marché européen.

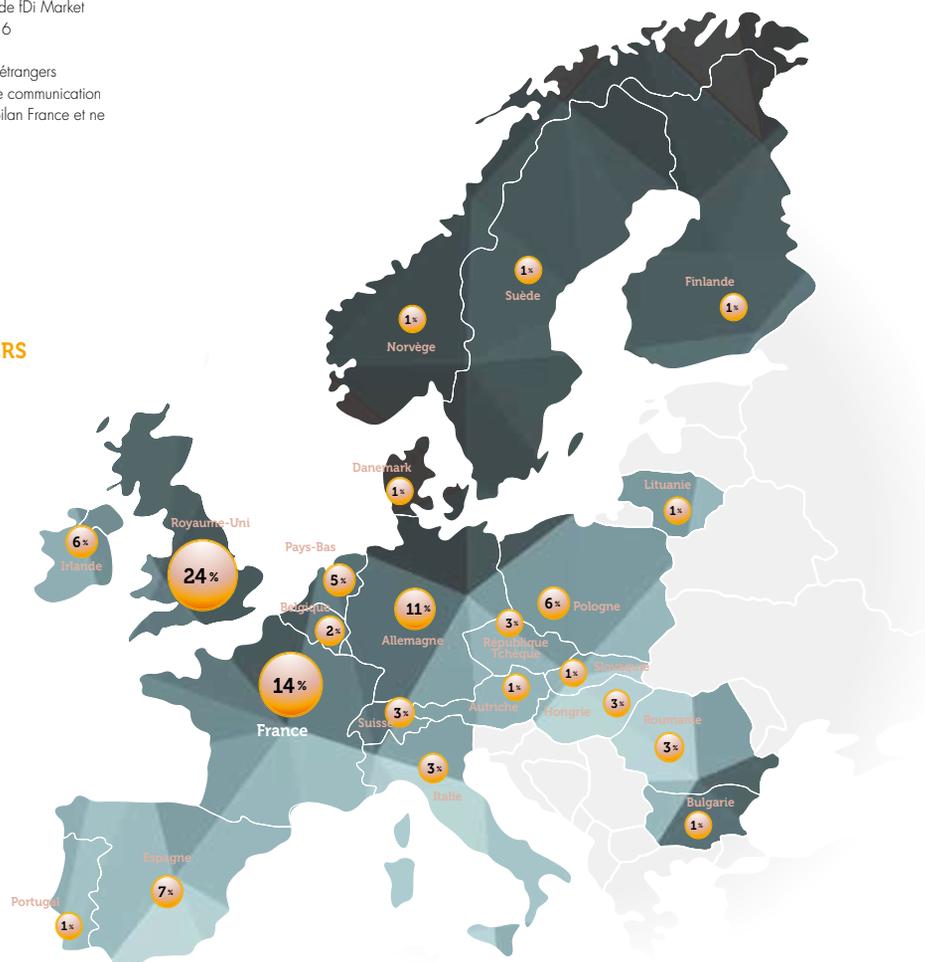
**La moitié des investissements en Europe sont des flux intra-européens (50%).** Les investissements américains en hausse, réalisent 32% du total des investissements en Europe.

<sup>1</sup> Ces estimations sont réalisées à partir des données de fDi Market pour l'année 2015. Données extraites en février 2016

<sup>2</sup> L'Observatoire recense les projets d'investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe qui ont fait l'objet d'une communication dans la presse. Le périmètre est plus restreint que le bilan France et ne retient que les créations et extensions.

### RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CRÉATEURS D'EMPLOIS EN EUROPE EN 2015

Source : Observatoire Europe, Business France



**La présence étrangère en Europe se porte sur** les logiciels et prestations informatiques (18%), le conseil-ingénierie (11 %), les constructeurs automobiles et équipementiers (7 %), les services financiers (7 %). Les entreprises étrangères privilégient les services aux entreprises (29%), les centres de décision (28%) et les activités de production (23%).

Plus de 2 300 entreprises étrangères ont investi en Europe en 2015. La présence des entreprises étrangères se caractérise également par une forte diversité : les 10 premières entreprises représentant 5% de l'ensemble des projets d'investissement. Avec plus de 20 projets recensés en 2015, le groupe allemand, géant de l'e-commerce Amazon.com poursuit son développement en Europe où il emploie désormais plus de 40 000 personnes. La société a créé 10 000 emplois en Europe en 2015 notamment en Allemagne et au Royaume-Uni, ses principaux marchés en Europe. Au Royaume-Uni, Amazon a notamment lancé la construction de deux nouveaux centres de distribution en 2015 et a annoncé début 2016 la création de 2500 nouveaux emplois.

**ArcelorMittal** demeure un investisseur majeur en Europe malgré une activité sévèrement impactée en 2015 par la chute des prix de l'acier. Le groupe sidérurgique emploie 100 000 personnes sur 400 sites dans 17 pays en Europe dont près de 20 000 salariés en France. En 2015 ArcelorMittal a notamment investi 5 millions d'euros pour moderniser le site de Gandrange et lancé un programme d'investissement de 40 millions d'euros dans ses installations de Fos-sur-Mer.

Le groupe allemand **Deutsche Post DHL** poursuit sa croissance et la modernisation de ses infrastructures en Europe. En 2015 le logisticien a lancé l'extension de son hub de Bruxelles, un investissement de 114 millions d'euros, ainsi que celle de son hub européen de Leipzig. En France la filiale DHL Express a investi plus de 30 millions d'euros entre 2014 et 2015 dans 10 de ses plate-formes logistiques françaises. Le groupe a récemment inauguré l'extension de son hub à Marseille, la surface du site a été doublée et a pour objectif de devenir la tête de pont du groupe vers l'Afrique du Nord.

Suite au rachat de la partie Energie d'Alstom en 2015 le conglomerat américain General Electric a alterné entre annonces de développement et vague de licenciements en Europe. En France, l'industriel a ainsi annoncé la création de 400 emplois à Belfort, l'implantation du siège mondial des énergies renouvelables du groupe et d'un centre de recherche dédié à l'internet industriel. Un bilan terni cependant par l'annonce début 2016 de la suppression de 20% des effectifs du groupe en Europe, dont 765 emplois en France.

**IBM Corp** poursuit sa mutation dans le numérique et investit massivement dans les SMACS (Social, Mobility, Analytics, Cloud computing, Security), des secteurs d'avenir tels que les réseaux sociaux, la mobilité, le Big Data, le cloud computing et la cybersécurité. En 2015, le groupe a notamment densifié son infrastructure lié au cloud computing avec de nouveaux centres de données. Le groupe a par ailleurs lancé en 2015 à Nice une plate-forme analysant les données relatives à la mobilité des personnes et des biens dans la logique des « smart city » et un centre dédié au big data à Montpellier, en partenariat avec Nvidia et Mellanox.

## TOP 10 DES PRINCIPAUX INVESTISSEURS EN EUROPE

Entreprise mère	Pays d'origine	Secteur principal	Nombre de Projets	Principaux pays d'accueil	CA Monde*	Effectif Monde
Amazon.com Inc.	États-Unis	Commerce et distribution	24	Allemagne, Royaume-Uni	89,00	154 100
Arcellormittal	Luxembourg	Métaux, travail des métaux	17	France, Allemagne	79,2	222 000
Deutsche Post DHL Group	Allemagne	Transport, stockage	18	Espagne, France	75,1	488 824
General Electric Company	États-Unis	Machines et équipements mécaniques	13	France, Royaume-Uni, Hongrie	148,5	305 000
IBM Corp	États-Unis	Logiciels et prestations informatiques	18	France, Allemagne, Royaume-Uni, Irlande	93,4	379 592
Robert Bosch GmbH	Allemagne	Constructeurs automobiles et équipementiers	12	Hongrie, France	78,5 70,6	375 000
Schwarz Beteiligungs-KG	Allemagne	Commerce et distribution	13	France, Royaume-Uni, Espagne	88,2 79,3	350 000
Tata Group	Inde	Constructeurs automobiles et équipementiers Métaux, travail des métaux	10	Royaume-Uni	108,78	610 000
United Parcel Service, Inc.	États-Unis	Transport, stockage	10	Pays-Bas, Allemagne	58,3	435 000
Volkswagen AG	Allemagne	Constructeurs automobiles et équipementiers	11	Espagne, République-Tchèque	268,5	592 586

\*En milliards de dollars  
Source : Observatoire Europe Business France et Forbe

# SYNTHÈSE 2015

## Investissements étrangers en France

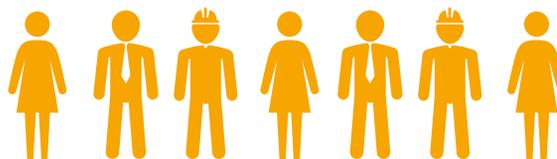
962

DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENTS  
PHYSIQUES



33 682

EMPLOIS  
créés ou  
maintenus



19 DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENTS  
/SEMAINE



+27%

D'EMPLOIS  
EN 2015



NOMBRE DE PROJETS ET D'EMPLOIS PAR TYPE D'OPÉRATION

CRÉATION



476  
projets



8 669  
emplois

EXTENSION



394  
projets



11 815  
emplois

REPRISE\*

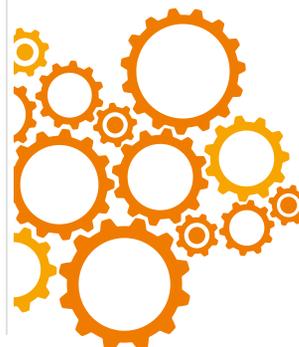


92  
projets



13 198  
emplois

LES DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENT  
GÈNÈRENT  
DE L'EMPLOI  
SUR L'ENSEMBLE  
DU TERRITOIRE



\* dont reprise-extension et rachat-extension.

## /// FONCTIONS CLÉS

PRODUCTION / RÉALISATION, R&D, SERVICES AUX ENTREPRISES, SERVICES AUX PARTICULIERS, LOGISTIQUE ET DISTRIBUTION, POINTS DE VENTE, CENTRES DE DÉCISION, QUARTIERS GÉNÉRAUX.

TOP 3 DES FONCTIONS



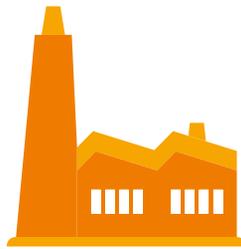
\* dont 156 primo-implantations et 51 QG.



### PRODUCTION

**30%**

des investissements enregistrés au bilan sont des investissements de production.



Ils représentent **48%** de l'emploi total.

### R&D, INGÉNIERIE

**28%** de la R&D réalisée par les entreprises sous contrôle étranger



**9%** DES INVESTISSEMENTS

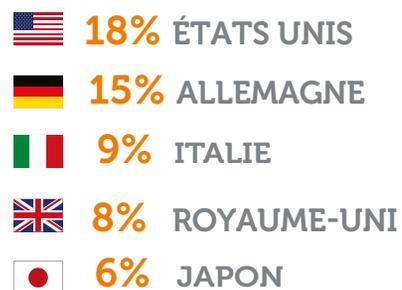
## /// ORIGINE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

**53 PAYS DIFFÉRENTS CONTRE 47 EN 2014**



**22%**  
AMÉRIQUE DU NORD

**13%**  
ASIE

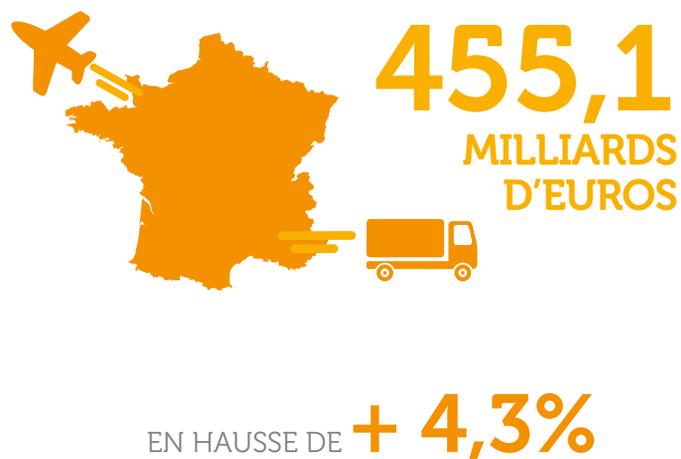


FORTE PROGRESSION DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENTS EN PROVENANCE DES PAYS-BAS (+12%), DU CANADA (+31%) ET DE L'IRLANDE (+114%)

# SYNTHÈSE 2015

## Exportations

### LES EXPORTATIONS DE BIENS EN 2015



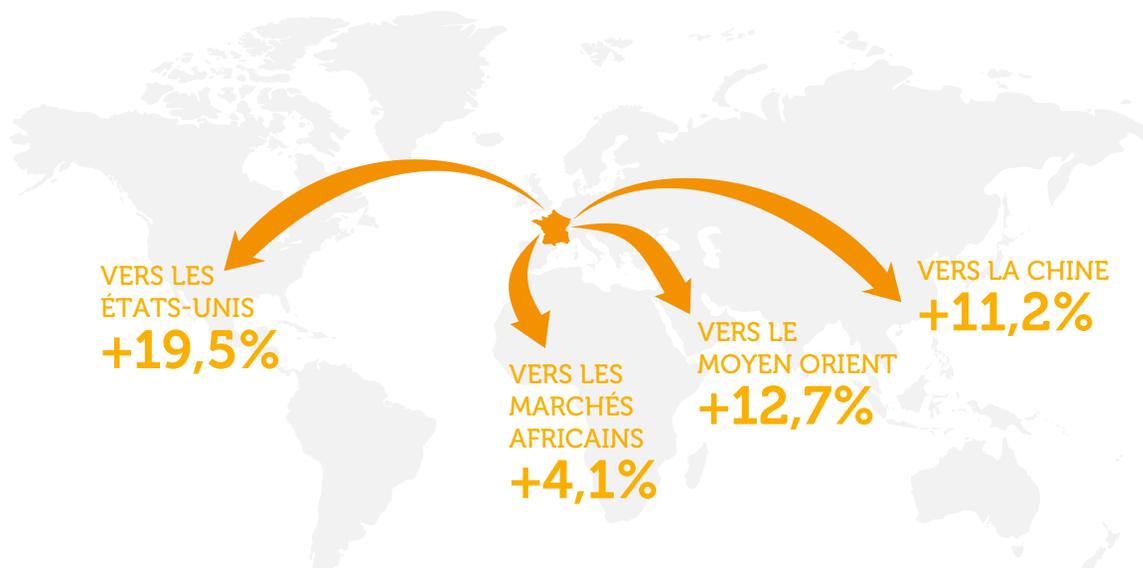
### TOP 5 DES DESTINATIONS À L'EXPORTATION

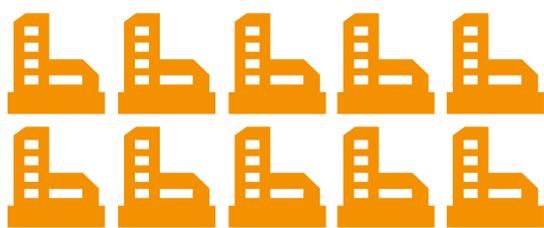
	ALLEMAGNE <b>16%</b> 71,4 Mds €
	ÉTATS UNIS <b>7%</b> 32,7 Mds €
	ESPAGNE <b>7%</b> 32,5 Mds €
	ITALIE <b>7%</b> 32 Mds €
	ROYAUME-UNI <b>7%</b> 31,6 Mds €

### TOP 3 SECTORIELS DES EXPORTATIONS DE BIENS



### CROISSANCE DES EXPORTATIONS EN 2015



 **125 000**  
ENTREPRISES  
EXPORTATRICES

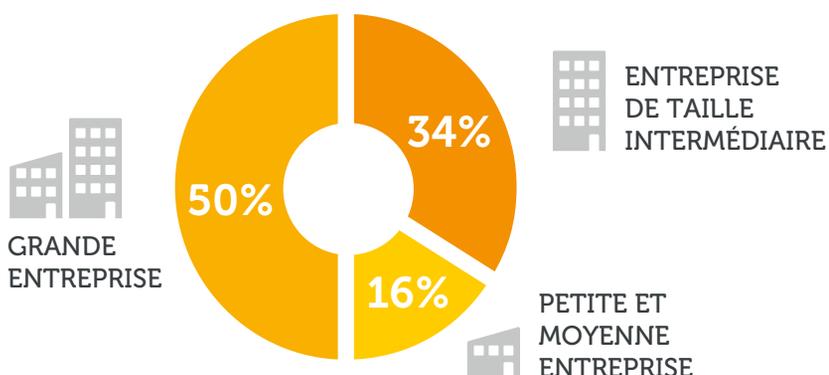
EN HAUSSE DE  
**+3,1%**

**FRANCE,**



EXPORTATEUR MONDIAL  
DE SERVICES

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR TAILLE D'ENTREPRISE



## EXPORTATIONS DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES CONTRIBUENT À HAUTEUR DE :



**32%**  
DES EXPORTATIONS  
TOTALES



**34%**  
DANS L'INDUSTRIE  
MANUFACTURIÈRE

**26%**  
TAUX D'EXPORTATION  
MOYEN DES FILIALES  
D'ORIGINE ÉTRANGÈRE

### PALMARÈS DES 20 000 PREMIÈRES ENTREPRISES EXPORTATRICES

**1/5<sup>e</sup>**  
SONT SOUS  
CONTRÔLE  
ÉTRANGER



**14%**  
ONT INVESTI  
SUR LA PÉRIODE  
2009-2015

TOP 3 ORIGINE DES ENTREPRISES  
SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

 **23%** ÉTATS UNIS  
 **21%** ALLEMAGNE  
 **9%** ITALIE



# SYNTHÈSE 2015



01

# SYNTHÈSE 2015

## LE NOMBRE D'EMPLOIS ASSOCIÉS AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EST EN FORTE PROGRESSION.

La France a attiré 962 nouveaux projets d'investissements étrangers décidés en 2015, permettant le maintien ou la création de 33 682 emplois en France.

La France maintient son attractivité : Dix-neuf sociétés étrangères ont fait confiance à la France chaque semaine.

La dynamique des projets d'investissements concerne l'ensemble des territoires français, même si la force d'attraction des grandes métropoles domine.

**19 DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENT  
PAR SEMAINE**

### FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT EN 2015

Fonction	Projets	Emplois
Production/Réalisation	285	16 168
Centre de décision	207	4 282
<i>Primo-implantation Europe</i>	35	239
<i>Primo-implantation nationale</i>	121	1 224
<i>QG monde/Europe</i>	27	351
<i>QG national</i>	24	2 468
Services aux entreprises	180	5 757
R&D, Ingénierie, Design	87	1 706
<i>Ingénierie, Design</i>	17	215
<i>R&amp;D</i>	70	1 491
Point de vente	78	2 255
Services aux particuliers	67	2 404
Logistique	58	1 110
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>

### PROJETS ET EMPLOIS PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Projets	Emplois
États-Unis	176	10 783
Allemagne	141	3 612
Italie	84	1 488
Royaume-Uni	81	2 833
Japon	58	968
Belgique	48	2 459
Espagne	44	605
Chine	44	1 023
<i>dont Hong Kong</i>	5	72
Canada	38	1 728
Pays-Bas	37	950
Suisse	37	435
Suède	21	435
Autriche	19	595
Irlande	15	217
Luxembourg	12	2 513
Inde	12	290
Danemark	11	414
Finlande	11	341
Russie, Fédération de	8	138
Norvège	7	190
Corée du Sud	5	99
Australie	4	23
Taïwan	4	22
Brésil	4	21
Autres	41	1 229
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>

## SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2015

Secteurs d'activité	Nombre	
	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	58	1 250
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	55	1 624
Equipements électriques, électroniques, informatiques	55	1 033
Constructeurs automobiles et équipementiers	54	2 592
Machines et équipements mécaniques	47	887
Energie, recyclage, autres services concédés	44	651
Chimie, plasturgie	37	780
Métaux, travail des métaux	34	974
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaire	33	1 549
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	32	6 422
BTP, matériaux de construction	29	538
Médicaments et biotechnologies appliquées	29	1 023
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	23	250
Parfums, cosmétiques	21	236
Ameublement et équipement du foyer	19	308
Composants électroniques	9	190
Electronique grand public	8	414
<b>TOTAL MANUFACTURIER</b>	<b>587</b>	<b>20 721</b>
Logiciels et prestations informatiques	117	4 208
Conseil, ingénierie et services aux entreprises	60	1 257
Commerce et distribution	51	3 581
Transport, stockage	48	1 337
Autres activités de service	46	816
Hôtellerie, tourisme et restaurant	28	1 326
Services financiers, bancaires et assurances	20	385
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	5	51
<b>TOTAL SERVICES</b>	<b>375</b>	<b>12 961</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>

## TYPE DE L'INVESTISSEMENT EN 2015

Type d'opération	Projets	Emplois
Création	476	8 669
Extension	394	11 815
Rachat-extension	39	845
Reprise	35	5 567
Reprise-extension	18	6 786
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>

- Création** : correspond à des emplois créés sur un nouveau site.
- Extension** : correspond à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.
- Reprise d'entreprise française en difficulté** : correspond à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger.
- Reprise-extension** : correspond à des emplois créés et maintenus suite à l'acquisition d'une entreprise en difficulté qui s'accompagne d'une extension.
- Rachat-extension** : correspond à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté.





# CARACTÉRISTIQUES DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN 2015

22 PROJETS ET EMPLOIS

24 ANALYSE PAR PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS

27 ANALYSE SELON LA FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

33 ANALYSE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE  
INVESTISSEUR

38 ANALYSE PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

42 INVESTISSEMENTS FINANCIERS

The image features a background of overlapping geometric shapes in various shades of blue. A prominent white triangle is located in the lower-left quadrant, containing the number '02' rendered in a hatched, textured style. The overall composition is modern and minimalist.

02

# PROJETS ET EMPLOIS

## LES NOUVELLES DECISIONS D'INVESTISSEMENT SE MAINTIENNENT A UN NIVEAU ELEVE EN 2015

**962 NOUVEAUX PROJETS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CRÉATEURS DE 33 682 EMPLOIS.**

Dans un contexte de ralentissement économique mondial la France a maintenu son attractivité : elle a attiré, en 2015, 962 (dont 734 à périmètre constant) nouvelles décisions d'investissements étrangers créateurs de 33 682 emplois (dont 32 770 à périmètre constant). **[Fig. 1 et 2]**

### LA TAILLE MOYENNE DES PROJETS EST EN HAUSSE

Le nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet d'investissement est de 35 au niveau national contre 26 en 2014.

La hausse de la taille moyenne des projets s'explique principalement par :

> **Les activités de production**, fortement créatrices d'emplois : les investissements décidés sont créateurs de 57 emplois en moyenne. La taille moyenne de ces activités dans les secteurs de l'industrie automobile (dont le nombre moyen est de 69), des matériels aéronautiques (62) ainsi que verres, céramiques (245) est nettement supérieure à la moyenne nationale.

> **La demande domestique de la France**, 6<sup>e</sup> économie mondiale représente un atout structurel important pour les entreprises. L'année 2015 se traduit par une dynamique des projets dans les services aux particuliers qui représentent 7% des projets et des emplois associés. La taille moyenne des emplois dans les services aux

FIG. 1 Évolution du nombre de projets depuis 2005 (à périmètre constant)

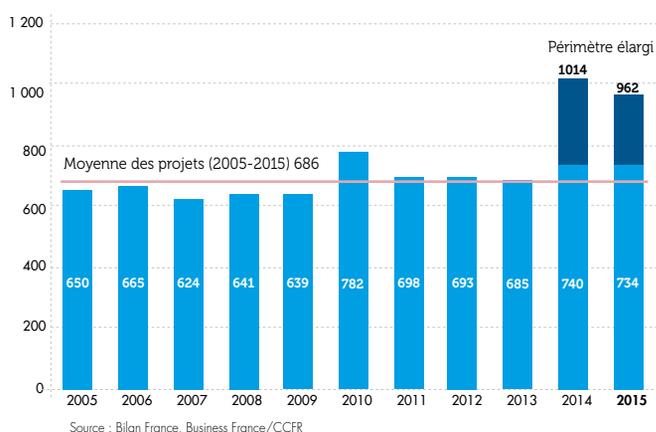


FIG. 2 Évolution du nombre d'emplois depuis 2005 (à périmètre constant)

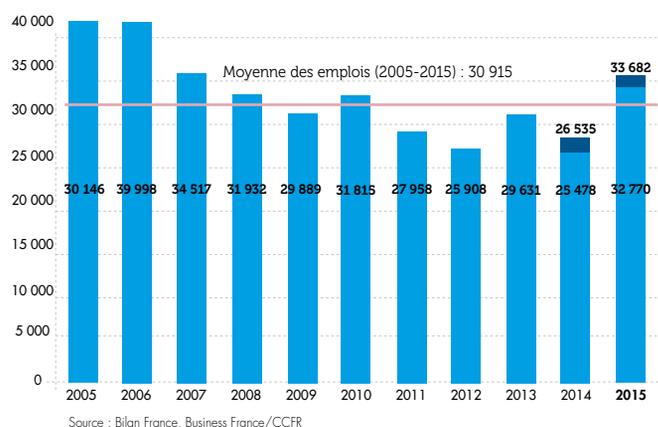
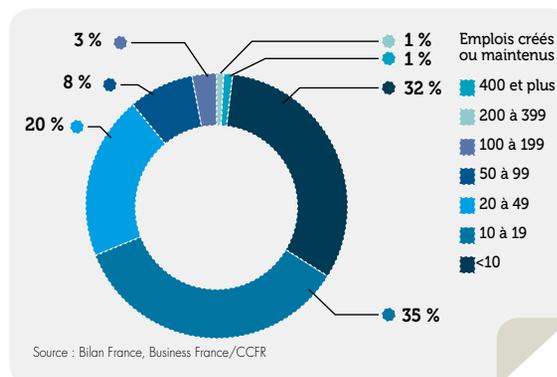


FIG. 3 Répartition des projets selon les emplois créés ou maintenus



particuliers est légèrement supérieure à la moyenne nationale : le nombre moyen d'emploi est de 36.

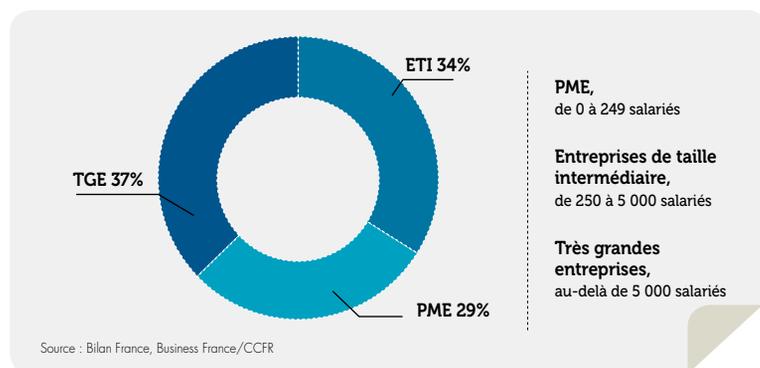
> **Le reflet de la dynamique des entreprises** et de l'attractivité du site France, le nombre d'emplois associés aux services aux entreprises a fortement progressé de l'ordre de +32% en 2015 : 180 décisions d'investissement ont permis la création ou le maintien de plus de 5 700 emplois en 2015 contre 4 300 en 2014.

> **Enfin, la reprise de deux sites en difficulté**, dont le nombre moyen d'emplois est particulièrement élevé.

### CONTRIBUTION CROISSANTE DES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMÉDIAIRE DANS L'EMPLOI

En 2015, la répartition des projets en fonction de la taille des sociétés mères est la suivante: 37% des projets sont désormais portés par de très grandes entreprises (plus de 5 000 salariés), 34 % par des entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés), et 29 % par des petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés). La contribution des ETI à l'emploi a fortement progressé : elles sont en 2015 à l'origine de 43% des emplois créés contre 30% en 2014.

FIG. 4 Répartition des projets en fonction de la taille de la société mère en 2014



### RECENSEMENT DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES DÈS LE 1<sup>ER</sup> EMPLOI

Le bilan France recense l'ensemble des **projets d'investissement étrangers qui créent ou maintiennent des emplois en France, et comptabilise les emplois associés**. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination jusqu'en 2013 et, contrairement à d'autres agences de promotion européennes et de consultants privés tels qu'EY et fDi Markets, n'étaient comptabilisés que les projets créateurs d'au moins 10 emplois, à l'exception :

- > des primo-implantations européennes réalisées par des investisseurs étrangers non européens.
- > des projets qui relèvent d'une activité à forte valeur ajoutée (recherche et développement, design, ingénierie, quartiers généraux, conseils aux entreprises (financiers, juridiques, formations...)).

Pour mieux comprendre notre environnement concurrentiel et apprécier la réalité des investissements étrangers créateurs d'emploi, Business France a décidé en 2014 de comptabiliser les décisions d'investissement dès le 1<sup>er</sup> emploi.

## Ils investissent EN FRANCE

### **Bionest Technologies Inc,**

ENERGIE, RECYCLAGE, AUTRES SERVICES CONCÉDÉS

L'entreprise canadienne **Bionest Technologies** conçoit et commercialise des systèmes d'assainissement autonomes grâce à des solutions pour le traitement biologique des eaux usées. Forte de son succès sur le continent européen, l'entreprise va officiellement ouvrir un site de production à Toulouse, où elle est présente depuis 2008 via un bureau de ventes. Cet investissement assure le maintien des emplois actuels et la création de 18 emplois supplémentaires. Le nouveau bâtiment de près de 1 220 m<sup>2</sup> situé à Villeneuve-Les-Bouloc, dans le département de la Haute-Garonne, permettra à Bionest d'assurer son développement dans les années à venir.

### **Tessengerlo Group** CHIMIE, PLASTURGIE

Tessengerlo Group - spécialisé sur l'alimentation, l'agriculture, la gestion de l'eau et la valorisation des bio-résidus - a annoncé les travaux de construction d'une usine de production de Thio-Sul® (thiosulfate d'ammonium/ATS) sur le site Borealis de Grand Quevilly à Rouen (France). Thio-Sul®, première marque mondiale, est utilisé comme engrais pour les grandes cultures, l'arboriculture et les cultures maraîchères.

Cet investissement répond à l'augmentation de la demande européenne d'engrais liquides soufrés qui limitent les pertes d'azote.

La société importe depuis quelques années du Thio-Sul® en provenance des États-Unis pour répondre à la demande de ses clients européens. Cette nouvelle usine renforcera la position de leader de Messengerlo Kerley International sur le marché européen en croissance, en rapprochant la société de ses

# ANALYSE PAR PAYS D'ORIGINE

## LES ENTREPRISES EUROPÉENNES EN PREMIÈRE LIGNE. LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PROVIENNENT DE 53 PAYS DIFFÉRENTS EN 2015.

Les investissements européens restent prédominants : 60 % des investissements étrangers créateurs d'emploi décidés en France ont une origine européenne. Viennent ensuite l'Amérique du Nord 22% et l'Asie 13%. [Fig. 5]

De nombreux pays affichent un nombre de projets en hausse, parmi lesquels le Canada, la Chine, l'Irlande, l'Inde, les Pays-Bas et le Luxembourg..

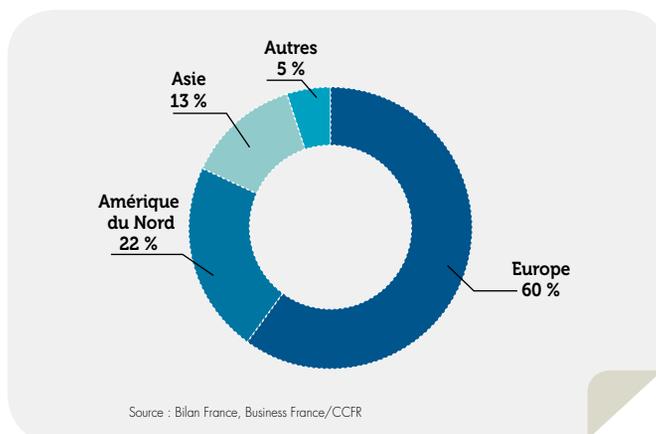
Les Etats-Unis conservent leur première place parmi les pays d'origine: 176 décisions d'investissement. Les Etats-Unis sont à l'origine de 18 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France et de près du tiers des emplois associés. Les entreprises américaines se distinguent par leur implication dans la recherche et développement : avec 21 projets d'investissements, les Etats-Unis sont à l'origine du quart des décisions recensées dans cette fonction et de 21% de l'emploi associé.

### LES PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE

Les Etats-Unis et l'Allemagne sont à l'origine du tiers des investissements créateurs d'emploi en France annoncés en 2015. Six pays (Etats-Unis, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Japon et la Belgique) sont à l'origine de 60% des investissements étrangers décidés et des deux-tiers des emplois induits par ces investissements.

**LES INVESTISSEMENTS  
EUROPÉENS  
SONT PRÉDOMINANTS.**

FIG. 5 Répartition des projets par régions d'origine en 2015



**LES PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS  
ÉTRANGERS EN FRANCE**

Pays	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
États-Unis	176	10 783	18,3%	32,0%
Allemagne	141	3 612	14,7%	10,7%
Italie	84	1 488	8,7%	4,4%
Royaume-Uni	81	2 833	8,4%	8,4%
Japon	58	968	6,0%	2,9%
Belgique	48	2 459	5,0%	7,3%
Chine	44	1 023	4,5%	2,8%
<i>dont Hong-Kong</i>	<i>5</i>	<i>72</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,2%</i>
Espagne	44	605	4,6%	1,8%
Canada	38	1 728	4,0%	5,1%
Pays-Bas	37	950	4,2%	3,2%
Suisse	37	706	3,8%	2,1%
Suède	21	435	2,2%	1,3%
Autriche	19	595	2,0%	1,8%
Irlande	15	217	1,6%	0,6%
Inde	12	290	1,2%	0,9%
Luxembourg	12	2 513	1,2%	7,5%
Danemark	11	414	1,1%	1,2%
Finlande	11	341	1,1%	1,0%
Russie	8	138	0,8%	0,4%
Norvège	7	190	0,7%	0,6%
Corée du Sud	5	99	0,5%	0,3%
Australie	4	23	0,4%	0,1%
Brésil	4	21	0,4%	0,1%
Taiwan	4	22	0,4%	0,1%
Autres	41	1 229	4,2%	3,6%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Ils investissent EN FRANCE

### **Alexion Pharmaceuticals**

MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES  
APPLIQUÉES

Alexion Pharmaceutical, entreprise américaine spécialisée dans la recherche de traitements innovants pour les maladies rares et sévères, a décidé d'ouvrir à Paris son premier laboratoire de recherche en dehors des États-Unis.

Ce centre, baptisé " Centre R&D Alexion Paris ", sera situé dans les locaux de l'Institut Imagine, au sein du campus de l'hôpital Necker-Enfants Malades et regroupera une vingtaine de chercheurs.

### **Bigpoint GmbH**

LOGICIELS ET PRESTATIONS  
INFORMATIQUES

L'entreprise allemande Bigpoint, spécialisée dans le développement de jeu vidéo, a décidé de renforcer ses équipes de développement mobile dans son studio de Lyon, dans le département du Rhône. Formé en 2014 suite à l'acquisition de l'entreprise en difficulté Little Worlds, le studio employait une vingtaine de personnes travaillant sur plusieurs jeux pour Android et iOS.

L'opération prévoit la création de 75 postes supplémentaires.

### **CIZETA MEDICALI SPA**

EQUIPEMENTS MÉDICO-CHIRURGICAUX,  
DIAGNOSTICS ET DISPOSITIFS MÉDICAUX

L'entreprise italienne CIZETA MEDICALI, spécialiste dans la compression élastique, assure la **conception et la fabrication** de solutions innovantes dans la thérapie pour l'insuffisance veineuse et lymphatique. Elle investit 1,2M€ sur son site de Saint-Amand-Montrond, dans le département du Cher. Le fabricant de bas de compression fait construire un bâtiment de 1 600 m<sup>2</sup> sur le site de sa filiale Cizeta Medicali France, pour assurer sa croissance et le développement de nouveaux produits. Cette opération lui permettra également de renforcer son équipe locale avec le recrutement de 20 nouveaux salariés.

## Ils investissent EN FRANCE



### McArthurGlen UK Ltd

COMMERCE ET DISTRIBUTION

L'enseigne londonienne McArthurGlen, qui regroupe plusieurs villages de marques, a décidé d'en ouvrir un près de Marseille, à Miramas, dans le département des Bouches-du-Rhône. Il s'agit du troisième village de marques en France de la société britannique après ceux de Troyes (en 1995) et de Roubaix (en 2000).

L'investissement s'élève à 110M€ et devrait générer 600 emplois.



### EPO Fashion Co. Ltd

TEXTILE, TEXTILE INDUSTRIEL, HABILLEMENT ET ACCESSOIRES

La marque de vêtements féminins **MO&CO** du groupe **EPO Fashion Co. Ltd**, basée à Guangzhou, est connue sur les marchés occidentaux grâce à ses réseaux de distribution internationaux. Elle s'est surtout développée ces 10 dernières années en Asie (Tokyo, Hong Kong, Singapour) puis au Canada et aux États-Unis. La marque **MO&CO** s'apprête désormais à conquérir l'Europe. **MO&CO** est présente à Paris aux Galeries Lafayette depuis le début de l'année 2015, à Londres au Selfridges depuis 2013 et à Milan via un distributeur local. L'entreprise chinoise a choisi Paris pour implanter son quartier général européen. L'opération représente un investissement de 10M€ et la création de 10 emplois.



### Vidya Herbs

AGRO-ALIMENTAIRE

Le groupe indien multinational **Vidya**, spécialisé dans les extraits de plantes, d'épices et de fruits, a acquis l'un des plus grands domaines de l'AOC Chinon, dans le Val de Loire. **Vidya Europe**, installé au domaine de l'Abbaye, va ainsi diversifier ses activités et produire à Chinon des vins « fruités et agréables à boire », destinés au marché français et à l'export. Le groupe prévoit de planter des hectares supplémentaires, d'investir en vinification et de se lancer dans la viticulture bio. Avec cet investissement, **Vidya** compte créer 5 emplois.

L'Allemagne demeure le premier pays d'origine européenne, avec 141 projets d'investissement. L'Allemagne réalise 15% des investissements étrangers et 11% des emplois associés. Les entreprises allemandes sont parmi les principales contributrices des activités de production : elles sont à l'origine de 17% des décisions d'investissement et de 10% des emplois associés.

L'Italie maintient le dynamisme de ses investissements en France en 2015 et se positionne au 3<sup>e</sup> rang avec 84 décisions d'investissement. Les investissements italiens se distinguent par une forte spécialisation dans les activités de logistique, à l'origine de 31% des investissements dans cette fonction. L'Italie est également le 2<sup>e</sup> contributeur des investissements dans les activités de recherche et développement en France.

Les investissements britanniques se positionnent avec 81 projets au 4<sup>e</sup> rang des investisseurs étrangers en France en 2015. Les investissements britanniques sont à l'origine de 22% des points de vente tels que Mc Arthur Glen, Primark, attirées par la demande domestique ; et de 18% des services aux particuliers tels Stagecoach Group Plc, Motosport Vision.

Les investissements japonais ont été stables en France en 2015. Le Japon se positionne au 5<sup>e</sup> rang des investisseurs avec 58 décisions d'investissement. Le Japon est le 4<sup>e</sup> investisseur étranger dans les activités de production, à l'origine de 6% des investissements.

La présence des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) en France a légèrement progressé en 2015. Avec 68 décisions d'investissement, ces pays représentent 7% de l'ensemble des investissements. Cependant, la nature des activités évolue. On observe en effet, une progression des investissements dans la fonction production, qui représentent 22 % des investissements des BRIC réalisés en France. Les investissements chinois et indiens représentent respectivement 57% et 18% de l'ensemble des projets réalisés par les BRIC en France pour l'année 2015.

# ANALYSE SELON LA FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE S'AMÉLIORE ET SE TRADUIT PAR UN NOMBRE CROISSANT DE NOUVELLES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT DANS LES FONCTIONS STRATÉGIQUES.

**D**ans l'exercice de leurs activités, les entreprises déploient plusieurs types de fonctions : production/réalisation, recherche et développement, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

## LES DÉCISIONS RELEVANT DES QUARTIERS GÉNÉRAUX PROGRESSED EN 2015

Le siège social, la direction de la stratégie, la direction financière, des fonctions tertiaires supérieures, les centres de recherche et de développement, des directions opérationnelles comme les directions marketing, commerciales, sont des organes de l'entreprise impliqués dans les processus décisionnels. Pour les groupes multinationaux, la fragmentation des processus décisionnels s'impose, avec la disparition d'une structure pyramidale unique de décision sur un même site.

La taille mondiale des entreprises les oblige donc à créer également des centres de décision géographiques régionaux, se traduisant par une dispersion de la localisation des centres de décision. Au sein des grandes entreprises multinationales possédant de nombreux sites en Europe, les fonctions liées aux centres de décisions comprennent :

> un quartier général mondial ou Europe dont le champ géographique peut dépasser la France pour englober l'Europe, mais également l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient.

> un quartier général national dont la compétence est la coordination de l'ensemble des activités sur le territoire national d'une firme étrangère.

Nous entendons donc par « centres de décision » d'une entreprise, les structures internes dont le dirigeant et les équipes participent aux prises de décisions stratégiques, engageant l'avenir de toute ou partie de l'entreprise, notamment en matière d'investissement et d'emploi.

Ces activités sont directement ou indirectement créatrices de valeur et essentielles pour les territoires sur lesquels elles sont implantées. En premier lieu, les centres de décision, qui selon le secteur d'activité et le périmètre du réseau décisionnel peuvent employer à l'échelle d'un grand groupe quelques centaines de personnes comme quelques milliers, emploient une main d'œuvre qualifiée. En second lieu, l'implantation des centres de décision d'un groupe va favoriser l'implantation de nouvelles activités telles que les laboratoires de Recherche et développement sur le même territoire. Il est donc important d'être un territoire compétitif pour les attirer, les former et les retenir.

**LE NOMBRE DE PROJETS  
D'INVESTISSEMENTS  
ÉTRANGERS DANS  
LES QG MONDE/  
EUROPE PROGRESSE  
FORTEMENT :  
27 DÉCISIONS CONTRE  
16 EN 2014.**

# Ils investissent EN FRANCE



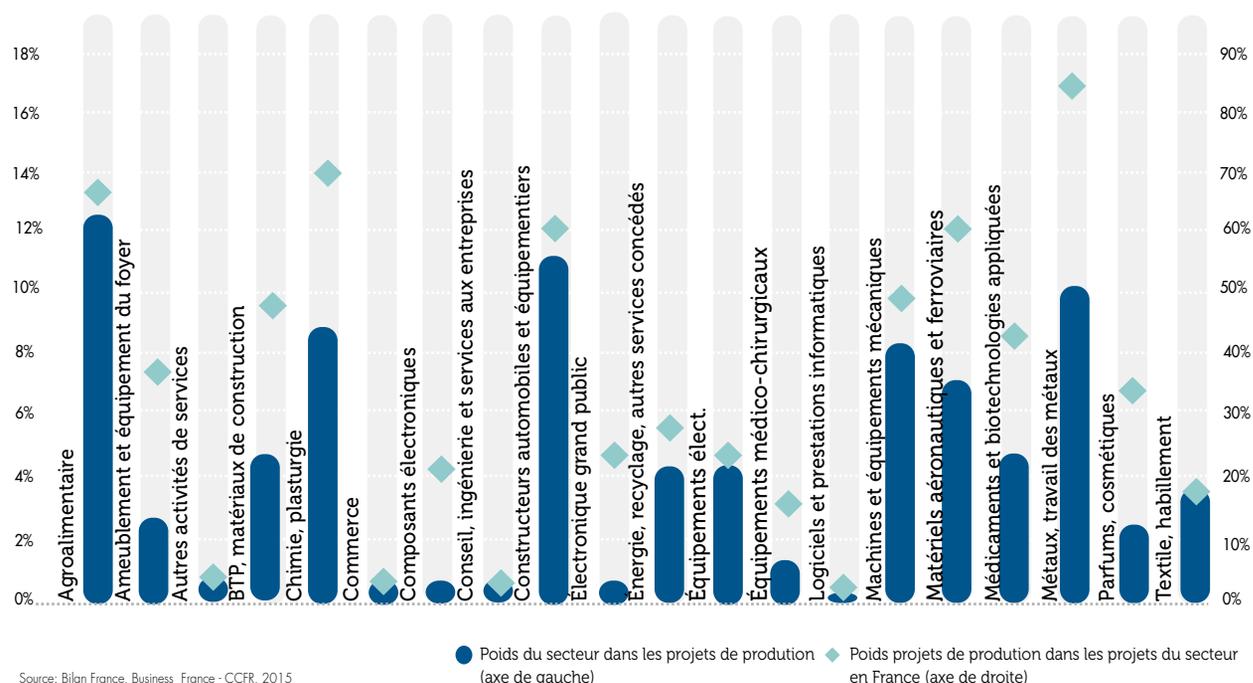
Le canadien Premier Tech, spécialisé dans la production horticole et maraîchère, développe son site de Vivy, dans les Pays de la Loire, où il implante le siège de ses activités européennes. Avec la création d'une nouvelle ligne de production automatisée et d'un nouveau centre de recherche et développement, l'entreprise a décidé de faire de ses installations une véritable tête de pont pour le déploiement manufacturier, la commercialisation et la gestion des substrats de culture et des ingrédients actifs naturels destinés aux marchés d'Europe, d'Asie et d'Afrique pour la production horticole et maraîchère.

Cet investissement de 11M€ prévoit la création de 60 emplois.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION

Fonction	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Production / Réalisation	285	16 168	30%	48%
Centre de décision	207	4 282	22%	13%
<i>Primo Implantation Europe</i>	35	239	4%	1%
<i>Primo Implantation Nationale</i>	121	1 224	13%	4%
<i>QG Monde / Europe</i>	27	351	3%	1%
<i>QG national</i>	24	2 468	2%	7%
Services aux entreprises	180	5 757	19%	17%
R&D, Ingénierie, Design	87	1 706	9%	5%
<i>Ingénierie, Design</i>	17	215	2%	1%
<i>R&amp;D</i>	70	1 491	7%	4%
Point de vente	78	2 255	8%	7%
Services aux particuliers	67	2 404	7%	7%
Logistique	58	1 110	6%	3%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

FIG. 6 Composition sectorielle des projets de production en France



Source: Bilan France, Business France - CCFR, 2015

Le nombre des décisions d'investissement dans des quartiers généraux monde et QG Europe ont fortement progressé pour atteindre 27 décisions d'investissement en 2015 contre 16 en 2014. Les quartiers généraux France ont également progressé : 24 projets en 2015 contre 20 en 2014.

## LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PRIVILÉGIENT LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION

Le nombre des investissements dans les activités de production, réalisation, s'établit à 285 décisions en 2015. Ces projets représentent un enjeu important dans la mesure où la fonction production est la première contributrice en termes de création d'emplois avec 16 168 emplois, soit 48% de l'emploi total.

Les investissements de production décidés par les entreprises américaines, allemandes, belges, italiennes et japonaises représentent 57% de l'ensemble des investissements et 72% des emplois induits. Les Etats-Unis, 1<sup>er</sup> investisseur étranger en France dans la fonction production, est avec 59 décisions d'investissement, à l'origine de 21 % des investissements destinés à cette fonction et de 51 % des emplois induits par ces investissements.

La moitié des activités de production se concentre dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire (13 % de l'ensemble des investissements dans la fonction production), constructeurs automobiles et équipementiers (12 %), les métaux et travail des métaux (10%), verre, céramique (9%) et la chimie, plasturgie (9%).

## LES PROJETS RELEVANT DE LA FONCTION RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT SE MAINTIENNENT A UN NIVEAU ELEVE EN 2015

De nouvelles décisions d'investissements dans les fonctions de R&D<sup>1</sup>, ingénierie et design se confirment : 87 décisions d'investissement dont 70 ne concernant uniquement que les activités de recherche.

Les activités de recherche et développement ainsi que d'ingénierie représentent 9% de l'ensemble des décisions d'investissement en 2015 et sont à l'origine de 5% des emplois créés en France. Au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D génèrent des emplois hautement qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, et généralement plus stables que les emplois productifs.

<sup>1</sup> Les données relatives aux activités de R&D ainsi que les quartiers généraux sont comparables à celles des années antérieures car ces investissements ont toujours été comptabilisés dès le 1<sup>er</sup> emploi.

# Ils investissent EN FRANCE



## SneakersNStuff

COMMERCE ET DISTRIBUTION

Le suédois SneakersNStuff, spécialisé dans la vente en ligne de chaussures de sport de type « ville », a ouvert sa première filiale française à Paris. Le bureau parisien sera responsable du pilotage de la marque en France - administration, marketing - ainsi que de la création d'un ou plusieurs concepts stores. La filiale joue également le rôle de QG logistique pour le sud de l'Europe. L'entreprise servira le marché français à travers son site Internet ainsi qu'un réseau de magasins.

Cette opération représente un investissement de 15M€ et 15 nouveaux emplois.



## DELL INC. (Dell Computer Corporation)

EQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES, INFORMATIQUES

Le géant américain de l'informatique Dell renforce son équipe montpelliéraine, qui compte déjà 950 salariés, avec la création de 100 nouveaux postes. Les recrutements concernent principalement des postes de commerciaux. Deux fois récompensé par la direction du groupe en 2015, le quartier général français de Dell à Montpellier, dirigé par Stéphane Reboud, se lance dans un programme de recrutements qui l'amènera au-delà des 1 000 salariés en 2015. Une croissance qui renforce le poids de Dell en France, alors que son fondateur, Michael Dell, s'apprête à lancer une initiative de portée mondiale depuis Paris.

# Ils investissent EN FRANCE



CHIMIE, PLASTURGIE

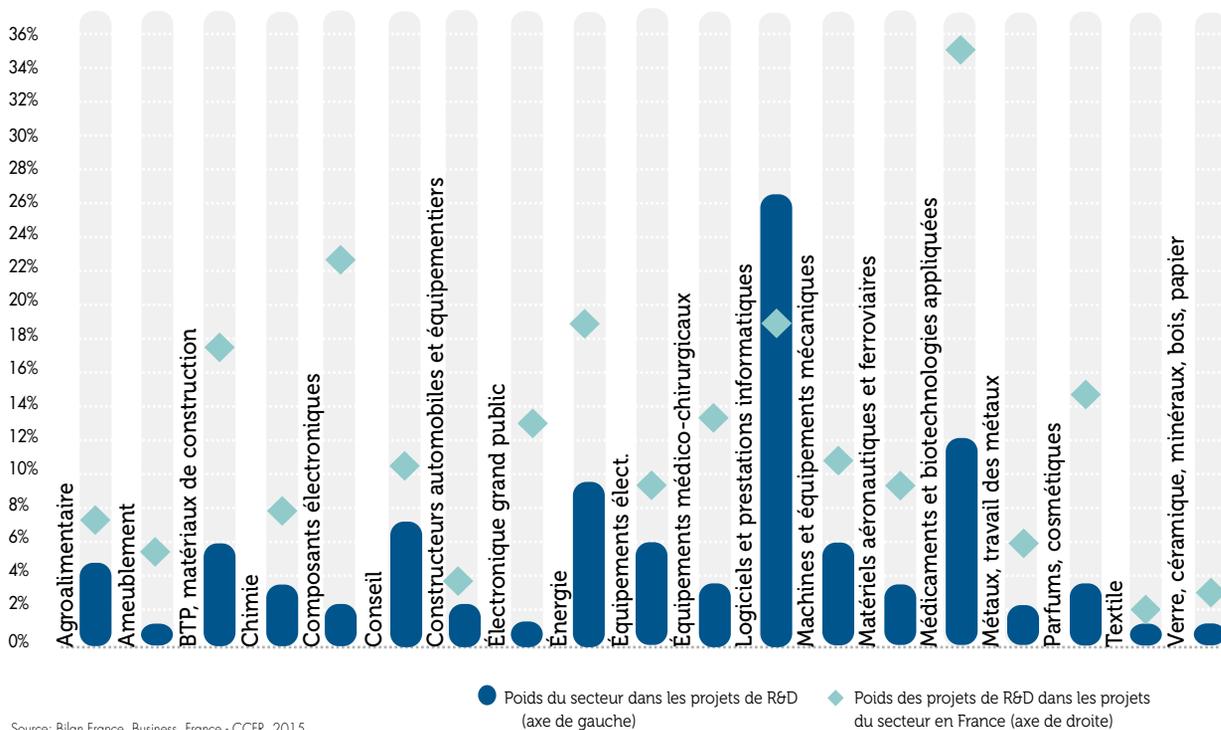
En France, le japonais Adeka, spécialisé dans la production d'additifs pour les polymères, dispose d'un siège basé à Mulhouse (Adeka Palmarole SAS) dans le département du Haut-Rhin depuis 2000, et d'un site de production à Rousset dans le département des Bouches-du-Rhône, depuis 2008. Le projet d'extension de l'usine de Rousset comprend la mise en place d'une nouvelle ligne de production.

L'opération a permis la création d'une trentaine d'emplois.

Les principaux investisseurs sont les Etats-Unis, l'Italie et l'Allemagne qui sont respectivement à l'origine de 24%, 14% et 13% des investissements étrangers destinés à la fonction R&D, ingénierie en France en 2015. Viennent ensuite le Canada et la Suisse, qui réalisent respectivement 9% et 8% des investissements de R&D en France.

En 2015, plus du tiers des investissements étrangers dans la recherche développement et ingénierie se concentrent dans deux secteurs : les logiciels et prestations informatiques (25%) et les médicaments et biotechnologies appliquées (11%). Les investissements internationaux dans le secteur des médicaments et biotechnologies appliquées se caractérisent par une proportion importante des projets de R&D, qui représentent 34% des investissements de ce secteur.

FIG. 7 Composition sectorielle des projets de R&D en France



Source: Bilan France, Business France - CCFR, 2015

# Ils investissent EN FRANCE



## Zimmer Biomet Holdings, Inc

EQUIPEMENTS MÉDICO-CHIRURGICAUX, DIAGNOSTICS ET DISPOSITIFS MÉDICAUX

Le groupe américain Zimmer, spécialisé dans la fabrication de prothèses orthopédiques, est implanté depuis plus de 20 ans dans le Pays de Montbéliard, à Brognard. En 2014, l'entreprise rachète son concurrent américain Biomet et renforce ainsi son leadership sur le marché. Avec 150 employés en France dont 70 sur le parc d'activités « Technoland II » de Brognard, Zimmer Biomet développe pour les chirurgiens des dispositifs médicaux novateurs pour traiter les pathologies osseuses ou des articulations et renforcer les tissus mous. L'unité logistique locale assure l'approvisionnement des établissements hospitaliers français en prothèses ainsi qu'en ancillaires.

Une extension de 1000 m<sup>2</sup> du site « Technoland II » va permettre le recrutement de 25 personnes courant 2016. L'activité devrait être pleinement opérationnelle dès septembre 2016.



## Siemens

MATÉRIELS FERROVIAIRES

Siemens est un groupe international, leader dans le secteur de la haute technologie, synonyme depuis plus de 165 ans de performance technique, d'innovation, de qualité, de fiabilité et de présence globale. Siemens opère principalement dans les domaines de l'électrification, de l'automatisation et de la digitalisation.

Dans la continuité des partenariats industriels déjà noués sur le territoire, Siemens a décidé de regrouper à Toulouse - au cœur du quartier Basso Cambo - le siège mondial de ses activités de métros automatiques clés en main de la gamme Val : de la R&D jusqu'à la maintenance, en passant par les activités commerciales, l'ingénierie et la direction de projets.

En tant qu'ensemblier, Siemens s'appuie

déjà sur une filière industrielle toulousaine à la pointe sur les systèmes embarqués et poursuivra son développement ambitieux, principalement à l'international, contribuant ainsi au rayonnement de l'industrie française.

Ce nouveau site consacré au Val s'étend sur un terrain de 10 000 m<sup>2</sup> dans des locaux en cours de réaménagement, où les premières équipes se sont installées en novembre dernier. Il sera complètement équipé au printemps prochain et plus d'une centaine de collaborateurs y seront alors regroupés.

## ArcelorMittal

MÉTAUX, TRAVAIL DES MÉTAUX

Le campus ArcelorMittal basé à Maizières-lès-Metz en Lorraine est le plus grand site de recherche du Groupe. Avec 24 hectares et 45 000 m<sup>2</sup> de laboratoires et de halles pilotes, ce campus abrite 4 centres de recherche et une unité de services partagés. 15 millions d'euros ont été investis en 2015 pour maintenir à haut niveau le complexe d'équipements et d'outils de recherche du site. Les technologies choisies permettent de reproduire ou de simuler la fabrication et la mise en œuvre des aciers, et de créer les produits et solutions de demain. Le site de recherche ArcelorMittal Maizières cible de continues avancées techniques pour les secteurs de l'automobile, de l'emballage et de l'industrie minière ainsi que pour les procédés de fabrication sidérurgiques.

Le campus de Maizières emploie 561 salariés permanents auxquels s'ajoutent plus d'une centaine de stagiaires chaque année. La vingtaine de nationalités, la mixité des générations présentes sur le campus et les nombreuses collaborations universitaires ou industrielles lui procurent dynamisme, esprit d'innovation et expertise reconnue qui contribuent autant à son rayonnement mondial qu'à son ancrage local.



## Doosan Heavy Industries & Construction

ENERGIE, RECYCLAGE

L'entreprise sud-coréenne Doosan Heavy Industries & Construction est spécialisée dans le contrôle non-destructif sur des centrales nucléaires. En 2015, l'entreprise a établi son premier site français à Aix-en-Provence, dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, par le biais de son quartier général européen basé en Ecosse. L'équipe française sera dédiée au contrôle non-destructif sur des centrales nucléaires.

L'opération mènera à terme à la création d'une vingtaine d'emplois, principalement des postes d'ingénieurs spécialisés dans ce domaine.



## Facebook Inc.

LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

Le géant américain Facebook ouvre à Paris son centre européen de recherche sur l'intelligence artificielle. La capitale française a été choisie en raison de la concentration de talents en recherche informatique et en intelligence artificielle. A terme, le nouveau centre parisien emploiera 30 chercheurs qui travailleront sur des projets dans la reconnaissance d'image, le traitement du langage naturel, la reconnaissance vocale et les infrastructures physiques et logiques requises pour exécuter ces systèmes d'intelligence artificielle.

L'entreprise a également signé un accord de travail collaboratif avec l'Inria. Jusqu'alors, l'équipe dédiée à l'intelligence artificielle comptait une quarantaine de chercheurs – parmi lesquels figurent un grand nombre de français – répartis entre le siège social de l'entreprise, à Menlo Park, et son bureau new-yorkais.

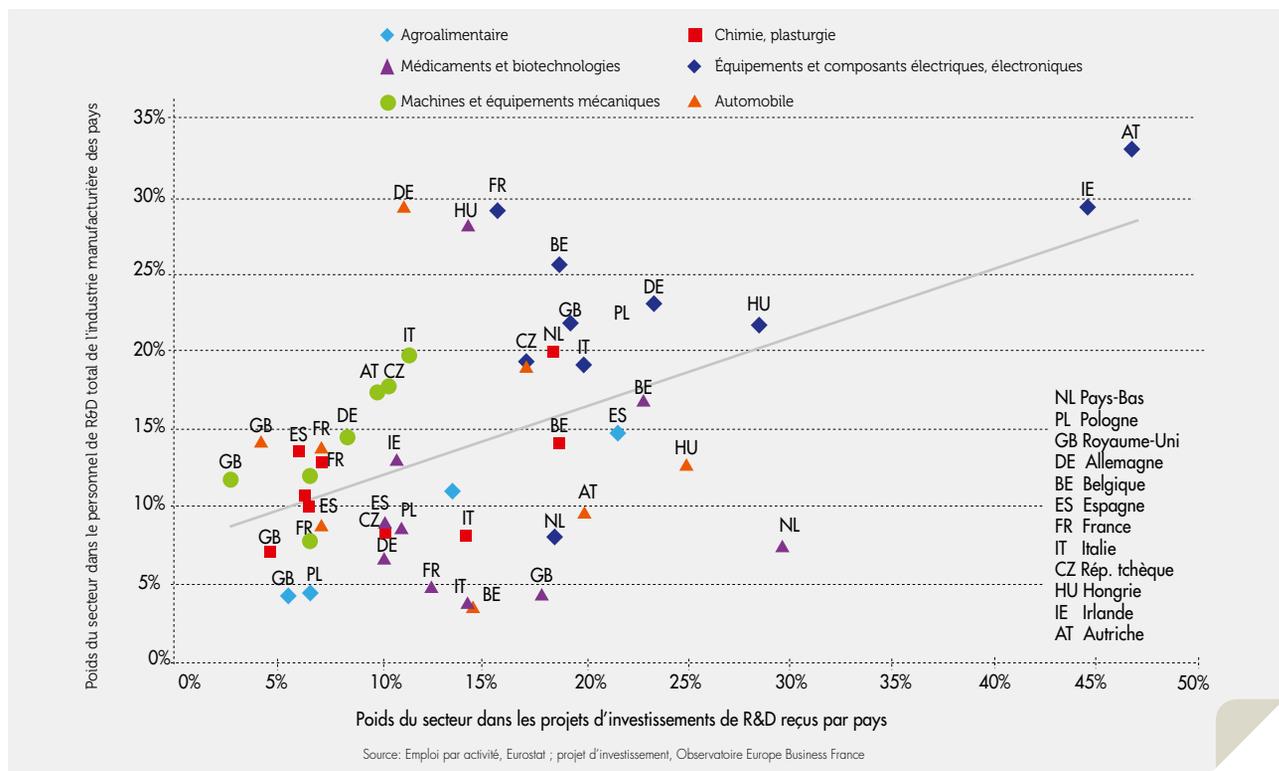
### SPECIALISATION SECTORIELLE DE LA R&D DES PAYS EUROPEENS ET COMPOSITION DES INVESTISSEMENTS RECUS EN R&D

L'étude de la corrélation entre la spécialisation sectorielle de la recherche et développement des pays européens, et la composition sectorielle des investissements étrangers entrants, apporte un éclairage complémentaire sur les stratégies de localisation des activités de R&D en Europe.

Les résultats obtenus, en moyenne pour six secteurs manufacturiers, semblent indiquer qu'il existe une corrélation positive entre le poids du secteur dans la R&D industrielle des pays, et le poids du secteur dans les projets d'implantation de R&D à destination de ces pays.

La spécialisation de la recherche en Irlande dans les équipements et les composants électriques et électroniques peut notamment être de nature à expliquer l'attractivité de l'Irlande dans ce domaine. De même, le poids élevé de la chimie-plasturgie dans la R&D au Pays-Bas, ou du secteur des médicaments et biotechnologies dans la R&D en Belgique, pourrait être un facteur explicatif de l'attractivité révélée de ces pays pour les industriels de ces secteurs. Le graphique permet également de mettre en avant la spécialisation et l'attractivité de l'Italie dans le secteur des machines et équipements mécaniques.

FIG. 8 Spécialisation sectorielle de la R&D des pays européens et structure des investissements reçus en R&D



# ANALYSE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE INVESTISSEUR

LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE EN FRANCE EST SECTORIELLEMENT DIVERSIFIÉE.

**LE SECTEUR  
MANUFACTURIER  
REPRÉSENTE 61%  
DES DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENT  
ET 62% DES EMPLOIS  
INDUITS.**

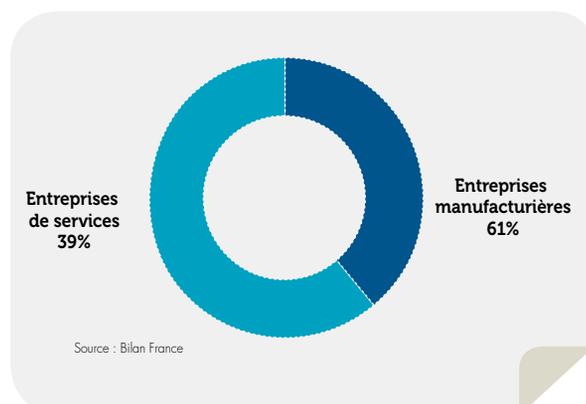
**N**ous recensons 587 décisions d'investissement dans le secteur manufacturier soit 61% de l'ensemble des investissements et 62% des emplois induits. Les entreprises étrangères du secteur des services sont, elles, à l'origine de 39 % des projets avec 375 décisions d'investissement.

La présence étrangère en France est sectoriellement diversifiée. Les principaux secteurs d'investissement en 2015 sont : les logiciels et prestations informatiques (12%), le textile et accessoires (6%), le conseil-ingénierie et les services aux entreprises (6%), les équipements électriques, électroniques, informatiques (6%),

l'agro-alimentaire (6%), ainsi que les constructeurs automobiles (6%).

L'origine des investissements en France diffère selon le secteur d'activité. Alors que les projets américains se concentrent dans le domaine des logiciels et prestations informatiques à l'origine de 37% des investissements de ce secteur; les entreprises allemandes privilégient le secteur de l'énergie (30%) et des constructeurs automobiles (37%); tandis que les entreprises italiennes favorisent le secteur de l'ameublement et équipement du foyer (37%) et de l'agroalimentaire (16%); enfin, les entreprises britanniques celui du commerce et de la distribution (31%).

**FIG. 9 Répartition des projets entre le secteur manufacturier et les services**



# Ils investissent EN FRANCE



## PUNCH Group

CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES

Initiée en 2012 avec la décision du groupe belge de reprendre le site de production strasbourgeois de General Motors, la présence alsacienne de PUNCH Group s'est depuis développée grâce à la valorisation des compétences techniques des 1000 équipiers (ouvriers, techniciens et ingénieurs) spécialisés dans la conception et fabrication de boîtes de vitesse automatiques pour l'industrie des véhicules premium. Au-delà de la reprise d'un nouveau site industriel (STEELCASE à Wisches) et d'une nouvelle extension créant 143 emplois.

Le Port Autonome de Strasbourg, en prise directe avec celui de Rotterdam, par lequel s'exporte 100% de la production de PUNCH, bénéficie en particulier des retombées de ce dynamisme.

L'émulation industrielle générée a également permis de voir émerger de multiples projets parallèles, environnementaux, technologiques ou logistiques. Ainsi, la compétence hautement qualifiée des équipiers de Punch a entraîné de nombreux acteurs de la filière dans une démarche Lean, ou structuré une démarche collective autour de l'impression 3D additive.

Enfin, le centre de R&D dédié aux métiers de la transmission et des technologies pour véhicules hybrides, en association avec les écoles d'ingénieurs et l'université de Strasbourg, réunissent désormais des compétences de niveau mondial permettant de consolider l'attractivité du territoire pour les industries en développement.

## PROJETS PAR SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Secteur d'activité	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	58	1 250	6%	4%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	55	1 624	6%	5%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	55	1 033	6%	3%
Constructeurs automobiles et équipementiers	54	2 592	6%	8%
Machines et équipements mécaniques	47	887	5%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés	44	651	5%	2%
Chimie, plasturgie	37	780	4%	2%
Métaux, travail des métaux	34	974	4%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	33	1 549	3%	5%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	32	6 422	3%	19%
BTP, matériaux de construction	29	538	3%	2%
Médicaments et biotechnologies appliquées	29	1 023	3%	3%
Equipements médico-chirurgicaux	23	250	2%	1%
Parfums, cosmétiques	21	236	2%	1%
Ameublement et équipement du foyer	19	308	2%	1%
Composants électroniques	9	190	1%	1%
Electronique grand public	8	414	1%	1%
<b>TOTAL MANUFACTURIER</b>	<b>587</b>	<b>20 721</b>	<b>61%</b>	<b>62%</b>
Logiciels et prestations informatiques	117	4 208	12%	12%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	60	1 257	6%	4%
Commerce et distribution	51	3 581	5%	11%
Transport, stockage	48	1 337	5%	4%
Autres activités de services	46	816	5%	2%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	28	1 326	3%	4%
Services financiers, bancaires et assurances	20	385	2%	1%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	5	51	1%	0%
<b>TOTAL SERVICES</b>	<b>375</b>	<b>12 961</b>	<b>39%</b>	<b>38%</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

A noter que les entreprises relevant du secteur logiciels et prestations informatiques ont été dynamiques en termes de projets et d'emplois induits, tout comme les entreprises étrangères opérant dans les secteurs des constructeurs automobiles et de l'agroalimentaire [Fig. 10].

Les secteurs manufacturiers à fort contenu technologique (médicaments et biotechnologies, composants et matériels électroniques, énergie, chimie, matériel aéronautique, naval et ferroviaire, par exemple) ainsi que ceux des services à forte intensité de connaissance (qu'il s'agisse d'activités comme le conseil et l'ingénierie, les logiciels et prestations informatiques) représentent 50 % de l'ensemble des investissements en 2015 dont 20% des investissements dans les services à forte valeur ajoutée et 30% des investissements dans les industries à forte valeur ajoutée.

## Ils investissent EN FRANCE



**Oxy'Nov**

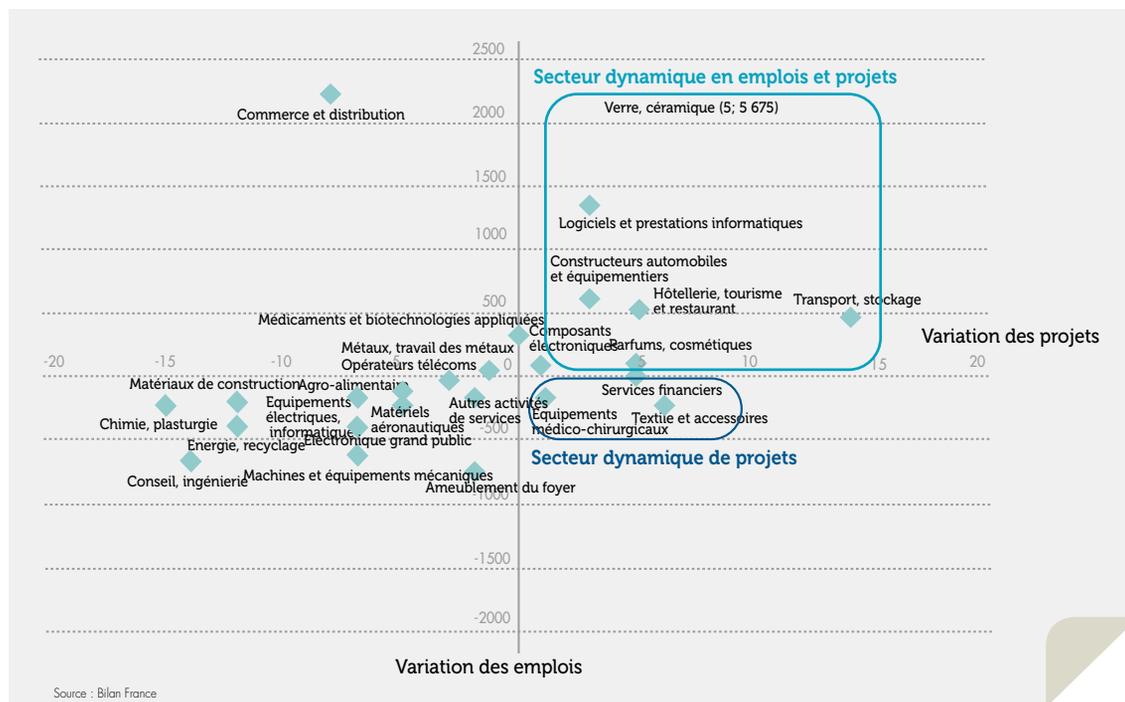
CHIMIE, PLASTURGIE

Oxy'nov, start-up canadienne innovante issue de la recherche en santé, a conçu FreeO2 un système d'ajustement automatisé de l'oxygénothérapie, qui vise à remplacer la technologie centenaire du débitmètre à bille. FreeO2 permet d'améliorer la sécurité des patients nécessitant de l'oxygène ou un support respiratoire car il permet de mieux atteindre le degré de saturation d'oxygène cible dans le sang des patients. Il réduit la période pendant laquelle les patients doivent recevoir des soins d'oxygénothérapie et réduit donc la durée d'hospitalisation. Ce système pourrait être utilisé à la maison par des personnes souffrant d'insuffisance respiratoire chronique. Son usage pourrait donc se traduire par des économies

substantielles pour le système de santé. Grâce à un appui financier de 1M\$, Oxy'Nov tentera une percée sur le marché européen en 2016.

L'entreprise a choisi Brest et plus particulièrement l'incubateur de Télécom Bretagne pour implanter sa filiale, ce qui lui permet de valoriser les relations en recherche avec les acteurs régionaux de la santé partenaires du projet : l'Université de Bretagne occidentale, le CHRU de Brest et Télécom Bretagne, réunis au sein du Latim (Laboratoire de traitement de l'information médicale) et du Labsticc. Outre le déploiement commercial, la filiale a aussi vocation à développer techniquement les algorithmes intelligents embarqués dans le dispositif FreeO2. 5 emplois sont envisagés dans les 3 ans.

**FIG. 10** Corrélation entre la variation des projets et des emplois entre 2014 et 2015



**Grille de lecture :** Par rapport à 2014, la hausse de 14 projets relevant du secteur « Transport, stockage » s'est accompagnée de 484 emplois supplémentaires.

# Ils investissent EN FRANCE



## Principle Power

SEGMENT NOUVELLES ENERGIES

L'américain Principle Power a ouvert sa filiale Principale Power France à Aix-en-Provence, dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Fondée en 2007, l'entreprise est spécialisée dans le développement de fermes éoliennes flottantes.

Le nouveau site, principalement dédiée à l'ingénierie, est la première implantation française de Principle Power. L'opération devrait conduire à la création de 10 emplois.



## Datadog

SEGMENT CLOUD COMPUTING

Créée en 2010 et basée à New-York, Datadog a mis en place une plateforme de gestion pour les applications en cloud. La société a développé un logiciel de type SaaS (Software as a Service) capable de consolider les données issues de tous les logiciels d'une entreprise.

En 2015, la société a décidé d'établir son premier site en dehors des Etats-Unis à Paris, avec la création d'un centre de R&D qui sera composé d'une équipe de 60 personnes. Le centre est situé dans le 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris, non loin de l'association NUMA (ex-Silicon Sentier), réseau mondial de l'innovation, qui accompagne les startups dans leur développement.

## LE NOMBRE DES PROJETS DANS LES SEGMENTS PRIORITAIRES PROGRESSE

Les segments prioritaires recouvrent principalement des thématiques technologiques (liées aux pôles de compétitivité), mais aussi des considérations d'aménagement du territoire (agroalimentaire), ou d'opportunité économique (tourisme). La liste des segments prioritaires est actualisée chaque année, en lien avec les régions et dans le cadre d'un dialogue entre l'Agence, ses tutelles et la Direction Générale des Entreprises.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR SEGMENTS PRIORITAIRES

Segments prioritaires	Projets	Emplois
Agroalimentaire & nutrition	50	1 479
Bois papier	23	949
Chimie du végétal	8	192
Cloud computing	18	1 835
Dispositifs médicaux télémédecine, robotique médicale	18	176
E-commerce, data centers, logistique et services associés	64	1 127
Éducation et formation	11	274
Efficiences énergétique et éco-matériaux	13	110
Hébergements touristiques, loisirs	21	658
Imagerie 3D, virtuel interactif, jeux vidéo, animation, modélisation	6	145
Matériaux et procédés innovants	12	223
Nouveaux véhicules : conception, équipements, infrastructures	3	54
Nouvelles énergies : R & D, production, distribution	21	223
Recherches thérapeutiques, biotechs, alicaments, cosmétique	18	373
Recyclage, dépollution, déconstruction, économie circulaire	1	1
Robotique, domotique	3	70
Silver économie	1	5
Solutions wireless : matériels et logiciels	14	335
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>305</b>	<b>8 229</b>

Le nombre des projets dans les segments prioritaires progresse de 12% en 2015. 305 décisions d'investissement ont concerné en 2015 les segments à fort contenu technologique listés dans le tableau ci-contre, soit 32 % des projets d'investissement étrangers en France annoncés au cours de l'année 2015 et 24 % des emplois associés.

Les segments E-Commerce, datacenter, Agroalimentaire et nutrition, Cloud computing, Dispositifs médicaux, Recherches thérapeutiques, Nouvelles énergies sont prédominants. Ils concentrent 61% des investissements dans les segments prioritaires et 62% des emplois associés.

La présence des entreprises allemandes et italiennes est prédominante dans les segments E-Commerce, Datacenter et Nouvelles énergies : à l'origine respectivement du quart et du tiers des investissements de ces segments. Les entreprises américaines se distinguent par leur présence majoritaire dans le Cloud computing, à l'origine de 56% des investissements dans ce segment.

A noter également l'attractivité de l'Ile-de-France dans le Cloud computing et la recherche thérapeutique; de la région Rhône-Alpes dans le E-Commerce, datacenter ; dans les nouvelles énergies de la région Champagne-Ardenne.

## Ils investissent EN FRANCE



### GlaxoSmithKline Plc

SEGMENT RECHERCHE  
THÉRAPEUTIQUE

Le groupe londonien GlaxoSmithKline, spécialisé dans la recherche thérapeutique, a décidé d'agrandir son usine implanté à Saint-Amand-les-Eaux, dans le département du Nord. Le site, qui produit des vaccins pour le monde entier, souhaite doubler sa production pour faire face à une demande croissante.

Inaugurée en 2011, l'usine de vaccins va bénéficier d'un investissement de 12M€ supplémentaire. L'opération engendrera la création d'une centaine d'emplois.



### Otsuka Holdings

SEGMENT AGROALIMENTAIRE  
ET NUTRITION

Nutrition & Santé, fondé en 1972 à Revel (Haute-Garonne) et sous pavillon japonais depuis 2009, est spécialisé dans la production et la commercialisation de produits alimentaires, offrant santé et naturalité. Nutrition & Santé rassemble dans le monde quatre filiales (Espagne, Benelux, Italie et Brésil), douze sites de production – dont cinq à Revel – 1800 collaborateurs et plus de 40 pays distributeurs.

En 2014, le groupe avait investi 21 millions d'euros à Revel pour la création d'un atelier de fabrication de barres diététiques de ses sept marques principales. Aujourd'hui, le site poursuit son extension sur plus de 10 000m<sup>2</sup> avec l'installation d'une nouvelle unité de fabrication de produits de grill végétal et d'un atelier de produits sans gluten et 100 emplois créés.

A Revel, l'entreprise fabrique des barres de céréales, des biscuits, des produits dérivés du soja, des spécialités végétales et des poudres sous des marques bien connues de tous : Gerblé, Céréral bio, Gerlinéa, Milical, Isostar, etc. Elle abrite le siège social et emploie près de 600 salariés, pour un chiffre d'affaires de 420 M€ en 2015, en hausse de 15% après une hausse de 13% en 2014.

# ANALYSE PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

LE NOMBRE DES NOUVELLES IMPLANTATIONS RESTE DYNAMIQUE ET CONFIRME L'ATTRACTIVITÉ DU SITE FRANCE.

**49% DES DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENT  
SONT DES CRÉATIONS.**

Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : création d'un nouveau site, extension d'un site existant, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition. Business France, dans le présent rapport, comptabilise également parmi ces opérations celles qui créent ou préservent (en cas de rachat d'une entreprise en difficulté) des emplois (cf. **Annexe méthodologique. Critères de prise en compte des projets**).

## LE NOMBRE DE CRÉATIONS EST PRÉDOMINANT

Les décisions de nouvelles implantations en France en 2015 s'établissent à 476, représentant 49 % de l'ensemble des investissements et 26 % des emplois induits. Les créations sont plus fréquentes dans les fonctions centres de décisions qui sont à 75% des primo-implantations nationales ou européennes.

## Ils investissent EN FRANCE

### **Do&Co Restaurants & Catering AG**

AGRO-ALIMENTAIRE, AGRICULTURE

L'entreprise agro-alimentaire autrichienne Do&Co Restaurants & Catering a réalisé son premier investissement en France en reprenant le groupe Hédiard. Afin de développer la marque sur le territoire français et dans le monde, le groupe autrichien souhaitait se doter d'une unité de production dans l'hexagone, destinée à la fabrication des produits alimentaires.

Do&Co a choisi d'implanter un site de production à Argenteuil, dans le Val-d'Oise. Cet investissement de 10Md'euros permettra la création d'une centaine d'emplois.

### **Jennifersoft**

LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

La startup coréenne Jennifersoft, créée en 2005, fournit des solutions de gestion des performances pour les entreprises. Grâce à son expertise dans la technologie Java et le système Web d'entreprise (J2SE / J2SEE), elle fournit à près de 900 entreprises des services de haute qualité. Jennifersoft est également implantée au Japon, en Thaïlande, aux Etats-Unis et en Autriche, où se situe son quartier général européen.

En 2015, l'entreprise coréenne a décidé d'implanter un centre de recherche & développement JUDVI SAS, basée dans le Calvados, à Anctoville. Ce projet permettra la création de 15 emplois.

### **Stemcell Technologies**

MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

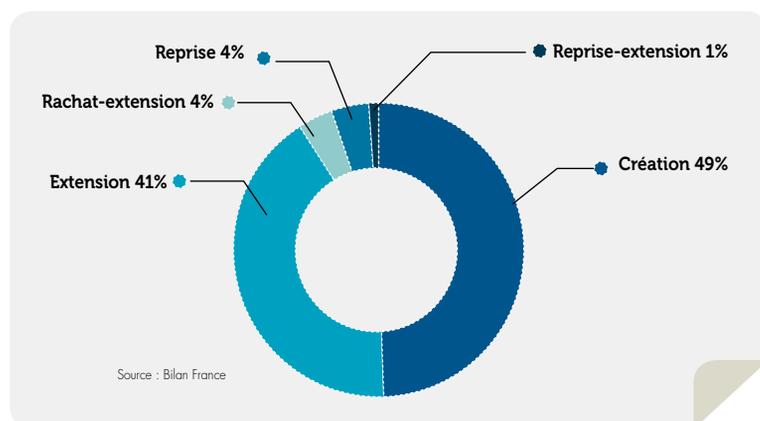
Basée à Vancouver, l'entreprise StemCell Technologies est spécialisée dans l'élaboration de produits issus de division cellulaire et de réactifs auxiliaires destinés à des fins de recherche. Présente à Grenoble (Auvergne-Rhône-Alpes) depuis la fin des années 90 suite au rachat d'une entreprise, StemCell gère ses activités de distribution, de ventes et de support sur le marché européen à partir de ce site français. L'entreprise de biotechnologie a procédé à une vingtaine d'embauches supplémentaires en 2015 pour porter le nombre total de salariés en France à près d'une cinquantaine.

## BAISSE DU NOMBRE DE REPRISES DE SITES EN DIFFICULTÉ

Les reprises de sites en difficulté par les investisseurs étrangers permettent de maintenir sur le territoire français des activités en péril. Ces investissements assurent une redynamisation des territoires en difficulté et la sauvegarde des emplois. Ils ont permis le maintien de plus de 5 567 salariés.

Alors que les reprises de sites en difficulté diminuent, les reprises-extensions de sites en difficulté ont fortement progressé : 18 décisions d'investissement ont été annoncées en 2015 permettant le maintien de 6 342 emplois et la création de 444 emplois.

FIG. 11 Répartition des projets par type d'investissement



Source : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

## PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

Type d'investissement	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Création	476	8 669	49%	26%
Extension	394	11 815	41%	35%
Rachat-extension	39	845	4%	3%
Reprise	35	5 567	4%	17%
Reprise-extension	18	6 786	2%	20%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Ils investissent EN FRANCE



### Martin Dow Limited

MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

Le groupe industriel Martin Dow, créé en 1960 et basé au Pakistan, est spécialisé dans la fabrication de médicaments génériques. Fin 2015, l'entreprise pakistanaise a repris le site industriel pharmaceutique du laboratoire Salem, situé à Meymac, dans le département de la Corrèze. Fondés en 1994, les laboratoires Salem avaient racheté le site de Bristol-Myers-Squibb à Meymac en 2010. L'entreprise avait rencontré des difficultés financières la contraignant à demander un placement en redressement judiciaire en avril 2015. L'opération doit permettre le maintien des 26 emplois.



### International Technology Solutions (ITS)

COMMERCE ET DISTRIBUTION

La société d'investissement luxembourgeoise International Technology Solutions s'est lancée dans la reprise du spécialiste de la culture et des loisirs Actissia, basée à Paris. Anciennement propriété du groupe Bertelsmann, Actissia rencontrait des difficultés financières avérées. L'ambition d'ITS est de moderniser la stratégie de la marque France Loisirs (achat en ligne, dématérialisation, market place, etc.).

Cette opération permet à la société française d'éviter une probable procédure collective et de maintenir 2050 emplois.

# Ils investissent EN FRANCE



## Norvestor Equity

LOGICIELS ET PRESTATIONS  
INFORMATIQUES, ENTREPRISE

Fondée en 2002, Norvestor est un éditeur de logiciels d'origine norvégienne.

L'entreprise est en pleine croissance. En 2015, Norvestor employait plus de 750 personnes dans 15 pays.

Afin de continuer son expansion à l'internationale débutée en 2005 et de gagner des parts de marché en France, la société a ouvert une filiale en Ile-de-France, à Boulogne-Billancourt fin 2012 (siège social «France »).

En 2015, l'entreprise norvégienne a décidé d'agrandir son équipe française en créant 15 emplois supplémentaires.



## Patheon Inc.

MÉDICAMENTS ET  
BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

L'entreprise américaine Patheon, spécialisée dans la fabrication de préparations pharmaceutiques, a décidé d'investir 5M€ dans sa filiale Patheon France, basée à Bourgoin Jallieu dans le département de l'Isère. L'investissement doit contribuer à améliorer la compétitivité de l'entreprise dans le domaine du conditionnement en blisters et de la production de comprimés utilisant des matières hautement actives, notamment pour le traitement du cancer. Cette extension devrait créer 35 emplois supplémentaires.



## ADR

MACHINES ET ÉQUIPEMENTS  
MÉCANIQUES

En 2013, le groupe italien ADR, leader mondial des essieux et suspensions pour machines agricoles et remorques, reprenait la Société Ardennaise d'Essieux, alors en difficulté. En 2015 l'entreprise italienne a investi 5 millions d'euros dans la création d'une ligne de peinture par cataphorèse sur son site d'Ham-les-Moines (Ardennes) où travaillent 64 collaborateurs. Cette opération doit également permettre à la Société Ardennaise d'Essieux d'augmenter ses capacités de stockage.

## LES EXTENSIONS SE MAINTIENNENT EN 2015

Les extensions illustrent la confiance accordée au site France par les filiales sous contrôle étranger, déjà implantées sur le territoire français. Le nombre d'extensions décidées par les entreprises se maintient en 2015. Ces investissements sont les principaux pourvoyeurs d'emplois. En 2015, 394 extensions ont été recensées, représentant 41 % du total des décisions d'investissement et 35% des emplois. Les projets d'extension prédominent dans les fonctions de production (49%), suivies par les services aux entreprises (24%).

**FONCTION SERVIE PAR  
L'INVESTISSEMENT**

	Nombre		Part	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
<b>Création</b>	<b>476</b>	<b>8 669</b>		
Centre de décision	184	1 765	39%	20%
Logistique	24	576	5%	7%
Point de vente	77	2 254	16%	26%
Production / Réalisation	32	1 039	7%	12%
R&D, Ingénierie, Design	40	522	8%	6%
Services aux entreprises	75	932	16%	11%
Services aux particuliers	44	1 581	9%	18%
<b>Extension</b>	<b>394</b>	<b>11 815</b>		
Centre de décision	16	368	4%	3%
Logistique	29	468	7%	4%
Production / Réalisation	193	5 483	49%	46%
R&D, Ingénierie, Design	45	839	11%	7%
Services aux entreprises	96	4 181	24%	35%
Services aux particuliers	15	476	4%	4%
<b>Rachat-extension</b>	<b>39</b>	<b>845</b>		
Centre de décision	5	89	13%	11%
Logistique	1	10	3%	1%
Point de vente	1	1	3%	0%
Production / Réalisation	19	366	49%	43%
Services aux entreprises	6	234	15%	28%
Services aux particuliers	7	145	18%	17%
<b>Reprise</b>	<b>35</b>	<b>5 567</b>		
Centre de décision	1	2 050	3%	37%
Logistique	4	56	11%	1%
Production / Réalisation	26	2 795	74%	50%
R&D, Ingénierie, Design	1	65	3%	1%
Services aux entreprises	2	399	6%	7%
Services aux particuliers	1	202	3%	4%
<b>Reprise-extension</b>	<b>18</b>	<b>6 786</b>		
Centre de décision	1	10	6%	0%
Production / Réalisation	15	6 485	83%	96%
R&D, Ingénierie, Design	1	280	6%	4%
Services aux entreprises	1	11	6%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>962</b>	<b>33 682</b>		

# INVESTISSEMENTS FINANCIERS

PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES OU COMMERCIAUX,  
INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION ET PÉRENNISATION.

**LE NOMBRE  
D'INVESTISSEMENTS  
DE MODERNISATION A  
PROGRESSÉ :  
89 DÉCISIONS CONTRE  
55 EN 2014.**

**A** travers notre procédure de recueil des données nous identifions de multiples formes d'implantation des entreprises sous contrôle étranger qui illustrent la diversité des stratégies d'internationalisation des firmes multinationales. Les formes les plus nombreuses recensées pour l'année 2015, au nombre d'une centaine, sont les partenariats technologiques et industriels, les pérennisations, les fusions-acquisitions, les investissements matériels.

## LES PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un nouveau mode d'internationalisation des entreprises. Dix-neuf partenariats technologiques ont été accompagnés par Business France et ses partenaires territoriaux en France, en 2015. Les principaux acteurs sont américains. Ces investissements concernent majoritairement des activités de recherche et développement et ingénierie.

## Ils investissent EN FRANCE

### PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES



#### Hills, Inc.

TEXTILE, TEXTILE INDUSTRIEL,  
HABILLEMENT ET ACCESSOIRES

L'entreprise américaine Hills, spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication d'équipements d'extrusion de fibres, a annoncé l'ouverture d'un bureau au Centre Européen des Textiles Innovants (CETI), basé à Tourcoing dans le département du Nord. Le CETI offre à ses clients les dernières technologies de recherche et de développement pour la fibre et le tissu. Dans le cadre de ce partenariat technologique, Hills fournira des conseils techniques lors des essais. L'américain va également utiliser le bureau pour

soutenir les activités de marketing et de services pour ses clients européens.

### PARTENARIATS COMMERCIAUX



#### MassChallenge

CONSEIL, INGÉNIERIE

L'accélérateur de start-up MassChallenge, basé à Boston a lancé un dispositif baptisé à Lyon le projet « Big Booster – Bio & Tech & Global Impact ». Ce programme d'accélération international à but non lucratif est porté conjointement par les villes de Lyon et de Boston. Ses missions consistent à sélectionner, accompagner et accélérer des start-up aux projets d'innovation, à fort potentiel économique et/ou impact sociétal ou environnemental.



#### Accoform (Groupe Euronyl)

CHIMIE, PLASTURGIE

L'entreprise Plastigray, basée à Gray, dans le département de la Haute-Saône, est spécialisée dans la production de pièces en plastique par injection. Filiale du belge Accoform (Groupe Euronyl), la société emploie 235 personnes à travers 3 sites dont 2 en France et 1 en Tunisie. En 2015, 1M€ est investi sur le site de Gray pour moderniser ses équipements. Cette opération tend à étendre le spectre des savoir-faire de l'entreprise qui les entretient par une innovation constante.

## LES PARTENARIATS COMMERCIAUX

Au nombre de treize, les partenariats commerciaux consistent pour les entreprises à mettre en commun leurs forces de travail, leurs ressources, leurs partenaires afin de développer leur activité commerciale. Ces partenariats sont sectoriellement dispersés et concernent principalement les activités de services aux entreprises et à la production.

## LES INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION

L'investissement de modernisation vise à acquérir de nouveaux moyens de production afin de remplacer un matériel obsolète, d'accroître les capacités de production ou d'améliorer la productivité des entreprises. En 2015, Business France et ses partenaires territoriaux ont recensé 89 investissements de modernisation.

Les investissements de modernisation recensés en France ont principalement été réalisés par les entreprises allemandes (30%) ainsi que les entreprises américaines (16%). Près des trois-quarts de ces investissements concernent des activités de production.

## LES INVESTISSEMENTS DE PÉRENNISATION

Les investissements de pérennisation permettent de « conforter » l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme. Ils manifestent la volonté de l'entreprise étrangère de poursuivre son activité sur le site concerné. Ils ne sont pas comptabilisés dans le Bilan France, qui recense uniquement les projets qui créent de l'emploi ou maintiennent les emplois existants menacés à très court terme. Ils ont cependant leur place dans ce rapport, car le maintien d'entreprises étrangères sur le territoire français n'est pas un objectif moins important que l'accueil de nouveaux acteurs. En 2015, nous avons identifié une quinzaine de projets de pérennisation dans des activités de production principalement, qui ont permis de maintenir sur les sites respectifs plus de 1 600 emplois.

# Ils investissent EN FRANCE

## Jindal Limited

 CHIMIE, PLASTURGIE

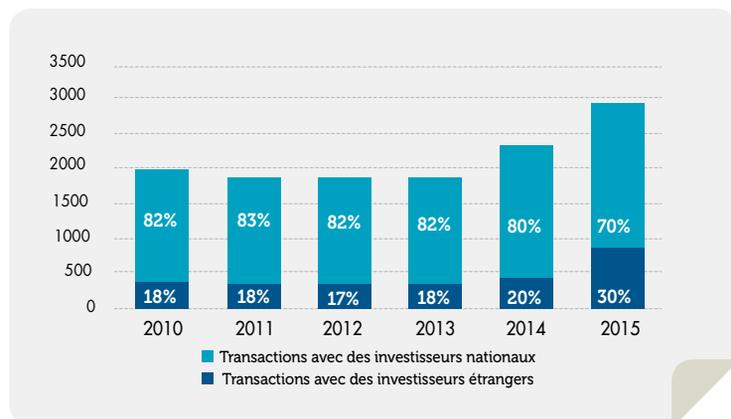
Rexor, filiale de l'entreprise indienne Jindal, modernise son site de production localisé à Paladru, dans le département de l'Isère, avec la mise en place d'un incinérateur de nouvelle génération. L'investissement s'élève à 1,3M€ et permet à l'usine de films plastiques de détruire les composés organiques volatils qu'elle produit et de récupérer la chaleur produite. Rexor va également pouvoir diminuer de 50% sa consommation de gaz propane, ce qui représente 400 tonnes en moins chaque année. Cette baisse de l'utilisation du propane conduira à une diminution des émissions de CO2 produites lors de sa combustion.

## Robert Bosch GmbH

 EQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES, INFORMATIQUES

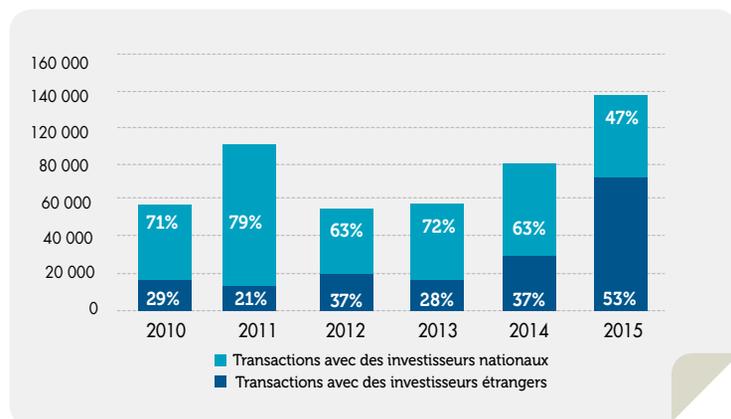
Le site français de l'entreprise allemande Bosch, situé à Mondeville dans le département du Calvados va bénéficier d'un investissement de 11M€, suite à la signature entre la direction et les syndicats d'un accord de performance. Cet accord vise à pérenniser l'avenir de l'usine, spécialisée dans l'industrialisation de systèmes électroniques et mécatroniques. L'investissement permettra le maintien de 535 emplois, ainsi que le renforcement de l'activité automobile. Bosch souhaite également développer sa nouvelle division dédiée aux objets connectés.

FIG. 12 Nombre de transactions de fusions-acquisitions en France



Source : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

FIG. 13 Valeur des fusions-acquisitions en France, million d'EUR



Source : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

## FUSIONS-ACQUISITIONS, PRISES DE PARTICIPATIONS.

Témoignant de l'attractivité du site France, les entreprises étrangères tirent la croissance du marché français des fusions-acquisitions en 2015. Selon la base Zephyr<sup>2</sup>, le nombre de transaction de fusions-acquisitions réalisées par les entreprises étrangères en France aurait progressé de 91% en 2015, après une croissance de 38% en 2014. 877 opérations ont été recensées en 2015 pour un montant de 72 milliards d'euros<sup>3</sup>.

### LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES RÉALISENT 30% DES OPÉRATIONS DE FUSIONS-ACQUISITIONS EN FRANCE EN 2015

Si les opérations entre entreprises françaises demeurent majoritaires, la part des transactions émanant d'entreprises étrangères progresse significativement pour représenter 30% du nombre total de fusions-acquisitions en France (877 opérations), contre 20% en 2014 (459 opérations). La valeur des transactions effectuées par des investisseurs étrangers excèderait pour la première année la valeur

<sup>2</sup> Données sur les transactions transfrontalières ciblant la France extraites le 4 février 2016. Base de données du Bureau Van Dijk.

<sup>3</sup> Le montant des transactions est renseigné pour 78% des opérations d'entreprises étrangères en France, mais pour seulement 34% des opérations d'acquisitions (94% pour les prises de participations minoritaires).

## LE MARCHÉ FRANÇAIS DES FUSIONS-ACQUISITIONS

Le marché français des fusions-acquisitions (F&A) recouvre différentes catégories d'opérations financières impliquant le transfert d'une portion, ou de l'ensemble, du capital d'une entreprise domiciliée en France à une autre entreprise, française ou étrangère. Ces opérations, dites de croissance externe, sont souvent réalisées par les entreprises dans le but d'optimiser les perspectives de rebonds d'activité.

Après un gel des opérations consécutif à la crise de 2008, les fusions-acquisitions (F&A) en France poursuivent en 2015 la dynamique de croissance amorcée en 2014, à un rythme de 25% par an. En 2015, la France enregistre ses meilleures performances depuis la crise, tant en nombre d'opération qu'en valeur. 2 910 opérations de fusions-acquisition auraient été enregistrées en France en 2015 (2 230 opérations en 2014), pour un montant

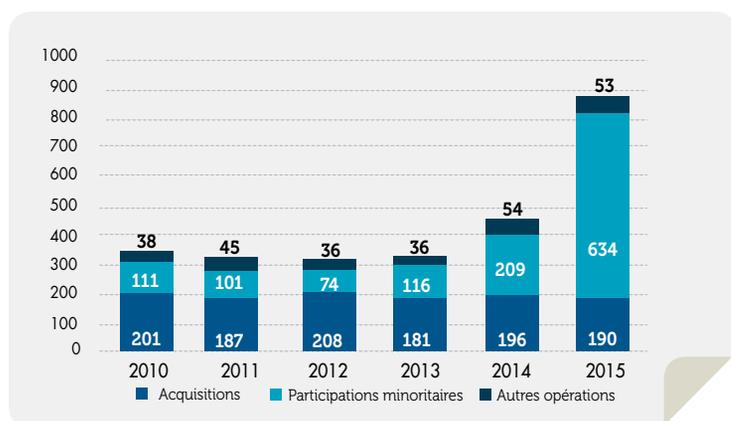
total de 137 milliards d'euros, contre 82 milliards d'euros en 2014. L'évolution de la valeur des fusions-acquisitions doit toutefois être interprétée avec précaution en raison, d'une part, de l'absence de données pour une part importante des opérations enregistrées en France (45% en 2014 et 30% en 2015), d'autre part, de la dépréciation de l'Euro vis-à-vis de certaines devises étrangères en 2015.

des transactions entre entreprises françaises, et représenterait 53% du total des opérations de fusion-acquisition en France, contre 37% en 2014. Cette tendance reflète à la fois la santé retrouvée des entreprises en cette période de reprise de l'économie mondiale, et la confiance qu'elles accordent au marché français.

### LE NOMBRE D'ACQUISITION D'ENTREPRISES FRANÇAISES PAR DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES SE STABILISE AUTOUR DE 190 OPÉRATIONS

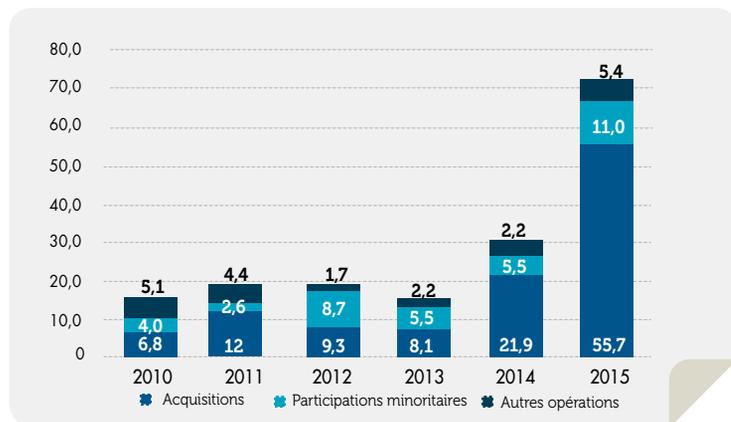
En 2015, le nombre d'acquisitions par des entreprises étrangères se stabilise à 190 opérations. Toutefois, en raison de quelques grosses opérations, les montants cumulés en

FIG. 14 Type d'opérations des entreprises étrangères en France, en nombre



Source : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

FIG. 15 Type d'opérations des entreprises étrangères en France, en milliards d'euros



Source : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

## Ils investissent EN FRANCE



L'entreprise logistique américaine XPO Logistics, Inc. a finalisé, en juillet 2015, l'acquisition de 86,25% du capital du transporteur lyonnais Norbert Dentressangle SA, au prix de 217,50 euros par action. XPO Logistics intègre ainsi le Top 10 mondial du transport et des services logistiques.

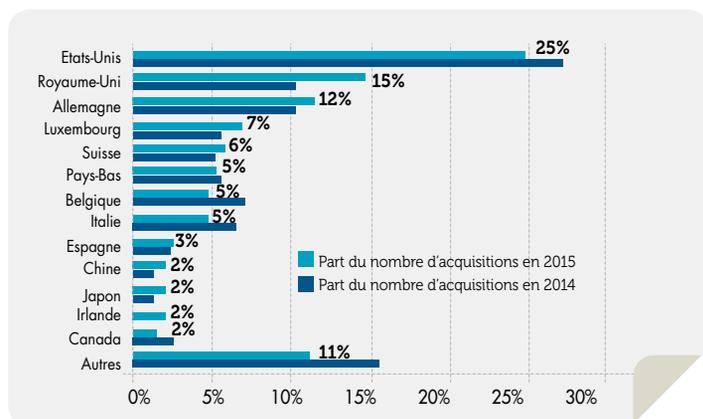
Cette opération permet à l'américain de pénétrer le marché européen où il n'était pas présent jusqu'alors et de bénéficier de la forte présence de Norbert Dentressangle en France, son premier marché (64% du chiffre d'affaires du Français en 2014), en Grande-Bretagne (29% du chiffre d'affaires) et en Espagne (12% du chiffre d'affaires).



Le fabricant de vélos, motocycles, scooters et cyclomoteurs Mahindra Two Wheelers Ltd (MTWL), filiale non cotée de l'indien Mahindra & Mahindra Limited, a acquis 51% du capital de Peugeot Motocycles alias Peugeot Scooters (Groupe PSA). Finalisée en janvier 2015, la transaction s'est élevée à 15M€. Acteur clé de la mobilité urbaine en Europe depuis plus de 100 ans, le français est le plus ancien fabricant de deux-roues motorisé au monde. Peugeot Scooters propose l'une des gammes les plus complètes des scooters et cyclomoteurs, de 50cc à 400cc, sur le marché européen.

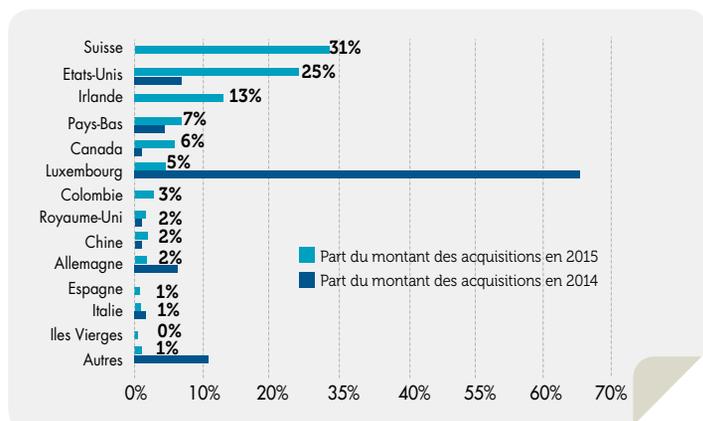
Cette opération permet aux deux entreprises d'accélérer leur développement à l'international.

**FIG. 16** Origine des acquisitions réalisées en France par des groupes étrangers, % du nombre d'opération



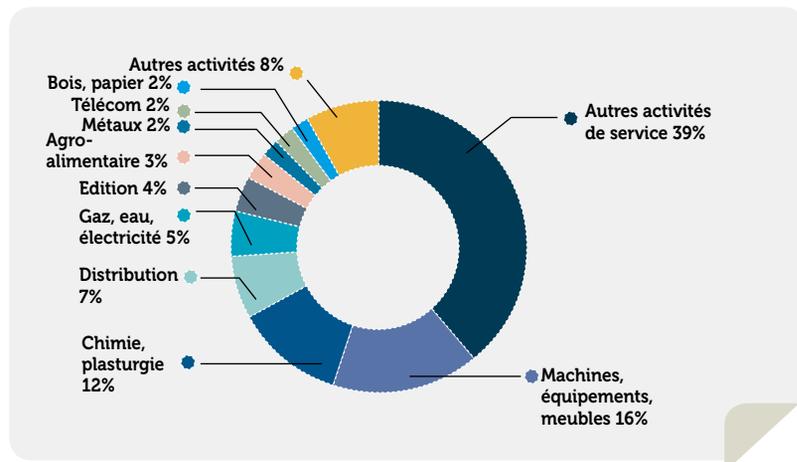
Sources : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

**FIG. 17** Origine des acquisitions réalisées en France par des groupes étrangers, % du montant total



Sources : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

**FIG. 18** Répartition sectorielle des opérations d'acquisition par des groupes étrangers en 2015



Sources : Zephyr, Bureau Van Dijk, calculs BF

valeur de ces acquisitions font plus que doubler par rapport à 2014, pour s'établir à 56 milliards d'euros en 2015.

La croissance du nombre d'opérations d'entreprises étrangères en France s'explique entièrement par un rebond des prises de participations minoritaires, dont le niveau à tripler en 2015 par rapport à 2014 (634 opérations en 2015, contre 209 en 2014). Le montant estimé de ces prises de participations s'élève à 11 milliards d'euros en 2015, soit le double du montant enregistré en 2014. Cette reprise est essentiellement le fait d'un sursaut des prises de participations des entreprises américaines et britanniques, dans un contexte d'appréciation du dollar vis-à-vis de la monnaie européenne.

**LES ENTREPRISES AMÉRICAINES, BRITANNIQUES ET ALLEMANDES SONT À L'ORIGINE DE PLUS DE LA MOITIÉ DES ACQUISITIONS D'ENTREPRISES PAR DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.**

En 2015, les Etats-Unis sont à l'origine du quart des acquisitions d'entreprises françaises par des investisseurs étrangers, à la fois en nombre et en valeur. Si le nombre d'acquisitions par des entreprises américaines est en léger retrait (47 en 2015, contre 53 en 2014), le montant total de ces opérations libellées en euros progresse fortement et atteint 14 milliards d'euros, contre 1,5 milliards d'euros en 2014

et 2013. Cette hausse en valeur s'explique par quelques opérations d'envergure et par une évolution importante de la parité Euro Dollar entre 2014 et 2015.

Les acquisitions par des entreprises britanniques et allemandes augmentent en 2015. Elles représentent respectivement 15% et 12% du nombre d'acquisitions en France par des sociétés étrangères. Si la Chine se hisse dans le top 10 des investisseurs étrangers en France, les acquisitions d'entreprises françaises par des sociétés chinoises demeurent inférieures à 2%, en nombre comme en valeur.

L'analyse de l'origine des transactions en valeur révèle le caractère volatil des données de fusions-acquisitions, largement dépendantes de quelques grosses opérations. A titre d'exemple, la Suisse ressort comme le premier acquéreur d'entreprises françaises en 2015 en raison de la fusion du cimentier suisse Lafarge avec le leader français Holcim. Organisée dans l'objectif de créer le nouveau numéro un mondial du secteur, cette fusion constitue la plus grosse opération de fusion-acquisition en France en 2015.

Les opérations d'acquisition ciblent des secteurs variés, des services aux secteurs industriels traditionnels. Dans l'industrie, le secteur des machines et équipements et de la chimie-plasturgie se révèlent être les plus attractifs pour les investisseurs étrangers.

## Ils investissent EN FRANCE



**Toshiba Medical  
Systems Corporation**

IMAGERIE MÉDICALE

Le japonais Toshiba Medical Systems Corporation, spécialisé dans les équipements d'imagerie médicale, a finalisé en octobre 2015 le rachat d'Olea Medical SA, qui conçoit et commercialise des applications innovantes d'imagerie médicale améliorant de manière significative les processus de diagnostic et l'évaluation des traitements. Aujourd'hui, le Japonais est numéro quatre mondial de l'imagerie par résonance magnétique (IRM). En intégrant la cinquantaine d'employés et le réseau de centaines de scientifiques et de médecins dont s'est entourée l'entreprise, il entend concevoir « de nouvelles générations d'outils simples, sûrs, rapides et précis pour le post-traitement d'images du corps entier ». Avec un point de mire : le leadership mondial.

« Avec cette acquisition, Toshiba veut s'appuyer sur notre savoir-faire pour renforcer sa présence internationale dans le secteur », explique Fayçal Djeridane, cofondateur et PDG d'Olea Medical, qui vise un chiffre d'affaires de 4 millions en 2015.

## ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE : FUSIONS-ACQUISITIONS TRANSFRONTALIÈRES ET INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les fusions-acquisitions ciblant les entreprises françaises peuvent émaner d'entreprises nationales comme d'entreprises étrangères. La méthodologie retenue pour établir les statistiques sur les fusions-acquisitions transfrontalières, diffère cependant de celle suivie par les banques centrales pour évaluer le montant des investissements étrangers dans un pays. Par convention, on considère qu'il y a investissement direct (IDE) lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise

résidente d'un pays autre que le sien. A la différence des IDE, les statistiques sur les fusions-acquisition font référence, le plus souvent, à toutes les opérations de rachat de capital d'une entreprise par une autre entreprise, sans considérer de seuil de prise de participation minimum.

Par ailleurs, les statistiques sur les fusions-acquisitions regroupent à la fois des opérations d'acquisition, impliquant un transfert du contrôle de l'entreprise ciblée (l'investisseur détient plus de 50% du capital de l'entreprise cible après l'opération), et

des prises de participations d'actionnaires minoritaires souhaitant investir dans le capital d'une entreprise. Ainsi, le rachat de 2% du capital d'une entreprise, par un investisseur déjà détenteur de 49% du capital de cette entreprise, sera comptabilisé comme une opération d'acquisition. A l'inverse, une opération de rachat de 2% du capital par un investisseur détenant préalablement 10% du capital de l'entreprise sera comptabilisée comme une participation minoritaire.



# ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE EN 2015

50 ANALYSE RÉGIONALE

59 LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES  
ÉTRANGÈRES À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS

03



# ANALYSE RÉGIONALE

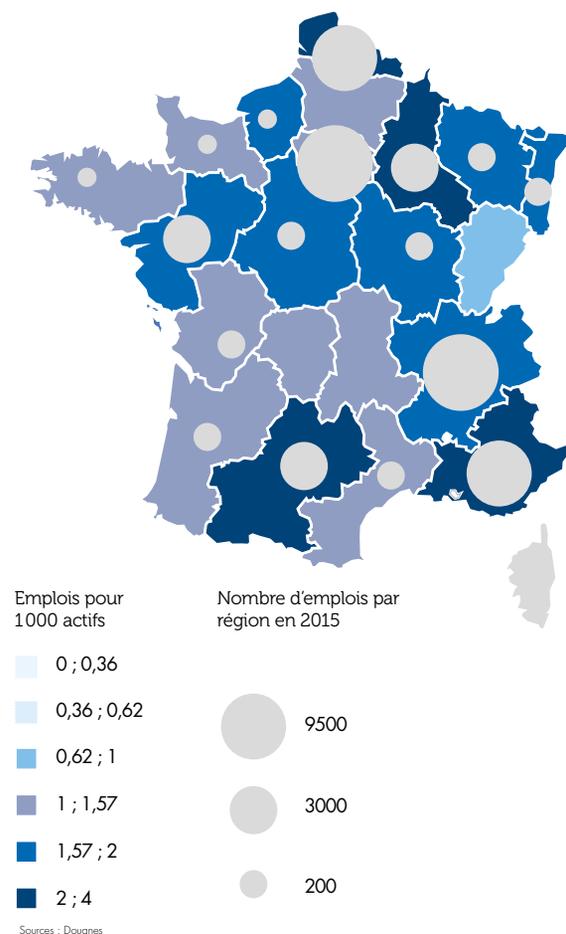
## LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SE RÉPARTISSENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.

### LA RÉPARTITION REND COMPTE DE LA FORCE D'ATTRACTION DES MÉTROPOLES

La diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité. Les décisions d'investissement prises en 2015 vont générer de l'emploi dans la quasi-totalité des régions françaises.

La répartition rend compte, dans le même temps, de la force d'attraction des grandes métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs. Dans la compétition intra-européenne pour la localisation de l'investissement étranger, le dynamisme économique des régions et des métropoles constitue un facteur souvent décisif.

FIG. 1 Répartition du nombre d'emplois créés ou maintenus par région en 2015



En termes de projets, l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et l'Alsace-Champagne-Ardenne Lorraine accueillent plus de la moitié des décisions d'investissement. En termes d'emplois créés ou maintenus les principales régions sont l'Île-de-France (28% du total national), Nord-Pas-de-Calais-Picardie (25%), Alsace-Champagne-Ardenne Lorraine (10%) et Auvergne-Rhône-Alpes (9%).

Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations d'emplois liées aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportées à l'emploi salarié. A cette aune, les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, l'Île-de-France se distinguent par un ratio d'emplois créés ou maintenus en 2015 par des sociétés étrangères pour 1 000 emplois plus élevé que le ratio moyen (1,1).

## NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS POUR 1 000 EMPLOIS, PAR RÉGION, EN 2015

Région	Ratio pour 1000 emplois
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	1,35
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	0,36
Auvergne-Rhône-Alpes	0,83
Bourgogne-Franche-Comté	0,76
Bretagne	0,14
Centre-Val de Loire	0,62
Île-de-France	1,57
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	0,84
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	3,16
Normandie	0,87
Pays de la Loire	0,63
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,76
Corse	-
Dom-Tom	-
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>1,14</b>

La répartition des projets par fonction et par région souligne l'attractivité de l'Île-de-France dans les fonctions de « centres de décision » (primo-implantations, principalement) : 64% de ces projets étrangers ciblant la France s'implantent dans cette région. Alsace Champagne-Ardenne Lorraine et Auvergne-Rhône-Alpes se distinguent dans l'accueil des projets de production, recevant respectivement 20 % et 17% du total national. La région Ile-de-France et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées sont chacune la destination de 31% et 13% des projets de recherche et développement.

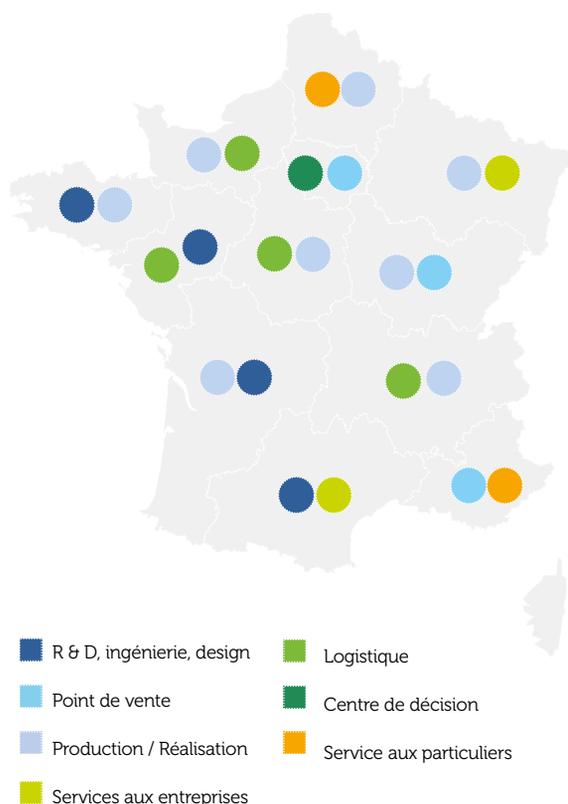
## RÉPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS PAR RÉGION ET PAR FONCTION DU PROJET (2015)

Région	Logistique		Production / Réalisation		Services aux entreprises	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	10%	9%	20%	16%	11%	9%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	7%	6%	7%	4%	3%	1%
Auvergne-Rhône-Alpes	17%	14%	17%	8%	13%	9%
Bourgogne-Franche-Comté	3%	2%	9%	5%	1%	0%
Bretagne	0%	0%	2%	1%	1%	0%
Centre-Val de Loire	7%	4%	5%	3%	3%	3%
Dom-Tom	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Ile-de-France	24%	25%	6%	3%	37%	56%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	7%	6%	9%	6%	11%	6%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	7%	11%	11%	44%	7%	9%
Normandie	7%	14%	7%	6%	1%	0%
Pays de la Loire	3%	1%	5%	4%	6%	4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7%	8%	1%	1%	8%	3%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>58</b>	<b>1110</b>	<b>285</b>	<b>16168</b>	<b>180</b>	<b>5757</b>

Il s'agit d'identifier les fonctions pour lesquelles les régions françaises disposent d'une forte attractivité. Nous vérifions si une région bénéficie d'une attractivité plus forte pour des activités spécifiques. L'indice d'attractivité par fonction se définit par le poids d'une fonction donnée dans les projets de la région pondérée par le poids de cette même fonction dans l'ensemble des projets en France.

L'indice d'attractivité permet de prendre en compte la taille des régions et met en exergue l'attractivité des régions Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Pays de la Loire dans les activités de recherche et développement ; celles de l'Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Bourgogne-Franche-Comté, Normandie, Nord-Pas-de-Calais-Picardie dans les activités de production/réalisation, l'Ile-de-France dans les centres de décisions, Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les points de vente.

FIG. 2 Indice d'attractivité fonction par région en 2015



**Grille de lecture :** Sur chaque région française figurent les fonctions pour lesquelles les régions bénéficient d'une forte attractivité (indices d'attractivité les plus élevés compte tenu de leur taille).

La répartition des projets par secteur industriel à forte intensité technologique illustre l'attractivité des régions Alsace Champagne-Ardenne Lorraine et Auvergne-Rhône-Alpes dans la chimie accueillant chacune 19% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France ; des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les **composants électroniques** accueillant respectivement 44% et 33% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France, de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées dans les **matériels aéronautiques et ferroviaires** accueillant 39% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France ; des régions Ile-de-France et Alsace dans l'industrie **des médicaments et biotechnologies appliquées** accueillant respectivement 24 % et 17 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France ; de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie dans l'**industrie automobile** accueillant 17% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France.

## ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE. INDICE D'ATTRACTIVITÉ DES FONCTIONS

Il s'agit d'identifier les fonctions pour lesquelles les régions françaises disposent d'une forte attractivité. Nous vérifions si une région bénéficie d'une attractivité plus forte pour des activités spécifiques. L'indice d'attractivité par fonction se définit par le poids d'une fonction donnée dans les projets du pays pondérée par le poids de cette même fonction dans l'ensemble des projets en France.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION PAR SECTEUR INDUSTRIEL À FORTE VALEUR AJOUTÉE

PROJETS	Chimie, plasturgie	Composants électroniques	Automobiles	Equipements électriques	Equipements médico-chirurgicaux diagnostics	Machines et équipements mécaniques	Matériels aéronautiques	Médicaments et biotechnologies appliqués
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	19%	11%	15%	7%	17%	19%	9%	14%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	-	11%	6%	4%	4%	4%	6%	10%
Auvergne-Rhône-Alpes	19%	-	15%	24%	13%	23%	12%	10%
Bourgogne-Franche-Comté	5%	-	6%	7%	4%	2%	6%	-
Bretagne	-	-	-	2%	9%	9%	-	-
Centre-Val de Loire	3%	-	6%	2%	4%	4%	3%	7%
Ile-de-France	19%	44%	20%	35%	26%	15%	6%	31%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	5%	-	6%	11%	4%	9%	39%	3%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	11%	-	17%	-	4%	11%	-	7%
Normandie	11%	-	2%	-	-	2%	3%	7%
Pays de la Loire	5%	-	6%	7%	9%	6%	9%	3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3%	33%	4%	2%	4%	2%	6%	7%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR RÉGION PAR SECTEUR INDUSTRIEL À FORTE VALEUR AJOUTÉE

EMPLOIS	Chimie, plasturgie	Composants électroniques	Automobiles	Equipements électriques	Equipements médico-chirurgicaux diagnostics	Machines et équipements mécaniques	Matériels aéronautiques	Médicaments et biotechnologies appliqués
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	12%	5%	28%	25%	42%	20%	4%	5%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	0%	12%	2%	1%	1%	1%	5%	4%
Auvergne-Rhône-Alpes	14%	0%	8%	14%	9%	19%	16%	6%
Bourgogne-Franche-Comté	3%	0%	7%	3%	10%	8%	5%	0%
Bretagne	0%	0%	0%	1%	2%	1%	0%	0%
Centre-Val de Loire	2%	0%	4%	9%	8%	5%	2%	7%
Ile-de-France	10%	59%	6%	15%	16%	10%	5%	15%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	17%	0%	4%	24%	3%	7%	43%	27%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	17%	0%	29%	0%	2%	10%	0%	14%
Normandie	19%	0%	1%	0%	0%	3%	13%	10%
Pays de la Loire	1%	0%	9%	6%	6%	16%	7%	7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4%	24%	2%	1%	2%	1%	1%	5%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## FOCUS

## ILLUSTRATIONS RÉGIONS

**CLÉMENT GRIES, PRÉSIDENT  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
THYSSENKRUPP PRESTA FRANCE,  
DÉTAILLE LA STRATÉGIE DE  
L'ENTREPRISE ET SES PROJETS  
D'AVENIR EN LORRAINE.**

Avec environ 200 emplois créés depuis 2011, plus de 60 MEUR investis en cinq ans et 600 MEUR de chiffre d'affaires en 2015, ThyssenKrupp Presta France s'inscrit comme un véritable moteur dans le tissu économique Lorrain. Installée à Florange et Fameck, l'entreprise est spécialisée dans la création de systèmes de direction pour un grand nombre de constructeurs automobiles mondiaux. « 35 000 colonnes de direction et crémaillères sont actuellement produites par jour, soit 8 millions par an sur les chaînes d'assemblage entièrement automatisées de l'entreprise, ce qui fait de ThyssenKrupp la plus importante usine d'assemblage de systèmes de direction au niveau mondial. Un véhicule sur 10 à travers le monde est équipé avec une colonne de direction assemblée sur les sites de Fameck et Florange; 95 % du chiffre d'affaires est réalisé grâce à l'export. Les 2 sites comptent plus de 1 200 salariés, dont 920 CDI.

Avec un prévisionnel de 19 MEUR de bénéfices pour l'exercice écoulé, c'est finalement 27 MEUR qui ont été réalisés. Et ce malgré une baisse de 6 % de l'activité. Et ThyssenKrupp ne compte pas s'arrêter là ! Les coûts de production devront, les cinq prochaines années, être réduits de 20 %. Ce qui représenterait 15 MEUR d'économie chaque année. Pour optimiser les flux, et toujours dans un souci de réduction des coûts, les deux sites de Florange et Fameck sont en cours de réorganisation.

**PAR EXEMPLE :**

- l'automatisation de l'emballage est actuellement en test. À l'été 2016, le stockage automatique en hauteur va être mis en place à Fameck. Les AGV

(automated guided vehicle) remplaceront au fur et à mesure les activités difficiles des caristes.

- l'installation de Cobot (Collaborative robot), un équipement qui simplifiera le changement de série sur les lignes de production. Les Cobot peuvent se déplacer dans tous les sens, et contrairement aux autres machines, être placés à côté du personnel. L'évolution des commandes de colonnes de direction et de crémaillères entre 2015 et 2019 devrait, quant à elle, être stable. « Mais cela dépend du marché de l'automobile, et dans ce contexte, il n'y aura pas de période de haute embauche. On engagera tout de même du personnel, mais on sera plus exigeant. » nous confie Clément Gries.

**ThyssenKrupp ET LA FORMATION  
DES JEUNES**

Le groupe attache une importance toute particulière à la formation des jeunes et elle compte aujourd'hui une soixantaine d'apprentis. Sur les trois dernières années, vingt et un apprentis et stagiaires ont été recrutés à l'issue de leur période d'alternance. En 2015, l'entreprise a accueilli 18 stagiaires de l'École nationale d'ingénieurs de Metz (l'ENIM) et 26 ingénieurs diplômés ont été embauchés ces dernières années. Pour officialiser les nombreuses années de collaboration, une convention de partenariat a été signée en juin dernier avec l'ENIM. « Nos collaborations avec l'Enim sont multiples : sponsoring automobile, accueil d'élèves-ingénieurs en stage et de professeurs de l'école, participations aux jurys et aux remises de diplômes », explique Clément Gries.

Dès leur première année, les étudiants de l'Enim sont dans un schéma de professionnalisation. ThyssenKrupp leur permet de s'immerger dans le monde industriel, pour des stages ou pour un emploi. Cette convention de partenariat est une force pour l'Enim. « Arrêtons de dire que les jeunes ingénieurs qui sortent de l'école ne

sont pas adaptés au monde de l'entreprise. Leurs compétences autour du savoir-être et du savoir-faire sont précieuses pour nous, qui privilégions le travail en équipe dans la gestion des projets » ajoute Clément Gries.

### **RESODYN, PREMIÈRE IMPLANTATION EN EUROPE DU CENTRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE CETTE ENTREPRISE AMÉRICAINE DANS LA RÉGION AQUITAINE.**

Basée dans le Montana aux USA, cette société américaine avait pour intention initiale d'établir sa première filiale européenne aux Pays-Bas. C'est en Aquitaine qu'elle décide finalement de s'implanter en mai 2015 grâce à une collaboration étroite avec l'entreprise girondine Roxel et des opportunités de marchés en perspective.

Resodyn est reconnu comme un leader mondial dans la fourniture de solutions de mélangeur industriel sans contact basée sur la technologie du malaxage acoustique pour les secteurs de la pharmacie, biotechnologie et de la chimie. Avec ses 40 employés, l'entreprise américaine a choisi l'Aquitaine pour développer son savoir-faire de rupture en Europe. Cette stratégie se concrétise par la création d'un bureau technico-commercial sur le site de Bordeaux Technowest. Cette implantation s'inscrit dans un projet plus global autour d'un futur centre d'excellence européen.

« We feel very comfortable and pleased with our decision to open our European office in Bordeaux and we are looking for a very bright future for Resodyn Europe. »: Lawrence C. Farrar, P.E., President and CEO.

### **DACHSER INAUGURE UNE NOUVELLE PLATEFORME A TROYES**

DACHSER, prestataire international de solutions de transport et logistique, inaugure une nouvelle plateforme à Troyes. Implanté dans la région depuis 2004, DACHSER, change d'adresse afin de répondre à l'augmentation de son volume

d'activité sur la région. DACHSER France, la plus importante filiale du Groupe, compte 2 998 collaborateurs répartis sur 73 sites en France et réalise un chiffre d'affaires de 793\* millions d'euros.

DACHSER investit dans une nouvelle agence, à Barberey Saint-Sulpice sur un terrain de 17 264 m<sup>2</sup>, afin d'accompagner le fort développement de son activité de groupage en particulier à l'Export. L'unité de production passe ainsi d'une surface à quai de 600 m<sup>2</sup> à 1 560 m<sup>2</sup>.

Au-delà d'une infrastructure moderne, DACHSER Troyes propose à ses clients un plan de transport plus étoffé, offrant de nombreuses connexions directes avec son réseau domestique et européen de 333 agences. DACHSER renforce ainsi la proximité avec ses clients et les accompagne dans leur développement en France et à l'Export.

Conçue et réalisée selon les standards de construction du Groupe, la plateforme dispose dorénavant de 15 portes à quai contre 7 sur l'ancien site. Équipée de 14 ponts niveleurs électriques, elle peut accueillir les différents types de remorques utilisées, notamment les caisses mobiles.

« En répondant pleinement aux standards de production et de sécurité du Groupe, cette nouvelle agence offre une qualité de service optimale à nos clients, tout en améliorant considérablement les conditions de travail des collaborateurs. »

**François VERPRAET, Responsable de l'agence  
DACHSER Troyes**

« Au niveau de la distribution, le nombre de tournées quotidiennes au départ de l'agence passe de 11 à 13. Les équipes de l'agence de DACHSER Troyes traitent quotidiennement 50 tonnes en arrivage et 50 tonnes en départ pour le compte des clients industriels de la région. »

**Christophe GENIN-VALLA - Directeur  
Champagne-Ardenne de DACHSER**

## FOCUS

« Depuis 3 ans, poussée par le fort développement des offres combinant des solutions transport et logistique, notre région a pris une nouvelle dimension : nous avons triplé notre offre logistique avec une capacité de stockage atteignant désormais 43 000 m<sup>2</sup> et avons doublé la superficie de notre agence transport de Reims.

Nous inaugurons aujourd'hui notre nouvelle agence à Troyes, qui doit nous permettre de franchir un nouveau palier de croissance en particulier sur l'export. Nous visons à expédier quotidiennement, d'ici 3 à 4 ans, 100 tonnes de marchandises pour le compte de nos clients. Notre objectif est de pérenniser cette croissance par le haut niveau de qualité de notre réseau qui couvre 33 pays desservis par nos propres moyens. »

#### Christophe GENIN-VALLA

« Titulaire d'un diplôme d'école supérieur de Transport et Logistique, il a débuté sa carrière en 2000 en tant que coordinateur transport sur les flux Ibériques. Doté d'une expérience de plus de 15 ans dans le secteur du transport et de la logistique des flux, il entre chez DACHSER en Avril 2012, où il prend la responsabilité de la région Champagne-Ardenne avec la mission suivante : développer cette région durablement. »

### LA SOCIÉTÉ PORTUGAISE RENOVA IMPLANTE SON PREMIER SITE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE À SAINT YORRE DANS LA RÉGION AUVERGNE

Le groupe RENOVA leader du papier toilette haut de gamme et design, a choisi de s'installer sur l'ancien site de Candia à Saint Yorre, ce sera la première usine de fabrication en dehors du Portugal de cette entreprise étonnante qui a su révolutionner un marché jusqu'à peu innovant.

Cette acquisition marque le début d'un nouveau cycle d'expansion pour l'entreprise.

Pour Paulo Pereira da Silva, PDG de Renova : « L'internationalisation est une stratégie de

l'entreprise. Nous avons choisi tout d'abord la France parce que c'est un territoire où notre marque se développe puis l'Auvergne pour sa situation géographique et son réseau d'autoroutes, enfin Saint Yorre parce que le site correspondait à nos souhaits de développement futur, je souhaitais un endroit qui soit notre maison en France ».

Les anciens bâtiments de Candia vont être réaménagés en fonction des besoins de production du groupe. Cela représente un investissement d'environ 15 millions d'euros. Cette usine auvergnate va permettre à RENOVA d'exporter dans les pays du nord de l'Europe, notamment au Benelux. **C'est une étape importante de développement à l'international, ce sera le premier investissement industriel en dehors du Portugal.**

Un projet qui va employer dans une première phase 30 personnes mais qui devrait augmenter très vite considérant le développement prévu.

Au Portugal, RENOVA emploie 600 salariés sur deux sites de production très proches. Le groupe a toujours souhaité travailler sa marque, avec d'abord des produits lotionnés puis de couleurs, mais l'évènement qui a tout changé c'est l'arrivée sur le marché du papier toilette noir. Tout le monde en parlait sans tabou ! Le changement était en marche.

L'ambition de RENOVA ? Etre présente dans les grandes enseignes, mais aussi les magasins spécialisés et même au Louvre !

« Nous aimons la France, son goût, son art de vivre. Notre marque a quelque chose de Français dans sa manière de voir le monde. J'aimerais que RENOVA devienne la marque de papier toilette préférée des Français » souligne Monsieur Paulo Pereira Da Silva.

### GSK POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT EN FRANCE ET DÉVELOPPE SON SITE D'EVREUX

Avec près de 130 M€ d'investissement ces six dernières années GSK a engagé un programme supplémentaire de 35 M€ dédié à l'amélioration de la compétitivité de

L'INTERNATIONALISATION  
EST UNE STRATÉGIE  
DE L'ENTREPRISE

**ses installations à Evreux**, spécialisé dans la production de médicaments dédiés aux maladies respiratoires (1 150 collaborateurs, 100 emplois à créer).

La Normandie compte parmi les grands bassins de production pharmaceutiques nationaux, et sa filière Chimie-Biologie-Santé emploie en Normandie plus de 24 000 salariés (dont 10 000 dans la pharmacie), qui exercent dans plus d'une centaine d'établissements industriels. Positionnées sur des produits à forte valeur ajoutée, la chimie de spécialités et la chimie thérapeutique constituent l'un des fers de lance industriels de la région.

#### En quelques chiffres :

- 2<sup>e</sup> région française en chimie pharmaceutique
- 5<sup>e</sup> région française pour la production de médicaments
- Près de 200 établissements industriels en chimie et pharmacie
- Présence de groupes pharmaceutiques leaders mondiaux
- 3 universités scientifiques (Rouen, Caen, Le Havre)
- 2 CHU (Caen et Rouen) doté d'un Centre d'Investigation Clinique
- 2 000 chercheurs et experts dans la filière

Le territoire bénéficie également de l'ensemble des compétences métiers : logistique, emballage, productique... et d'une main d'œuvre qualifiée, **les leaders mondiaux Sanofi, GSK, JnJ... sont implantés en Normandie**, ainsi que les grands acteurs de la formulation et du façonnage. Le médicament y est fabriqué sous toutes ses formes : solide, injectable, inhalé..., et couvre des domaines thérapeutiques clés : pathologies respiratoires, anti thrombotiques, vaccins... Ces sites bénéficient d'une **filiale totalement intégrée** en région, qui va de la production de principes actifs aux activités de répartition de médicaments, en passant par le conditionnement et la logistique dédiée.

**La recherche publique** se concentre autour de l'Université de Caen : Centre François Baclesse

(Centre de lutte contre le cancer), GRECAN (Groupe Régional d'Études sur le Cancer), Centre Esquirol (Psychiatrie), CERMN (Centre d'Études et de Recherche sur le Médicament de Normandie), Cyceron (Centre d'Imagerie Cérébrale et de Recherches en Neurosciences) qui s'attache à percer les mystères du cerveau et des maladies dégénératives (maladie d'Alzheimer, ...) dédié à l'Imagerie par Résonance Magnétique (IRM) et à la Tomographie par Émission de Positons (TEP).

À Rouen et au Havre, une vingtaine de laboratoires dédiés à la chimie thérapeutique, la biologie, l'imagerie, la formulation ou le process industriel... Ces équipes sont interconnectées à l'intérieur de grands réseaux de recherche.

**Les activités de R&D** sont concentrées quant à elles sur quelques sites importants : Janssen (Groupe Jnj), Ethypharm, Aptar Pharma... et au sein d'un réseau de start-up innovantes.

#### FONDS D'INVESTISSEMENT NÉERLANDAIS NIMBUS,

**SEVENDAY, implantée à Sultz (68), produit des céréales pour petit déjeuner en marque de distributeur.** En difficulté sur un marché extrêmement concurrentiel, la société a été placée en redressement judiciaire. Sa liquidation aurait à court terme réduit une capacité de production globale du marché jugée trop importante.

Face à l'enjeu territorial, les collectivités et les acteurs internes ont mené une réflexion sur un repositionnement vers le bio, les produits sans gluten et les céréales fourrées, qui a débouché sur une recherche dynamique de repreneurs potentiels correspondant à ce nouveau profil. Durant toute cette procédure l'équipe a pu maintenir la clientèle en confiance pour ne pas perdre de chiffre d'affaire.

Après négociation avec deux candidats à la reprise, le propriétaire du site et l'administrateur judiciaire ont accepté l'offre du fonds Néerlandais NIMBUS, mieux disant en termes

**LA NORMANDIE  
COMpte PArMI  
LES GRANDS BASSINS  
DE PRODUCTION  
PHARMACEUTIQUE**

## FOCUS

social et de synergie marché. La reprise a permis de sauvegarder 76 emplois sur un territoire rural, d'envisager des investissements importants sur le site, d'accroître le chiffre d'affaire en développant entre autres le marché Allemand, de prévoir des évolutions dans l'offre produit.

Bénéfice collatéral, la pérennisation de **SEVENDAY** a permis de valider définitivement le business modèle d'un projet d'implantation de méthaniseur à proximité immédiate, dans le cadre d'un contrat d'apport de déchets de production : avec 35% d'intrants sous forme de déchets de l'industrie agro-alimentaire, l'apport de SEVENDAY était essentiel à la réalisation de ce projet structurant pour le territoire !

### SHIPPING GROUP CHINE, TRANSPORT, STOCKAGE, ENTREPRISE CHINOISE

L'armateur chinois **China Shipping Container Lines (CSCL)** a signé récemment à Hambourg un accord de partenariat avec **United Shipping Agency Network (Usan) Holding** qui a débouché sur la création d'une joint-venture baptisée **China Shipping North Africa**. La structure, basée à Aix-en-Provence, sera implantée au Maghreb mais aussi à Malte.

C'est à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) que la nouvelle joint-venture issue de l'accord de partenariat entre **United Shipping Agency Network (Usan) Holding**, la société créée en 2013 par Philippe Borel, et l'armateur chinois **China Shipping Container Lines (CSCL)** a choisi de s'installer. **China Shipping North Africa Services** a pour vocation d'implanter la compagnie asiatique au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye et enfin à Malte. Au total, le nombre d'agences s'élèvera à seize, «soit une à Malte, trois en Tunisie (Tunis, Sfax et Sousse), cinq en Algérie (Alger, Oran, Skikda, Bejaia et Annaba), trois au Maroc (Agadir, Casablanca et Tanger) et quatre en Libye (Tripoli, Misrata, Benghazi et Khoms)».

En termes d'effectifs, Philippe Borel ajoute que le bureau régional de **China Shipping North Africa Services** va employer huit personnes puis passera à quinze avant d'atteindre une trentaine d'ici 2018. Expliquant les raisons qui l'ont incité à installer tout d'abord en France ce bureau régional, il souligne l'importance d'avoir élu domicile dans un pays de langue française vis-à-vis des pays maghrébins francophones et indique l'accessibilité d'Aix-en-Provence au plan aérien et ferroviaire. Quant au réseau qui est en train d'être mis en place, il devrait s'élever à cinq agences d'ici le mois de juillet 2015. Ce chiffre sera porté à sept à la fin de l'année, puis dix en 2016 et seize en 2017.

**DES INVESTISSEMENTS  
IMPORTANTS  
SONT ENVISAGÉS**

# LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS

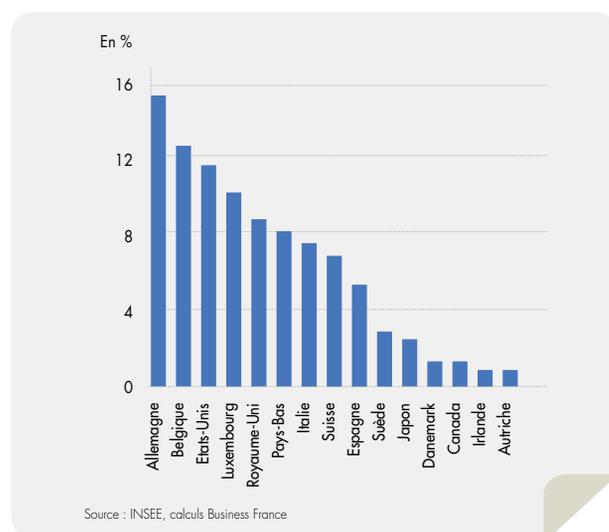
## LES ENTREPRISES MULTINATIONALES SONT PLUS PERFORMANTES ET PLUS PRODUCTIVES

**B**énéficiant du savoir-faire des maisons mères, des échanges entre filiales, des économies d'échelle au niveau mondial, et des différences de prix des facteurs de production, les multinationales sont plus performantes et plus productives que les entreprises non internationalisées.

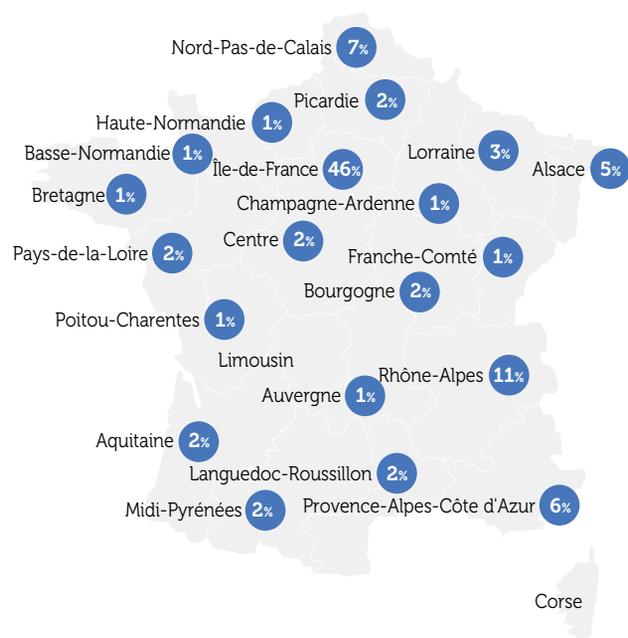
### PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

Les entreprises multinationales d'origine étrangère sont présentes sur l'ensemble du territoire et contribuent à la croissance économique des régions d'implantation. Selon l'INSEE, le nombre d'unités légales<sup>1</sup> sous contrôle étranger s'établit à 24 530.

**FIG. 3 Répartition des entreprises sous contrôle étranger par pays d'origine**



**FIG. 4 Répartition régionale des entreprises sous contrôle étranger**



Ces entreprises se répartissent sur l'ensemble du territoire, on observe néanmoins une forte concentration autour des métropoles : ainsi, l'Île-de-France et Rhône-Alpes accueillent plus de la moitié de ces entreprises.

Les entreprises sous contrôle étranger sont majoritairement européennes, elles représentent 80% des unités légales. Les principaux pays investisseurs sont l'Allemagne (15% de l'ensemble des unités légales sous contrôle étranger), la Belgique (12%), les États-Unis (12%), le Luxembourg (10%) et le Royaume-Uni (9%)

En France, fin 2013, les entreprises étrangères qui ne représentent que 1% de l'ensemble des entreprises françaises contribuent à hauteur de 19% du chiffre d'affaires<sup>2</sup> réalisé par l'ensemble de l'économie française, emploient 13% de l'ensemble des salariés et réalisent 32% du chiffre d'affaires à l'exportation de la France.

## UNE CONTRIBUTION A LA RICHESSE DES TERRITOIRES

En France, fin 2013, les entreprises étrangères contribuent à hauteur de 19% du chiffre d'affaires<sup>3</sup> réalisé par l'ensemble de l'économie française. Cette contribution atteint 29 % dans l'industrie manufacturière.

Les multinationales sous contrôle étranger réalisent 36% du chiffre d'affaires de la région Alsace, 25% pour la région Picardie et l'Île-de-France, 22% pour la Haute-Normandie, 20% pour Rhône-Alpes, 19% pour la Lorraine et 18% pour le Nord-Pas-de Calais.

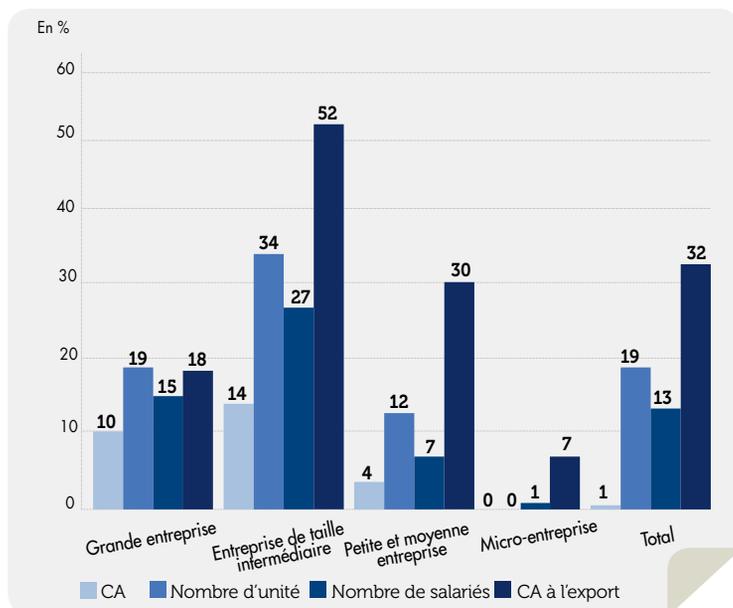
La contribution des entreprises varie selon les secteurs d'activité. Dans l'industrie manufacturière, la présence des filiales sous contrôle étranger est prédominante pour la région Alsace (57%). A noter également, que dans l'industrie manufacturière plus du tiers du chiffre d'affaires est réalisé par les firmes multinationales sous contrôle étranger dans la région Lorraine (44%), en Haute-Normandie (43%), Nord-Pas-de-Calais (42%), Picardie (35%), Centre (38%) et Rhône-Alpes (37%).

On observe également une activité significative de ces firmes dans le secteur du commerce pour les régions Alsace, Île-de-France et Picardie, où elles réalisent respectivement 40%, 40% et 29% du chiffre d'affaires régional.

### ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE.

Afin d'estimer la contribution des filiales étrangères à l'économie française, nous utilisons les données fournies par l'INSEE relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2013 (dernière année disponible). Ces données sont issues de l'enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) (1) et d'ESANE production de statistiques structurelles de l'entreprise.

FIG. 5 Contribution des entreprises sous contrôle étranger



Source : INSEE, calculs Business France

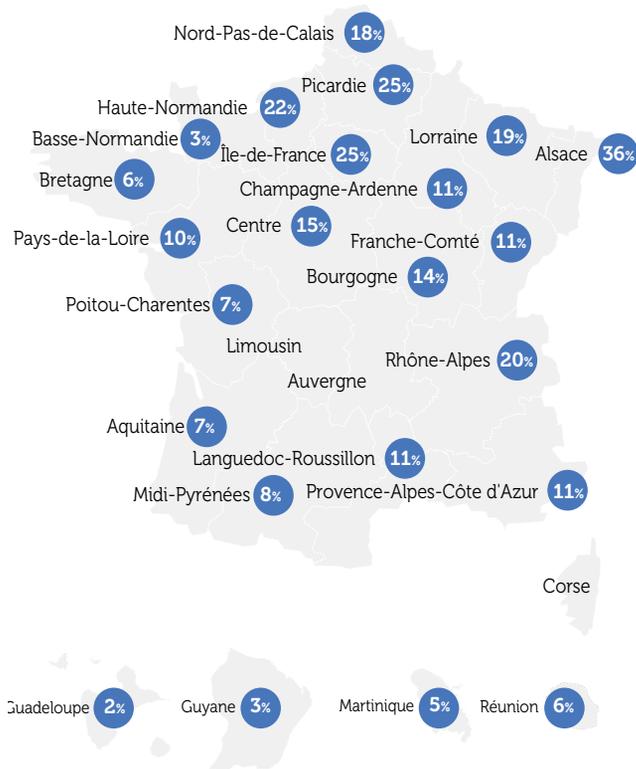
<sup>1</sup> L'unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être : une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;

- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

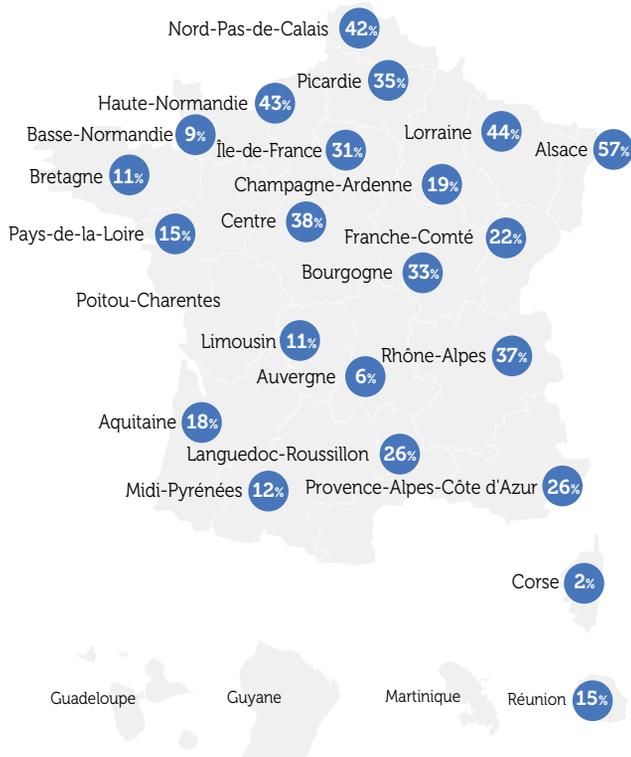
Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (Greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. L'existence d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans SIRENE.

<sup>2</sup> Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

**FIG. 6 Contribution des entreprises sous contrôle étranger au chiffre d'affaires regional (Ensemble de l'économie)**



**FIG. 7 Contribution des entreprises sous contrôle étranger au chiffre d'affaires regional (industrie manufacturière)**



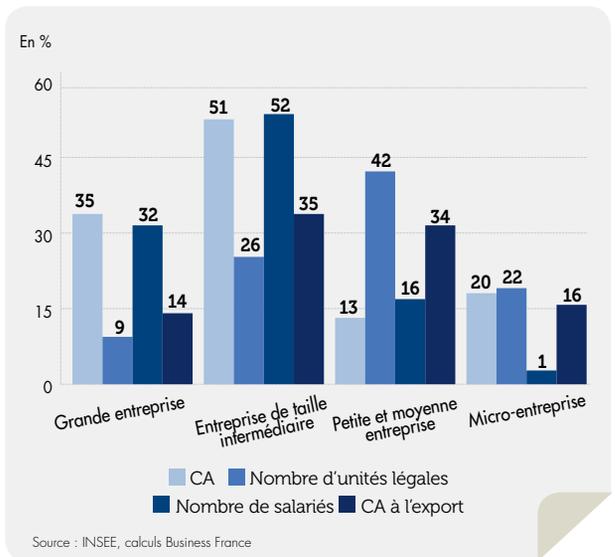
## LES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMEDIAIRE SONT LES PRINCIPALES CONTRIBUTRICES DES GROUPES ETRANGERS

26% des entreprises sous contrôle étranger sont des entreprises de taille intermédiaire, contre 1% pour l'ensemble des entreprises françaises. A noter que 92% des entreprises sur le territoire national sont des microentreprises.

Les entreprises de taille intermédiaire emploient 52% des salariés travaillant dans des entreprises sous contrôle étranger, contre 24% pour l'ensemble des entreprises françaises. Elles réalisent 59% du chiffre d'affaires à l'exportation contre 35% pour l'ensemble des entreprises françaises. Les Petite et moyenne entreprises sont les 2<sup>e</sup> contributrices avec 30% du chiffre d'affaires à l'exportation.

Les entreprises étrangères de grande taille qui représentent 9% des unités légales sous contrôle étranger emploient 32% des salariés qui travaillent dans des entreprises sous contrôle étranger, contre 27% pour l'ensemble des entreprises françaises.

**FIG. 8 Caractéristiques des entreprises sous contrôle étranger**





## LES ENTREPRISES À CAPITAUX ÉTRANGERS, PARMIS LES PLUS GRANDS EMPLOYEURS DE FRANCE

Entreprise mère	Pays	Secteurs d'activité	Effectifs France
ISS A/S - INTEGRATED SERVICE SOLUTIONS	Danemark	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	25 000
CLAYTON, DUBILIER & RICE (Hertz, Exova)	Etats-Unis	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	25 000
LIDL	Allemagne	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	20 - 25 000
RAMSAY HEALTH CARE	Australie	Santé (cliniques privées)	20 - 25 000
XPO LOGISTICS LLC	Etats-Unis	Transport, stockage	20 - 25 000
GENERAL ELECTRIC COMPANY	Etats-Unis	Services financiers, bancaires et assurances Machines et équipements mécaniques Équipements électriques, électroniques, informatiques	15 - 20 000
KINGFISHER PLC (Castorama, Brico Dépôt)	Royaume-Uni	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	15 - 20 000
ARCELOR-MITTAL	Luxembourg	Sidérurgie Fabrication de machines et équipements Fabrication d'autres matériels de transport	15 - 20 000
SECURITAS AB	Suède	Enquêtes et sécurité Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	15 - 20 000
COMPASS GROUP PLC	Royaume-Uni	Restauration Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	15 - 20 000
NESTLE S.A.	Suisse	Industries alimentaires Fabrication de boissons Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	15 - 20 000
BRIDGEPOINT ADVISERS GROUP LIMITED	Royaume-Uni	Services financiers, bancaires et assurances Autres activités de services	15 - 20 000
DARTY GROUP (Darty, Mistergooddeal)	Royaume-Uni	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles Entreposage et services auxiliaires des transports	10 - 15 000
WALT DISNEY CO	Etats-Unis	Activités sportives, récréatives et de loisirs Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	10 - 15 000
DEUTSCHE POST AG	Allemagne	Entreposage et services auxiliaires des transports Activités immobilières	10 - 15 000
JIN JIANG INTERNATIONAL HOLDINGS CO., LTD. (Louvre Hotels Group)	Chine	Hôtellerie, tourisme et restaurant	10 - 15 000
ALLIANZ SE	Allemagne	Activités de services financiers et d'assurance	10 - 15 000
FAMILIEN PORSCHE/PIECH	Allemagne	Constructeurs automobiles et équipementiers	10 - 15 000
LOUIS DELHAIZE-COMPAGNIE FRANCO-BELGE D'ALIMENTATION (Supermarchés Match, Truffaut)	Belgique	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	10 - 15 000
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION (P&W, Ratier-Figeac, Otis)	Etats-Unis	Travaux de construction spécialisés Fabrication de machines et équipements Fabrication d'autres matériels de transport	10 - 15 000

Source: Orbis-Astrée; Calculs Business France

## Ils investissent EN FRANCE



### Ardo AGROALIMENTAIRE

#### Ardo investit sur son site de production de Gourin, en Bretagne.

Ardo affiche une position dominante sur le marché mondial des légumes, fruits, pâtes et riz surgelés de haute qualité. Le site de production de Gourin (Morbihan) est le site principal du groupe en France (360 personnes). Les légumes cultivés localement, sont triés, nettoyés, cuits, mais aussi cuisinés pour une partie des gammes, puis surgelés et conditionnés sur le site de Gourin. 80.000 tonnes de produits finis bruts et élaborés sortent ainsi chaque année de Gourin.

Cette usine va bénéficier d'un investissement de 37M€ qui lui permettra d'augmenter les capacités de production, de créer un centre de stockage afin de regrouper sur un même lieu des productions actuellement réparties dans plusieurs centres extérieurs à l'entreprise, et de créer une nouvelle station d'épuration. Les travaux devraient être achevés en 2017.

La formation du personnel est aussi au programme. « Par son projet de centre de distribution et d'une nouvelle station d'épuration, la société Ardo confirme sa volonté de s'implanter durablement dans le Centre-Bretagne », indique Claude Villain, ex-directeur général France du groupe, parti récemment à la retraite et remplacé par Bernard Sage.



### Van Drie Holding BV

AGROALIMENTAIRE

#### Un très bel exemple de complémentarité des expertises et de partenariat intelligent entre deux leaders de l'industrie du luxe et industrie de la viande.

Sobeval, filiale du groupe néerlandais Van Drie, est leader du veau « made in Dordogne ». Avec ses 330 salariés, l'entreprise a confirmé un important investissement pour doubler sa surface de stockage des peaux à Boulazac, son

siège social. Le groupe qui cherche à renforcer sa présence sur le marché de l'industrie du luxe, a décidé de créer une nouvelle salle de traitement robotisée destinée à approvisionner en peaux de grande qualité l'entreprise voisine Hermès.

Sur les trois prochaines années, l'entreprise Sobeval envisage de recruter une cinquantaine de nouveaux collaborateurs.



### Cascades Inc. BOIS, PAPIER

Cascades Rollpack est spécialisé dans la fabrication de papiers d'emballage pour l'industrie papetière (disques et macule) ainsi que des liners barrière à l'humidité et antidérapants pour les fabricants de carton ondulé.

En 2000, l'unité ouvrait timidement avec seulement 6 employés pour atteindre un total de près de 60 personnes sur ses 2 sites vosgiens aujourd'hui. En effet, en 2012, soutenue par le conseil général, l'entreprise a démarré un lourd programme d'investissement à hauteur de 5.4 millions d'euros afin de procéder à une extension significative de son site de Saulcy sur Meurthe, installant également une des plus grandes lignes d'extrusion d'Europe. Cet investissement a permis à Cascades Rollpack de se lancer dans de nouveaux marchés porteurs comme le carton ondulé et l'emballage alimentaire ses 3 dernières années.

Bien avant que le développement durable ne devienne « tendance », Cascades le pratiquait de façon instinctive. Les produits fabriqués par le groupe sont composés principalement de fibres recyclées: le site en Lorraine est donc tout naturellement certifié ISO 14001. Sa philosophie de gestion, son expérience d'un demi-siècle dans le recyclage, ses efforts soutenus en recherche et développement sont autant de forces qui lui permettent de créer des **produits novateurs** pour ses clients.

Cascades entreprend toutes les mesures

sociales, environnementales et économiques pour respecter ses engagements et prendre soin des ressources naturelles et humaines dont elle dispose. A titre d'exemple, tous les employés partagent et mettent en pratique quotidiennement les 6 valeurs qui occupent une place privilégiée dans la philosophie de l'entreprise : respect, travail d'équipe, autonomie, capacité d'adaptation, initiative et communication. »



### Grupo Lantero CHIMIE, PLASTURGIE

Précurseur de l'extrusion et avec plus de 40 ans d'expérience dans le secteur, COEXPAN est la division du Groupe Lantero dédiée à la fabrication de films plastiques rigides pour l'industrie du Packaging. L'entreprise a une importante présence en France et, souhaite travailler sur de nouveaux matériaux.

Pour augmenter ses capacités de production et gagner en compétitivité, divers investissements dans des actifs productifs ont pu être réalisés, notamment sur le site de Roye en Picardie qui se prêtait parfaitement à la création de nouvelles lignes de production. En effet, le site de Roye a une longue expérience dans les films barrières à destination des IAA.

10 M€ d'investissements auront été nécessaires pour faire de ce site le 1<sup>er</sup> site européen de feuilles barrières. L'idée de FSP est de réintroduire les déchets de polypropylène dans le processus de production, dans la perspective de revalorisation des déchets et d'augmentation des capacités de production.

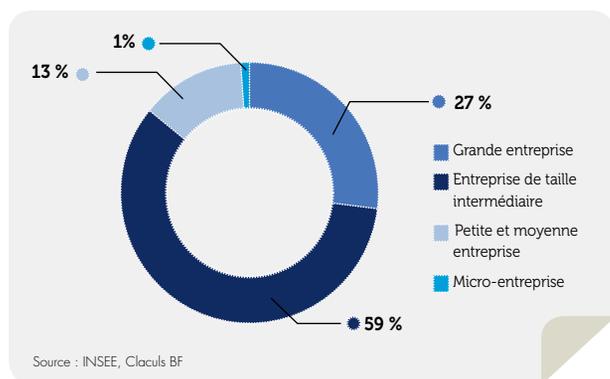
## UN MOTEUR À L'EXPORTATION DES TERRITOIRES

Les entreprises sous contrôle étranger réalisent 32% des exportations françaises, cette part atteint 34% pour l'industrie manufacturière et 35% pour le commerce. Les entreprises de taille intermédiaire sont les principaux acteurs des exportations en réalisant 59% des exportations totales des entreprises sous contrôle étranger.

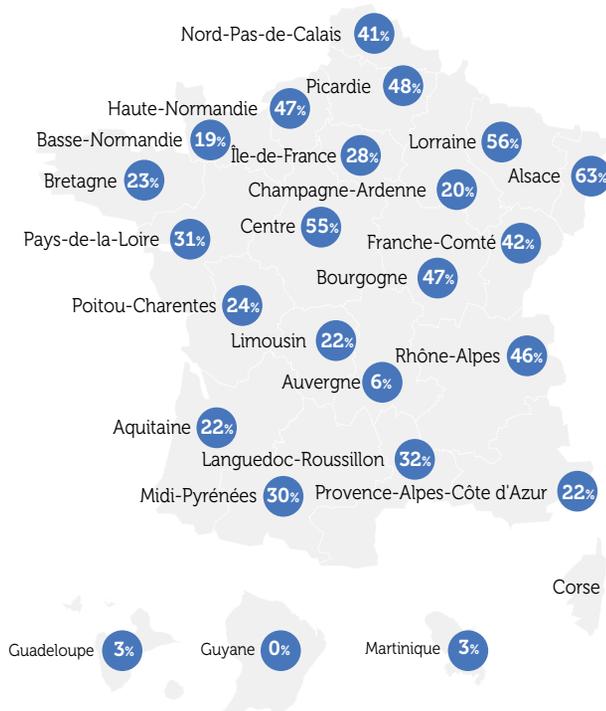
Plus de la moitié du chiffre d'affaires à l'exportation des régions Alsace (63%), Lorraine (56%) et Centre (55%) sont réalisées par des filiales sous contrôle étranger. A noter également que la contribution aux exportations des entreprises sous contrôle étranger est supérieure à la moyenne nationale pour le Nord-Pas-de-Calais (41%).

L'internationalisation de l'industrie est particulièrement forte dans certaines régions, où les entreprises étrangères sont à l'origine de plus de la moitié des exportations. Il s'agit de l'Alsace (72%), la Lorraine (63%), le Centre (59%), la Picardie (54%), le Languedoc-Roussillon (54%), la Bourgogne (55%), la Haute-Normandie (56%), Rhône-Alpes (51%).

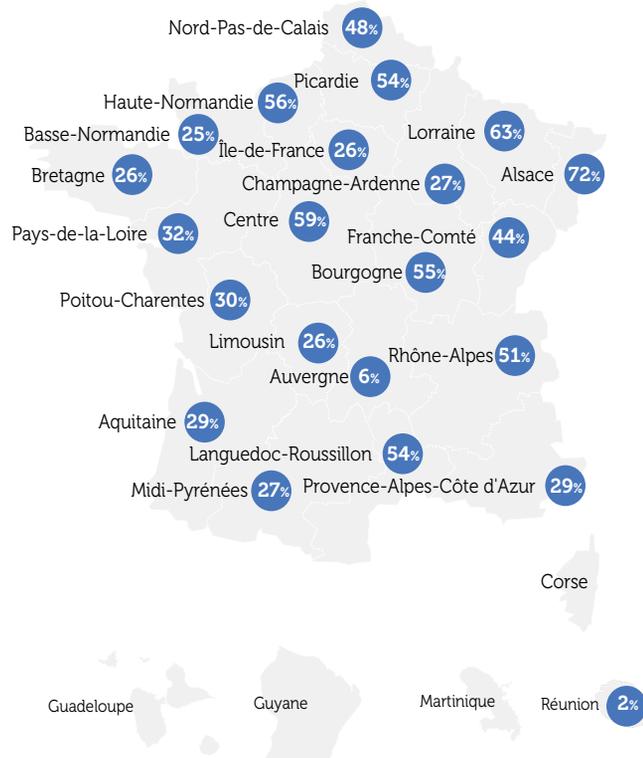
**FIG. 11 Taille des entreprises exportatrices sous contrôle étranger**



**FIG. 12 Contribution des entreprises sous contrôle étranger à l'exportation régional (Ensemble de l'économie)**



**FIG. 13 Contribution régional à l'exportation des entreprises sous contrôle étranger (industrie manufacturière)**



### LES FILIALES DE GROUPES ÉTRANGERS SONT TRÈS PRÉSENTES DANS LA R&D.

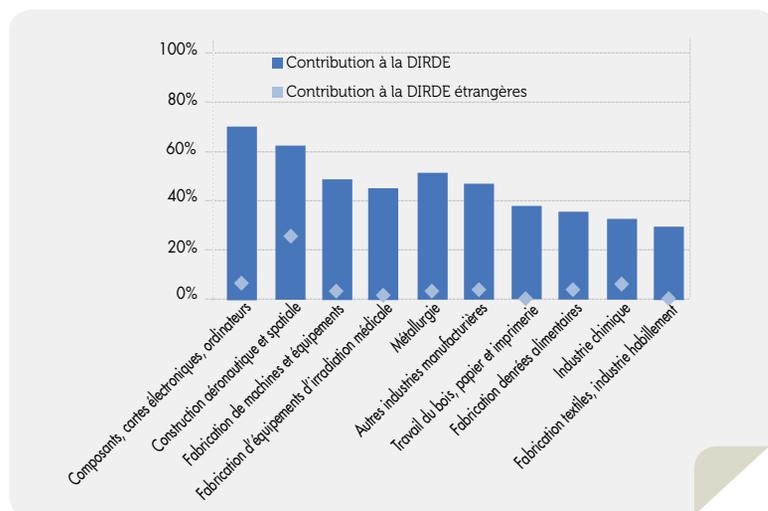
En 2013, 28% des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises (DIRDE) sont réalisées par des entreprises étrangères. Les dépenses intérieures de R&D des entreprises étrangères implantées sur le territoire national s'élèvent à 8,6 milliards d'euros.

La concentration des dépenses intérieures de R&D réalisées par les entreprises étrangères est plus forte. Deux branches sont à l'origine de 37% de l'ensemble des dépenses. Il s'agit du secteur de la construction aéronautique et spatiale qui réalise 25 % de la DIRDE des entreprises étrangères avec 2,2 milliards d'euros, et celui des composants et cartes électroniques qui, avec 1,1 milliards d'euros, représentent 12% de la DIRDE.

La contribution des filiales sous contrôle étranger dans les dépenses de R&D est significative dans les branches composants et cartes électroniques (74% des dépenses totales de la DIRDE), construction aéronautique et spatiale (63%), métallurgie (56%), fabrication de machines et équipement (53%), fabrication d'équipements d'irradiation médicales (49%), travail du bois, papier (37%), fabrication de denrées alimentaires (36%), industrie chimique (33%) et fabrication textiles, habillement (30%).

**28% DE LA DIRDE RÉALISÉE PAR LES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER**

**FIG. 14 Contribution des filiales étrangères aux dépenses de R&D par secteur (Top 15)**



### LES DEUX-TIERS DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DE R&D SONT LE FAIT D'ENTREPRISES EUROPÉENNES

Avec 6,4 milliards d'euros de dépenses de R&D, les entreprises européennes ont réalisé plus des trois-quarts des investissements étrangers de R&D en France. Les Pays-Bas et l'Allemagne sont les principaux pays européens dont les entreprises réalisent le plus de R&D en France. A noter que le groupe Airbus dont la holding financière est localisée au Pays-Bas représente plus de la majorité des dépenses de R&D des entreprises étrangères. Avec 1,4 milliards d'euros, les États-Unis réalisent 19% des investissements de R&D des entreprises étrangères en France.

#### RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE DES DÉPENSES DE R&D ET DES CHERCHEURS<sup>3</sup>

	DIRDE (M€)	Chercheurs (ETP)
<b>Union européenne (28)</b>	<b>6434</b>	<b>31421</b>
Allemagne	933	4715
Autriche	41	198
Belgique	302	1492
Danemark	59	224
Espagne	108	548
Finlande	42	216
Italie	183	868
Luxembourg	570	3266
Pays-Bas*	3369	15461
Royaume-Uni	418	2463
Suède	367	1691
Norvège	15	69
Suisse	485	2216
<b>Total Europe</b>	<b>6934</b>	<b>33705</b>
États-Unis	1379	7436
Canada	36	301
Japon	178	929
Reste du monde	170	855
<b>Total filiales étrangères</b>	<b>8697</b>	<b>43226</b>
<b>TOTAL ENTREPRISES</b>	<b>30708</b>	<b>161882</b>

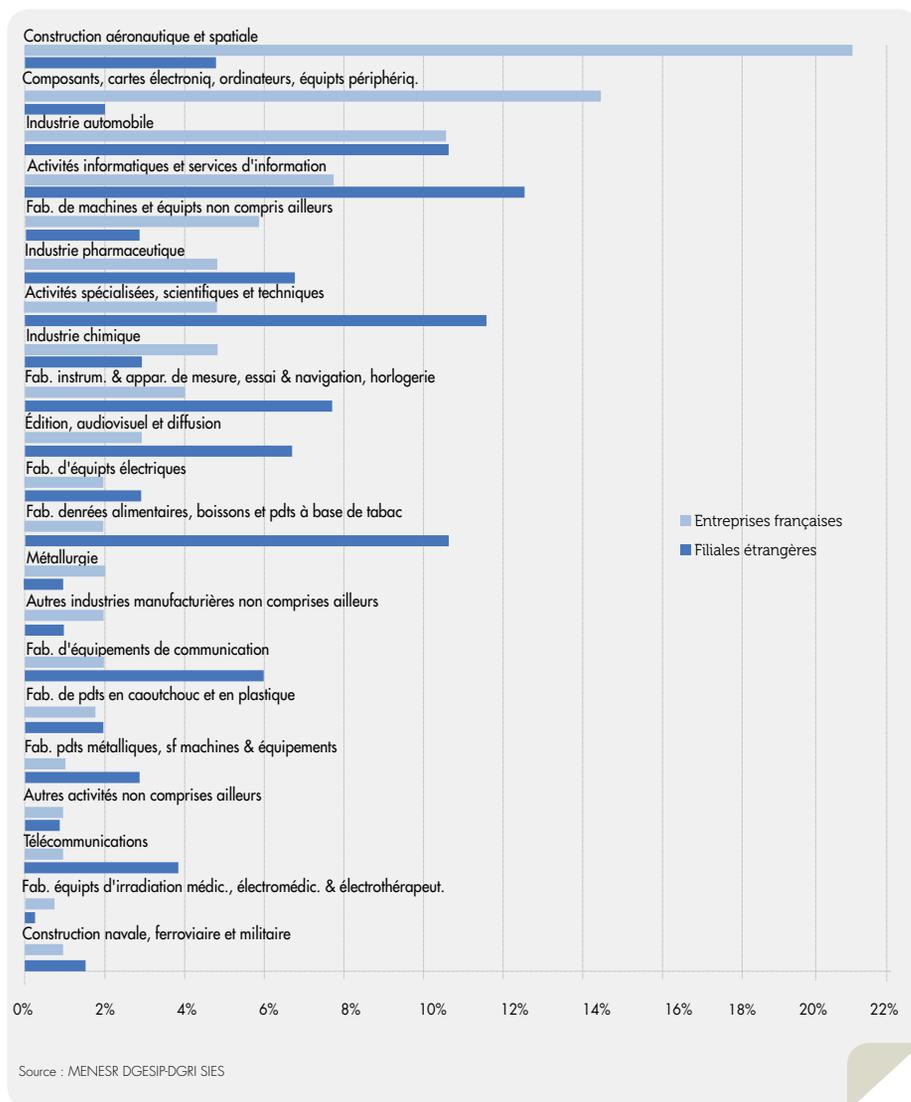
<sup>3</sup> La nationalité des firmes est déterminée selon le code pays de la tête de groupe.

\* Ces résultats sont biaisés par Airbus dont le Holding financier est localisé aux Pays-Bas. Source : MENESR DGESIP-DGRI SIES

## LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES IMPLANTÉES EN FRANCE EMPLOIENT PLUS DU QUART DES CHERCHEURS

27% des chercheurs, soit 43 226 équivalents temps plein (ETP) qui travaillent dans une entreprise en France, exerce pour une entreprise étrangère. Les entreprises étrangères sont davantage orientées vers les activités industrielles : près de la moitié des effectifs de chercheurs sur le territoire français travaillent dans les industries de la construction aéronautique et spatiale (21%), celles des composants et cartes électroniques (15%) et de l'industrie automobile (11%).

FIG. 15 Répartition des chercheurs par branche d'activité économique (top 20)



## L'OUVERTURE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

- Plus de trente mille entreprises françaises ont une implantation à l'étranger et vingt mille sociétés étrangères ont investi en France dans des activités créatrices d'emploi.

- Une économie française ouverte aux capitaux étrangers. La France est au 7<sup>e</sup> rang mondial pour le stock IDE (CNUCED 2015), derrière les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, Singapour, le Brésil et l'Allemagne.

- **L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.** Selon l'INSEE, les filiales sous contrôle de groupes étrangers :

- > emploient 13 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française ;
- > contribuent à hauteur de 19 % au chiffre d'affaires de l'économie française ;
- > assurent 32 % des exportations de l'économie française ;
- > réalisent 12 % de l'investissement corporel de l'économie française.

**Cette ouverture est plus marquée dans le secteur industriel.** Selon l'INSEE, les filiales industrielles de groupes étrangers :

- > emploient près du quart de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France ;
- > contribuent à hauteur de 29 % au chiffre d'affaires de l'industrie française ;

- > assurent 34 % des exportations de l'industrie manufacturière ;

- **Les investisseurs étrangers détiennent 45,3 % du capital des entreprises du CAC 40** (Banque de France, septembre 2015).

- **Les filiales françaises d'entreprises étrangères assurent 28 % des dépenses intérieures de R&D réalisées par les entreprises en France** (MENESR, 2016).

- Parmi les 500 premières entreprises mondiales, 31 entreprises sont françaises, 28 allemandes et 28 britanniques (Global Fortune 500, 2015).



# LES FLUX D'EXPORTATION EN 2015

70 CARACTÉRISTIQUES DES EXPORTATIONS FRANÇAISES

72 LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

75 PERFORMANCE À L'EXPORTATION DE LA FRANCE

04



# CARACTÉRISTIQUES DES EXPORTATIONS FRANÇAISES

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BIENS PROGRESSEDENT DE 4,3% EN 2015 ET DÉPASSENT LEUR PLUS HAUT HISTORIQUE ATTEINT EN 2012

Après deux années de croissance modérée, les exportations françaises de biens rebondissent de 4,3% en 2015 et atteignent 455,1 milliards d'euros<sup>1</sup>. Selon l'analyse de la Direction générale du Trésor<sup>2</sup>, les exportations françaises, portées majoritairement par les économies avancées, ont été plus dynamiques que la demande mondiale adressée à la France en 2015. Cela s'expliquerait notamment par les gains de compétitivité liés à la dépréciation de l'euro et par les mesures de baisse du coût du travail.

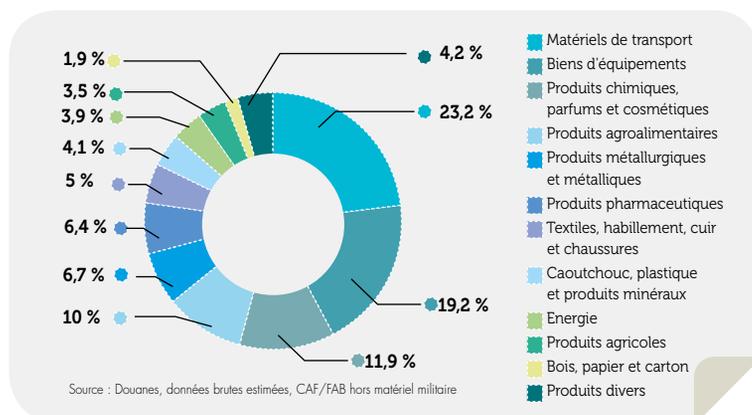
## EXPORTATIONS DYNAMIQUES DANS L'AÉRONAUTIQUE ET L'AUTOMOBILE

Le dynamisme du secteur des matériels de transport (hausse des exportations de 10,5%), tiré par l'aéronautique et l'automobile, contribue pour plus de la moitié à la croissance des exportations françaises en 2015. La hausse des

ventes à l'étranger d'équipements et produits mécaniques, électriques, électroniques (+5,1%) ainsi que de boissons (+8,3%) expliquent également la reprise des exportations en 2015. Après un recul significatif en 2014, les exportations de produits pharmaceutiques (+2,7%, contre -5,2% en 2014) et de produits agricoles (+6,5%, contre -10,2% en 2014) repartent à la hausse en 2015. A l'inverse, le recul marqué des exportations de produits pétroliers raffinés (-23%) joue négativement sur la dynamique de nos exportations.

Les exportations françaises se concentrent dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Quatre secteurs sont à l'origine des deux tiers des exportations: matériel de transport (23,2% du total), équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (19,2%), produits chimiques, parfums et cosmétiques (11,9%) et produits des industries agroalimentaires (10%).

FIG. 1 Composition sectorielle des exportations françaises de biens en 2015



<sup>1</sup> Source Douanes, données estimées brutes, FAB/FAB y compris matériel militaire

<sup>2</sup> Les résultats du commerce extérieur de la France en 2015 ont été publiés par la Direction générale du Trésor le 5 février 2016.

## LES ETATS-UNIS DEVIENNENT LE 2<sup>E</sup> CLIENT DE LA FRANCE EN 2015, DERRIÈRE L'ALLEMAGNE, HISTORIQUEMENT PREMIER PARTENAIRE COMMERCIAL DE LA FRANCE

Les exportations françaises vers l'Amérique ont connu une croissance de 16,6% en 2015, en raison du dynamisme des exportations vers les Etats-Unis (+19,5% en 2015, contre +2% en 2014) dans un contexte favorable d'appréciation du Dollar vis à vis de l'Euro et de reprise de l'économie américaine. A l'inverse, les exportations vers l'Union européenne ne progressent que modérément (+2,2%) et les exportations vers les pays européens hors UE reculent légèrement (-1,4%). Ainsi, la part des Etats-Unis dans les exportations françaises évolue de 6,4% en 2014 à 7,3% en 2015. Ils deviennent le 2<sup>e</sup> client de la France (6<sup>e</sup> en 2014), devançant l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Destinataire de 59% des exportations de la France en 2015, l'Union européenne demeure de loin le premier partenaire commercial de la France.

La Chine (+11,2%) ressort comme le principal moteur des exportations françaises vers l'Asie en 2015, alors que les exportations vers le Japon se contractent (-7,7%). Les exportations françaises continuent de bénéficier du dynamisme des marchés africains (+4,1%) et du Moyen Orient (+12,7%).

## EN 2014 LA FRANCE ÉTAIT LE 3<sup>E</sup> EXPORTATEUR MONDIAL DE SERVICES

Selon les estimations encore provisoires publiées par la Banque de France<sup>3</sup>, les exportations de services de la France ralentissent en 2015, mais continuent de croître à un rythme soutenu (+3,8% en 2015, contre +7,7% en 2014) pour atteindre 216 milliards d'euros en 2015. Par rapport à 2014, les exportations progresseraient pour la plupart des types de services, à l'exception des voyages : +4,5% pour les transports, +19% des commissions pour usage de propriété intellectuelle, +4,5% dans les télécommunication et +7% pour les autres services aux entreprises. Les services d'assurance et les services financiers connaissent en revanche une hausse plus modérée. En 2014, la France était le 3<sup>ème</sup> exportateur mondial de services avec 5% de part marché. Les exportations de services représenteraient près du tiers des exportations totales de la France.

<sup>3</sup> L'analyse de la banque de France se base sur les données provisoires issues des statistiques mensuelles de la balance des paiements. Les chiffres consolidés seront publiés dans le rapport annuel de la balance des paiements 2015 dans le courant du mois de juin 2016.

FIG. 2 Répartition des exportations françaises de biens en 2015

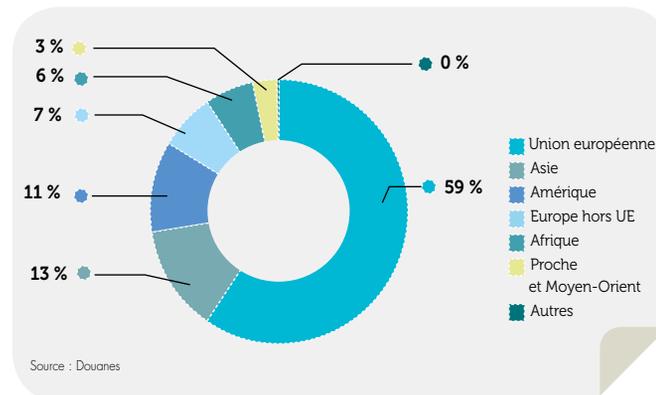
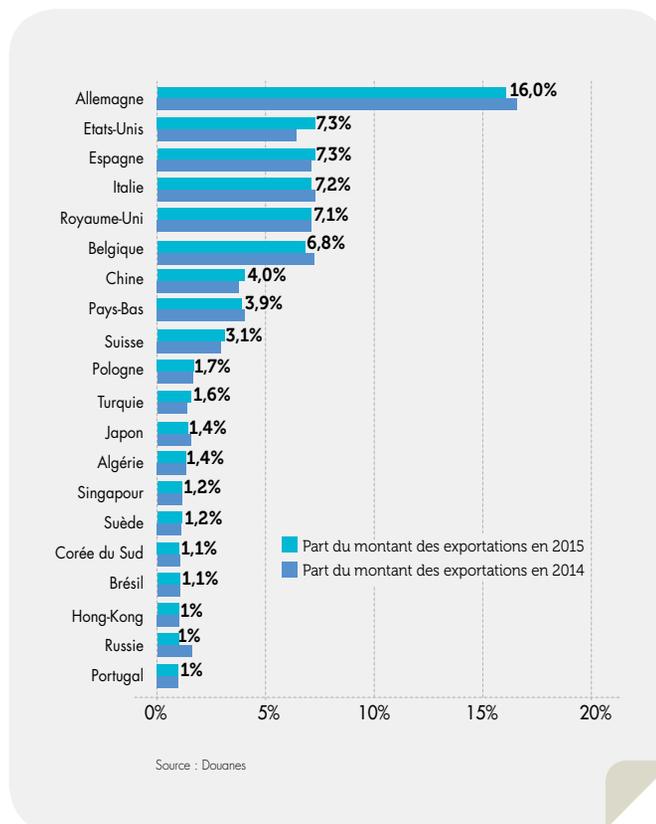


FIG. 3 Répartition des exportations françaises par pays de destination



# LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

## EN FORTE PROGRESSION, LE NOMBRE D'ENTREPRISES EXPORTATRICES FRANCHIT LA BARRE DES 125000 EXPORTATEURS EN 2015

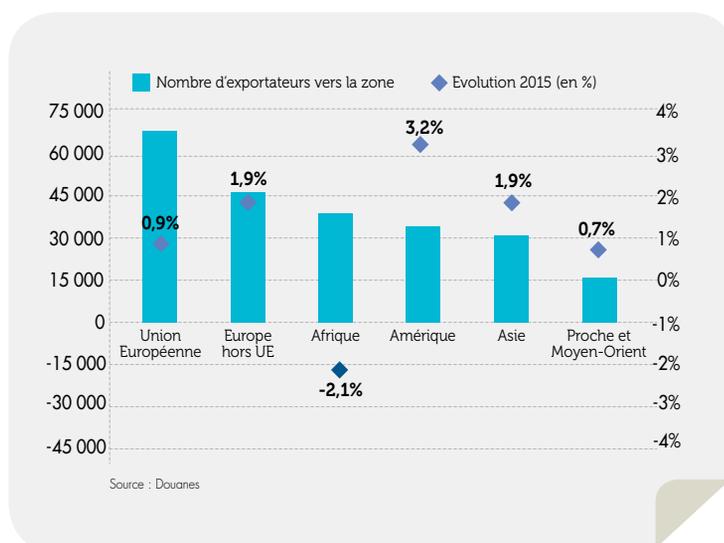
**UN NOMBRE D'EXPORTATEURS DE BIENS EN HAUSSE DE 3,1% EN 2015.**

Après une stabilisation en 2014, l'année 2015 est marquée par une hausse significative du nombre d'exportateurs qui progresse de +3,1% pour atteindre 125000<sup>4</sup>. Ce résultat tient à la fois à l'arrivée de « nouveaux entrants » qui s'engage à l'international, mais également à une diminution du nombre de sortants par rapport à 2014. En miroir de l'évolution des montants exportés, c'est vers les Etats-Unis que l'augmentation du nombre d'opérateurs est la plus marquée (+3,2%). Néanmoins, l'étude par pays destinations permet d'observer qu'en dépit du poids mesuré de l'Afrique dans le total

des exportations françaises (6%), le nombre d'entreprises exportant vers l'Afrique (39500) est supérieur au nombre d'exportateurs vers le continent américain (33430) ou l'Asie (31100). Par secteur, l'industrie représente le quart des firmes exportatrices en 2015, contre 44% pour le commerce, 16% pour les services et 11% pour l'agriculture.

<sup>4</sup> Cette partie s'appuie sur les données et les résultats de l'étude menée par les Douanes « Hausse marquée du nombre d'exportateurs » publiées en février 2016. En 2015, les Douanes recensent environ 110000 entreprises au sens de loi de modernisation de l'économie (IME), qui regroupent 125000 unités légales au sens de l'INSEE

**FIG. 4** Nombre d'exportateurs et évolution par zone en 2015



## LE NOMBRE DE MICRO-EXPORTATEURS ET LE MONTANT DE LEURS EXPORTATIONS SONT EN FORTE PROGRESSION EN 2015

La hausse du nombre d'exportateurs en 2015 s'explique entièrement par une augmentation du nombre d'acteurs de moins de 20 salariés, qui connaît une progression de 4,5%. Selon les Douanes, la hausse des exportations de cette catégorie d'opérateurs contribue pour 37% à la croissance des exportations totales. En 2015, les PME et micro-entreprises comptent pour 96% des entreprises exportatrices, mais pour 16% des montants exportés. A l'inverse, les grandes entreprises, qui ne représentent que 0,4% des exportateurs, réalisent 50% des montants exportés.

## EN 2015, PLUS DE LA MOITIÉ DES MONTANTS EXPORTÉS PAR LES ETI SONT RÉALISÉS PAR DES FILIALES DE GROUPES ÉTRANGERS

Les entreprises exportatrices peuvent être indépendantes, appartenant à un groupe français ou sous contrôle d'un groupe étranger. Les entreprises indépendantes sont à l'origine de seulement 2% du total des exportations françaises, 98% étant réalisés par des entreprises appartenant à un groupe. Les filiales de groupes étrangers représentent 8% des entreprises exportatrices et concentrent 41% des exportations françaises.

La contribution des entreprises étrangères aux exportations françaises varie par taille d'entreprise. C'est notamment au sein des entreprises de taille intermédiaire qu'elle est la plus élevée. Alors qu'elles réalisent environ un tiers des exportations des grandes entreprises et des PME, les filiales de groupes étrangers en France sont à l'origine de la moitié des montants exportés par les ETI en 2015.

FIG. 5 Répartition du nombre d'entreprises exportatrices et des montants exportés par catégorie (en %)

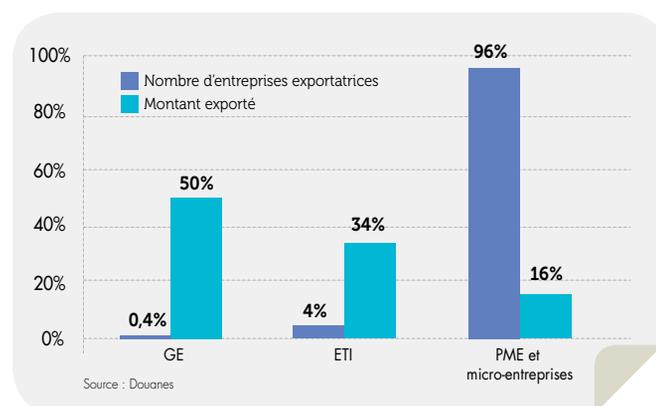
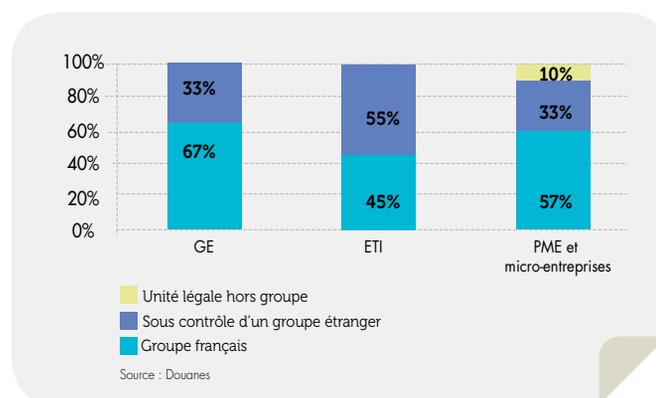


FIG. 6 Répartition des montants exportés



### DES SAVOIR-FAIRE RÉGIONAUX QUI S'EXPORTENT

Les Douanes estiment à 3,2% la part des entreprises françaises qui ont exporté en 2015. Ces entreprises exportatrices sont réparties sur l'ensemble du territoire français.

FIG. 7 Taux d'entreprises exportatrices

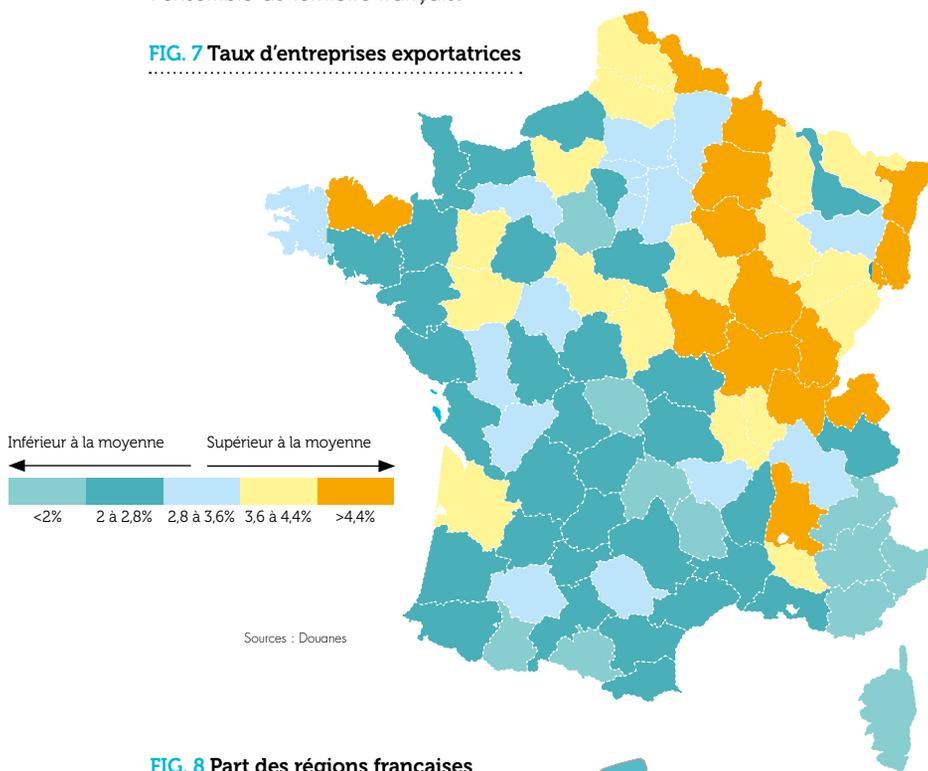
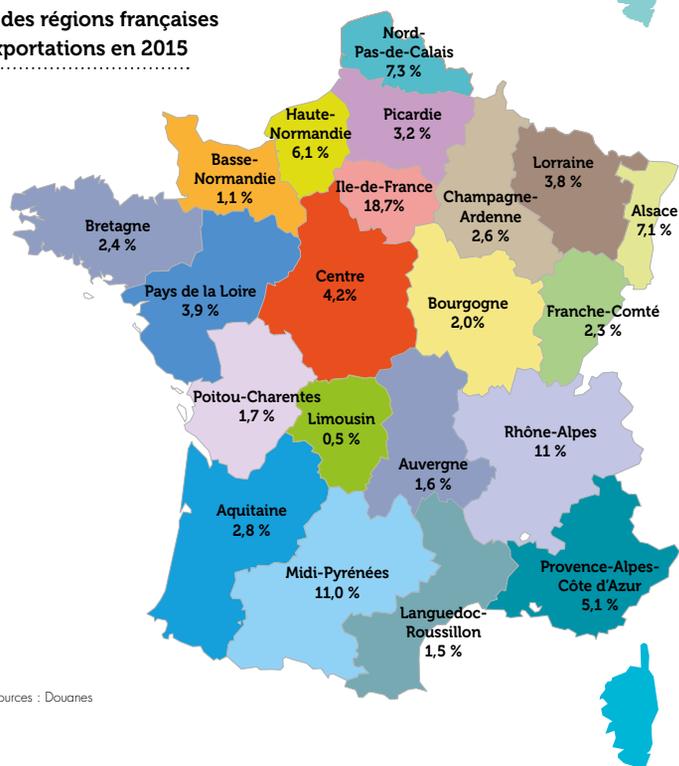


FIG. 8 Part des régions françaises dans les exportations en 2015



DES ENTREPRISES  
EXPORTATRICES  
RÉPARTIES  
SUR L'ENSEMBLE DU  
TERRITOIRE.

# PERFORMANCE À L'EXPORTATION DE LA FRANCE

DANS UN CONTEXTE DE RALENTISSEMENT DES ÉCHANGES MONDIAUX, LA PART DE MARCHÉ DE LA FRANCE DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE BIENS SE STABILISE À 3,1%

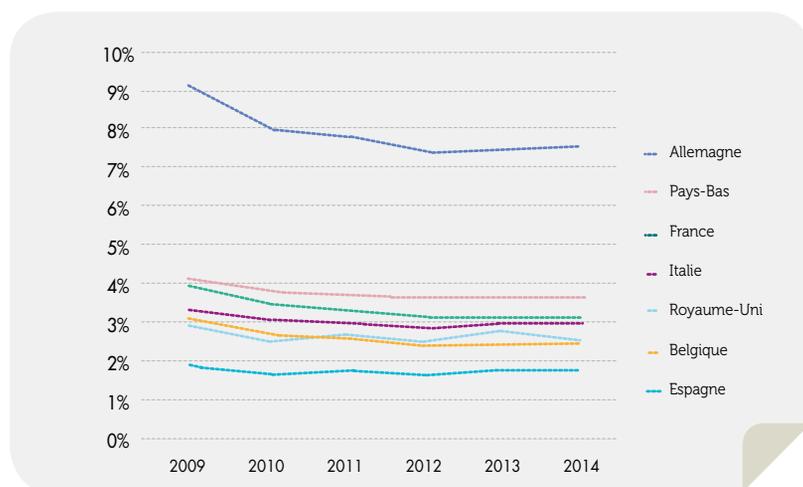
Le processus de mondialisation s'est accompagné d'une intégration rapide des économies émergentes dans les échanges mondiaux, se traduisant par un recul de la part de marché mondiale des économies développées. La part des exportations de biens des pays de l'Union Européenne dans

les exportations mondiales a diminué de 45% à 32% entre 1990 et 2014, quand celle de la Chine progressait de 1,9% à 12,7% sur la même période. Toutefois, outre un effet compétitivité « pur », l'évolution des parts de marché en valeur reflète également des effets de valorisation liés à l'évolution des taux de changes.

Dans ce contexte, les parts de marché de la France ont décliné jusqu'en 2012, avant de se stabiliser à 3,1% des exportations mondiales de biens. La même évolution est constatée chez nos voisins européens, à l'exception de l'Allemagne dont la part de marché mondiale se redresse à partir de 2013, sans pour autant retrouver son niveau d'avant crise. A titre de comparaison, l'Allemagne et le Royaume-Uni réalisent respectivement 7,6% et 2,5% des exportations mondiales de biens en 2014.

Toutefois, le positionnement des produits français varie selon les marchés. Par zone, c'est sur le continent africain que la part de marché de la France est la plus élevée relativement à ses concurrents européens : la France ressort comme le premier fournisseur européen de l'Afrique. En 2014, les exportations françaises représentent 6,6% des exportations mondiales de marchandises vers les pays africains, contre 4,4% pour l'Allemagne et 2,3% pour le Royaume-Uni. En 2014, la part de la France s'établit à 5,8% du total des exportations vers l'Union Européenne,

FIG. 9 Evolution des parts de marché mondiales<sup>5</sup> des principaux pays européens



Lecture : les exportations allemandes représentaient 9,1% du total des exportations mondiales de marchandises en 2009, contre 7,6% en 2014.

Source : FMI, DOTS, calculs Business France

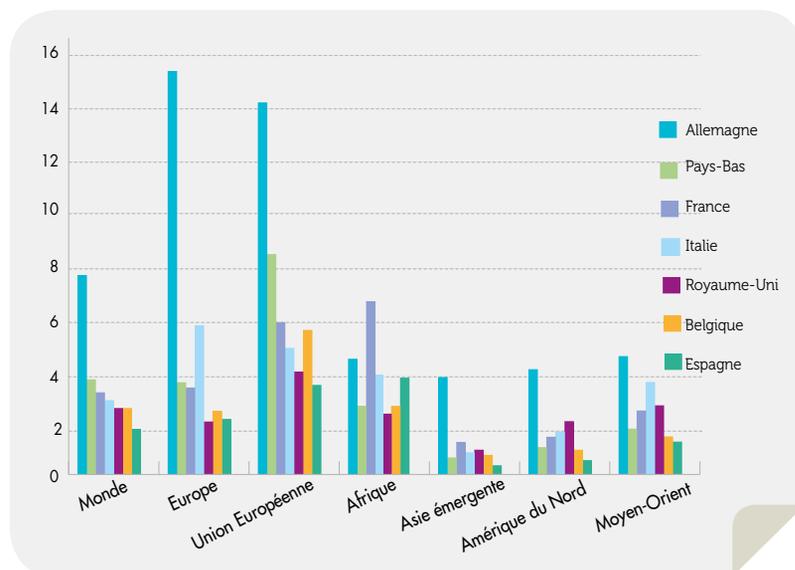
<sup>5</sup> La part de marché mondiale correspond au rapport des exportations de biens du pays sur le total des exportations mondiales de marchandises exprimées en dollar. Les parts de marché sont calculées à partir des données sur les échanges de biens de la base DOTS du FMI.

2,4% vers le Moyen Orient et 1,4% vers les pays d'Amérique du Nord.

L'analyse par marché d'exportation confirme que les produits français sont mieux positionnés sur

les marchés limitrophes, en particulier les pays d'Europe et d'Afrique du Nord, que sur les marchés asiatiques et américains plus éloignés. Cette réalité s'explique par l'importance du commerce transfrontalier de biens intermédiaires entre pays voisins, phénomène qui s'est accentué avec la fragmentation des chaînes de production. Cette réalité reflète également le fait qu'il demeure moins onéreux de commercer avec des pays proches qu'avec des pays lointain, en dépit d'une baisse des coûts de transport internationaux. Destinataire de 59% des exportations françaises, l'Union Européenne demeure le premier client de la France.

FIG. 10 Part de marché des principaux exportateurs européens par zone en 2014



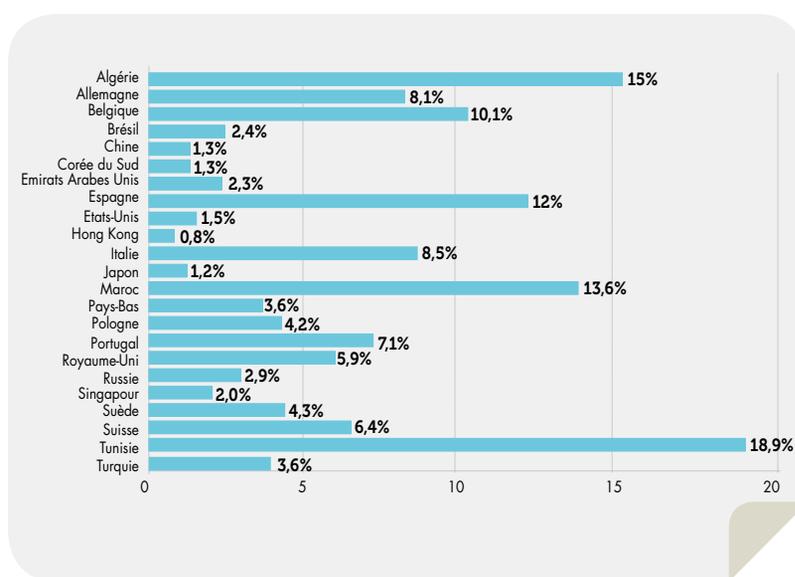
Lecture : La France est à l'origine de 5,8% des exportations mondiales de biens vers l'Union Européenne, l'Allemagne 14,2% et le Royaume-Uni 3,9%.

Source : FMI, DOTS, calculs Business France

**LA FRANCE AFFICHE EN 2015 UNE NETTE AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ- COÛT, QUI S'EXPLIQUE NOTAMMENT PAR UN ALLÈGEMENT DES COÛTS POUR LES ENTREPRISES INDUIT PAR LE CICE.**

La mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a permis aux entreprises d'intégrer les exonérations de charges dans leur comptabilité dès 2013, et ainsi d'observer une répercussion directe sur leur taux de marge. Le coût du travail en France a baissé à la date d'entrée en vigueur du CICE, puis dans une moindre mesure lors de l'augmentation de son taux en 2014. Selon l'INSEE, le CICE aurait permis de ralentir la progression du coût de la main d'œuvre en France depuis 2013 et d'améliorer la compétitivité coût de la France vis-à-vis de ses principaux concurrents européens. Dans les services marchands, le coût horaire français a augmenté au rythme annuel modéré de 0,8 %, légèrement inférieur au rythme moyen de la zone euro (+ 1,0 % par an en moyenne). Au final, le coût horaire en France a moins augmenté qu'en Allemagne (+ 1,4 %), en Italie (+ 1,4 %) ou au Royaume-Uni (+ 1,9 %). Dans l'industrie, il s'est accru de 1,1 % en moyenne annuelle, contre 2,1 % dans la zone euro. Entre début 2012 et fin 2014, si les coûts horaires de la main-d'œuvre dans les industries espagnoles, britanniques et italiennes ont augmenté à un rythme annuel moyen proche de celui de la France, le coût horaire allemand en revanche a augmenté beaucoup plus fortement, au rythme annuel moyen de 3,2 %.

FIG. 11 Part de marché de la France sur les principaux marchés d'exportation en 2014



Source : FMI, DOTS, calculs Business France

# Ils réussissent À L'EXPORT

## Biscuiterie de Provence

BOULANGERIE, PÂTISSERIE, ÉPICERIE

Entre tradition et innovation, la Biscuiterie de Provence, créée en 1997, se positionne comme un expert en biscuits sains et gourmets, et recense une large offre avec des produits salés, sucrés, sans gluten et bio. Basée à St Maurice sur Eygues dans le département de la Drôme, la société qui emploie 20 salariés réalise 11% de son chiffre d'affaire à l'export. Grâce à sa rencontre avec la société norvégienne SARRAZAC, spécialisée dans l'importation de produits gourmets en Norvège, les produits de Biscuiterie de Provence se trouvent désormais dans les rayons haut de gamme de plusieurs enseignes de la plus grande chaîne de distribution Norvégienne, Norges-gruppen.

## Generation Tech

PLASTURGIE ET TEXTILE TECHNIQUE

Créée en 2003 à Suresnes dans les Hauts-de-Seine, Generation Tech commercialise aujourd'hui ses produits en Europe et au Canada. Après 3 années de Recherche et Développement et le

dépôt de plusieurs Brevets et modèles, la société fabrique sous la marque Pull-Liner™ des éco-recharges de 5 couches pelables pour des bacs à peinture. Ce produit et procédé unique supprime le nettoyage des seaux à peinture et la pollution due au nettoyage. Plus de 90% de ses produits sont expédiés en sortie d'usine ce qui lui permet de dégager une marge brute de l'ordre de 40% de son chiffre d'affaires. L'entreprise a récemment pénétrer le marché nord-américain, très demandeur de produits techniques à haute valeur ajoutée, en signant un contrat de licence exclusif de fabrication et distribution avec le leader américain. Forte de ce succès, l'entreprise continue de développer de nouveaux procédés.

## ADH2OC Industrial

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Basée à Tréguier en Bretagne, ADH2OC Industrial est une entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes de traitement de l'eau. Son catalogue intègre une gamme complète de composants et systèmes pour les applications du bâtiment et de

l'industrie. Forte de son expertise, la société a décidé en 2014 de développer sa présence sur le marché roumain. Elle a depuis finalisé des accords de distribution avec de nouveaux partenaires roumains, et a enregistré ses premières commandes significatives en avril 2015. L'entreprise, qui compte une dizaine de salariés, réalise aujourd'hui plus de 50% de son chiffre d'affaire à l'export.

## SD Innovation

BIOTECHNOLOGIE, PHARMACIE

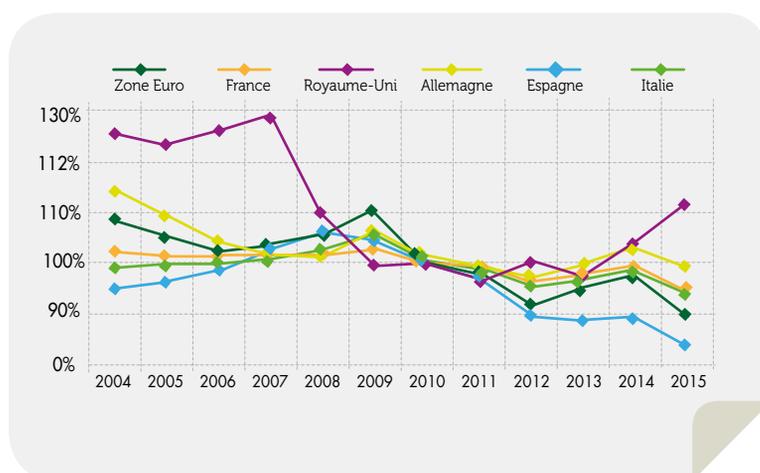
Expert en diagnostic d'hématologie, SD Innovation est une entreprise française basée en Lorraine, active dans la fabrication et la vente de matériel biomédical et d'analyse sanguine. SD Innovation a débuté son développement à l'international il y a 4 ans en vendant ses produits en Algérie à travers des appels d'offres. Son activité internationale s'est par la suite accélérée. Aujourd'hui, présente en Afrique et en Amérique latine, la société réalise 40% de son chiffre d'affaires à l'export. Entrée récemment sur le marché Vietnamien, l'entreprise souhaite poursuivre son développement sur le marché ASEAN.

## Mensia Technologies

EDITEURS DE LOGICIEL

Mensia Technologies est une jeune société française qui développe une suite logicielle issue de la recherche en Interfaces Cerveau-Ordinateur (ICOs) destinée à des centres de recherches en Neurosciences ou à des sociétés du secteur du bien-être et du dispositif médical. Mensia a débuté sa stratégie d'expansion à l'export au Japon, et compte renforcer sa présence internationale par la création d'un réseau de partenaires et distributeurs locaux dans les pays émergents, notamment en Amérique du Sud, au Moyen Orient et en Asie.

FIG. 12 Evolution de la compétitivité coût (2004-2015)



Note : Une augmentation indique une dégradation de la compétitivité-coût  
Source : OCDE, calculs Business France



# DEUX ASPECTS DE L'INTERNATIONALISATION

80 INTERNATIONALISATION DES CHAINES DE VALEUR  
83 STRATEGIES D'INTERNATIONALISATION DES FIRMES  
90 REGARDS SUR L'EXPORT...



05

# INTERNATIONALISATION DES CHAINES DE VALEUR

## LA FRAGMENTATION DU PROCESSUS PRODUCTIF SE TRADUIT PAR UN FLUX CROISÉ DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

La libéralisation des facteurs de production mobiles permise par les vagues successives de réduction des obstacles au commerce et à l'investissement, associée à la baisse des coûts de transport et aux progrès des technologies de l'information et de la communication, ont favorisé la fragmentation du processus productif. Les entreprises morcellent leurs processus de production et répartissent les activités de production dans de nombreux pays afin d'exploiter la diversité des avantages comparatifs pour gagner en compétitivité. Le concept de chaîne de valeur décrit la gamme complète des activités et des tâches qui sont nécessaires à la réalisation d'un bien ou d'un service.

Cela se traduit par une intensification et un flux croisé d'investissements et de commerce de pièces et composants, de biens intermédiaires et de biens finis. La structure des échanges révèle qu'un bien produit dans une économie et exporté vers son marché de consommation finale fait intervenir des intrants situés dans d'autres économies, qui eux-mêmes s'approvisionnent auprès d'économies tierces.

L'interdépendance croissante de l'économie mondiale se manifeste par une hausse générale de la teneur des exportations en intrants étrangers depuis le milieu des années 90, malgré un fort repli en 2008-09. Pour produire des biens d'exportation, il peut être nécessaire d'acquérir des intrants intermédiaires auprès de fournisseurs étrangers, eux-mêmes parfois tributaires des importations de facteurs intermédiaires. Dans ce contexte, de nombreux

pays se sont récemment engagés dans des négociations d'accord de libre-échange avec leurs partenaires commerciaux afin d'offrir à leurs entreprises de nouvelles opportunités de croissance sur le marché mondial. L'émergence d'accords commerciaux régionaux, comme le partenariat transpacifique conclut à l'automne 2015 entre les Etats-Unis, le Japon et dix pays du Pacifique, témoigne des enjeux de l'intégration croissante des processus productifs.

### DES ENTREPRISES FRANÇAISES TRÈS INTÉGRÉES DANS LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

La mesure du commerce dite en « valeur ajoutée » développée par l'OCDE permet de mesurer le contenu en importations des exportations d'un pays, et ainsi d'établir le degré d'intégration d'une économie.

Entre 1995 et 2011, la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations françaises a augmenté dans presque tous les secteurs, en particulier pour les produits relativement sophistiqués. La part du contenu étranger dans les exportations brutes de la France en produits manufacturés et en services s'établit à 25% en 2011, et atteint son plus haut niveau. Comme on pouvait s'y attendre, la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes de la France dans l'industrie manufacturière (33%) est supérieure aux services (11%).

La valeur ajoutée étrangère est particulièrement forte dans les secteurs tels que les véhicules et

**UNE  
INTERDÉPENDANCE  
ACCROUE DES  
ÉCONOMIES**

matériels de transport (41%), véhicules automobiles (37%), machines et appareils électriques (32%), produits chimiques (32%), textile, articles d'habillement (32%) (Cf. Fig. 1).

Par ailleurs, l'analyse du commerce en valeur ajoutée apporte un nouvel éclairage sur la demande adressée à la France. La valeur ajoutée nationale s'exporterait davantage vers l'Amérique du nord et l'Asie que les exportations mesurée en valeur brute (Douanes). Alors que l'Allemagne, premier client de la France, était destinataire de 14% de nos exportations brutes en 2011 et les États-Unis de 8%, ces parts s'établissent respectivement à 12% et 10% mesurées en valeur ajoutée. Cette réalité s'explique logiquement par une intégration plus forte des chaînes de valeur au niveau régional, et donc un poids plus important du contenu étranger dans les exportations françaises vers l'Europe.

## Ils investissent EN FRANCE

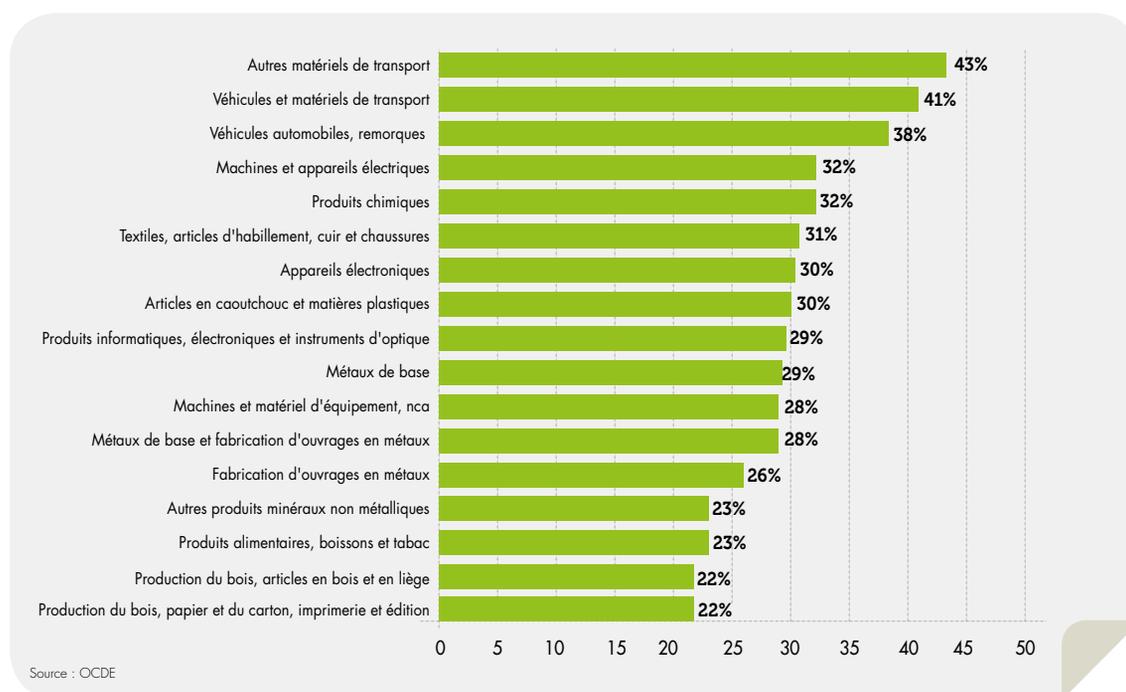


ITOCHU Corporation et Mediaco Vrac Development (MVD), société basée à Marseille, ont annoncé la prise de participation d'ITOCHU au capital de Provence Huiles, une filiale de MVD installée à Vitrolles. Provence Huiles qui produit et commercialise des huiles végétales en Europe.

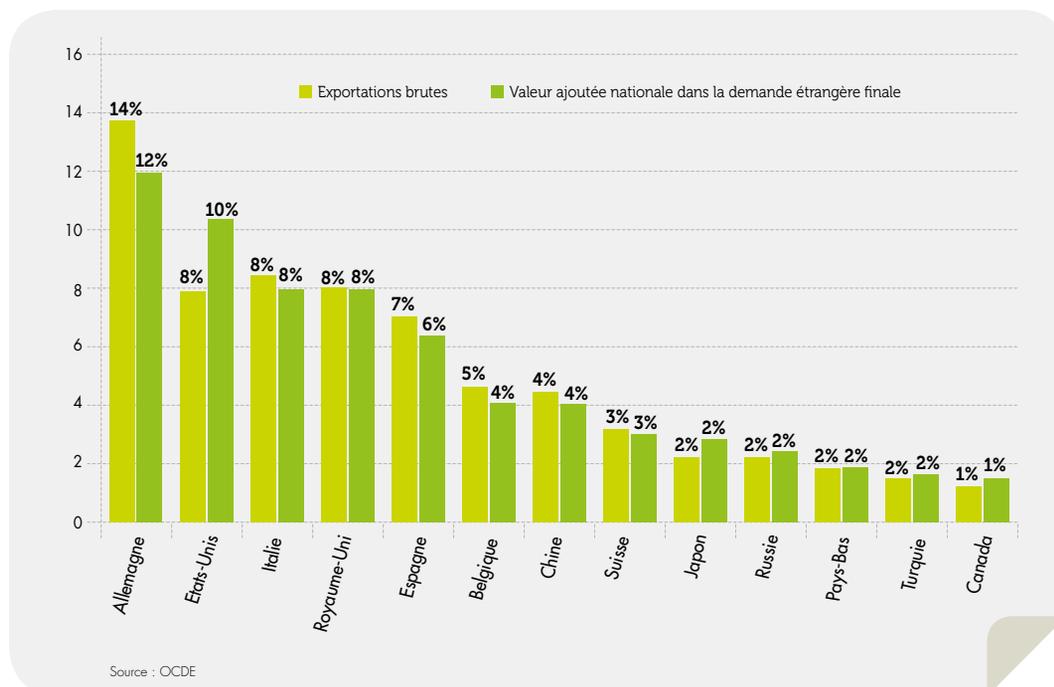
MDV a 25 activités dans le secteur des huiles à haute valeur ajoutée, comme des huiles de tournesol ou de pépins de raisin à haute teneur en acide oléique. En plus de la production et du commerce des huiles végétales, elle a également des activités de logistique et de stockage en vrac.

**ITOCHU promeut la mise en place d'une chaîne de valeur mondiale, depuis un approvisionnement en ressources agroalimentaires sécurisé, jusqu'à leur transformation et leur mise sur le marché.** Avec cette prise de participation, ITOCHU acquiert une base commerciale en Europe, et renforce sa chaîne de valeur.

**FIG. 1 Part de la VA étrangère dans les exportations brutes de la France par secteur**



**FIG. 2** Exportation de la France à destination de ses principaux partenaires. En % des exportations en valeur brute et en valeur ajoutée, 2011



## ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE : MESURE DU COMMERCE EN VALEUR AJOUTÉE

La base de données sur les Échanges en Valeur Ajoutée (ÉVA) résulte d'une initiative conjointe de l'OCDE et de l'OMC. Contrairement aux statistiques conventionnelles sur le commerce extérieur, les indicateurs ÉVA permettent une meilleure identification des chaînes d'approvisionnement et des réseaux mondiaux de production.

Ces indicateurs mesurent le contenu en valeur ajoutée des flux des échanges internationaux et de la demande finale; ils sont tirés de la version de 2015 des Tableaux Internationaux des Entrées-Sorties (TIES) de l'OCDE. Les TIES sont établis à partir de diverses sources de données nationales et internationales, toutes assemblées et équilibrées en appliquant des

contraintes, définies à partir des données officielles provenant des tables d'activités économiques des Comptes Nationaux (SCN93) et des principaux agrégats de la comptabilité nationale.

Toutefois, les données produites restent le résultat de nombreuses hypothèses, et il convient d'utiliser avec prudence les conclusions qui pourraient en découler.

# STRATEGIES D'INTERNATIONALISATION DES FIRMES

## AVEC LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, LES STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION DES FIRMES SE COMPLEXIFIENT

Les premières analyses théoriques étudiant les relations existantes entre les flux d'IDE et les flux commerciaux mettaient en évidence deux effets : un effet de complémentarité exerçant un impact positif sur le commerce bilatéral entre le pays d'origine et le pays hôte, et un effet de substitution exerçant un impact négatif sur le commerce bilatéral. Dans cette optique, la décision de l'entreprise était perçue uniquement comme un choix entre produire dans son pays d'origine et exporter sa production vers les marchés étrangers, ou investir à l'étranger pour se rapprocher de la demande en implantant sur place une filiale produisant le même bien que dans le pays d'origine.

Le comportement stratégique des firmes sur les marchés mondiaux ne se limite toutefois plus à choisir entre exporter ou investir à l'international. La progression importante des échanges intra-groupes entre une entreprise mère et sa filiale à l'étranger a révélé l'existence de stratégies plus complexes. Si l'introduction d'une distinction entre investissement vertical et investissement horizontal a su apporter des éléments de réponses, il semble toutefois réaliste de considérer les stratégies actuelles des firmes comme une combinaison d'IDE verticaux et horizontaux. Avec la facilitation des échanges et l'émergence des chaînes de valeur mondiale, une multitude de nouvelles stratégies se sont

**DES STRATÉGIES  
DE PLUS EN PLUS  
COMPLEXES**

## ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE : LE PALMARÈS DES ENTREPRISES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Etablie par les Douanes, le palmarès présente le classement des sociétés selon l'importance de leurs flux **en valeur**, à l'exportation ou à l'importation. Le palmarès des entreprises du commerce extérieur de la France est élaboré en donnant un rang national de classement aux sociétés selon la valeur des marchandises qu'elles exportent ou qu'elles importent. Le palmarès national se décline au niveau régional et départemental suivant la localisation du siège de l'entreprise.

Le palmarès est réalisé par **entreprise** et non par groupe, une entreprise étant identifiée par un numéro SIREN unique.

développées afin d'exploiter la complémentarité entre investissement et commerce.

### STRATÉGIES DES ENTREPRISES EXPORTATRICES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER DU PALMARÈS

Selon les données Douanes, les entreprises étrangères implantées en France qui exportent à partir du site France réalisent 41% du total des exportations françaises de biens.

Une étude du palmarès des principaux exportateurs français permet de mettre en évidence l'interdépendance entre performance à l'exportation et investissement étranger en France dans la durée.

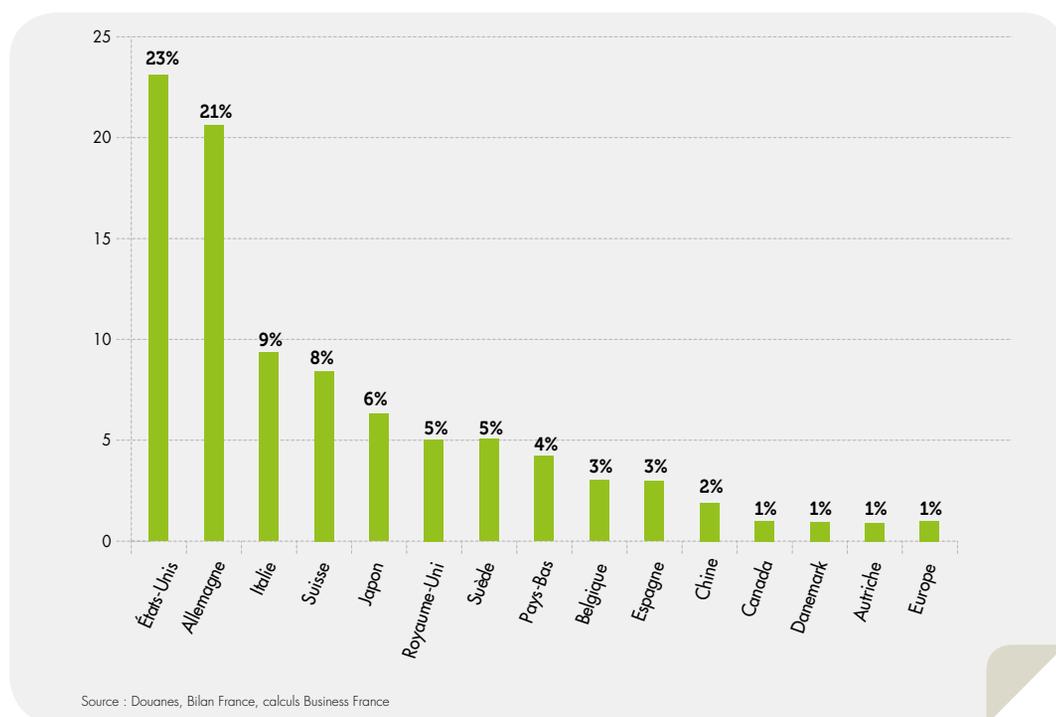
Dans le palmarès national des 20 000 premières entreprises exportatrices en France pour l'année 2015, un cinquième des entreprises sont sous contrôle étranger. Parmi les entreprises étrangères, 14% ont réalisé plusieurs investissements physiques créateurs d'emploi (greenfield ou brownfield) en France sur la période 2009-2015.

62% de ces filiales sont européennes. Les entreprises américaines et allemandes sont les

principales actrices de ces flux croisés : elles représentent plus de 40% de ces entreprises.

La présence des entreprises sous contrôle étranger du palmarès est forte dans les secteurs des machines et équipements mécaniques, de l'agroalimentaire, de la chimie, plasturgie, des constructeurs automobiles et des équipementiers. Les entreprises relevant de ces secteurs ont réalisé 44% des investissements recensés dans le Bilan France sur la période 2009-2015. Viennent ensuite les secteurs des médicaments et biotechnologies appliquées, du commerce et distribution, des matériels aéronautiques et ferroviaires, métaux et travail des métaux, équipement électriques et électroniques et verre, céramique. A l'inverse, la présence étrangère est moindre dans les secteurs tels que les matériaux de constructions, l'électronique grand public ainsi que les parfums, cosmétiques.

FIG. 3 Répartition par nationalité des filiales étrangères présentes dans le palmarès qui investissent



## RÉPARTITION PAR FONCTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES PRÉSENTES DANS LE PALMARÈS QUI INVESTISSENT

Fonction	Nombre	Part
Production / Réalisation	566	65%
R&D, Ingénierie, Design	72	8%
<i>Ingénierie, Design</i>	10	1%
<i>R&amp;D</i>	62	7%
Services aux entreprises	64	7%
Point de vente	63	7%
Logistique	49	6%
Centre de décision	44	5%
<i>Primo Implantation Europe</i>	8	1%
<i>Primo Implantation Nationale</i>	10	1%
<i>QG Monde / Europe</i>	7	1%
<i>QG national</i>	19	2%
Services aux particuliers	16	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>874</b>	

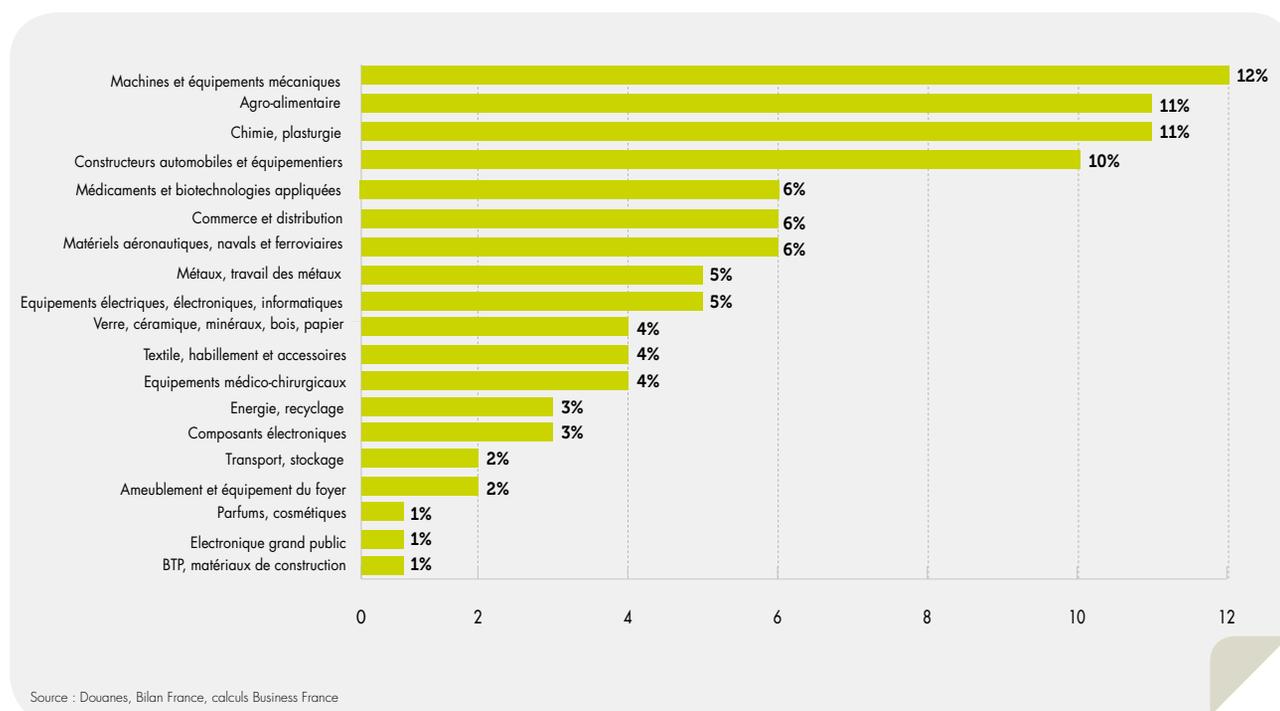
Source : Douanes, Bilan France, calculs Business France

## Ils investissent EN FRANCE

### **Italmobiliare** CHIMIE, PLASTURGIE

Le groupe italien Sirap Gema, filiale d'Italmobiliare, est spécialisé dans la production d'emballages en plastique destinés au secteur alimentaire. En janvier 2015, Sirap Gema a repris l'entreprise française Vitembal, en redressement judiciaire depuis juillet 2013. Basée à Remoulins dans le département du Gard, Vitembal est spécialisée dans la fabrication d'emballages alimentaires en polystyrène expansé. Cette opération d'un montant de 13,5 M€, a permis le maintien de 117 emplois et la création de 10 supplémentaires. L'investissement vise notamment à développer et moderniser l'outil industriel. En février 2015, l'entreprise a changé de nom et est devenue Sirap Remoulins.

FIG. 4 Répartition sectorielle des filiales étrangères présentes dans le palmarès qui investissent



Source : Douanes, Bilan France, calculs Business France

**TOP 20 DES FIRMES EXPORTATRICES DU PALMARES QUI ONT INVESTI EN FRANCE SUR LA PERIODE 2009-2015**

<b>MAISON-MERE</b>	<b>RAISON SOCIALE</b>	<b>ORIGINE</b>	<b>SECTEUR D'ACTIVITE</b>
AIRBUS GROUP	AIRBUS OPERATIONS	Europe	Construction aéronautique et spatiale
ARCELORMITTAL	ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE	Luxembourg	Sidérurgie
AB VOLVO	RENAULT TRUCKS	Suède	Construction de véhicules automobiles
ALENIA AERONAUTICA	GIE AVIONS TRANSPORT REGIONAL	Italie	Construction aéronautique et spatiale
KLESCH & COMPANY SA	ARKEMA FRANCE	Suisse	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
ASTRAZENECA PLC	ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION	Royaume-Uni	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
GROUPE SOLVAY SA	RHODIA OPERATIONS	Belgique	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
TOYOTA MOTOR CORPORATION	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	Japon	Construction de véhicules automobiles
EXXON MOBIL CORPORATION	EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE	États-Unis	Fabrication de matières plastiques de base
THE LUBRIZOL CORPORATION	LUBRIZOL FRANCE	États-Unis	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.
BAYER AG	BAYER SAS	Allemagne	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques
CHINA NATIONAL CHEMICAL	ADISSEO FRANCE S.A.S.	Chine	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
MERCK KGAA	MILLIPORE	Allemagne	Fabrication d'autres machines d'usage général
CAMERON INTERNATIONAL	CAMERON FRANCE	États-Unis	Fabrication d'autres articles de robinetterie
NTN CORPORATION	NTN-SNR ROULEMENTS	Japon	Fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission
APOLLO GLOBAL MANAGEMENT	CONSTELLIUM ISSOIRE	États-Unis	Métallurgie de l'aluminium
THYSSENKRUPP AG	THYSSENKRUPP PRESTA FRANCE SAS	Allemagne	Fabrication d'autres équipements automobiles
CHEVRON CORPORATION	CHEVRON ORONITE SAS	États-Unis	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.
POLIMERI EUROPA S.P.A.	VERSALIS FRANCE S.A.S.	Italie	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
DONAU CHEMIE AKTIENGESELLSCHAFT	KEM ONE	Autriche	Fabrication de matières plastiques de base

## TOP 20 DES FIRMES IMPORTATRICES DU PALMARES QUI ONT INVESTI EN FRANCE SUR LA PERIODE 2009-2015

MAISON-MERE	RAISON SOCIALE	ORIGINE	SECTEUR D'ACTIVITE
AIRBUS GROUP	AIRBUS OPERATIONS	Pays-Bas	Construction aéronautique et spatiale
LIDL DIENSTLEISTUNG	LIDL	Allemagne	Supermarchés
SAMSUNG ELECTRONICS GROUP	SAMSUNG ELECTRONICS FRANCE	Corée du Sud	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants électroniques
NOVARTIS AG	NOVARTIS PHARMA SAS	Suisse	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
ARCELORMITTAL	ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE	Luxembourg	Sidérurgie
GILEAD SCIENCES, INC	GILEAD SCIENCES	États-Unis	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
AB VOLVO	RENAULT TRUCKS	Suède	Construction de véhicules automobiles
EXXON MOBIL CORPORATION	EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE	États-Unis	Fabrication de matières plastiques de base
FIAT S.P.A.	IVECO FRANCE	Italie	Commerce d'autres véhicules automobiles
TECH DATA CORPORATION	TECH DATA FRANCE	États-Unis	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs...
BAYER AG	BAYER SAS	Allemagne	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques
KINGFISHER PLC	BRICO DEPOT	Royaume-Uni	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m <sup>2</sup> et plus)
DEERE & COMPANY	JOHN DEERE SAS	États-Unis	Construction de véhicules automobiles
ALENIA AERONAUTICA	GIE AVIONS TRANSPORT REGIONAL	Italie	Construction aéronautique et spatiale
TOYOTA MOTOR CORPORATION	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	Japon	Construction de véhicules automobiles
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION	GOODRICH AEROSPACE EUROPE	États-Unis	Construction aéronautique et spatiale
ASTRAZENECA FRANCE	ASTRAZENECA	France	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
THE COCA-COLA COMPANY	COCA-COLA ENTREPRISE	États-Unis	Production de boissons rafraîchissantes
TECHNISCHE GLASWERKE ILMENAU GMBH	PHILIPS FRANCE	Allemagne	Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels
CASTORAMA FRANCE	CASTORAMA FRANCE	Royaume-Uni	Commerce de détail de quincaillerie, peintures

## Ils investissent et exportent depuis LA FRANCE



### MBK Yamaha Motors

CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS

Avec un site de production ultra-performant, un chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euros et pratiquement 90% de la production destinée à l'exportation, le site de MBK à Saint Quentin se porte bien grâce à une activité consolidée. L'activité englobe non seulement la production de scooters et motos mais aussi la mise en conformité des quads sous la marque Yamaha, ce qui fait de ce site de 600 personnes l'usine la plus importante du groupe Yamaha en Europe.

L'entreprise développe son activité et a prévu de recruter une quarantaine de personnes en production.



### NTN Corporation

MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES

NTN CORPORATION est un groupe japonais spécialisé dans la fabrication et la vente d'équipements mécaniques de roulements, notamment pour le secteur automobile. Créé en 1918, avec son siège mondial à Osaka (Japon), le groupe a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 701,9 Mds de yens (5,5 Mds d'euros), et il emploie plus de 23 000 personnes dans le monde en 2015 sur tous les continents.

NTN CORPORATION est fortement présent en France avec plus de 4 000 salariés répartis sur 11 sites, dont 7 usines, via 3 entités : NTN TRANSMISSIONS EUROPE, NTN-SNR ROULEMENTS et SNR CEVENNES. Nous retiendrons particulièrement les sites d'Annecy/Argonay en Auvergne-Rhône-Alpes (QG Europe, production et R&D) et d'Allonnes en Pays de la Loire (vente, production et R&D).

Depuis 2011, le groupe NTN a investi de nombreuses reprises en France, créant 360 emplois en tout. En 2011, le site d'Annecy a bénéficié d'un investissement en R&D pour développer de nouveaux équipements de test destinés aux roulements d'éolienne et de train. Ce même site a également enregistré un investissement de production en 2011 et de logistique en 2013. Des investissements de production ont également été décidés pour les sites de Saint Privat des Vieux et d'Alès (Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées) en 2011, 2012 et 2015, sur le site d'Argonay en 2015 et sur le site de Crézancy (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) en 2015.



### China National Chemical Corporation-Chemchina

CHIMIE, PLASTURGIE

Leader de l'industrie chimique en Chine, Chemchina a multiplié les investissements sur le territoire français à travers sa filiale Adisseo, spécialisée dans la production d'additifs et de solutions nutritionnelles pour l'alimentation animale.

Adisseo emploie plus de 1800 collaborateurs dans le monde. La société dispose d'environ 2600 clients et plus de 90 % des ventes sont réalisées à l'export.

Depuis 2010, Adisseo a régulièrement investi en Auvergne-Rhône-Alpes, avec notamment l'extension des sites de production de

méthionine de Roussillon et Saint-Clair-du-Rhône, et avec la création d'un nouveau centre de recherche à Saint-Fons, créant au total 50 emplois. Un autre projet est en cours de réalisation dans son usine de Commeny : une coproduction de vapeur à partir de bois en partenariat avec Neoen, Areva et la Caisse des dépôts.

En six ans, le chiffre d'affaires d'Adisseo a doublé, atteignant plus de 1,2 milliard d'euros en 2014.



### MERCK KGAA

MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

Les sciences et technologies dans les domaines de la santé, des sciences humaines et des équipements de performance. Le groupe, composé de 146 sociétés dans 65 pays, emploie environ 40 000 personnes dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 11,3 milliards d'euros.

Présent en France depuis 1967, MERCK KGAA y compte près de 3 000 employés, répartis sur 11 sites. Nous pouvons retenir les implantations en Ile-de-France (Fontenay-sous-Bois et Saint-Quentin-en-Yvelines ; Merck Millipore), en Alsace Champagne-Ardenne Lorraine (Molsheim et Dachstein ; Merck Millipore), en Aquitaine Limousin Poitou-Charentes (Martillac ; Merck Millipore), en Centre-Val de Loire (Pithiviers et Semoy ; Merck Millipore, Merck Serono), en Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon et Meyzieu ; Merck Serono), et en Nord-Pas-de-Calais-Picardie (Calais ; Merck Serono).

Depuis plusieurs années, les deux principales filiales françaises du groupe ont investi sur leurs sites en France. En 2011, Merck Serono a réalisé un important investissement sur son site de Martillac pour développer des procédés de fabrication de protéines thérapeutiques pour des essais précliniques et cliniques. Une cinquantaine d'emplois ont été créés. Un autre investissement de modernisation a été décidé par Merck Serono en 2014 sur le site de Semoy concernant la production de médicaments contre le diabète. Merck Millipore, division spécialisée dans les biotechnologies et les sciences de la vie, a de son côté investi en R&D en 2014 sur son site de Molsheim pour créer centre d'innovation spécialisé dans les biotechnologies. En tout, ce sont 70 emplois qui ont été créés.

## PERFORMANCE A L'INVESTISSEMENT ET AU COMMERCE

Une des questions à laquelle nous tentons de répondre est de vérifier que les filiales sous contrôle étranger qui investissent le plus sont également celles qui sont les plus performantes en matière d'échanges commerciaux ?

Fontagné et Toubal (2010) ont démontré que « *Les entreprises localisées en France et appartenant à des groupes étrangers sont plus efficaces que celles appartenant à des groupes français, et ces dernières dépassent les entreprises indépendantes : elles créent plus d'emplois, exportent plus, importent plus et sont plus rentables* ».

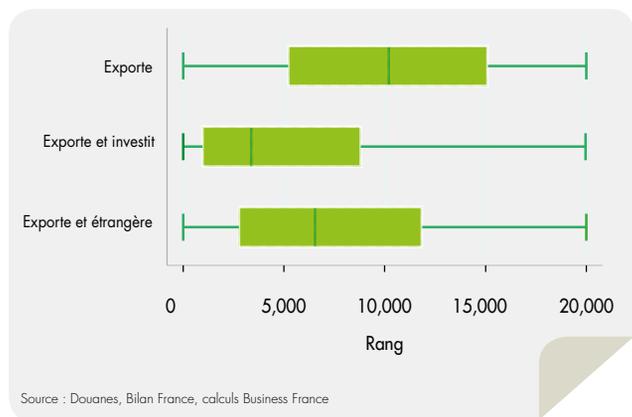
Ces résultats sont cohérents avec les récentes études basées sur la théorie de l'hétérogénéité des firmes de Méliitz (2003), qui ont mis en évidence l'importance de la productivité dans le choix d'implantation à l'étranger. Ainsi, Helpman et al. (2004) ont montré l'aspect central du facteur productivité dans la stratégie d'internationalisation de la production. Les firmes les plus productives choisissent d'investir à l'étranger car elles peuvent supporter les coûts fixes d'entrée sur le marché étranger.

Nous établissons une corrélation entre la performance à l'exportation ou à l'importation des entreprises étrangères et leurs décisions d'investissement.

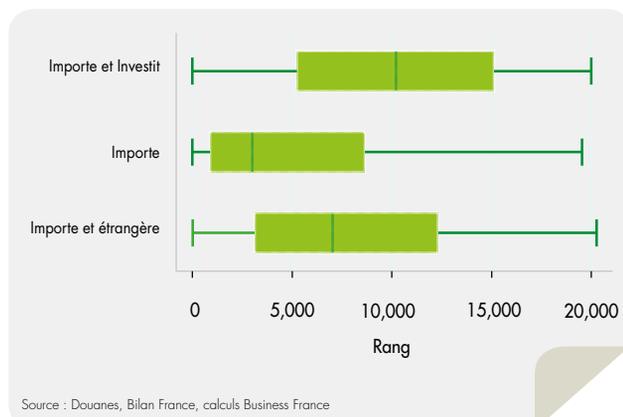
Nous comparons la distribution des filiales étrangères implantées en France qui exportent (Exporte), ainsi que la distribution des filiales étrangères implantées en France qui exportent et investissent (Exporte et investit) à la distribution de référence (Exporte) qui représente les 20 000 entreprises du palmarès.

Nos résultats permettent de mettre en exergue le fait que les entreprises sous contrôle étranger qui exportent et ont investi sur la période 2009-2015 sont plus performantes à l'exportation. Ces résultats sont similaires pour les entreprises qui importent. **Ainsi, les entreprises qui investissent le plus fréquemment en France sont également celles qui sont les plus dynamiques en matière d'exportations et d'importations.**

**LES ENTREPRISES LES PLUS PERFORMANTES À L'EXPORTATION SONT DYNAMIQUES EN MATIÈRE D'IMPORTATIONS ET D'INVESTISSEMENT**



**Grille de lecture :** les entreprises sous contrôle étranger qui ont investi sur la période 2009-2015 sont dans le top 8 000 des entreprises du palmarès national qui exportent. 50% de ces entreprises sont positionnées avant le 6 543<sup>e</sup> rang.



**Grille de lecture :** les entreprises sous contrôle étranger qui ont investi sur la période 2009-2015 sont dans le top 8 000 des entreprises du palmarès national qui importent. 50% de ces entreprises sont positionnées avant le 2 999<sup>e</sup> rang.

# ALLEMAGNE

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**39 741 entreprises** exportent vers l'Allemagne en 2015

**71,4 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers l'Allemagne en 2015

**+0,6%** Croissance des exportations en 2015

**16%** du total des exportations françaises

**1<sup>er</sup> client** de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**87 Mds EUR** Importations françaises de biens depuis l'Allemagne en 2015

**17%** du total des importations françaises

**1<sup>er</sup> fournisseur** de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES ALLEMANDES EN FRANCE

**1225** Nombre d'entreprises exportatrices allemandes en France (2014)

**19%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices allemandes en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ALLEMAGNE

**En 2015, plus de 39 740 entreprises ont exporté vers l'Allemagne depuis la France, pour un montant d'exportation qui se stabilise à 71,4 mds EUR, soit 16% des exportations françaises.**

Dans un contexte de croissance modérée du marché allemand (+1,5% de croissance en 2015), les exportations françaises vers l'Allemagne ont progressé à un rythme inférieur (+0,6%) à celui du total des exportations françaises (+4,3%). Destinataire de 16% des exportations françaises et historiquement premier client de la France, l'Allemagne maintient son rang en 2015, loin devant les Etats-Unis (7,3%) et l'Espagne (7,3%). L'Allemagne est destinataire de 27% des exportations de la France vers l'Union Européenne. La part de marché à l'exportation de la France en Allemagne s'établit à 8% en 2014, soit à un niveau bien supérieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%)<sup>1</sup>. Selon les statistiques allemandes, la France serait le 3<sup>ème</sup> fournisseur de l'Allemagne en 2015, derrière la Chine et les Pays-Bas. [Fig. 1]

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ALLEMAGNE

Premier secteur d'exportation vers l'Allemagne, le secteur des matériels de transport réalise un tiers des exportations françaises vers l'Allemagne, suivi par les secteurs des équipements (19%) et des produits chimiques (11%). Si la croissance des exportations de matériels de transport vers l'Allemagne ralentie en 2015 (+0,2% en 2015, après +2% en 2014), les exportations d'équipements ont connu une progression de 4%, en raison d'une hausse conjuguée des ventes de produits informatiques et électroniques (+4%), d'équipements électriques et ménagers (+5%) et de machines industrielles et agricoles (+3%). L'Allemagne ressort comme un débouché important pour les entreprises de matériels de transport, qui exportent près d'un quart du total de leurs

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers l'Allemagne (Mds EUR et % du total France)**



<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

ventes à l'étranger vers l'Allemagne<sup>2</sup>. L'Allemagne représente un partenaire commercial de premier rang pour les exportateurs de produits métalliques (19% des exportations françaises du secteur), de produits en caoutchouc et plastiques (19%), et de bois, papier et cartons (18%). [Fig. 2]

<sup>2</sup> Ceci s'explique principalement par les échanges de biens intermédiaires du groupe Airbus entre ses filiales françaises et allemandes.

## CONTRIBUTION DES FILIALES ALLEMANDES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, 1225 filiales allemandes en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 17 mds EUR, représentant en moyenne 19% de leur chiffre d'affaire total. Ces entreprises exportent principalement vers les marchés européens, et en particulier vers leur pays d'origine. L'Allemagne est destinataire du tiers des exportations des filiales allemandes présentes en France.

Selon l'INSEE, les filiales allemandes implantées en France :

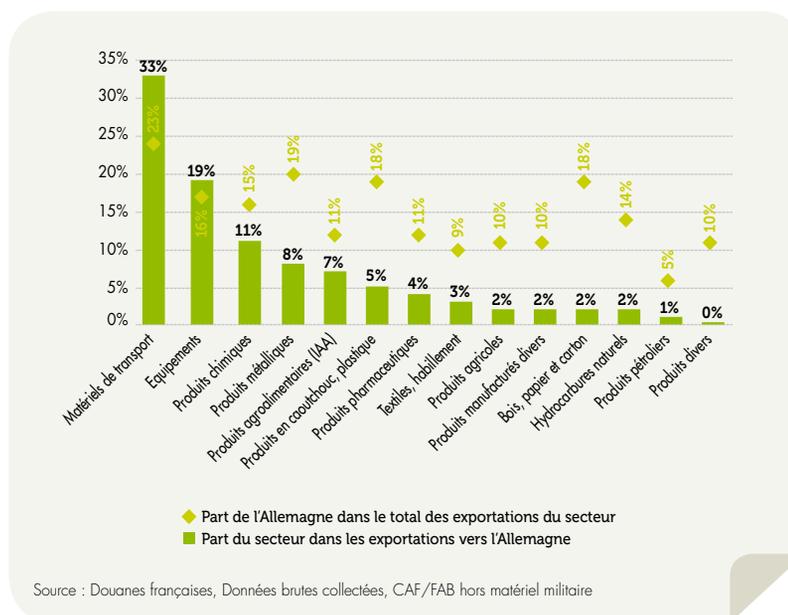
- **emploient 17 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 16 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 13 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
BAYER SAS	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	1708 m€	50%-70%
MILLIPORE (Merck KGAA)	Fabrication de machines d'usage général	770 m€	70%-90%
THYSSENKRUPP PRESTA FRANCE SAS	Fabrication d'autres équipements automobiles	529m€ (2013)	>90%
COOKSON METAUX PRECIEUX (Heimerle + Meule)	Bijouterie	347 m€	<50%
CONTINENTAL AUTOMOTIVE FRANCE	Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	725m€	70%-90%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers l'Allemagne



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES ALLEMANDES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Allemagne	34%
Espagne	8%
Italie	6%
Royaume-Uni	6%
Belgique	5%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

# ÉTATS-UNIS

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**23 801 entreprises** exportent vers les États-Unis en 2015

**32,7 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers les États-Unis en 2015

**+19,5%** Croissance des exportations en 2015

**7,3%** du total des exportations françaises

**2<sup>ème</sup> client** de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**35 Mds EUR** Importations françaises depuis les États-Unis en 2015

**6,9%** du total des importations françaises

**5<sup>ème</sup> fournisseur** de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES AMÉRICAINES EN FRANCE

**1215** Nombre d'entreprises exportatrices américaines en France (2014)

**27%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices américaines en France (CA export/CA)

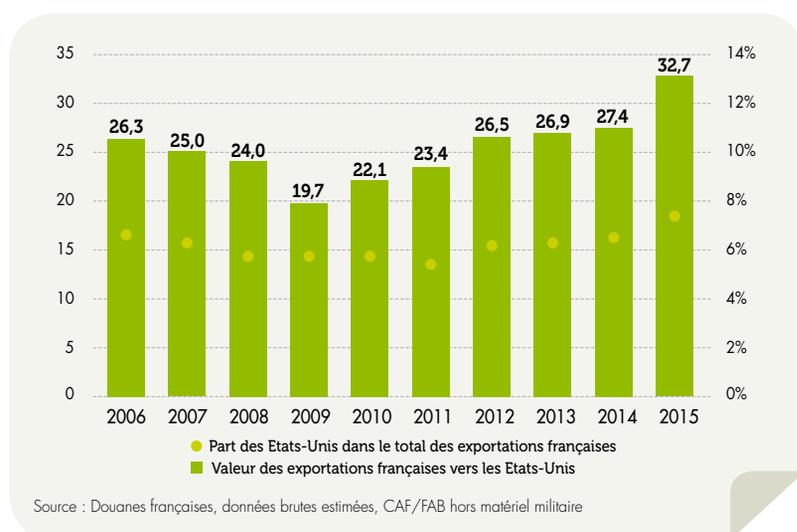
## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LES ETATS-UNIS

En 2015, 23 800 entreprises ont exporté vers les États-Unis depuis la France, pour un montant d'exportation qui atteint 32,7 mds EUR, soit 7,3% des exportations françaises. Dans un contexte de reprise de l'économie américaine, conjuguée à une appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro, les exportations françaises vers les États-Unis ont progressé à un rythme soutenu (+19,5% en 2015 après +1,7% en 2014), nettement supérieur à celui de la croissance du total des exportations françaises (+4,3%). Les États-Unis s'imposent en 2015 comme le 2<sup>ème</sup> client de la France (6<sup>ème</sup> en 2014), devançant de peu l'Espagne, l'Italie et la Belgique. La part de marché à l'exportation de la France aux États-Unis avoisine 2% en 2014, soit à un niveau légèrement inférieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%)<sup>1</sup>. Selon les premières estimations issues des statistiques américaines, la France serait le 8<sup>ème</sup> fournisseur des États-Unis en 2015, et son 3<sup>ème</sup> fournisseur européen. [Fig. 1]

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LES ETATS-UNIS

Cinq secteurs réalisent plus des trois quarts des exportations françaises vers les États-Unis : les matériels de transport (30%), les équipements mécaniques, électriques et informatiques (19%), les produits agroalimentaires (11%), la chimie (10%) et les produits pharmaceutiques (8%). En 2015, la croissance des exportations vers les États-Unis concerne l'ensemble des secteurs à l'exception de l'énergie. En particulier, les secteurs des matériels de transports (+26%), des produits informatiques (+24%) ainsi que l'industrie agroalimentaire (+24%) tirent les performances françaises sur le marché américain en 2015. En léger retrait en 2014, les ventes de produits pharmaceutiques retrouvent leur dynamisme en 2015 (+35%), et les ventes de

FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers les États-Unis (Mds EUR et % du total France)



<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

produits chimiques continuent de progresser au même rythme que l'an dernier (12%). Au regard du poids des Etats-Unis dans les exportations par secteur, le pays représente un débouché important pour les exportateurs de produits chimiques et de matériels de transport, qui y exportent plus de 9% du total de leurs ventes à l'étranger. [Fig. 2]

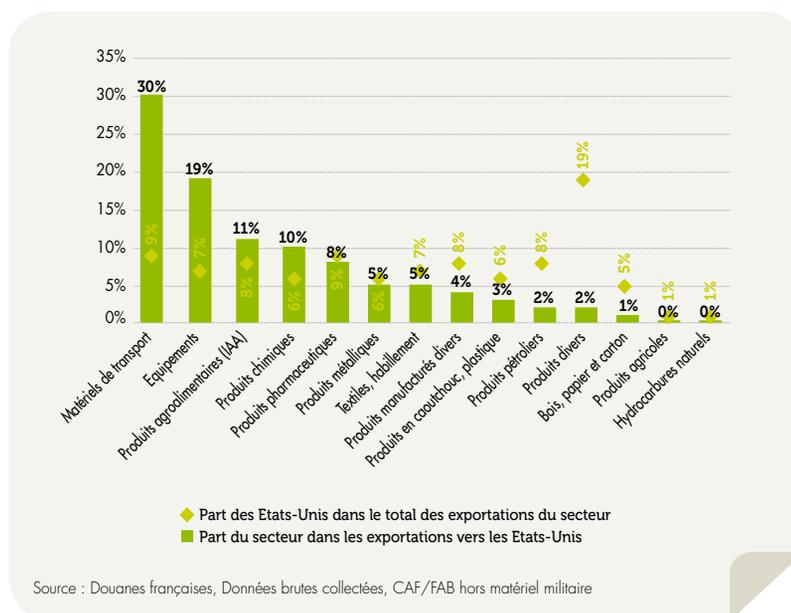
## CONTRIBUTION DES FILIALES AMERICAINES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, 1215 filiales américaines en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 30 mds EUR, représentant en moyenne 27% de leur chiffre d'affaire total. Ces entreprises ciblent en premier lieu le marché allemand, mais également le pays de leur maison-mère. Les Etats-Unis sont destinataires de 10% des exportations des filiales américaines en France.

Selon l'INSEE, les filiales américaines implantées en France :

- **emploient 22 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 25 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 30 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers les Etats-Unis



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES AMERICAINES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Allemagne	20%
Etats-Unis	10%
Royaume-Uni	7%
Belgique	6%
Espagne	6%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
LILLY FRANCE	Fabrication de préparations pharmaceutiques	2585 m€	70%-90%
ESSO SOCIETE ANONYME FRANCAISE	Raffinage du pétrole	16038 m€ (2013)	<50%
LABORATOIRES MERCK SHARP & DOHME CHIBRET	Fabrication de préparations pharmaceutiques	167 m€	>90%
GE MEDICAL SYSTEMS	Fabrication d'équipements médicaux	1366 m€	70%-90%
LUBRIZOL FRANCE	Fabrication d'autres produits chimiques	1007 m€ (2013)	70%-90%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# ESPAGNE

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**35 310 entreprises** exportent vers l'Espagne en 2015

**32,5 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers l'Espagne en 2015

**+6,9%** Croissance des exportations en 2015

**7,3%** du total des exportations françaises

**3<sup>ème</sup>** client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**31,6 Mds EUR** Importations françaises depuis l'Espagne en 2015

**6,2%** du total des importations françaises

**6<sup>ème</sup>** fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES ESPAGNOLES EN FRANCE

**210** Nombre d'entreprises exportatrices espagnoles en France (2014)

**13%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices espagnoles en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ESPAGNE

**En 2015, plus de 35 300 entreprises ont exporté vers l'Espagne depuis la France, pour un montant d'exportation qui atteint à 32,5 mds EUR, soit 7,3% des exportations françaises.**

Dans un contexte de reprise de l'économie espagnole (+3% de croissance en 2015), les exportations françaises vers l'Espagne ont progressé (+6,7% en 2015, après +4,6% en 2014) à un rythme supérieur à celui du total des exportations françaises (+4,3%). L'Espagne gagne ainsi une place au classement des principaux clients de la France, et se classe au 3<sup>ème</sup> rang en 2015, peu derrière les Etats-Unis (7,3%). L'Espagne est destinataire de 12% des exportations de la France vers l'Union Européenne. La part de marché à l'exportation de la France en Espagne s'établit à 12% en 2014, soit à un niveau bien supérieur à fois à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%), et à celle occupée par la France en Union Européenne (5,8%)<sup>1</sup>. Selon les statistiques espagnoles, la France serait le 2<sup>ème</sup> fournisseur de l'Espagne en 2015, derrière l'Allemagne. [Fig. 1]

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers l'Espagne (Mds EUR et % du total France)**



## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ESPAGNE

Quatre secteurs concentrent plus de 60% des exportations françaises vers l'Espagne : les matériels de transport (24%), les équipements mécaniques, électriques et informatiques (17%), les produits chimiques (11%) et l'industrie agroalimentaire (10%).

En 2015, la croissance des exportations vers l'Espagne s'explique par le dynamisme des ventes de matériels de transport (+24%), de machines industriels (+17%) et d'équipements électriques (+10%). Après un retrait marqué en 2014, les exportations de produits pharmaceutiques vers l'Espagne reprennent et progressent de 10% en 2015. A l'inverse, les ventes de produits

<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

agroalimentaires continuent de reculer (-2%) et celles de produits chimiques ralentissent (-1,5%). L'Espagne représente un débouché important pour l'agriculture française, qui exporte 11% de ses ventes à l'étranger vers l'Espagne. Au regard du poids de l'Espagne dans les exportations par secteur, le pays ressort comme un partenaire commercial de premier rang pour les entreprises du secteur bois, papier et cartons (11% des exportations françaises du secteur). [Fig. 2]

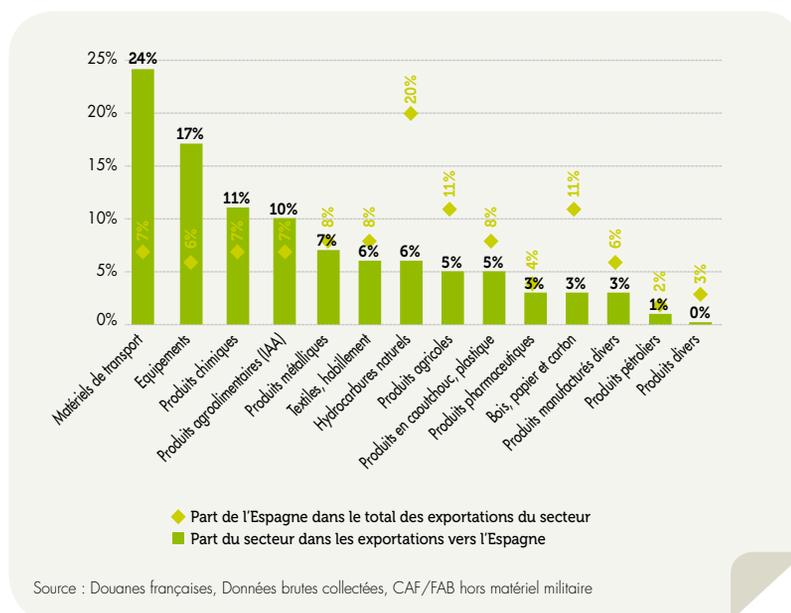
## CONTRIBUTION DES FILIALES ESPAGNOLES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, 210 filiales espagnoles en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 1,7 mds EUR, représentant en moyenne 13% de leur chiffre d'affaire total. Ces entreprises exportent plus d'un tiers de leurs ventes à l'étranger vers leur pays d'origine, 12% vers l'Allemagne et 12% vers le Royaume-Uni.

Selon l'INSEE, les filiales espagnoles implantées en France :

- **emploient 4 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 3 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 3 % du chiffre d'affaires** à l'exportation de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers l'Espagne



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES ESPAGNOLES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Espagne	35%
Allemagne	12%
Royaume-Uni	12%
Belgique	6%
Italie	6%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
FERROPEM	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	422 m€	NC
CELSA FRANCE	Sidérurgie	295 m€	>90%
PUIG FRANCE	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	304 m€	50%-70%
PANZANI (EBRO FOOD)	Fabrication de pâtes alimentaires	605 m€ (2012)	<50%
INTERFORUM	Commerce de gros d'autres biens domestiques	NC	NC

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# ITALIE

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**34 050 entreprises** exportent vers l'Italie en 2015

**32 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers l'Italie en 2015

**+3,1%** Croissance des exportations en 2015

**7,2%** du total des exportations françaises

**4<sup>ème</sup>** client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**37,8 Mds EUR** Importations françaises depuis l'Italie en 2015

**7,4%** du total des importations françaises

**3<sup>ème</sup>** fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES ITALIENNES EN FRANCE

**498** Nombre d'entreprises exportatrices italiennes en France (2014)

**16%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices italiennes en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ITALIE

**En 2015, 34 050 entreprises ont exporté vers l'Italie depuis la France, pour un montant d'exportation qui atteint 32 mds EUR, soit 7,2% des exportations françaises.**

Dans un contexte de faible croissance du marché italien (+0,8% de croissance en 2015), les exportations françaises vers l'Italie ont progressé à un rythme inférieur (+3,1%) à celui du total des exportations françaises (+4,3%). L'Italie se positionne comme le 4<sup>ème</sup> client de la France en 2015, juste derrière l'Espagne (7,2%).

L'Italie est destinataire de 12% des exportations de la France vers l'Union Européenne.

La part de marché à l'exportation de la France en Italie s'établit à 8,5% en 2014, soit à un niveau bien supérieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%)<sup>1</sup>. Selon les statistiques italiennes, la France serait le 2<sup>ème</sup> fournisseur de l'Italie en 2014, derrière l'Allemagne. **[Fig. 1]**

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ITALIE

Représentant 16% des exportations françaises vers l'Italie, le secteur des équipements mécaniques, électriques et informatiques ressort comme le premier poste d'exportation vers l'Italie, suivi des produits chimiques (14%), des matériels de transport (12%), et des produits agro-alimentaires (11%).

En 2015, les exportations françaises vers l'Italie bénéficient de la progression des ventes d'équipements (+7%), de matériels de transport (+6%) et d'articles de l'industrie du textile et de l'habillement (+9%). A l'inverse, le secteur agricole (-6%) et l'industrie agroalimentaire (-4%) connaissent un nouveau repli de leurs exportations, déjà en retrait en 2014.

Au regard du poids de l'Italie dans les exportations par secteur, l'Italie ressort comme le premier débouché à l'étranger pour les entreprises

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers l'Italie (Mds EUR et % du total France)**



Source : Douanes françaises, données brutes estimées, CAF/FAB hors matériel militaire

<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

du secteur agricole et de l'industrie du textile, qui exportent respectivement 13% et 11% de leurs ventes à l'étranger vers l'Italie. Par ailleurs, l'Italie est le 2<sup>ème</sup> acheteur étranger de produits chimiques et métalliques français en 2015. [Fig. 2]

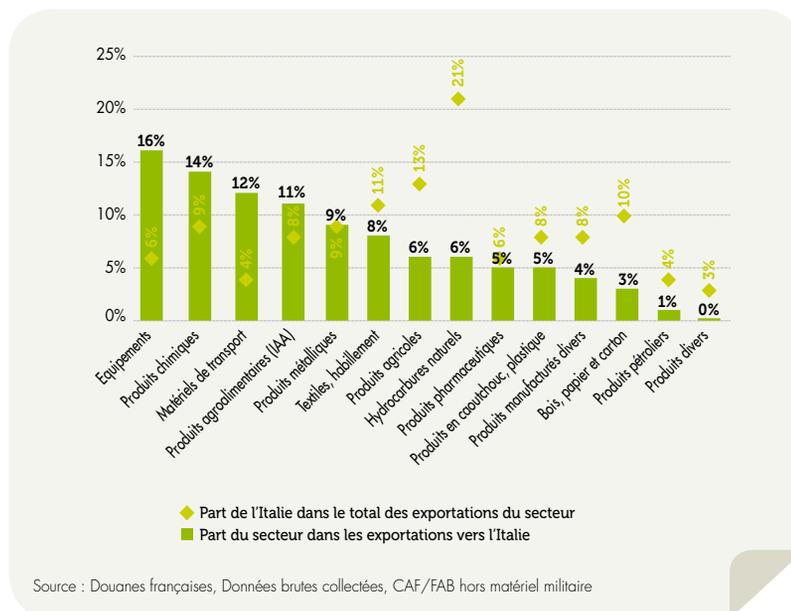
## CONTRIBUTION DES FILIALES ITALIENNES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, près de 500 filiales italiennes en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 3,6 mds EUR, représentant en moyenne 16% de leur chiffre d'affaire total. Ces entreprises exportent la moitié de leurs ventes à l'étranger vers l'Allemagne (19%), l'Italie (19%) et la Belgique (11%).

Selon l'INSEE, les filiales italiennes implantées en France :

- **emploient 5 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 5 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 3 % du chiffre d'affaires** à l'exportation de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers l'Italie



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES ITALIENNES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Allemagne	19%
Italie	19%
Belgique	11%
Royaume-Uni	8%
Espagne	6%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
VERSALIS FRANCE SAS (ENI SPA)	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	826 m€	50%-70%
RIVA ACIER	Minerais et métaux	1 145 m€	<50%
LAMINES MARCHANDS EUROPEENS (BELTRAME)	Sidérurgie	271 m€	50%-70%
PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	556 m€	<50%
SYSTEMES MOTEURS (SOGEFI S.P.A.)	Fabrication d'autres équipements automobiles	213 m€	NC

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# ROYAUME-UNI

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**30 483 entreprises** exportent vers le Royaume-Uni en 2015

**31,6 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers le Royaume-Uni en 2015

**+4,1%** Croissance des exportations en 2015

**7,1%** du total des exportations françaises

**5<sup>ème</sup>** client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**19,5 Mds EUR** Importations françaises depuis le Royaume-Uni en 2015

**3,8%** du total des importations françaises

**8<sup>ème</sup>** fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES BRITANNIQUES EN FRANCE

**392** Nombre d'entreprises exportatrices britanniques en France (2014)

**18%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices britanniques en France (CA export/CA)

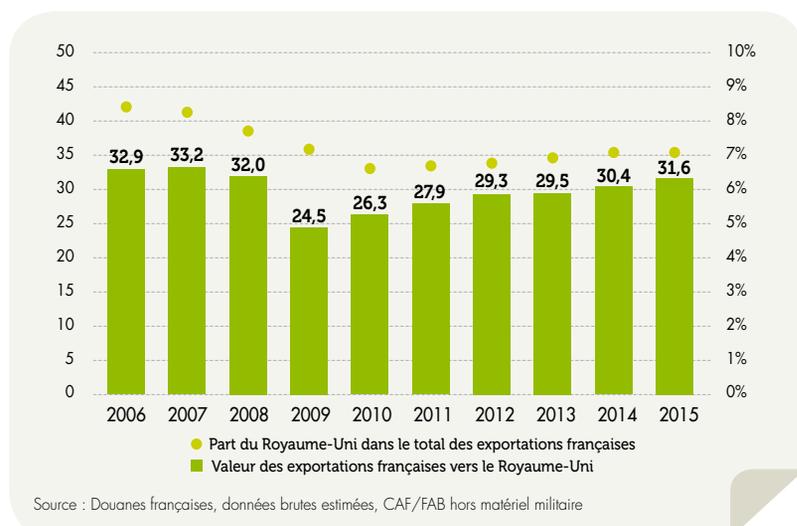
## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE ROYAUME-UNI

**En 2015, plus de 30 480 entreprises ont exporté vers le Royaume-Uni depuis la France, pour un montant d'exportation qui atteint 31,6 mds EUR, soit 7,1% des exportations françaises.**

Dans un contexte de croissance modérée du marché britannique (+2,5% de croissance en 2015), les exportations françaises vers le Royaume-Uni ont progressé au même rythme (+4,1%) que le total des exportations françaises (+4,3%). Ainsi, la part du Royaume-Uni dans l'ensemble des exportations se stabilise à 7,1%, et le classe 5<sup>ème</sup> client de la France en 2015, de peu derrière les Etats-Unis (7,3%), l'Espagne (7,3%) et l'Italie (7,2%). Le Royaume-Uni est destinataire de 12% des exportations de la France vers l'Union Européenne.

La part de marché à l'exportation de la France au Royaume-Uni s'établit à 6% en 2014, soit à un niveau supérieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%), mais identique à celui occupé par la France en Union Européenne<sup>1</sup>. Selon les premières estimations issues des statistiques britanniques, la France serait le 5<sup>ème</sup> fournisseur du Royaume-Uni en 2015, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et les Pays-Bas. **[Fig. 1]**

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers le Royaume-Uni (Mds EUR et % du total France)**



## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE ROYAUME-UNI

Quatre secteurs concentrent les deux tiers des exportations françaises vers le Royaume-Uni : les matériels de transport (20%), les équipements mécaniques, électriques et informatiques (17%), les produits issus de l'industrie agro-alimentaire (15%) et les produits chimiques (13%).

Après un fort ralentissement en 2014, les ventes de produits agricoles (+6%) et agro-alimentaire (+5%) à destination du Royaume-Uni repartent à la hausse en 2015. La progression des exportations d'équipements électriques (+11%) et du secteur du

<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

textile, habillement (+19%) contribue également à la croissance des exportations vers le Royaume-Uni en 2015. A l'inverse, les ventes de produits pharmaceutiques reculent fortement (-11%). Au regard du poids du Royaume-Uni dans les exportations par secteur, le pays ressort comme un débouché important pour les professionnels des secteurs de l'agro-alimentaire et de la plasturgie, caoutchouc, qui exportent respectivement 11% et 9% du total de leurs ventes à l'étranger vers le Royaume-Uni. Pour ces postes, le Royaume-Uni est le 2<sup>ème</sup> client de la France en 2015. [Fig. 2]

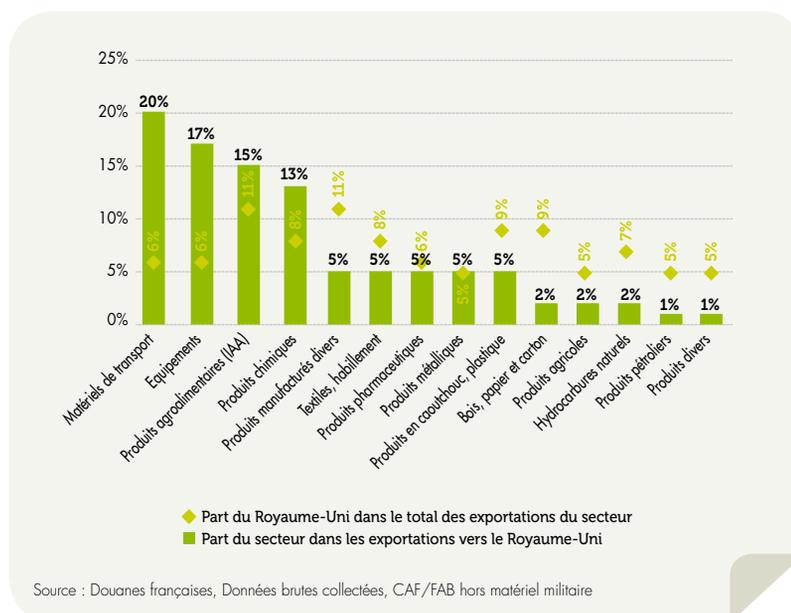
## CONTRIBUTION DES FILIALES BRITANNIQUES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, plus de 390 filiales britanniques en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 6,5 mds EUR, représentant en moyenne 18% de leur chiffre d'affaire total. Depuis la France, ces entreprises exportent principalement vers l'Allemagne et la Suède, mais également vers les Etats-Unis. Elles n'exportent vers leur pays d'origine que 8% de leurs ventes à l'étranger.

Selon l'INSEE, les filiales britanniques implantées en France :

- **emploient 9 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 11 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 6 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers le Royaume-Uni



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES BRITANNIQUES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Allemagne	12%
Suède	12%
Etats-Unis	11%
Royaume-Uni	8%
Belgique	6%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	1251 m€	>90%
PETROINEOS MANUFACTURING France	Raffinage du pétrole	453 m€	50%-70%
DELPHI FRANCE SAS	Fabrication de moteurs et turbines	829 m€	50%-70%
CONDAT	Fabrication de papier et de carton	410 m€	50%-70%
GLENCORE CEREALES FRANCE SAS	Commerce de céréales, de semences et d'aliments pour le bétail	580 m€	50%-70%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# BELGIQUE

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**44 926 entreprises** exportent vers la Belgique en 2015

**30,4 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers la Belgique en 2015

**-2,7%** Croissance des exportations en 2015

**6,8%** du total des exportations françaises

**6<sup>ème</sup>** client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**36,8 Mds EUR** Importations françaises depuis la Belgique en 2015

**7,2%** du total des importations françaises

**4<sup>ème</sup>** fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES BELGES EN FRANCE

**370** Nombre d'entreprises exportatrices belges en France (2014)

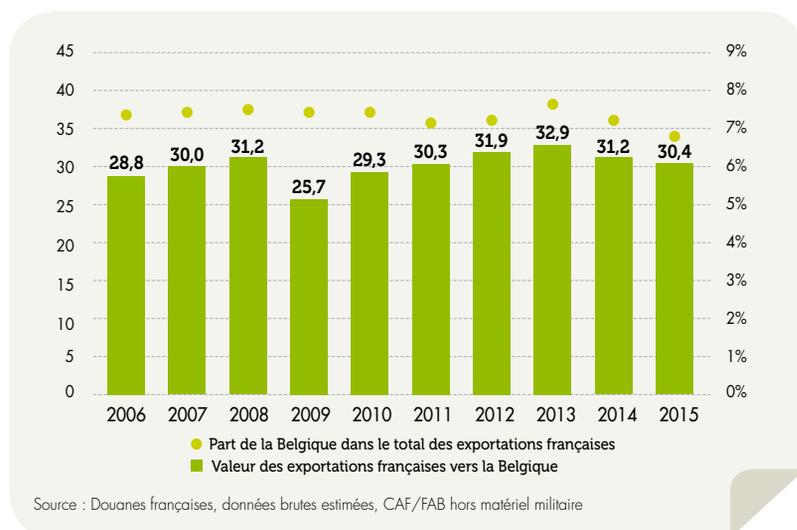
**30%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices belges en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA BELGIQUE

**En 2015, plus de 44 900 entreprises ont exporté vers la Belgique depuis la France, pour un montant d'exportation de 30,4 mds EUR, soit 6,8% des exportations françaises.**

Dans un contexte de faible croissance du marché belge (+1,3% de croissance en 2015), les exportations françaises vers la Belgique continuent de reculer en 2015 (-2,7% en 2015, après -5,1% en 2014), alors que l'ensemble des exportations françaises progressent de 4,3%. Ainsi, la part de la Belgique dans le total des exportations baisse de 0,5 points, à 6,8% en 2015. La Belgique, qui était le 2<sup>ème</sup> client de la France en 2014, se classe 6<sup>ème</sup> en 2015. La Belgique reçoit 11,5% des exportations de la France vers l'Union Européenne. La part de marché à l'exportation de la France en Belgique s'établit à 10% en 2014, soit à un niveau à la fois supérieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%), et à la place occupée par la France en Union Européenne (5,8%)<sup>1</sup>. Selon les statistiques belges, la France serait le 3<sup>ème</sup> fournisseur de la Belgique en 2014, derrière l'Allemagne et les Pays-Bas. [Fig. 1]

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers la Belgique (Mds EUR et % du total France)**



## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA BELGIQUE

Quatre secteurs sont à l'origine de la moitié (53%) des exportations françaises vers la Belgique : les matériels de transport (16%), les produits issus de l'industrie agro-alimentaire (15%), les produits chimiques (11%), et les équipements mécaniques, électriques et informatiques (11%). Après un fort ralentissement en 2014, les ventes de produits agricoles (+7,5% en 2015), de matériels de transport (+15%) et de machines industriels (+10%) à destination de la Belgique repartent à la hausse en 2015. A l'inverse, les exportations de produits pharmaceutiques (-23%) et chimiques (-8%) reculent fortement.

<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

Au regard du poids de la Belgique dans les exportations par secteur, le pays ressort comme un débouché important pour les exportateurs des secteurs de l'agro-alimentaires, des produits pharmaceutiques et du bois, papier, qui exportent plus de 10% du total de leurs ventes à l'étranger vers la Belgique. La Belgique est le 2<sup>ème</sup> acheteur étranger de produits pharmaceutiques français. [Fig. 2]

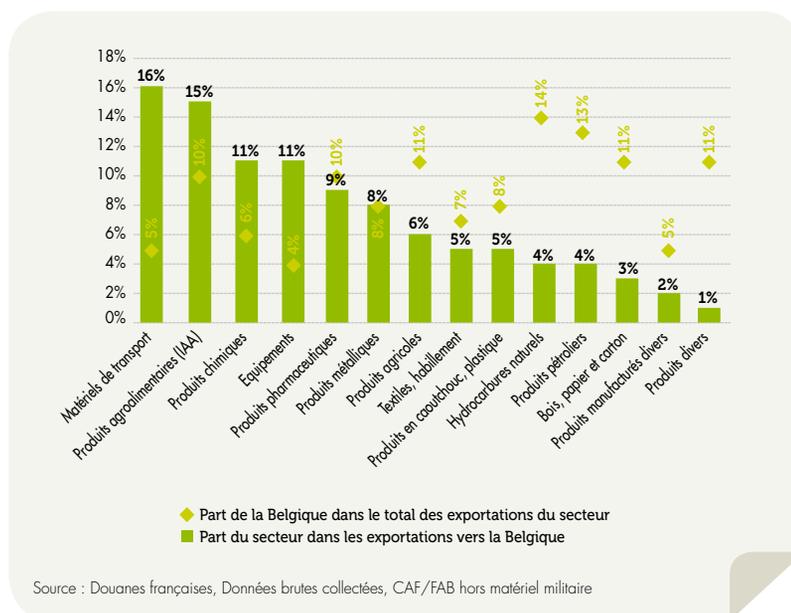
## CONTRIBUTION DES FILIALES BELGES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, 370 filiales belges en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 3,6 mds EUR, représentant en moyenne 30% de leur chiffre d'affaire total. Ces entreprises exportent principalement vers leur pays d'origine et l'Allemagne. La Belgique est destinataire de 28% des exportations des filiales belges présentes en France.

Selon l'INSEE, les filiales belges implantées en France :

- **emploient 8 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 5 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 4 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers la Belgique



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES BELGES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Belgique	28%
Allemagne	17%
Italie	6%
Espagne	6%
Royaume-Uni	6%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
RHODIA OPERATIONS (SOLVAC SA)	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2157 m€	70%-90%
UMICORE BUILDING PRODUCTS FRANCE	Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain	310 m€	<50%
SOLVAY SPECIALTY POLYMERS France / INOVYN FRANCE	Fabrication de matières plastiques de base et autres produits chimiques inorganiques de base	137 m€ / 350 m€	>90% / <50%
PUNCH POWERGLIDE STRASBOURG (PUNCH METALS)	Fabrication d'autres équipements automobiles	228 m€ (2012)	>90%
AGFA GEVAERT	Fabrication d'autres produits chimiques	121 m€	>90%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# PAYS-BAS

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**27 119 entreprises** exportent vers les Pays-Bas en 2015

**17,4 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers les Pays-Bas en 2015

**-0,3%** Croissance des exportations en 2015

**3,9%** du total des exportations françaises

**8<sup>ème</sup>** client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**21,6 Mds EUR** Importations françaises depuis les Pays-Bas en 2015

**4,2%** du total des importations françaises

**7<sup>ème</sup>** fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES NÉERLANDAISES EN FRANCE

**350** Nombre d'entreprises exportatrices néerlandaises en France (2014)

**32%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices néerlandaises en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LES PAYS-BAS

**En 2015, près de 27 120 entreprises ont exporté vers les Pays-Bas depuis la France, pour un montant d'exportation qui se stabilise à 17,4 mds EUR, soit 3,9% des exportations françaises.**

Dans un contexte de croissance modérée du marché néerlandais (+1,8% de croissance en 2015), les exportations françaises vers les Pays-Bas se stabilisent en 2015 (-0,3%), quand le total des exportations françaises progresse de 4,3%. Les Pays-Bas se classe 8<sup>ème</sup> client de la France en 2015 (7<sup>ème</sup> en 2014), de peu derrière la Chine. Ils sont destinataires de 7% des exportations de la France vers l'Union Européenne.

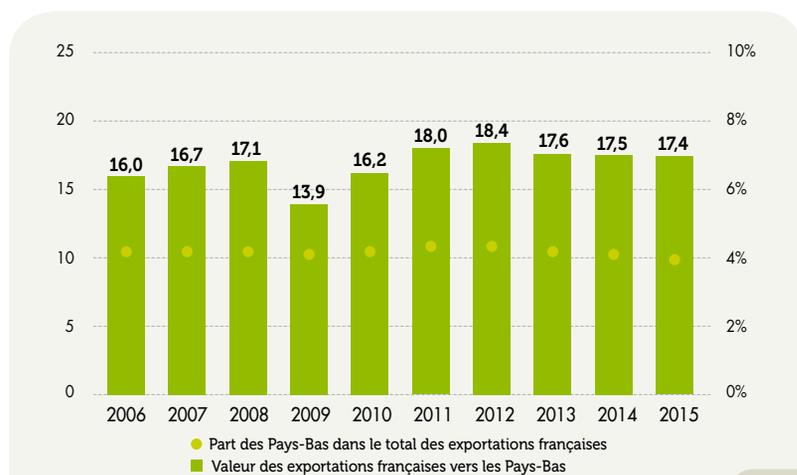
La part de marché à l'exportation de la France au Pays-Bas s'établit à 3,6% en 2014, soit à un niveau comparable à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%), mais inférieure à celui occupé par la France en Union Européenne (5,8%)<sup>1</sup>. Selon les statistiques néerlandaises, la France serait le 7<sup>ème</sup> fournisseur des Pays-Bas en 2014. **[Fig. 1]**

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LES PAYS-BAS

En 2015, trois secteurs concentrent plus de la moitié des exportations françaises vers les Pays-Bas : les équipements mécaniques, électriques et informatiques (23%), les produits chimiques (17%), et les produits issus de l'industrie agro-alimentaire (13%).

En dépit d'une forte progression des exportations de matériels de transport (+23%), les exportations françaises vers les Pays-Bas pâtissent fortement du recul des ventes de produits chimiques (-3,5%) et de produits de la métallurgie (-8,5%). Par ailleurs, les exportations vers les Pays-Bas souffrent de la baisse du prix du pétrole, les produits pétroliers constituant le 4<sup>ème</sup> poste d'exportation de la France vers les Pays-Bas. Au regard du poids des Pays-Bas dans les exportations de la France par secteur, le

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers les Pays-Bas (Mds EUR et % du total France)**



Source : Douanes françaises, données brutes estimées, CAF/FAB hors matériel militaire

<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

pays ressort comme le premier débouché étranger du secteur des produits pétroliers raffinés, qui exporte 19% de ses ventes à l'étranger vers les Pays-Bas. [Fig. 2]

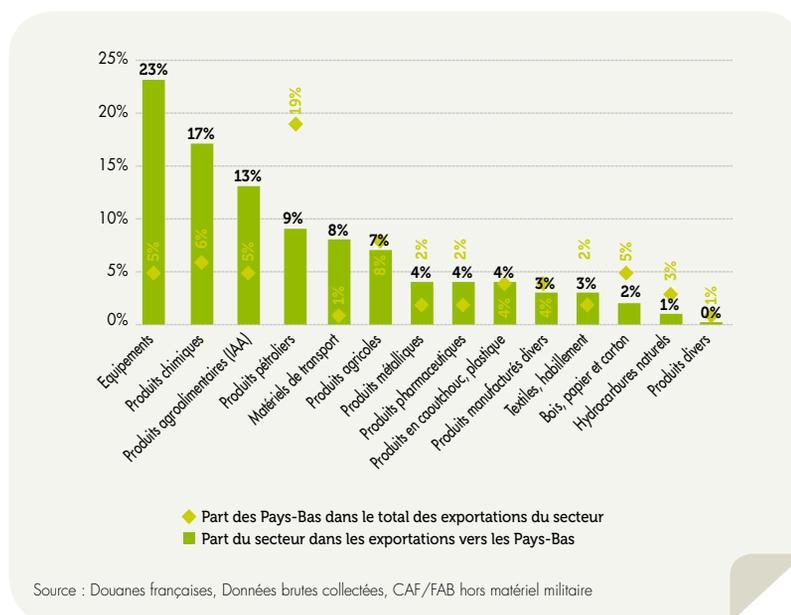
## CONTRIBUTION DES FILIALES NÉERLANDAISES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, 350 filiales néerlandaises en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 6,5 mds EUR, représentant en moyenne 32% de leur chiffre d'affaire total. Depuis la France, ces entreprises exportent principalement vers l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Elles exportent vers leur pays d'origine 9% de leurs ventes à l'étranger.

Selon l'INSEE, les filiales néerlandaises implantées en France :

- **emploient 6 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 7 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 7 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers les Pays-Bas



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES NÉERLANDAISES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Italie	15%
Espagne	12%
Allemagne	11%
Pays-Bas	9%
Belgique	6%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
CONSTELLIUM ISSOIRE	Métallurgie de l'aluminium	1690 m€	70%-90%
FPT POWERTRAIN TECHNOLOGIES FRANCE SA (CNH INDUSTRIAL)	Construction de véhicules automobiles	486 m€	>90%
SIDEL BLOWING & SERVICES (TETRA LAVAL)	Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques	686 m€	>90%
LYONDELL CHIMIE FRANCE	Fabrication de produits chimiques	1227 m€	70%-90%
GEMALTO SA	Fabrication de composants électroniques	914 m€ (2013)	70%-90%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# SUISSE

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

**39 456 entreprises** exportent vers la Suisse en 2015

**13,8 Mds EUR** Exportations françaises de biens vers la Suisse en 2015

**+6,9%** Croissance des exportations en 2015

**3,1%** du total des exportations françaises

**9<sup>ème</sup>** client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

**14,2 Mds EUR** Importations françaises depuis la Suisse en 2015

**2,8%** du total des importations françaises

**9<sup>ème</sup>** fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES SUISES EN FRANCE

**450** Nombre d'entreprises exportatrices suisses en France (2014)

**28%** Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices suisses en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA SUISSE

**En 2015, plus de 39 450 entreprises ont exporté vers la Suisse depuis la France, pour un montant d'exportation qui atteint 13,8 mds EUR, soit 3,1% des exportations françaises.**

En dépit d'une croissance modérée du marché suisse (+1% de croissance en 2015), les exportations françaises vers la Suisse enregistrent une progression supérieure (+6,9%) à celle du total des exportations françaises (+4,3%), bénéficiant de l'appréciation du Franc Suisse vis-à-vis de l'euro. La Suisse maintient son rang de 9<sup>ème</sup> client de la France en 2015.

La part de marché à l'exportation de la France en Suisse s'établit à 6,4% en 2014, soit à un niveau supérieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%), mais comparable à celui occupé par la France en Union Européenne<sup>1</sup>. Selon les premières estimations issues des statistiques suisses, la France serait le 5<sup>ème</sup> fournisseur de la Suisse en 2015, derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Italie. [Fig. 1]

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA SUISSE

La structure des exportations vers la Suisse se singularise par la prépondérance du secteur de la joaillerie et de la bijouterie, qui compte pour 17% du total des exportations vers la Suisse. Viennent ensuite les secteurs des équipements et des produits chimiques, qui concentrent respectivement 14% et 9% des ventes vers la Suisse.

En 2015, les ventes d'articles de joaillerie conservent leur dynamisme (+18%), et expliquent une part importante de la croissance des exportations vers la Suisse. Les exportations bénéficient également de la reprise des ventes de produits pharmaceutiques et d'équipements, après un ralentissement en 2014.

Au regard du poids de la Suisse dans les exportations de la France par secteur, le pays

**FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers la Suisse (Mds EUR et % du total France)**



<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

ressort comme un partenaire commercial de premier rang pour les professionnels du secteur de la joaillerie et de la bijouterie, qui exportent 19% du total de leurs ventes à l'étranger vers la Suisse. La Suisse est le premier acheteur étranger d'articles français de joaillerie. [Fig. 2]

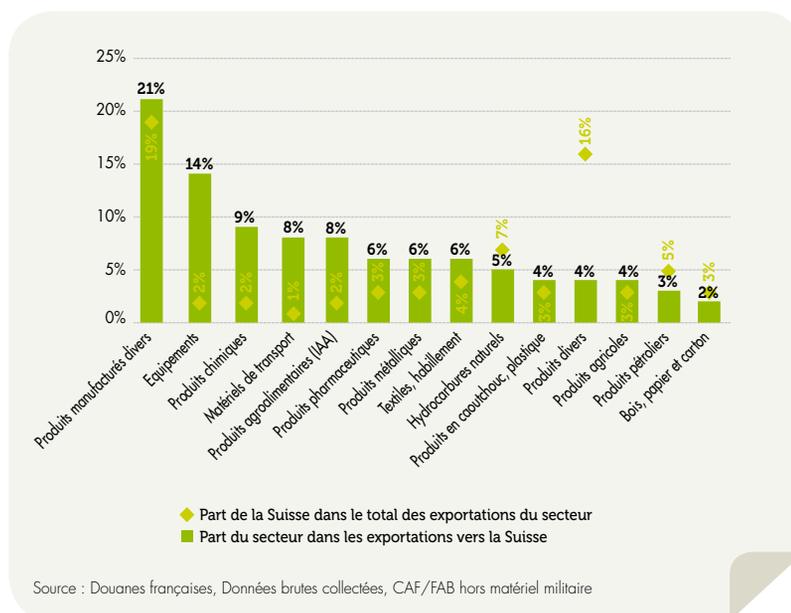
## CONTRIBUTION DES FILIALES SUISSES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, 450 filiales suisses en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 9 mds EUR, représentant en moyenne 28% de leur chiffre d'affaire total. L'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas sont les principales destinations des ventes à l'étranger de ces entreprises.

Selon l'INSEE, les filiales suisses implantées en France :

- **emploient 8 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France;
- **contribuent à hauteur de 8 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 8 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers la Suisse



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES SUISSES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Allemagne	16%
Suisse	13%
Pays-Bas	9%
Italie	8%
Royaume-Uni	7%

Source : Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES SUISSES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
SOCIETE D'AFFRETEMENT ET DE TRANSIT	Affrètement et organisation des transports	NC	NC
CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS (RICHEMONT SA)	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	366 m€	>90%
UGITECH (SCHMOLZ + BICKENBACH AG)	Sidérurgie	603 m€	70%-90%
NESTLE FRANCE	Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie	1964 m€	<50%
KUHN SA (BUCHER INDUSTRIES AG)	Fabrication de machines agricoles et forestières	682 m€	50%-70%

Sources : Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# JAPON

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

10 831 entreprises exportent vers le Japon en 2015

6,3 Mds EUR Exportations françaises de biens vers le Japon en 2015

-7,7% Croissance des exportations en 2015

1,4% du total des exportations françaises

12<sup>ème</sup> client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

8,4 Mds EUR Importations françaises de biens depuis le Japon en 2015

1,6% du total des importations françaises

11<sup>ème</sup> fournisseur de la France

## CONTRIBUTION DES FILIALES JAPONAISES EN FRANCE

334 Nombre d'entreprises exportatrices japonaises en France (2014)

25% Taux d'exportation moyen des entreprises exportatrices japonaises en France (CA export/CA)

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE JAPON

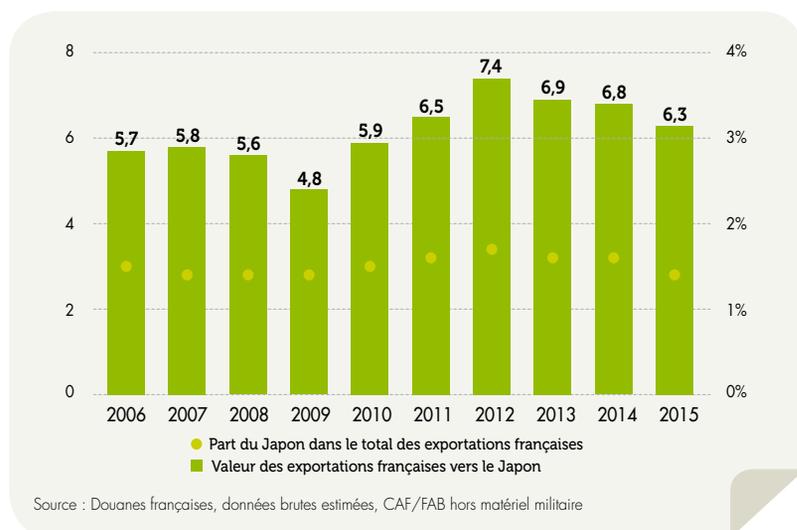
**En 2015, plus de 10 830 entreprises ont exporté vers le Japon depuis la France, pour un montant d'exportation qui s'établit à 6,3 mds EUR, soit 1,4% des exportations françaises.**

En dépit d'un contexte économique plus favorable qu'en 2014 (+0,6% de croissance en 2015, contre -0,1 en 2014), les exportations françaises vers le Japon se sont fortement contractées (-7,7%) alors que l'ensemble des exportations françaises progressent de 4,3%. Destinataire de 1,4% des exportations françaises, le Japon perd une place au classement des clients de la France et se classe 12<sup>ème</sup> en 2015. Le Japon est destinataire de 11% des exportations de la France vers l'Asie. La part de marché à l'exportation de la France au Japon s'établit à 1,2% en 2014, soit à un niveau inférieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%)<sup>1</sup>. Selon les statistiques japonaises, la France serait le 2<sup>ème</sup> fournisseur européen du Japon en 2015, derrière l'Allemagne. [Fig. 1]

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE JAPON

Six secteurs concentrent près de 90% des exportations françaises vers le Japon : produits agroalimentaires (18%), matériels de transport (16%), produits pharmaceutiques (14%), textiles habillement (14%, dont 8% cuir et maroquinerie), équipements (13%) et produits chimiques (12%). La chute des exportations d'aéronefs (-52%), et dans une moindre mesure des ventes de machines industrielles (-12%), explique la baisse des exportations françaises vers le Japon en 2015. En revanche, en retrait en 2014, les ventes de produits chimiques vers le Japon repartent à la hausse en 2015 (+5%) et celles de produits pharmaceutiques se stabilisent. Le Japon ressort comme un débouché important pour le secteur des articles de voyage et

FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers le Japon (Mds EUR et % du total France)



<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

de la maroquinerie, qui exporte 9% de ses ventes à l'étranger vers le Japon. [Fig. 2]

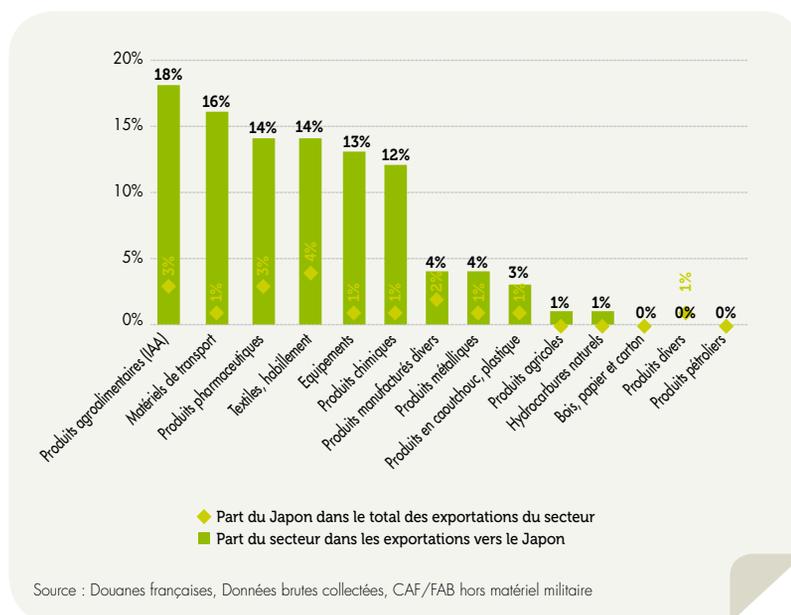
## CONTRIBUTION DES FILIALES JAPONAISES IMPLANTÉES EN FRANCE

En 2014, plus de 330 filiales japonaises en France ont exporté une partie de leur production, pour un montant de 7,1 mds EUR, représentant en moyenne 25% de leur chiffre d'affaire total. Ces entreprises exportent principalement vers les marchés européens, la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas en tête.

Selon l'INSEE, les filiales japonaises implantées en France :

- **emploient 3 % de l'effectif salarié** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **contribuent à hauteur de 4 % au chiffre d'affaires** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France ;
- **assurent 5 % du chiffre d'affaires à l'exportation** de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers le Japon



## PRINCIPALES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS DES FILIALES JAPONAISES PRÉSENTES EN FRANCE

Pays de destination	Part des exportations
Belgique	17%
Allemagne	17%
Pays-Bas	10%
Royaume-Uni	8%
Espagne	7%

Source: Douanes françaises, Calculs DG Trésor

## TOP 5 DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE QUI EXPORTENT EN 2015

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	Construction de véhicules automobiles	2040 m€	NC
NTN-SNR ROULEMENTS	Fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission	781 m€	NC
BEAUTE PRESTIGE INTERNATIONAL (SHISEIDO COMPANY LIMITED)	Parfumerie et de produits de beauté	403 m€	70%-90%
CONTINENTAL PHARMACEUTIQUE (TOYOTA TSUSHO CORPORATION)	Produits pharmaceutiques	359 m€	>90%
JTEKT EUROPE	Equipements automobiles	827 m€	70%-90%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

# CHINE

## EXPORTATIONS FRANÇAISES

11 833 entreprises exportent vers la Chine en 2015

18 Mds EUR Exportations françaises de biens vers la Chine en 2015

+11,2% Croissance des exportations en 2015

4% du total des exportations françaises

7<sup>ème</sup> client de la France

## IMPORTATIONS FRANÇAISES

47 Mds EUR Importations françaises depuis la Chine en 2015

9,2% du total des importations françaises

2<sup>ème</sup> fournisseur de la France

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA CHINE

**En 2015, plus de 11830 entreprises ont exporté vers la Chine depuis la France, pour un montant d'exportation qui atteint 18 mds EUR, soit 4% des exportations françaises.**

Comme en 2014, les exportations françaises vers la Chine en 2015 ont connu une croissance bien supérieure (+11,2%) à celle du total des exportations françaises (+4,3%). La Chine maintient son rang de 7<sup>ème</sup> client de la France en 2015, et de premier client asiatique. Elle est destinataire d'un tiers des exportations de la France vers l'Asie.

La part de marché à l'exportation de la France en Chine s'établit à 1,3% en 2014, soit à un niveau inférieur à la part de marché de la France dans les exportations mondiales de biens (3,1%)<sup>1</sup>. Selon les premières estimations issues des statistiques chinoises, la France serait le 2<sup>ème</sup> fournisseur européen de la Chine en 2015, derrière l'Allemagne. [Fig. 1]

## COMPOSITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LA CHINE

L'essentiel des exportations françaises vers la Chine se concentrent dans deux secteurs : les matériels de transport (40%) et les équipements mécaniques, électriques et informatiques (19%). Si les ventes de biens d'équipement à la Chine ralentissent en 2015 (-5%), le dynamisme de celles de matériel de transport (+15%) explique plus de la moitié de la hausse des exportations vers la Chine. Les exportations bénéficient également de l'accélération des ventes de produits agricoles français en Chine, qui ont triplé en 2015, et de la reprise des ventes de produits agroalimentaires et pharmaceutiques, après un recul en 2014. Au regard de l'évolution sectorielle des exportations vers la Chine, le pays ressort comme un débouché grandissant pour les produits

FIG. 1 Evolution des exportations françaises vers la Chine (Mds EUR et % du total France)



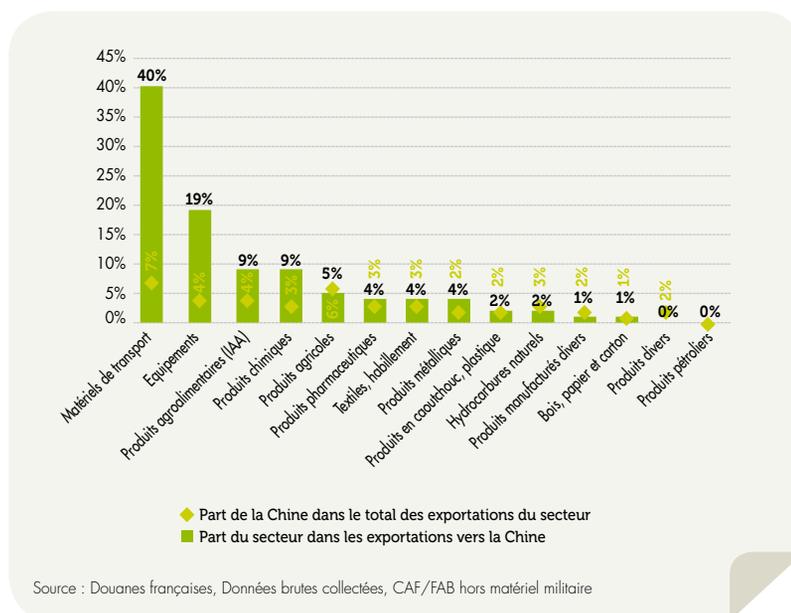
<sup>1</sup> La part de marché correspond au rapport des exportations de marchandises de la France (vers un pays) sur le total des exportations mondiales (vers le pays) exprimées en dollar. Calculs à partir des données de la base DOTS du FMI.

agricoles et agro-alimentaires, qui conjointement représentent 14% des exportations françaises vers la Chine en 2015, contre 3,5% en 2006. [Fig. 2]

## CONTRIBUTION DES FILIALES CHINOISES IMPLANTÉES EN FRANCE

Selon l'INSEE, les filiales chinoises implantées en France assurent 1 % du chiffre d'affaires à l'exportation de l'ensemble des entreprises des entreprises sous contrôle étranger implantées en France.

FIG. 2 Structure sectorielle des exportations françaises vers la Chine



## TOP 5 DES ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE QUI EXPORTENT

Filiale France	Secteur d'activité	Chiffre d'affaires 2014 millions d'EUR	Part du CA à l'export
ADISSEO FRANCE S A S	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	1206 m€	>90%
TCT MOBILE EUROPE SAS (TCL CORPORATION)	Composants et équipements électroniques et de télécommunication	436 m€	70%-90%
ALCATEL-LUCENT ENTERPRISE	Fabrication d'équipements de communication	533 m€ (2013)	50%-70%
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES (FUNG BRANDS)	Commerce de gros d'habillement et de chaussures	NC	NC
ECHOSENS (INNER MONGOLIA FURUI MEDICAL SCIENCE)	Diagnostic	28 m€	>90%

Sources: Palmarès des entreprises du commerce extérieur des Douanes, SOCIETE.COM pour les données financières

## *Ils exportent vers* **L'ALLEMAGNE**

### **JJOYE GUITARS**

INSTRUMENTS DE MUSIQUE

Fondée à Lille en 2014, la SARL JJOYE GUITARS a développé une gamme de guitares vintage au design et aux sons variés. L'entreprise a commencé à commercialiser ses produits en France auprès de quelques revendeurs, avant d'étendre son activité à l'international. En avril 2015, dans le cadre de sa participation au salon Musik Messe à Francfort, l'entreprise a pu établir une collaboration avec les deux plus importantes enseignes allemandes d'instruments de musique, ouvrant ainsi les portes du marché allemand à ses guitares. Aujourd'hui, l'export est devenu le moteur de croissance de l'entreprise.

### **EDITAG**

OBJETS CONNECTÉS

Créée en 2007, la société aixoise EDITAG développe et fabrique des systèmes d'objets connectés dédiés à la supervision des biens. Elle met au service des marchés industriels et culturels des solutions permettant de sécuriser des biens de valeur et d'améliorer les processus d'inventaires et la traçabilité des conditions de transport et de stockage. Forte de son développement en France, l'entreprise débute sa prospection en Europe en 2012. Après plusieurs expositions sur des salons professionnels en Allemagne, la société équipe aujourd'hui les musées d'art de Hambourg et de Düsseldorf, le musée juif de Berlin et des expositions temporaires à Dresden.

### **COOPÉRATIVE DU HARICOT TARBAIS**

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS ET TRANSFORMÉS

Grâce à la Coopérative du Haricot Tarbais fondée en 1988, le haricot éponyme de la région de Tarbes est cultivé dans le Piémont pyrénéen sur 130 ha par environ 60 producteurs. Forte de ce produit reconnu de qualité supérieure (I.G.P. et Label Rouge), la coopérative s'est dotée d'un service commercial opérationnel aussi bien en France qu'à l'export. La Coopérative a construit sur le marché allemand un réseau de partenaires complémentaires, qui lui ont ouvert l'accès à des points de vente dans toute l'Allemagne. La coopérative réalise aujourd'hui 10% de son chiffre d'affaires à l'exportation.

## *Ils exportent vers* **LES ETATS-UNIS**

### **C..TEXDEV**

SERVICES

La Start-up caennaise C..TEXDEV développe et conçoit des solutions innovantes d'aide à la communication sur tablette et smartphone destinées à des patients souffrant de troubles du langage. La société, qui réalise déjà 50% de son chiffre d'affaires à l'export, a entrepris de renforcer sa présence en Amérique du Nord. En s'appuyant sur des spécialistes locaux, l'entreprise a développé une nouvelle version de sa solution en accord avec les besoins du marché nord-américain. Présentée en octobre 2015 à New York, celle-ci a suscité un fort intérêt auprès des acteurs du secteur. C..TEXDEV a depuis signé un accord de principe avec un centre spécialisé américain pour travailler sur un projet de co-recherche afin d'implémenter à termes la solution C..TEXDEV dans leur établissement.

### **ADDUXI**

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE

Spécialisée dans la production de pièces injectées techniques pour l'automobile, la société AdduXi exporte aujourd'hui vers 8 pays européens, le Brésil, le Mexique et la Chine. Afin de développer ses ventes sur le continent américain et de renforcer ses liens avec sa clientèle internationale, l'équipementier a inauguré en 2014 une nouvelle usine aux Etats-Unis. L'entreprise retrouve, dans la région de Détroit, des clients avec lesquels elle travaille en Europe. Elle réalise aujourd'hui 70% de son chiffre d'affaires à l'export.

## *Ils exportent vers* **L'ESPAGNE**

### **SALAIISON MONTSERRET**

BÉTAIL ET VIANDES

Fondée en 1936, la société rhodanienne Salaisons Montserret produit des saucissons et propose une gamme de plus de 40 variétés de salaisons. Bien présente sur le marché français, où elle emploie 32 personnes, la société a souhaité se développer à l'export et a choisi l'Espagne pour consolider sa stratégie internationale. Pour pénétrer le marché espagnol, la société Salaisons Montserret s'est appuyée, dans un premier temps, sur un agent commercial qui a développé les ventes sur des marchés traditionnels. Par la suite, la société a participé à plusieurs salons qui lui ont permis d'aborder la grande distribution. Aujourd'hui, un courant d'affaires régulier a été mis en place avec des grandes et moyennes surfaces en Espagne.

### **NETATMO**

OBJETS CONNECTÉS

Fondée en 2011, l'entreprise francilienne Netatmo développe des objets connectés pour la maison conçus pour optimiser le confort intérieur. Netatmo propose notamment un thermostat intelligent pour smartphone, permettant d'économiser en moyenne 37% d'énergie, qu'elle souhaite commercialiser à l'étranger. En 2015, la société a prospecté d'importants fournisseurs d'énergie espagnols afin de se développer sur ce marché. Aujourd'hui, Netatmo est présent sur le marché espagnol avec une offre réalisée par Soluciones Integrales d'Endesa qui intègre le Thermostat Netatmo pour Smartphone. L'entreprise réalise 80% de son chiffre d'affaires à l'export.

## *Ils exportent vers* **L'ITALIE**

### **STEADYSUN SAS**

ENERGIE SOLAIRE

Créée en 2013, SteadySun est une entreprise savoyarde issue d'un essaimage du CEA-INES, qui propose des services innovant permettant une meilleure intégration de l'énergie solaire dans les réseaux électriques. L'entreprise, qui emploie 12 personnes en France, réalise aujourd'hui 50% de son chiffre d'affaires à l'export. La société a mis en place un plan d'actions de développement à l'international ciblant, dans un premier temps, l'Europe et les Etats-Unis. En septembre 2015, Steadysun est sélectionnée pour être un des deux fournisseurs de prévision de production solaire de l'ensemble du parc solaire national italien.

### **SCIFORMA**

LOGICIEL

La société Sciforma édite depuis 1982 des logiciels de gestion de projets et portefeuilles de projets (PPM).

Déjà présente à l'international avec des filiales aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Australie, l'entreprise a souhaité poursuivre sa conquête du marché mondial en recherchant de nouveaux partenaires locaux. Sciforma a su mettre en place une stratégie efficace pour aborder le marché italien. Après plusieurs missions de prospection, la société a pu identifier un premier partenaire basé à Milan et démarrer son premier projet pour un client italien.

## *Ils exportent vers* **LE ROYAUME-UNI**

### **CORDIA**

PROTECTION CIVILE

Créée en 1987, CORDIA couvre les besoins de l'ensemble des professionnels de la sécurité des personnes et des bâtiments contre les risques industriels et les incendies. La société a développé des produits innovants lui donnant un avantage concurrentiel sur les marchés étrangers. En 2013, l'entreprise, qui emploie quarante personnes en France, décide de dynamiser son service export, cherchant à conquérir, dans un premier temps, le marché britannique. Lors de sa participation au salon FIREX à Londres, Cordia a su convaincre les professionnels anglais de la qualité et de la compétitivité de ses produits. Contactée par un distributeur britannique quelques mois après le salon, celui-ci s'approvisionne désormais régulièrement auprès d'elle.

### **CONSCIO TECHNOLOGIES**

EDITION DE LOGICIELS INFORMATIQUES

Spécialisée dans la conception et l'édition de logiciels destinés à la sécurité informatique, l'activité de l'entreprise CONSCIO TECHNOLOGIES prend un tournant décisif en 2011 alors qu'elle débute sa recherche de partenaires pour se développer au Royaume-Uni. Suite à son passage sur le salon INFOSECURITY de Londres, salon européen de référence de la sécurité de données informatiques, l'entreprise décide de mettre en place un relai local pour soutenir son activité outre-manche et développe une action de communication durable afin de se faire connaître auprès des acteurs britanniques du secteur. Inconnue des interlocuteurs locaux en 2011, la société CONSCIO TECHNOLOGIES a depuis ouvert une filiale installée au Google campus de Londres, au coeur de Tech City.

## *Ils exportent vers* **LA BELGIQUE**

### **TAGUA & CO**

BIJOUX FANTAISIE

Créée en 2010, TAGUA & CO est une entreprise de création de bijoux et accessoires de mode en ivoire végétal. En 2013, l'entreprise a effectué un voyage de prospection en Belgique pour rencontrer de potentiels acheteurs mais également des marques belges disposant de leur propre réseau de boutiques. En février 2014, TAGUA & CO a lancé en production une commande de près de 400 pièces, passée par l'une des maisons de mode belge rencontrée un an plus tôt. Cette marque de vêtements et accessoires pour femme possède des boutiques dans plus de quarante villes en Belgique. La collection est également vendue en corner dans la chaîne de grands magasins belge Galeria Inno, mais aussi via une centaine de revendeurs multimarques.

### **HUILERIE VERNOILAISE**

EPICERIE

Située dans le Maine et Loire, la SAS Huilerie Vernoisaise est une entreprise familiale qui fabrique des huiles de table de façon artisanale depuis sa création en 1946. Pour se développer à l'international, la société a d'abord ciblé les marchés belge et néerlandais, en mettant en avant la qualité du savoir-faire français. Grâce à sa participation au salon Tavola de Courtrai en 2014, événement majeur de l'épicerie fine en Belgique, l'entreprise a pu accroître la visibilité de ses produits, ce qui lui a permis par la suite de nouer des partenariats avec des acheteurs et grossistes en Belgique et aux Pays-Bas. L'entreprise réalise aujourd'hui 15% de son chiffre d'affaires à l'export.

## *Ils exportent vers* **LES PAYS-BAS**

### **LE POTELET**

MOBILIER URBAIN

Créé en 2008, LE POTELET est le leader français dans la fabrication des potelets à mémoire de forme pour le secteur du mobilier urbain. Ces potelets quasiment incassables, reprennent leur forme initiale après un impact grâce à leurs propriétés exceptionnelles de résistance et flexibilité. Présent sur le salon Intertraffic à Amsterdam en 2014, LE POTELET a pu rencontrer des partenaires potentiels pour représenter son offre et identifier des distributeurs. A la suite de ces rencontres, la société a signé un accord de distribution avec un partenaire néerlandais et conforter son accord de distribution avec un partenaire belge. L'entreprise a depuis accéléré le rythme des commandes et continue à mettre l'accent sur l'export et à approcher de nouveaux marchés.

### **CHÂTEAU MONTAUD**

VINS

Les vignes domaine viticole de Château Montaud s'étendent sur une superficie totale d'environ 300 hectares en Provence, au cœur du massif des Maures. Le développement à l'export est un objectif de longue date et reste d'actualité pour le domaine qui exporte dans plus de 20 pays et réalise 70% de son chiffre d'affaires à l'exportation. Pour le domaine, l'export est un choix stratégique, une sécurité nécessaire qui permet de diversifier sa distribution. L'entreprise a récemment nouer un contrat commercial d'ampleur avec le grossiste néerlandais Sligro. Aujourd'hui, toute la gamme de vins de l'entreprise est disponible aux Pays-Bas.

## *Ils exportent vers* **LA SUISSE**

### **SARL MATRONE - TRADITION PIERRE**

CONSTRUCTION, DÉCORATION

Depuis plus de 30 ans, TRADITION PIERRE façonne la pierre de Volvic, entièrement à la main, avec des méthodes artisanales 100 % françaises. En 2015, l'entreprise, qui emploie 8 personnes en France, a développé ses activités en Suisse en identifiant des partenaires potentiels du type paysagistes ou revendeurs de produits d'aménagement extérieur haut de gamme. Aujourd'hui TRADITION PIERRE collabore avec l'entreprise suisse AMEX SA, qui lui met à disposition son showroom situé dans le canton de Fribourg et s'occupe de la pose et des livraisons tandis que TRADITION PIERRE fournit l'entreprise helvétique depuis la France.

### **EF CONCEPT**

INGÉNIERIE INDUSTRIELLE

EF CONCEPT est une société d'ingénierie industrielle spécialisée dans les utilités, centrales de production et de distribution d'énergies et fluides associés. Cet expert français de la gestion des fluides a récemment développé ses activités sur le marché suisse. Après avoir défini les secteurs et typologies de clients qui pouvaient présenter un potentiel, l'entreprise a concrétisé une prestation d'audit énergétique auprès de la cartonnerie MODEL basée dans le canton de Vaud, et développé des échanges réguliers auprès d'acteurs sensibilisés aux économies et à la valorisation énergétique en Suisse Romande.

## *Ils exportent vers* **LE JAPON**

### **ADR ALCEN**

EQUIPEMENTS MÉCANIQUES

Créée en 1925, l'entreprise ADR est spécialisée dans la fabrication d'équipements techniques pour l'industrie. L'entreprise emploie une centaine de personnes en France. Dans le cadre de sa démarche d'internationalisation, la société s'est intéressée à trois marchés potentiels, dont le Japon. Après avoir rencontré des distributeurs japonais, l'entreprise a signé un partenariat avec le japonais JEPICO, spécialisé dans le secteur aérospatial. Les deux entreprises ont participé à plusieurs salons professionnels au Japon et rencontré les principaux acteurs du secteur et la JAXA, l'agence d'exploration aérospatiale japonaise, avec laquelle ADR entretient dorénavant des échanges réguliers.

### **CENTIFOLIA**

COSMÉTIQUES BIO

Créé en 1983, le laboratoire Centifolia est l'un des pionniers de la cosmétique bio et naturelle, et l'une des premières marques certifiées par ECOCERT en France. L'entreprise, qui emploie 170 personnes sur le territoire français, a décidé en 2014 de renforcer son activité export au Japon afin d'accélérer son développement. Après avoir rencontré des experts locaux et visité des points de vente de cosmétiques à Tokyo, Centifolia a signé avec un importateur japonais de produits cosmétiques. Fort de ce succès, le laboratoire souhaite aujourd'hui continuer de développer ses activités au Japon.

## *Ils exportent vers* **LA CHINE**

### **VENTILAIRSEC**

BÂTIMENT

L'entreprise VENTILAIRSEC conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de ventilation mécanique par insufflation, sous la marque VMI®. L'entreprise, qui emploie 19 personnes en France, réalise 20% de son chiffre d'affaires à l'exportation. Présente en Espagne et au Benelux à travers un réseau de revendeurs et installateurs agréés, l'entreprise développe actuellement ses activités au Portugal, au Maroc et en Chine, via des distributeurs officiels. En 2015, la société a noué un partenariat avec une entreprise chinoise spécialiste du suivi de la pollution atmosphérique. Désireuse de poursuivre à l'international, l'entreprise prospecte également l'Allemagne, la Suisse et l'Italie.

### **CASTERA LES BAINS - Laboratoire ODOST**

INDUSTRIE PARAPHARMACEUTIQUE

Implanté à Castéra-Verduzan (32), le Laboratoire ODOST est spécialisé dans la fabrication de produits à base d'Eau thermale sous ses marques CASTERA LES BAINS® et BUCCOTHERM®. Fondée en 2000, l'entreprise emploie 15 salariés en France et réalise 40% de son chiffre d'affaires à l'export. Commercialisant déjà ses gammes de produits BUCCOTHERM® en Asie, l'entreprise a souhaité développer ses ventes en Chine en y introduisant sa nouvelle gamme de produits dermatologiques CASTERA LES BAINS®. Le Laboratoire ODOST a depuis signé un accord de distribution avec une société de Hangzhou spécialisée dans la distribution de produits pour enfants.





# INNOVATION ET ATTRACTIVITÉ

118 LES DÉPENSES INTÉRIEURES DE R&D PROGRESSED

124 UNE POLITIQUE AU SERVICE DE L'INNOVATION



06

# LES DÉPENSES INTÉRIEURES DE R&D PROGRESSENT

L'INTERNATIONALISATION DE LA R&D INTENSIFIE LA CONCURRENCE ENTRE LES GOUVERNEMENTS POUR RENFORCER LEUR ATTRACTIVITÉ

L'innovation est un facteur déterminant pour la croissance et la compétitivité des économies. Au lendemain de la crise économique et financière, les pays mobilisent la science, la technologie et l'innovation pour relancer la croissance. Les activités de recherche et développement (R&D) représentent donc un enjeu en termes d'attractivité et de compétitivité des firmes et des nations.

Les dépenses intérieures de R&D (DIRD) s'élèvent en France à 55 Md\$ (PPA) en 2013. Au 6ème rang mondial, la France est devancée par les Etats-Unis (457 milliards de dollar), la Chine (336

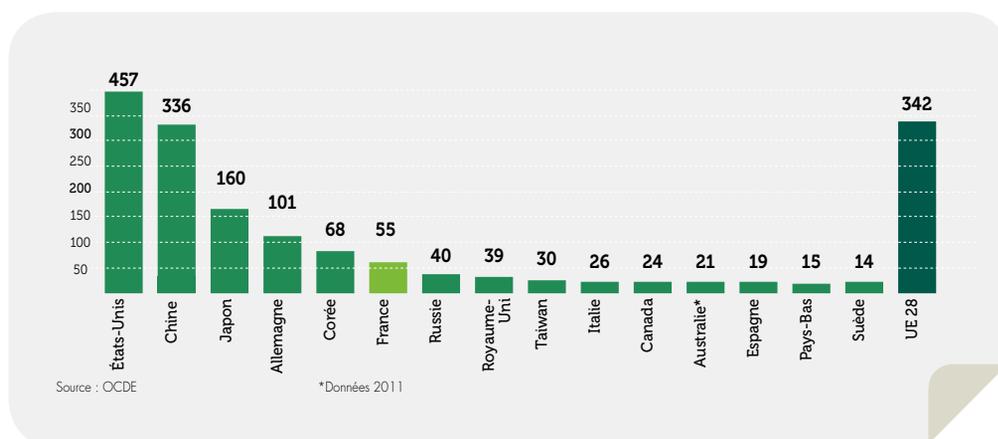
Md\$), le Japon (160 Md\$), l'Allemagne (101 Md\$) et la Corée du Sud (69 Md\$).

En 2013, la DIRD a progressé en France de 0,6%, alors qu'elle a régressé en Allemagne (-0,7%). En revanche, la croissance au Royaume-Uni (+1,3%) est supérieure. En 2013, la DIRD des entreprises a progressé en France (+0,8%) alors qu'elle a régressé en Allemagne (-2,3%).

En 2013, l'intensité en R&D de la France (ratio DIRD/PIB, de 2,2%), est plus élevée que dans l'ensemble de l'UE 28 (1,9%).

**LA DIRD A PROGRESSÉ EN FRANCE DE 0,6%**

FIG. 1 Dépenses intérieures de R&D, 15 premières économies, en milliards d'US\$ en prix et à PPA courants



## L'INNOVATION EST UN FACTEUR D'ATTRACTIVITÉ

La R&D a trouvé sa place, parfois centrale, dans la stratégie d'investissement à l'étranger des firmes multinationales, incitées à s'implanter et à développer leurs stratégies d'innovation dans les territoires les plus attractifs.

Face au phénomène de fragmentation des activités de recherche, une meilleure compréhension des mécanismes d'internationalisation de la R&D est importante pour les politiques publiques. Il s'agit de permettre à la R&D française de profiter au mieux de son environnement international. Une concurrence entre les gouvernements est apparue afin d'attirer les activités de R&D des multinationales. José G. (2008) affirme que « *la plupart des gouvernements perçoivent aujourd'hui les firmes multinationales étrangères comme un acteur majeur des systèmes d'innovation nationaux et un catalyseur de l'amélioration des chaînes de valeur à l'échelle mondiale.* » L'enjeu est donc de parvenir à attirer des flux entrants de connaissance, en particulier ceux dont la diffusion sera la plus profitable au tissu économique.

L'entreprise choisit d'internationaliser son activité en implantant un centre de recherche à l'étranger afin d'adapter sa production aux goûts des consommateurs. Ce facteur de proximité de la demande est historiquement le plus important. Ces questions ont un impact significatif sur la délocalisation des industries qui peut, par conséquent, toucher directement l'emploi et les salaires réels.

Dans ce contexte, nous contribuons à la littérature<sup>1</sup> en analysant les déterminants de la localisation des activités de R&D en Europe. Nous étudions les choix de localisation des 1 281 décisions d'investissement sur la période 2007-2012 à partir de l'Observatoire Europe de Business France. Les activités de R&D représentent 6 % des investissements étrangers réalisés par des firmes multinationales en Europe. Dans 43 % des cas, des investisseurs américains étaient à l'origine des projets de R&D et dans 38 % des cas, il s'agissait d'investisseurs européens (principalement originaires d'Allemagne, du Royaume-Uni et de France).

Les estimations économétriques mettent en exergue l'importance de la taille du marché, des effets d'agglomération, de

la main-d'œuvre qualifiée dans les choix de localisation des firmes. La gouvernance publique estimée par la dépense intérieure brute de R&D ainsi que la proximité culturelle sont des facteurs qui influencent les stratégies de localisation des firmes, mais dans une moindre mesure.

L'internationalisation de la R&D peut aussi être un moyen d'adapter la production à une demande locale, par le biais d'un investissement horizontal. La proximité géographique avec le marché permet dans ce cas une meilleure connaissance des goûts des consommateurs locaux. Nous avons ainsi étudié les phénomènes de co-localisation des activités de production et d'innovation au niveau de l'entreprise. Nos résultats mettent en exergue une interdépendance entre les décisions de localisation des unités de production et de l'innovation au niveau des entreprises. Cette stratégie vise à limiter les coûts d'éloignement, de transaction.

<sup>1</sup> Montout S, Sami M. Determinants for locating research and development activity in Europe. *International Economics* (2015).

## TOP 100 GLOBAL INNOVATORS DE THOMSON REUTERS 2015

Chaque année depuis 2011, le Top 100 Global Innovators de Thomson Reuters recense les entreprises et institutions à travers le monde qui se trouvent au cœur de l'innovation grâce à une politique de brevetage active.

L'enquête prend en compte le nombre de brevets déposés, leur qualité, mesurée à travers leur taux de réussite (différence entre le nombre de brevets déposés et ceux délivrés), leur portée internationale (dépôt auprès des offices américain, japonais, européen et chinois) et leur influence (nombre de fois où un brevet est cité par d'autres sociétés).

La France conserve la 3<sup>e</sup> place mondiale et la 1<sup>ère</sup> place européenne du Top 100 Global Innovators. Dix groupes français figurent parmi les 100 plus grands innovateurs mondiaux dans le classement 2015, avec l'entrée de 3 nouvelles entreprises (Alstom, Valeo et Thales). Parmi les groupes classés, 3 centres de recherche (CNRS, CEA et IFP Energies Nouvelles) et 7 entreprises (Alcatel-Lucent, Alstom, Arkema, Safran, Saint-Gobain, Thales et Valeo). L'Allemagne et la Suisse figurent dans le trio de tête des pays européens, avec respectivement 4 et 3 organismes dans le Top 100.

### LA R&D S'INTERNATIONALISE

Les travaux de l'OCDE notamment, soulignent la forte internationalisation de la recherche, se traduisant notamment par une hausse de la mobilité des chercheurs, le doublement du nombre d'étudiants étrangers à l'intérieur de la zone de l'OCDE; et l'essor des puissances émergentes (Inde et Chine) en matière d'innovation. Si la délocalisation des activités productives est un fait connu, celle des centres de recherche ou des activités à forte valeur ajoutée est un phénomène plus récent. Depuis la seconde moitié des années 1990, la place des capitaux étrangers dans les budgets de recherche de la plupart des économies développées augmente.

L'évolution des dépenses de R&D effectuées par des sociétés étrangères implantées en France témoigne du phénomène : les entreprises étrangères ont contribué en 2008 à hauteur de 28% aux dépenses de R&D des entreprises en France, contre 22% en 2008 et 19% en 1995.

L'internationalisation des activités de R&D fait partie intégrante de la stratégie des firmes multinationales, et dépend en ce sens beaucoup de leur activité, et du secteur dans lequel elles opèrent. Les

études distinguent le plus souvent trois formes de centre de recherche : les centres d'adaptation de produits, les centres globaux d'innovation et les centres de rationalisation (qui répondent à une logique de réduction des coûts). L'organisation internationale des activités de R&D des grands groupes prend donc une forme complexe, les différents centres étant répartis de façon à mettre en adéquation les caractéristiques de chaque filiale avec les avantages de localisation de chaque territoire.

L'ensemble des projets d'investissement étrangers recensés dans les centres de R&D, ingénierie sont en progression régulière. 87 nouveaux projets d'investissements dans les activités de R&D associés à la création de plus de 1 700 emplois. Les activités de recherche et développement ainsi que d'ingénierie représentent 9% de l'ensemble des décisions d'investissement en 2015 et sont à l'origine de 5% des emplois créés en France.

#### EVOLUTION DES CENTRES DE R&D EN FRANCE (2005-2015)

Projets	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Croissance 2005-2015	Croissance 2011-2015
R&D, ingénierie, design	57	42	45	23	51	73	51	58	77	91	87	4%	14%
<i>dont Ingénierie, Design</i>	32	15	20	2	9	22	11	13	26	19	17	-6%	11%
<i>dont R&amp;D</i>	25	27	25	21	42	51	40	45	51	72	70	10%	15%

Emplois	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Croissance 2005-2015	Croissance 2011-2015
R&D, ingénierie, design	1645	1958	1508	804	1811	2266	1456	2143	1942	1 662	1 706	0%	4%
<i>dont Ingénierie, Design</i>	986	904	570	84	166	626	283	586	632	441	215	-13%	-7%
<i>dont R&amp;D</i>	659	1054	938	720	1645	1640	1173	1557	1310	1221	1 491	8%	6%

Source : Bilan France 2015

# Ils investissent EN FRANCE



## ANAPLAN INC

LOGICIELS ET PRESTATIONS  
INFORMATIQUES

Fondée en 2007, l'entreprise californienne Anaplan a mis en place une plateforme de collaboration et de partage de données dans le cloud qui a transformé la manière dont les entreprises planifient et pilotent leur business. La plateforme prend en charge des fonctions telles que la finance, le marketing, les ventes, la production ou bien les ressources humaines. L'entreprise a su innover avec son moteur de calcul HyperBlock qui gère le stockage des données, l'application des règles de calcul et la restitution des résultats. Présent en France depuis 2013, Anaplan affichait déjà une croissance à 4 chiffres dans l'Hexagone, pour l'année 2014.

En 2015, Anaplan a choisi Paris pour implanter son deuxième centre de R&D européen, le premier étant localisé à York, au Royaume-Uni. Le nouveau bureau français sera dédié à la recherche sur le développement de la dimension collaborative des outils d'Anaplan (workflow, chat, gestion de projet, etc.).

Avec cette opération, l'éditeur de solution cloud de planification va ainsi créer une vingtaine d'emplois dans la capitale.



## ECOCEM IRELAND LTD

BTP, MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION,

Le fabricant irlandais de ciment écologique pour l'éco-construction Ecocem, fondé en 2000, développe ses activités en France. L'entreprise, qui dispose d'un siège national à Aix-en-Provence depuis 2007, a décidé de mettre en place une équipe de R&D sur son site de Fos-sur-Mer dans le département des Bouches-du-Rhône. Cette dernière aura pour mission de développer un ciment vert adapté aux conditions techniques exigées par la France, qui sont plus restrictives que dans d'autres pays où l'entreprise est

présente tels que l'Irlande, les Pays Bas ou l'Allemagne.

Dans l'hexagone, Ecocem inscrit son activité dans la démarche du développement durable et de l'écologie industrielle, en valorisant notamment un matériau secondaire : le laitier granulé de haut-fourneaux, issu de l'industrie sidérurgique, lors de la production de la fonte. Les programmes de recherche bénéficieront du crédit d'impôt recherche (CIR).

L'opération va créer 4 emplois, portant le nombre de salariés sur le site à 24.



## JIANGSU LONGLIQI BIOSCIENCE

PARFUMS, COSMÉTIQUES,

L'entreprise chinoise Jiangsu Longliqi Bioscience, qui connaît une forte croissance en Chine, fabrique des produits organiques et commercialise, dans plusieurs pays, d'autres produits cosmétiques importés. Elle produit plus de 1 000 produits dans huit catégories, y compris les ménages, les cosmétiques, les produits de soins de santé, des meubles, de l'immobilier et de la logistique.

La société a établi un centre de recherche & développement à La Rochelle en 2012. Elle souhaite développer sa présence en France en y établissant un bureau commercial afin de promouvoir sa marque ainsi qu'un laboratoire de recherche visant à adapter ses produits aux besoins de la clientèle européenne.

L'entreprise a choisi de s'établir à Issy-les-Moulineaux, dans le département des Hauts-de-Seine. L'opération, qui représente un investissement de 12M€, va entraîner la création d'une dizaine d'emplois. L'entreprise chinoise souhaite également lancer une nouvelle marque de cosmétiques en partenariat avec une société française.



## Robert Bosch GmbH

CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES  
ET ÉQUIPEMENTIERS,

Bosch France démarre une nouvelle activité de recherche et développement à Sophia Antipolis (Alpes Maritimes) sous le nom de Bosch VisionTec entièrement dédiée à l'assistance aux futurs véhicules autonomes. « Sophia Antipolis représente un écosystème plus que favorable à la Recherche & Développement dans le domaine de l'électronique. Je suis fier d'annoncer que c'est ici, en France, que nous avons trouvé aisément toutes les compétences nécessaires pour mener à bien nos recherches quant aux systèmes électroniques d'assistance liés au programme véhicule autonome » a déclaré Guy Maugis, Président de Bosch France.

Un algorithme qui calcule et analyse les situations

Quelque 30 ingénieurs ont été recrutés en France pour travailler dans le futur centre qui sera basé à Sophia Antipolis. Ils vont y conduire des recherches destinées à renforcer la présence de Bosch dans les systèmes d'aide à la conduite et plus particulièrement ceux pour le véhicule autonome. « Le défi principal du véhicule autonome consiste justement à le rendre autonome de son conducteur et à lui faire prendre les bonnes décisions à sa place. Ainsi, Bosch travaille à la conception de caméra et systèmes qui vont calculer en permanence et en temps réel les actions et réactions à mettre en œuvre, afin de répondre à toutes les situations rencontrées lors des différentes situations de conduite » a déclaré Pierre Maillot, directeur business développement Bosch France.

Un centre R&D pour le monde entier Bien que situé en France, ce nouveau centre de recherche & développement Bosch apportera des solutions différenciantes à forte valeur ajoutée pour les constructeurs automobiles du monde entier, avec des solutions innovantes de design des composants et des puissances de calcul inégalées.

# Ils investissent EN FRANCE



## Intel Corporation

COMPOSANTS  
ÉLECTRONIQUES,

Le géant américain de l'informatique Intel Corporation développe ses activités en France. L'entreprise a commencé à établir ses activités de recherche & développement en France en 2009. Six ans plus tard, Intel a inauguré son septième centre de R&D français. Basé à Meyreuil dans le département des Bouches-du-Rhône, le site occupe des locaux de 730m<sup>2</sup> dans le Parc d'activités de l'Arteparc de Bachasson. Le centre sera dédié, notamment, au développement de cartes embarquées.

L'opération va créer une dizaine d'emplois. Les ingénieurs auront pour missions d'intégrer les technologies

NFC dans les produits hardware pour l'ultra-mobilité et les objets connectés, avec pour objectif, de garantir sécurité, fiabilité et simplicité d'utilisation.



## JFROG

LOGICIELS ET  
PRESTATIONS INFORMATIQUES,

L'israélo-américain JFrog, éditeur leader d'outils et technologies spécialisés dans l'optimisation de la productivité des cycles de développement logiciel, a choisi d'implanter son siège Europe à Toulouse.

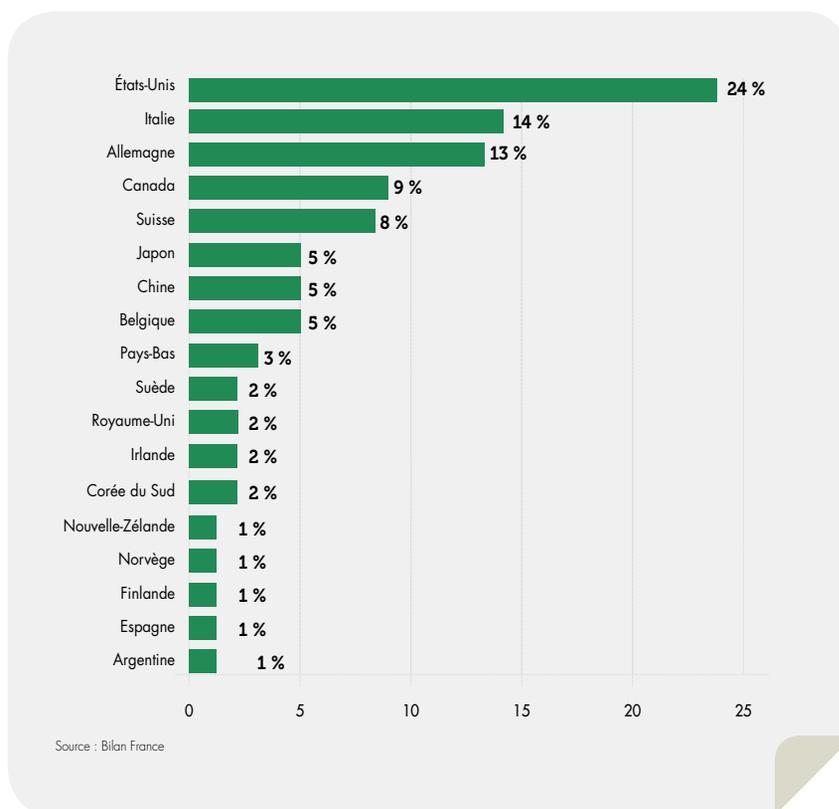
« En tant que premier et unique fournisseur d'une solution complète qui va du développement à la distribution, notre installation officielle en Europe préfigure les ambitions de JFrog à devenir la plateforme de déploiement continu pour tous les éditeurs de logiciel à travers

le monde », déclare Arnaud Ladrière, Directeur Exécutif Europe qui dirige le siège toulousain.

Acteur incontournable de l'open-source, des logiciels on-premises ou Saas, JFrog compte parmi ses clients internationaux Amazon, Cisco, Nike, Oracle, Twitter, Standard & Poors's et en France, Sanofi, Société Générale, Système U, Airbus Helicopters, PSA, Covea et SAP France.

Le nouveau bureau toulousain permettra à Jfrog de poursuivre son développement à l'international et d'être au plus près de ses clients européens. L'entreprise est également membre du cluster numérique régional Digital Place.

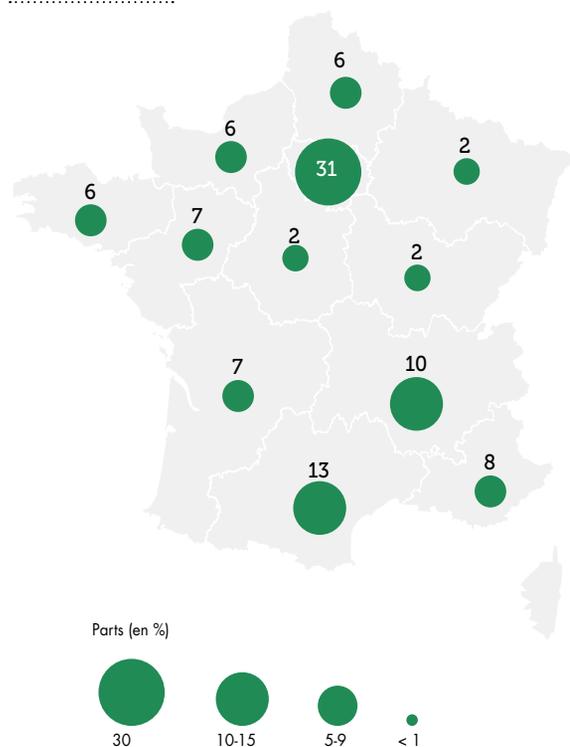
FIG. 2 Principaux pays investisseurs en France dans les activités de R&D (2015)



Plus de la moitié des investissements d'origine étrangère dans les centres de recherche et développement sont le fait d'entreprises européennes. Les Etats-Unis sont à l'origine du quart des investissements de recherche et développement en 2015, suivis par l'Italie (14 %) et l'Allemagne (13%). Le Japon et la Chine sont les principaux investisseurs des pays d'Asie qui réalisent 5% des investissements de R&D en France.

Les projets d'investissement de R&D se répartissent sur l'ensemble du territoire français. La répartition rend compte, dans le même temps, de la force d'attraction des grandes métropoles, et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs étrangers. L'Île-de-France (31%), Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (13%), Auvergne-Rhône-Alpes (10%), Provence-Alpes Côte d'Azur (8%) sont les principales régions d'accueil de ces investissements.

**FIG. 3 Répartition des projets d'investissement de R&D, au niveau régional en 2015**



## Ils investissent EN FRANCE

 **NGK Spark Plug Co.**  
CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES  
ET ÉQUIPEMENTIERS

Spécialisé dans la fabrication de bougies d'allumages, le japonais NGK Spark Plugs investit 4,5M€ sur son unique site de production européen situé à Meung-sur-Loire dans le département du Loiret. En 2014, le site français a produit 39 millions de bougies d'allumage contre 24 l'exercice précédent. L'année 2015 est marquée par une production toujours en hausse et la sortie de la 500 millionième bougie. L'investissement finance la mise en place d'une nouvelle ligne de production de bougies multi-électrodes. L'opération créera à terme une trentaine de nouveaux postes sur le site qui compte déjà une centaine d'employés.

 **Altitude Aerospace**  
AÉRONAUTIQUE

Fondée en 2005, Altitude Aerospace est une PME canadienne spécialisée dans la conception, l'analyse structurelle et la certification dans le secteur aéronautique.

Comptant déjà de nombreux employés d'origine française au sein de son siège social montréalais, l'entreprise a pris la décision d'ouvrir son premier bureau à l'étranger à Toulouse. L'annonce a été faite à l'occasion du Salon du Bourget 2015.

Cette présence en France permet à Altitude Aerospace de capter davantage d'occasions d'affaires en Europe, où l'entreprise était déjà active, en plus de développer leurs activités au Proche-Orient. A un horizon de trois ans, le bureau toulousain devrait créer une vingtaine d'emplois à haute valeur ajoutée, majoritairement des ingénieurs et des concepteurs pouvant soutenir les activités de l'entreprise, qui incluent la modification d'appareils existants et la réparation d'avions accidentés. Ces emplois s'ajouteront à la cinquantaine de personnes qui travaillent actuellement au siège social d'Altitude Aerospace. Peu de temps après l'officialisation de son implantation à Toulouse, le 31 août 2015, l'entreprise a rejoint les rangs du pôle de compétitivité Aerospace Valley.

Ce projet d'implantation a été détecté dans un premier temps par la branche export de Business France, avant d'être relayé au bureau canadien de la branche Invest de l'Agence.

# UNE POLITIQUE AU SERVICE DE L'INNOVATION

## LA POLITIQUE D'INNOVATION EN FRANCE, MOBILISE LES INSTRUMENTS FISCAUX ET ÉCONOMIQUES POUR SOUTENIR LA CRÉATION D'ENTREPRISES INNOVANTES

**L**e Crédit-Impôt-Recherche (CIR), la création du statut de JEI, l'industrie du futur, la French Tech sont autant d'éléments qui vont participer à la construction d'une politique publique de l'innovation ayant pour point central la création et le développement des jeunes entreprises innovantes.

Le Crédit-Impôt-Recherche (CIR) est un dispositif fiscal de soutien à la recherche qui permet aux entreprises de déduire de l'impôt sur les sociétés une partie de tous leurs investissements dans la R&D, sans restriction de secteur ou de taille. Selon ce dispositif, les entreprises peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 30 % de leurs dépenses éligibles de R&D jusqu'à un montant de 100 millions d'euros, et de 5 % au-delà de ce montant. En 2013, le CIR est complété d'un « crédit d'impôt innovation », qui est un dispositif d'aide aux entreprises innovantes qui complète le crédit d'impôt recherche. Il permet une baisse de 20% du coût des dépenses réalisées en faveur de l'innovation, dans la limite d'un plafond de 400 000 euros. Sont éligibles au crédit d'impôt les dépenses d'innovation, technologique ou non technologique, y compris les dépenses de design, de conception de prototypes, de nouveaux produits ou l'installation pilote de nouveaux produits.

Le statut de Jeune Entreprise Innovante confère depuis 2004 aux PME de moins

de 8 ans qui engagent des dépenses de R&D représentant au moins 15 % de leurs charges un certain nombre d'avantages fiscaux (exonération d'impôt sur les bénéfices et les plus-values, exonération totale de certaines cotisations sociales patronales...). Ces avantages, réduits en 2011 (dégressivité des exonérations de cotisations sociales à partir de la quatrième année), ont été restaurés en 2014.

Le projet de loi de finances de 2014 prévoit de nouvelles exonérations pour faciliter leur croissance :

- une exonération de 100% des cotisations sociales patronales pendant huit ans (contre une exonération auparavant dégressive : 100% pendant trois ans, puis 80% jusqu'à 50% au bout de sept ans);
- l'extension de l'exonération de cotisations aux personnels affectés à des activités d'innovation (opérations de conception de prototypes ou d'installations pilotes de nouveaux produits).

Le Plan France Très Haut Débit. Depuis 2013, le Gouvernement se mobilise avec la mise en place du Plan France Très Haut Débit pour que d'ici à 2022 l'intégralité de nos territoires soient couverts en très haut débit, et 50% des foyers dès 2017, notamment à travers le déploiement de la fibre optique. Les opérateurs privés et les collectivités territoriales vont investir 20 milliards d'euros en dix ans.

**LE CIR, DISPOSITIF  
FISCAL DE SOUTIEN  
À LA RECHERCHE**

La seconde phase de la Nouvelle France industrielle : « Industrie du futur ». Le projet industrie du Futur a pour ambition d'amener les entreprises vers la modernisation de leur outil industriel et vers la transformation de leur modèle économique par le numérique. Il repose sur 5 piliers :

**- Développement de l'offre technologique pour accompagner les projets structurants :**

> lancement d'un 1<sup>er</sup> appel à projets sur les technologies de l'Industrie du Futur (septembre 2015).

> installation d'une plateforme technologique de l'Industrie du Futur ouverte aux entreprises industrielles, pour tester et valider des technologies de production robotiques et numériques de pointe, début 2016.

**- Accompagnement des entreprises vers l'Industrie du Futur à travers des aides financières et des diagnostics personnalisés proposés aux PME et aux ETI industrielles.**

Plus de 500 PME et ETI industrielles ont bénéficié de diagnostics personnalisés fin 2015 et plus de 2 000 fin 2016.

**- Formation des salariés aux nouveaux métiers. Lancement d'une première chaire sur l'Industrie du Futur avant la fin 2015**

**- Renforcement de la coopération européenne et internationale pour nouer des partenariats stratégiques, en particulier avec l'Allemagne :**

> lancement d'un partenariat avec la plate-forme allemande « Industrie 4.0 » à l'automne 2015.

> publication de la stratégie française de normalisation pour l'Industrie du Futur début 2016.

**- Promotion de l'Industrie du Futur pour faire connaître les savoir-faire français :**

> lancement officiel de l'identité commune de l'Industrie du Futur française fin 2015.

> Organisation d'un grand événement européen de l'Industrie du Futur à Paris à l'été 2016.

**La French Tech** est un grand mouvement de mobilisation collective des écosystèmes territoriaux les plus dynamiques de France

pour la croissance de leurs start-up et entreprises numériques. Les financements s'inscrivent dans le programme d'investissements d'avenir. Ces entreprises recèlent un fort potentiel de croissance et de création d'emplois.

**L'initiative French Tech comporte deux volets :**

- Le premier volet vise à accélérer le développement des startups en France et à constituer un réseau au niveau national, regroupant les acteurs parisiens et les acteurs en régions. Une première étape a été atteinte le 12 novembre avec la labellisation de 9 « métropoles French Tech » : Aix-Marseille, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Rennes et Toulouse. Ce volet prévoit 200 M € investis dans des initiatives privées (des « programmes d'accélération ») qui aident les entreprises numériques à croître plus vite pour devenir des champions internationaux.

- Le second volet est à vocation internationale. Il vise à favoriser l'internationalisation de ces « jeunes pousses » et à valoriser l'attractivité de l'écosystème de l'innovation français

auprès des acteurs étrangers de l'innovation (fonds d'investissement, grands groupes, startups). Dans ce cadre, une enveloppe de 15 M€, pour soutenir des Fablabs et attirer des talents, entrepreneurs et investisseurs étrangers. Dans ce cadre, la mise en œuvre des French Tech Tickets est à souligner. Il s'agit d'un dispositif visant à attirer en France de jeunes entrepreneurs étrangers en leur fournissant un pack d'accueil (titre de séjour, bourse individuelle, hébergement et accompagnement personnalisé) pour leur installation et leur développement.

**Le « French Tech Hub »**

Ces « Hubs » ont vocation à structurer et mobiliser les acteurs d'un écosystème donné au sein d'une métropole étrangère, et à fédérer sur un territoire considéré les actions des partenaires, privés et publics (en particulier Ambassade, Business France, régions, chambres de commerce).

11 French Tech Hubs labélisés à ce jour pour une durée de 1 an reconductible : Abidjan, Barcelone, Cape Town, Hong Kong, Israël, Londres, Montréal, Moscou, New York, San Francisco, Tokyo

## TECHNOLOGY FAST 500 DE DELOITTE

Publié pour la 15<sup>e</sup> année consécutive, le classement Technology Fast 500 de Deloitte recense les entreprises technologiques les plus performantes à travers la zone Europe-Afrique-Moyen-Orient. Le palmarès des entreprises est établi selon un critère unique : le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires des sociétés sur les cinq dernières années.

**Avec 87 entreprises, la France, surclasse ces homologues européens dans le palmarès.** Viennent ensuite le Royaume-Uni avec 72 entreprises, la Norvège avec 50 entreprises et les Pays-Bas avec 49 entreprises.

**Le top 10 des entreprises françaises dans le Technology Fast 500** sont Slimpay, Mailjet, Crosscall, OBIZ, Groupe PIXEO, PIXIEL, Content Square, Avenir Développement Durable, MHCOMM, iAdvise.

**Le secteur des logiciels est le plus représenté avec 52% des entreprises.** Viennent ensuite les secteurs médias (18%), la communication (10%), Hardware (10%), Sciences de la vie (6%) et les technologies propres (4%).



07

## REGARDS SUR...

AFRIQUE DU SUD	128	DANEMARK	151	PAYS-BAS	175
ALLEMAGNE	130	ESPAGNE	153	PAYS DU GOLFE	177
ASEAN	133	ÉTATS-UNIS	156	PAYS DU MAGHREB	179
AUSTRALIE	135	FINLANDE	159	POLOGNE	181
AUTRICHE	137	INDE	161	PORTUGAL	183
BELGIQUE	139	IRLANDE	163	ROYAUME-UNI	185
BRÉSIL	142	ISRAËL	165	RUSSIE	188
CANADA	144	ITALIE	167	SUÈDE	190
CHINE	146	JAPON	170	SUISSE	193
CORÉE DU SUD	149	NORVÈGE	173	TURQUIE	196



# AFRIQUE DU SUD



## EN FLUX

1

**PROJET**  
(Business France)

40

**EMPLOIS**  
(Business France)

## EN STOCK

+ de  
20

**ENTREPRISES  
EN FRANCE**  
(Orbis)

+ de  
8 500

**SALARIÉS**  
(Orbis)

## STOCK D'IDE :

6 Md€

(Banque de France<sup>1</sup>)

## EXPORTATIONS FRANÇAISES :

1,8 Md€

**43<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

## NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :

13

## LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES EN FRANCE RESTENT FAIBLES MALGRÉ LE POTENTIEL DE CETTE ÉCONOMIE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES EN FRANCE

Près de 30 entreprises sud-africaines sont présentes en France et emploient plus de 8 500 salariés. Depuis 2014, l'Afrique du Sud a réalisé 4 investissements en France, créant ou maintenant 164 emplois.

Sur la période les entreprises sud-africaines investissent majoritairement dans des activités de logistique (50 %) dans le secteur du transport, stockage (50 %).

Les investissements sud-africains se localisent notamment en Alsace Champagne-Ardenne Lorraine (50 % sur la période).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS SUD-AFRICAINS EN EUROPE

En 2015, les investissements sud-africains en Europe se concentrent principalement au Royaume-Uni (55 %)<sup>1</sup>.

### EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**IMPERIAL HOLDINGS** : il y a un an, **Panopa Logistique France** inaugurerait le Plant Consolidation Center pour le groupe **Smart** à Hambach (Alsace Champagne-Ardenne Lorraine), créant 60 emplois. En 2015, le prestataire sud-africain, chargé du (dé)stockage des pièces, de la gestion des emballages, du transport des conteneurs, de la livraison, etc... poursuit son développement et recrute 40 nouvelles personnes sur le site.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France

### TOP 5 DES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
STEINHOFF INTERNATIONAL HOLDINGS LTD	Commerce et distribution Ameublement et équipement du foyer	8 000 - 10 000
IMPERIAL HOLDINGS LTD	Transport, stockage	50-100
SAPPI LTD	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	20-30
BELL EQUIPMENT LTD	Constructeurs automobiles et équipementiers	20-30
REMGRO-CAPEVIN BELEGGINGS (PTY) LTD	Commerce et distribution	20-30

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données non actualisées). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016.

#### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logistique	1	60	1	40
Production / Réalisation	1	50		
Services aux entreprises	1	14		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>124</b>	<b>1</b>	<b>40</b>

#### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	1	60	1	40
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	64		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>124</b>	<b>1</b>	<b>40</b>

#### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	1	60	1	40
Normandie	1	50		
Île-de-France	1	14		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>124</b>	<b>1</b>	<b>40</b>

# ALLEMAGNE



EN FLUX

**141**  
PROJETS  
(Business France)

**3612**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**3800**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**300000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**70,5 Md€**  
3<sup>e</sup> RANG  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**71,4 Md€**  
1<sup>er</sup> RANG  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**53**

## EN 2015 L'ALLEMAGNE RESTE LE 1<sup>ER</sup> INVESTISSEUR EUROPÉEN EN FRANCE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE

Plus de 3 800 entreprises allemandes sont présentes en France, employant plus de 300 000 salariés. Avec 141 projets d'investissement physiques recensés en France en 2015, l'Allemagne conserve la deuxième place d'investisseur étranger créateur d'emploi en France, derrière les Etats-Unis, et premier en Europe. Ces investissements ont permis la création ou le maintien de 3 612 emplois. Les entreprises allemandes qui investissent en France privilégient les activités de production (34 %). Ceci confirme la spécialisation de l'Allemagne dans l'industrie : le pays est à l'origine de 17% des investissements réalisés dans les activités de production en France. Plus d'un tiers des investissements étrangers dans les secteurs de l'automobile en France (37%) sont réalisés par des entreprises allemandes. Bénéficiant de l'effet frontalier, plus du tiers des investissements (34 %) à destination de l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine proviennent d'Allemagne.

### PLACE DES INVESTISSEMENTS ALLEMANDS EN EUROPE

En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois<sup>1</sup> en provenance d'Allemagne. Elle accueille 17 % des projets

de ce pays dirigés vers l'Europe (16 % vont vers le Royaume-Uni, 11 % vers l'Espagne).

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**EVOTEC** : à la recherche de compétences très pointues et en général très difficile à trouver, **Evotec**, entreprise hambourgeoise spécialisée dans le développement de molécules pour le compte de grands groupes pharmaceutiques, a repris le site toulousain de **Sanofi** (Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon). L'opportunité s'est faite pour **Evotec** qui bénéficiera du savoir-faire des 210 chercheurs rattachés. 70 nouveaux postes vont également être créés.

**ROBERT BOSCH** : l'équipementier automobile a décidé en juin 2015 d'implanter un nouveau centre de R&D à Sophia Antipolis (PACA). 50 chercheurs développeront des technologies d'avenir relatives notamment à la conduite sans conducteur, dans ce centre à vocation mondiale.

**E.ON** : **E.ON**, producteur et fournisseur de gaz et d'électricité, a su s'imposer dès son arrivée en France en 2008 comme l'un des principaux fournisseurs alternatifs d'énergie. Dans le cadre de ses activités, le groupe allemand vient de créer un centre de R&D à Levallois-Perret (Ile de France) qui se concentrera sur le développement en matière d'énergies renouvelables. Ce projet a créé 12 emplois.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
LIDL	Commerce et distribution	20 000-25 000
FAMILIEN PORSCHE/PIECH	Constructeurs automobiles et équipementiers	10 000-15 000
ALLIANZ SE	Services financiers, bancaires et assurances	10 000-15 000
DEUTSCHE POST AG	Transport, stockage Autres activités de services	10 000-15 000
BERTELSMANN STIFTUNG	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises Autres activités de services	10 000-15 000

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Allemagne sont de 62,3 milliards d'euros.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	21	286	15%	8%	10%	7%
<i>dont primo-implantation</i>	14	168	10%	5%	9%	11%
<i>dont QG France</i>	7	118	5%	3%	29%	5%
Logistique	15	259	11%	7%	26%	23%
Point de vente	4	35	3%	1%	5%	2%
Production / Réalisation	48	1658	34%	46%	17%	10%
R&D, Ingénierie, Design	11	540	8%	15%	13%	32%
<i>dont R&amp;D</i>	7	483	5%	13%	10%	32%
Services aux entreprises	37	712	26%	20%	21%	12%
Services aux particuliers	5	122	4%	3%	7%	5%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>141</b>	<b>3612</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>15%</b>	<b>11%</b>

\*Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :

➤ en 2015, 34 % des investissements allemands destinés à la France sont des activités de production. 17% des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises allemandes.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Constructeurs automobiles et équipementiers	20	810	14%	22%	37%	31%
Transport, stockage	13	328	9%	9%	27%	25%
Energie, recyclage, autres services concédés	13	230	9%	6%	30%	35%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	12	144	9%	4%	22%	14%
Machines et équipements mécaniques	11	132	8%	4%	23%	15%
Logiciels et prestations informatiques	10	216	7%	6%	9%	5%
Autres activités de services	7	160	5%	4%	15%	20%
Métaux, travail des métaux	7	151	5%	4%	21%	16%
Commerce et distribution	7	95	5%	3%	14%	3%
Chimie, plasturgie	7	71	5%	2%	19%	9%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5	458	4%	13%	16%	7%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5	35	4%	1%	9%	3%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	4	174	3%	5%	12%	11%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	91	3%	3%	7%	7%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	4	50	3%	1%	7%	3%
BTP, matériaux de construction	3	25	2%	1%	10%	5%
Services financiers, bancaires et assurances	2	90	1%	2%	10%	23%
Électronique grand public	2	27	1%	1%	25%	7%
Ameublement et équipement du foyer	2	25	1%	1%	11%	8%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	280	1%	8%	3%	27%
Composants électroniques	1	15	1%	0%	11%	8%
Parfums, cosmétiques	1	5	1%	0%	5%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>141</b>	<b>3612</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>15%</b>	<b>11%</b>

\* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :

➤ en 2015, 14 % des investissements allemands destinés à la France s'orientent vers le secteur Constructeurs automobiles et équipementiers. 37 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises allemandes.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	36	870	26%	24%	34%	25%
Île-de-France	34	654	24%	18%	11%	7%
Auvergne-Rhône-Alpes	21	356	15%	10%	17%	12%
Nord-Pas de Calais-Picardie	10	202	7%	6%	14%	2%
Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon	8	538	6%	15%	11%	25%
Normandie	7	193	5%	5%	21%	15%
Pays de la Loire	5	264	4%	7%	12%	25%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	5	189	4%	5%	9%	20%
Centre-Val de Loire	5	145	4%	4%	16%	20%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	141	4%	4%	9%	8%
Bourgogne-Franche-Comté	4	50	3%	1%	11%	5%
Bretagne	1	10	1%	0%	6%	5%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>141</b>	<b>3 612</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>15%</b>	<b>11%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 26 % des investissements allemands destinés à la France sont localisés en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Les investissements allemands représentent 34 % des investissements étrangers dans cette région

\* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque région.

# ASEAN

DEPUIS 2014, BUSINESS FRANCE A RECENSÉ HUIT NOUVEAUX INVESTISSEMENTS D'ENTREPRISES ISSUES DE L'ASEAN EN FRANCE.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES DE L'ASEAN EN FRANCE

Plus de 140 entreprises originaires des pays de l'ASEAN emploient plus de 4000 salariés en France. Deux nouveaux investissements en provenance de Thaïlande et de Malaisie ont été décidés en 2015, créant ou maintenant 14 emplois. Depuis 2014, les investissements en provenance de l'ASEAN s'orientent vers des centres de décisions, dont la plupart correspondent à des primo-implantations, et vers des activités de production. Les entreprises de l'ASEAN investissent notamment dans secteur de l'agroalimentaire (63% sur la période 2014-15). En 2015, les investissements se répartissent entre la Bretagne et Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS DE L'ASEAN EN EUROPE

En 2015, le Royaume-Uni est le principal pays d'accueil des investissements issus de l'ASEAN<sup>1</sup>. Il reçoit 57 % des projets destinés à l'Europe. Il est suivi de la Norvège et du Portugal qui accueillent chacun 14 % des projets provenant de cette zone.

## EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**SEA VALUE** : un des leaders mondiaux de la pêche de thon, le groupe thaïlandais **Sea Value** a repris l'usine en difficulté **Alliantic Gourmet**, située à Lignol (Bretagne). Ce projet, première implantation industrielle hors Asie, est considéré comme stratégique pour le géant thaïlandais. Cette opération a permis la sauvegarde de 12 emplois. Le groupe prévoit un investissement de 2 millions d'euros pour la modernisation et l'extension de lignes de production afin de doubler la capacité du site.

**BUTTERWORTH ICEWORKS SDN BHD** : la société malaisienne **Pacific West** qui produit et commercialise des produits de la mer surgelés, distribués dans la grande distribution et les restaurants, a renforcé sa présence sur son site de production de Lectoure (Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon). Cette extension a créé 2 emplois.

**PUBLIC UTILITY BOARD** : l'Autorité de l'Eau de Singapour a établi un partenariat technologique avec le Pôle de Compétitivité EAU à vocation mondiale (Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon et PACA), destiné à mettre en œuvre des projets d'innovation commun, impliquant de la recherche publique et académique, et à contribuer au développement de l'écosystème industriel relatif à la gestion de l'eau en France et à Singapour.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES DE L'ASEAN EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
CAPITALAND LIMITED (CITADINES) (Singapour)	Autres activités de services	600-700
PTT GLOBAL CHEMICAL (VENCOREX) (Thaïlande)	Chimie, plasturgie	600-700
PT SINAR MAS GROUP (Indonésie)	Verre, céramique, minéraux, bois, papier Agro-alimentaire, agriculture et pêche	600-700
PA HOLDING LTD (PLAZA ATHENEE) (Malaisie)	Hôtellerie, tourisme et restaurant	500-600
THAI UNION FROZEN PRODUCTS PCL (Thaïlande)	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	300-400

## EN FLUX

**2**  
**PROJETS**  
(Business France)

**14**  
**EMPLOIS**  
(Business France)

## EN STOCK

**140**  
**ENTREPRISES EN FRANCE**  
(Orbis)

+ de  
**4 000**  
**SALARIÉS**  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**2,2 Md€**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS FRANÇAISES :  
**13,3 Md€**  
(Douanes)

NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :  
**64**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'ASEAN sont de 613 millions d'euros

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	47		
<i>dont primo-implantation</i>	3	32		
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	15		
Production / Réalisation	2	28	2	14
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>75</b>	<b>2</b>	<b>14</b>

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	3	38	2	14
Autres activités de services	1	20		
Services financiers, bancaires et assurances	1	15		
Logiciels et prestations informatiques	1	2		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>75</b>	<b>2</b>	<b>14</b>

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Bretagne			1	12
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	1	4	1	2
Île-de-France	3	45		
Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne	1	24		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	2		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>75</b>	<b>2</b>	<b>14</b>

# AUSTRALIE

## EN 2015, BUSINESS FRANCE A RECENSÉ QUATRE INVESTISSEMENTS AUSTRALIENS EN FRANCE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES AUSTRALIENNES EN FRANCE

Environ 300 entreprises australiennes sont présentes en France et emploient 40 000 salariés. L'Australie a réalisé 4 investissements en France en 2015, créant ou sauvegardant 23 emplois. Ils se répartissent entre des centres de décision, pour une grande majorité (75 %), correspondant à des primo-implantations d'entreprises australiennes sur le territoire, et des services aux particuliers (25%). Ces projets concernent notamment les services financiers, bancaires et assurances (50%). Les entreprises australiennes s'implantent et investissent dans les régions Île-de-France (50%), Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (25%) et Bourgogne-Franche-Comté (25%).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS AUSTRALIENS EN EUROPE

En 2015, le Royaume-Uni est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois<sup>1</sup> en provenance d'Australie (57 %),

suivi de l'Irlande (13 %). La France accueille 7 % des projets australiens en Europe.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**ANZ BANK** : première banque Australienne par sa présence à l'international, **ANZ** vient d'ouvrir son premier bureau en France. Le groupe vise principalement une clientèle d'affaires en opérant dans le secteur de la banque d'investissement, avec pour ambition d'accompagner ses clients dans leur développement international en France et en Asie Pacifique. 12 emplois ont été créés à Paris (Île-de-France) et de nouveaux sont à prévoir.

**QBE INSURANCE GROUP** : afin de mieux accompagner ses clients et partenaires courtiers, la compagnie d'assurances **QBE** a ouvert une nouvelle délégation régionale : la direction Grand Sud-Ouest. Cette nouvelle implantation, basée à Bordeaux (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes) a permis la création de 5 emplois.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES AUSTRALIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
RAMSAY HEALTH CARE LIMITED	Autres activités de services	20 000-25 000
AMCOR LIMITED	Verre, céramique, minéraux, bois, papier Chimie, plasturgie	2 000-2500
BRAMBLES LIMITED	Transport, stockage	500-600
CHALLENGER INFRASTRUCTURE FUND	Services financiers, bancaires et assurances	250-300
NUFARM LTD	Chimie, plasturgie, Agro-alimentaire, agriculture et pêche	100-150



### EN FLUX

**4**  
PROJETS  
(Business France)

**23**  
EMPLOIS  
(Business France)

### EN STOCK

**300**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**40000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**1,8 Md€**  
**20<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**2,4 Md€**  
**36<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**34**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Australie sont de 467 millions d'euros.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 75 % des investissements australiens destinés à la France sont des activités de Centre de décision. 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises australiennes.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	18	75%	78%	1%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	3	18	75%	78%	2%	1%
Services aux particuliers	1	5	25%	22%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>23</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements australiens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 50 % des investissements australiens destinés à la France s'orientent vers le secteur Services financiers, bancaires et assurances. 10 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises australiennes.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Services financiers, bancaires et assurances	2	17	50%	74%	10%	4%
Autres activités de services	1	5	25%	22%	2%	1%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	1	25%	4%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>23</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements australiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 50 % des investissements australiens destinés à la France sont localisés en Île-de-France. Les investissements australiens représentent 1 % des investissements étrangers dans cette région.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	2	17	50%	74%	1%	0%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	1	5	25%	22%	2%	1%
Bourgogne-Franche-Comté	1	1	25%	4%	3%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>23</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements australiens dans le total des investissements de chaque région.

# AUTRICHE

## L'AUTRICHE REPRÉSENTE UN INVESTISSEUR DYNAMIQUE EN FRANCE EN 2015.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE

Plus de 220 entreprises autrichiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 10 500 salariés. 19 nouvelles décisions d'investissement ont été recensées en 2015 permettant la création ou le maintien de près de 600 emplois. Les entreprises autrichiennes investissent principalement dans des activités production (42 %) et de centres de décision (26 %). Près du tiers des investissements autrichiens à destination de la France sont réalisés dans les secteurs du verre, céramique, minéraux, bois (16 %) et des machines et équipements mécaniques (16 %). Plus de la moitié des investissements autrichiens se localisent en Île-de-France (32 %) et en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (26 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS AUTRICHIENS EN EUROPE

En 2015, la France est le 2<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois<sup>1</sup> en provenance d'Autriche, à égalité avec le Royaume-Uni, la Pologne et la Bulgarie, derrière l'Allemagne (22 %). Elle accueille 9 % des projets de ce pays à destination de l'Europe.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**ANDRITZ AG** : l'entreprise **Andritz AG**, dont la division Pulp & Paper est leader dans les équipements, systèmes et services pour la production de pâtes, papiers et cartons, a racheté l'entreprise d'équipements de filtration Euroslot, basée à Scorbe-Clairvaux (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes) avec ses 80 salariés, et a embauché 5 personnes supplémentaires.

**GETZNER WERKSTOFFE GMBH** : leader de l'isolation antivibratoire dans le bâtiment, le ferroviaire et l'industrie, **Getzner** a décidé de créer sa 1<sup>ère</sup> filiale française à Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes) avec 10 emplois. Cette ouverture a été motivée par une hausse de la demande en France et par la volonté du groupe de se rapprocher de ses clients.

**DO&CO** : le groupe **Do&Co** a remporté l'appel d'offres pour le catering de l'Euro 2016 et a annoncé l'ouverture de son site de production Hédiard à Argenteuil (Île-de-France). Avec un investissement de 30 millions d'euros, ce site permettra dans un premier temps la création de 100 emplois, avec une montée en puissance progressive.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
MAGNA EUROPE AG	Constructeurs automobiles et équipementiers	1000
OMV (BOREALIS AG) *	Chimie, plasturgie	900-1000
WIENERBERGER AG	BTP, matériaux de construction	800-900
FRITZ EGGER GMBH & CO	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	800-900
ANDRITZ AG	Machines et équipements mécaniques	600-700

\* L'entreprise BOREALIS est détenue à 64 % par The International Petroleum Investment Company (Emirats Arabes Unis) et 36 % par OMV (Autriche)



EN FLUX

**19**  
PROJETS  
(Business France)

**595**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**220**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**10500**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**3,2 Md€**  
**14<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**3,5 Md€**  
**26<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**7**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Autriche sont de 1,1 milliard d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	52	26%	9%	2%	1%
<i>dont primo-implantation</i>	5	52	26%	9%	3%	4%
Point de vente	1	10	5%	2%	1%	0%
Production / Réalisation	8	436	42%	73%	3%	3%
Services aux entreprises	4	37	21%	6%	2%	1%
Services aux particuliers	1	60	5%	10%	1%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>19</b>	<b>595</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 42 % des investissements autrichiens destinés à la France sont des activités de production.  
 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises autrichiennes.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	225	16%	38%	9%	4%
Machines et équipements mécaniques	3	25	16%	4%	6%	3%
Chimie, plasturgie	2	86	11%	14%	5%	11%
BTP, matériaux de construction	2	20	11%	3%	7%	4%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1	100	5%	17%	2%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	60	5%	10%	4%	5%
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	20	5%	3%	2%	3%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	12	5%	2%	2%	1%
Composants électroniques	1	10	5%	2%	11%	5%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	10	5%	2%	2%	0%
Logiciels et prestations informatiques	1	10	5%	2%	1%	0%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	10	5%	2%	20%	20%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	7	5%	1%	2%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>19</b>	<b>595</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 16 % des investissements autrichiens destinés à la France s'orientent dans le secteur Verre, céramique, minéraux, bois, papier.  
 9 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises autrichiennes.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	6	210	32%	35%	2%	2%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	5	58	26%	10%	5%	2%
Auvergne-Rhône-Alpes	3	27	16%	5%	2%	1%
Normandie	2	275	11%	46%	6%	21%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	2	15	11%	3%	4%	2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	10	5%	2%	2%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>19</b>	<b>595</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 32 % des investissements autrichiens destinés à la France sont localisés en Île-de-France.  
 Les investissements autrichiens représentent 2 % des investissements étrangers dans cette région.

# BELGIQUE

A L'ORIGINE DE 5 % DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE, LA BELGIQUE EST LE 4<sup>E</sup> PAYS INVESTISSEUR EUROPÉEN EN 2015.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE

Plus de 4 000 entreprises belges emploient en France plus de 130 000 personnes. En 2015, 48 nouveaux investissements belges vont créer ou maintenir 2 459 emplois en France.

Les investissements belges s'orientent principalement vers les activités de production (42 %) et les centres de décision (21 %) dont une grande majorité constitue des primo-implantations sur le territoire.

En 2015, les entreprises belges du secteur de la chimie-plasturgie et des logiciels sont à l'origine respectivement 14% et 12% des projets étrangers dans ces secteurs en France.

Bénéficiant de l'effet frontalier, 12% des projets à destination du Nord-Pas de Calais-Picardie proviennent de Belgique.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS BELGES EN EUROPE

En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi réalisés en Europe par des entreprises belges<sup>1</sup>. Elle accueille 29 % des investissements de ce pays. 9 % se dirigent vers l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Pologne.

## EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**TESSENDERLO CHEMIE** : la société mondiale de produits spécialisés, centrée sur l'alimentation, l'agriculture, la gestion de l'eau et la valorisation des bio-résidus, **Tessengerlo Kerley International**, a annoncé qu'elle procédera à la construction d'une usine de production d'engrais liquide pour l'agriculture sur le site industriel de Borealis à Grand-Quevilly (Normandie). Cet investissement d'environ 18 millions d'euros répond à l'augmentation de la demande européenne d'engrais liquides soufrés qui limitent les pertes d'azote, et permettra la création d'environ 30 emplois. Il s'agit d'un investissement stratégique pour **Tessengerlo Kerley**, qui importe depuis quelques années cet engrais en provenance des États-Unis pour répondre à la demande de ses clients européens.

**ONTEX** : le fabricant de couches culottes **Ontex** a regroupé les activités de ses deux usines françaises de Wasquehal (Nord) et Monchy-le-Preux (Pas de Calais) à Dourges (Pas de Calais), où une nouvelle usine est en construction, générant un investissement de 40 millions d'euros. Le site, qui se déploie sur 30 000 mètres carrés, devrait être livré en juin 2016 pour une mise en service au mois de septembre. Les effectifs des deux établissements seront maintenus, soit un total de 333 salariés.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
LOUIS DELHAIZE-COMPAGNIE FRANCO-BELGE D'ALIMENTATION (TRUFFAUT)	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	10 000 - 15 000
SOLVAY SA	Commerce et distribution	6 500 - 7 000
ECONOCOM	Logiciels et prestations informatiques	6 000 - 7 000
GB-INNO-BM G.I.B.	Hôtellerie, tourisme et restaurant	4 500 - 5 000
D'IETEREN NV/SA (Carglass)	Constructeurs automobiles et équipementiers	2 500 - 3 000



EN FLUX

**48**  
PROJETS  
(Business France)

**2 459**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

**4 100**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**130 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**38,4 Md€**  
6<sup>e</sup> RANG  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**30,4 Md€**  
6<sup>e</sup> RANG  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**10**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Belgique sont de 59,3 milliards d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	66	21%	3%	5%	2%
<i>dont primo-implantation</i>	9	56	19%	2%	6%	4%
<i>dont QG France</i>	1	10	2%	0%	4%	0%
Logistique	1	20	2%	1%	2%	2%
Production / Réalisation	20	568	42%	23%	7%	4%
R&D, Ingénierie, Design	4	14	8%	1%	5%	1%
<i>dont R&amp;D</i>	3	9	6%	0%	4%	1%
Services aux entreprises	8	1683	17%	68%	4%	29%
Services aux particuliers	5	108	10%	4%	7%	4%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>48</b>	<b>2459</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>7%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 42 % des investissements belges destinés à la France sont des activités de production. 7 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises belges.

\* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	14	1610	29%	65%	12%	38%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	6	113	13%	5%	11%	7%
Chimie, plasturgie	5	72	10%	3%	14%	9%
Autres activités de services	3	107	6%	4%	7%	13%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	147	4%	6%	4%	6%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	125	4%	5%	3%	10%
BTP, matériaux de construction	2	55	4%	2%	7%	10%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	38	4%	2%	3%	3%
Machines et équipements mécaniques	2	30	4%	1%	4%	3%
Services financiers, bancaires et assurances	2	9	4%	0%	10%	2%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	93	2%	4%	2%	9%
Transport, stockage	1	20	2%	1%	2%	1%
Métaux, travail des métaux	1	16	2%	1%	3%	2%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	10	2%	0%	3%	1%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	8	2%	0%	2%	1%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	3	2%	0%	4%	0%
Parfums, cosmétiques	1	2	2%	0%	5%	1%
Commerce et distribution	1	1	2%	0%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>48</b>	<b>2459</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>7%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 29 % des investissements belges destinés à la France s'orientent dans le secteur Logiciels et prestations informatiques. 12 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises belges.

\* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque secteur.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	9	1631	19%	66%	3%	17%
Nord-Pas de Calais-Picardie	9	52	19%	2%	12%	1%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	5	289	10%	12%	5%	8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	70	10%	3%	9%	4%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	5	65	10%	3%	7%	3%
Auvergne-Rhône-Alpes	4	86	8%	3%	3%	3%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	3	85	6%	3%	6%	9%
Centre-Val de Loire	2	113	4%	5%	6%	15%
Normandie	2	50	4%	2%	6%	4%
Pays de la Loire	2	7	4%	0%	5%	1%
Bourgogne-Franche-Comté	1	8	2%	0%	3%	1%
Bretagne	1	3	2%	0%	6%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>48</b>	<b>2459</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>7%</b>

\* Part des investissements belges dans le total des investissements dans chaque région

Grille de lecture :  
 > en 2015, 19 %  
 des investissements belges  
 destinés à la France sont  
 localisés en Île-de-France.  
 Les investissements belges  
 représentent 3 %  
 des investissements étrangers  
 dans cette région.

# BRÉSIL



## EN FLUX

**4**  
PROJETS  
(Business France)

**21**  
EMPLOIS  
(Business France)

## EN STOCK

+ de  
**40**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**2 500**  
SALARIÉS  
(Orbis)

## STOCK D'IDE :

**60 M€**  
50<sup>e</sup> RANG  
(Banque de France\*)

## EXPORTATIONS FRANÇAISES :

**4,8 Md€**  
17<sup>e</sup> RANG  
(Douanes)

## NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :

**24**

## LES INVESTISSEMENTS BRÉSILIENS EN FRANCE SE STABILISENT EN 2015

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES BRÉSILIENNES EN FRANCE

Une quarantaine d'entreprises brésiliennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 2 500 salariés. Quatre nouveaux investissements créateurs d'emploi en provenance du Brésil ont été décidés en 2015 et ont permis la création de 21 emplois. Il s'agit de centres de décision (75 %), correspondant pour la plupart à des QG Europe, mais également d'activités de production (25 %). Ces investissements sont équitablement répartis entre les secteurs machines et équipements mécaniques, autres activités de services, équipements médico-chirurgicaux, et conseil et services aux entreprises. Ils sont majoritairement localisés en Auvergne-Rhône-Alpes (50 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS BRÉSILIENS EN EUROPE

En 2015, la France reçoit 7 % des investissements du Brésil à destination de l'Europe. Le Royaume-Uni et l'Allemagne sont les premiers pays d'accueil des projets brésiliens en Europe (21 % des projets)<sup>1</sup>.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**CAMILOTTI & CASTELLANI** : le cabinet juridique spécialisé dans le droit des affaires, des entreprises et fiscal, **Camilotti & Castellani**, s'est implanté pour la première fois en Europe, avec la création d'un bureau commercial à Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes) où travaille actuellement une personne.

**JBS** : le groupe **JBS**, leader mondial de la viande, a racheté l'industriel volailler irlandais **Moy Park** qui détient deux usines en France (en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Centre-Val-de-Loire) et emploie plus de 700 salariés. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de **JBS** d'élargir son portefeuille de produits préparés et d'étendre sa base de clients sur le marché européen.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES BRÉSILIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
VALE S.A.	Métaux, travail des métaux	1000-1500
JBS S.A.	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	700-800
EMBRAER - EMPRESA BRASILEIRA DE AERONAUTICA S.A.	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	200-300
MAGNESITA REFRACTORIOS S.A.	BTP, matériaux de construction	100-200
NATURA COSMETICOS S.A.	Parfums, cosmétiques	50-100

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	11	75%	52%	1%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	1	5	25%	24%	1%	0%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	6	50%	29%	7%	2%
Production / Réalisation	1	10	25%	48%	0%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements brésiliens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :

> en 2015, 75 % des investissements brésiliens destinés à la France sont des centres de décision. 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises brésiliennes.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Machines et équipements mécaniques	1	10	25%	48%	2%	1%
Autres activités de services	1	5	25%	24%	2%	1%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	5	25%	24%	4%	2%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	25%	5%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* \*Part des investissements brésiliens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :

> en 2015, 25 % des investissements brésiliens destinés à la France s'orientent dans le secteur des Machines et équipements mécaniques. 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises brésiliennes.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Auvergne-Rhône-Alpes	2	11	50%	52%	2%	0%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	1	5	25%	24%	2%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	5	25%	24%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* \*Part des investissements brésiliens dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :

> en 2015, 50 % des investissements brésiliens destinés à la France sont localisés Auvergne-Rhône-Alpes. > Les investissements brésiliens représentent 2 % des investissements étrangers dans cette région.

# CANADA



## EN FLUX

**38**

**PROJETS**  
(Business France)

**1728**

**EMPLOIS**  
(Business France)

## EN STOCK

**250**

**ENTREPRISES EN FRANCE**  
(Orbis)

+ de **23 000**

**SALARIÉS**  
(Orbis)

## STOCK D'IDE :

**1,8 Md€**

**21<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

## EXPORTATIONS FRANÇAISES :

**3,2 Md€**

**28<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

## NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :

**52**

**LES INVESTISSEMENTS CANADIENS EN FRANCE SONT EN HAUSSE EN 2015, DIVERSIFIÉS DANS LES TIC, DANS LE CONSEIL ET SERVICES AUX ENTREPRISES, AINSI QUE DANS L'INDUSTRIE.**

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE

Environ 250 entreprises canadiennes emploient plus de 20 000 personnes en France. En 2015, 38 nouveaux projets ont créé ou maintenu plus de 1 700 emplois. Les investissements dans des centres de décision représentent 21 % des projets canadiens en France, et plus de la moitié correspondent à des primo-implantations. 21 % des projets sont des projets industriels. Le secteur des logiciels et prestations informatiques est le premier secteur d'investissement des entreprises canadiennes en France (26 % des projets) en 2015, suivi du conseil et services aux entreprises (18%). Auvergne-Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon sont les premières destinations des investissements canadiens en 2015 (18 % des projets chacun) suivis de l'Île-de-France et des Pays de la Loire (16% chacun).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS CANADIENS EN EUROPE

En 2015, la France est le 3<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois<sup>1</sup> en provenance du Canada. Elle accueille 16 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière l'Allemagne (20 %) et le Royaume-Uni (19 %).

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**SAVOIR-FAIRE LINUX** : l'entreprise dont le siège est à Montréal, propose des solutions en logiciel libre et open-source. Après avoir établi une première présence en France en 2014 suite à l'ouverture d'un bureau européen de vente et de support à Paris (Île-de-France), elle ouvre en 2015 un bureau de développement et de support pour ses clients européens à Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes). Une dizaine d'emplois seront ainsi créés sur un horizon de trois ans.

**CGI** : fournisseur indépendant de services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires, **CGI** compte 10 000 employés en France et 70 000 dans le monde. Déjà présent à Lille (Nord-Pas de Calais-Picardie) avec 400 collaborateurs, **CGI** a créé en 2015 un centre d'excellence mondial pour le commerce et les services aux consommateurs qui permettra la création de 200 emplois supplémentaires sur 3 ans.

**UCONEKT** : startup torontoise spécialisée dans les solutions de sécurité des données sur Internet, **uConekt** a annoncé l'établissement de son bureau commercial et de développement européen à Caen (Normandie). À court terme, l'entité devrait compter 5 personnes.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
CGI	Logiciels et prestations informatiques	10 000
ONEX CORPORATION	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1 500 - 2 000
BOMBARDIER INC	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1 500 - 2 000
SNC-LAVALIN GROUP INC	BTP, matériaux de construction Energie, recyclage, autres services concédés	1 500
MCCAIN FOODS GROUP INC	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1 000-1 500

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour le Canada sont de 2,7 milliards d'euros.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	8	89	21%	5%	4%	2%
<i>dont primo-implantation</i>	5	39	13%	2%	3%	3%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	47	5%	3%	7%	13%
<i>dont QG France</i>	1	3	3%	0%	4%	0%
Point de vente	1	10	3%	1%	1%	0%
Production / Réalisation	8	190	21%	11%	3%	1%
R&D, Ingénierie, Design	8	243	21%	14%	9%	14%
<i>dont R&amp;D</i>	6	223	16%	13%	9%	15%
Services aux entreprises	13	1196	34%	69%	7%	21%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>38</b>	<b>1728</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>

\* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque fonction.

### Grille de lecture :

> en 2015, 21 % des investissements canadiens destinés à la France sont des centres de décisions. 4 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises canadiennes.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	10	1095	26%	63%	9%	26%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	7	326	18%	19%	12%	26%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	5	71	13%	4%	9%	4%
Energie, recyclage, autres services concédés	3	41	8%	2%	7%	6%
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	35	8%	2%	10%	3%
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	13	8%	1%	13%	5%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	81	5%	5%	3%	6%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	35	5%	2%	4%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	20	3%	1%	3%	1%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	3%	1%	3%	0%
Commerce et distribution	1	1	3%	0%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>38</b>	<b>1728</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>

\* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque secteur.

### Grille de lecture :

> en 2015, 26 % des investissements canadiens destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 9 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises canadiennes.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Auvergne-Rhône-Alpes	7	200	18%	12%	6%	7%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	7	145	18%	8%	10%	7%
Île-de-France	6	795	16%	46%	2%	8%
Pays de la Loire	6	190	16%	11%	14%	18%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	31	8%	2%	5%	2%
Bretagne	2	76	5%	4%	13%	37%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	2	40	5%	2%	2%	1%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	2	6	5%	0%	4%	1%
Nord-Pas de Calais-Picardie	1	200	3%	12%	1%	2%
Centre-Val de Loire	1	40	3%	2%	3%	5%
Normandie	1	5	3%	0%	3%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>38</b>	<b>1728</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>5%</b>

\* Part des investissements canadiens dans le total des investissements dans chaque région.

### Grille de lecture :

> en 2015, 18 % des investissements canadiens destinés à la France sont localisés en Auvergne-Rhône-Alpes. Les investissements canadiens représentent 6 % des investissements étrangers dans cette région.

# CHINE



## EN FLUX

**44<sup>(5)\*</sup>**

**PROJETS**  
(Business France)

**1 023<sup>(72)</sup>**

**EMPLOIS**  
(Business France)

## EN STOCK

+ de  
**600**

**ENTREPRISES EN FRANCE**  
(Orbis)

+ de  
**45 000**

**SALARIÉS**  
(Orbis)

## STOCK D'IDE :

**2,8 Md€**

(Banque de France\*)

## EXPORTATIONS FRANÇAISES :

**22,5 Md€**

(Douanes)

## NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :

**232<sup>(58)</sup>**

\* Les données concernant les investissements en provenance de HongKong figurent entre parenthèses. 44 projets d'investissement proviennent de Chine, dont 5 sont originaires de Hong-Kong.

## LA CHINE EST LE DEUXIÈME PAYS ASIATIQUE INVESTISSEUR EN FRANCE EN 2015.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE

Les entreprises de Chine continentale et de Hong-Kong implantées en France emploient plus de 45 000 personnes dans plus de 600 entreprises. En 2015, 44 nouvelles décisions d'investissements en provenance de Chine et d'Hong Kong ont permis la création ou le maintien de 1 023 emplois. Les entreprises chinoises et hongkongaises privilégient les investissements dans des centres de décision (52 %) et des unités de production (18 %). On compte 16 primo-implantations d'entreprises chinoises en 2015. Le secteur des équipements électriques, électroniques, informatiques est le premier secteur d'investissement des entreprises chinoises en France (14 %). Un quart des investissements étrangers réalisés en France dans le secteur de l'électronique grand public relève d'entreprises chinoises. Plus de la moitié des investissements provenant de Chine se localisent en Île-de-France (55 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN EUROPE

En 2015, la France est le 2<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi<sup>1</sup> en provenance de la Chine, accueillant 16 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe. Le Royaume-Uni est 1<sup>er</sup>, avec 22 % des projets chinois en Europe.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**ALIBABA** : le géant chinois du e-commerce **Alibaba** a ouvert sa 1<sup>ère</sup> filiale française à Paris (Île-de-France), permettant la création de 6 emplois. La «Alibaba embassy» doit permettre à l'entreprise d'identifier de nouveaux produits à commercialiser sur ses plateformes.

**SYNUTRA** : le groupe **Synutra**, numéro 3 de la nutrition infantile en Chine, poursuit son partenariat de long terme avec la société française les **Maîtres laitiers du Cotentin** pour l'implantation dans la Manche (Normandie) d'un nouveau site de production de produits laitiers de diététique infantile. L'investissement total est estimé à 114 millions d'euros et devrait permettre la création de 200 emplois.

**JIN JIANG** : suite à l'acquisition du Louvre Hôtel basé à Paris (Île-de-France) le groupe **Jin jiang**, qui dispose d'un réseau de plus de 1500 hôtels dans le monde, a décidé d'implanter son QG européen dans la capitale pour promouvoir l'offre touristique française auprès de la clientèle chinoise. Cet investissement crée une dizaine d'emplois.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES CHINOISES ET HONGKONGAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
JIN JIANG INTERNATIONAL HOLDINGS CO., LTD. (LOUVRE HOTELS GROUP) (Chine)	Hôtellerie, tourisme et restaurant	10 000 - 15 000
HUTCHISON WHAMPOA LIMITED (MARIONNAUD) (Hong Kong)	Commerce et distribution	5 000 - 10 000
CHINA NATIONAL CHEMICAL CORPORATION (CHEMCHINA) (Chine)	Chimie, plasturgie	2 500 - 3 000
YANTAI TAIHAI (Chine)	Métaux, travail des métaux	1 500 - 2 000
HAINAN AIRLINES (AIGLE AZUR) (Chine)	Transport, stockage	1 000 - 1 500

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Chine et Hong Kong sont de 3,4 milliards d'euros.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	23 (2)	262	52%	26%	11%	6%
<i>dont primo-implantation</i>	16 (2)	149	36%	15%	10%	10%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	6	63	14%	6%	22%	18%
<i>dont QG France</i>	1	50	2%	5%	4%	2%
Logistique	1	5	2%	0%	2%	0%
Point de vente	3 (1)	14	7%	1%	4%	1%
Production / Réalisation	8 (2)	583	18%	57%	3%	4%
R&D, Ingénierie, Design	4	54	9%	5%	5%	3%
<i>dont R&amp;D</i>	4	54	9%	5%	6%	4%
Services aux entreprises	1	10	2%	1%	1%	0%
Services aux particuliers	4	95	9%	9%	6%	4%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44 (5)</b>	<b>1023 (72)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :

> en 2015, 52 % des investissements chinois destinés à la France sont des activités de centre de décision. 11 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises chinoises.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Équipements électriques, électroniques, informatiques	6	242	14%	24%	11%	23%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	4 (1)	96	9%	9%	7%	8%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	4	95	9%	9%	14%	7%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	34	7%	3%	5%	3%
Services financiers, bancaires et assurances	3 (2)	30	7%	3%	15%	8%
Commerce et distribution	3	26	7%	3%	6%	1%
Autres activités de services	3	21	7%	2%	7%	3%
Parfums, cosmétiques	3 (1)	15	7%	1%	14%	6%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	162	5%	16%	4%	6%
Transport, stockage	2	103	5%	10%	4%	8%
Composants électroniques	2	95	5%	9%	22%	50%
Électronique grand public	2	30	5%	3%	25%	7%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2 (1)	18	5%	2%	4%	1%
BTP, matériaux de construction	2	6	5%	1%	7%	1%
Logiciels et prestations informatiques	1	20	2%	2%	1%	0%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	20	2%	2%	3%	1%
Machines et équipements mécaniques	1	10	2%	1%	2%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44 (5)</b>	<b>1023 (72)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque secteur

Grille de lecture :

> en 2015, 14 % des investissements chinois destinés à la France s'orientent dans le secteur équipements électriques, électroniques, informatiques. 11 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises chinoises.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	24 (2)	321	55%	31%	8%	3%
Auvergne-Rhône-Alpes	8 (2)	209	18%	20%	6%	7%
Nord-Pas de Calais-Picardie	2 (1)	12	5%	1%	3%	0%
Bourgogne-Franche-Comté	2	154	5%	15%	5%	16%
Centre-Val de Loire	2	68	5%	7%	6%	9%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	2	13	5%	1%	4%	1%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine-	1	200	2%	20%	1%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	23	2%	2%	2%	1%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	1	20	2%	2%	1%	1%
Dom-Tom	1	3	2%	0%	50%	75%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44 (5)</b>	<b>1023 (72)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements chinois dans le total des investissements dans chaque région.

## Grille de lecture :

> en 2015, 55 % des investissements chinois destinés à la France sont localisés en Île-de-France. Les investissements chinois représentent 8 % des investissements étrangers dans cette région.

# CORÉE DU SUD

## LA CORÉE DU SUD RENFORCE SA PRÉSENCE EN FRANCE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE

Une quarantaine d'entreprises coréennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 4000 salariés. On recense 5 nouveaux projets d'investissement en provenance de la Corée du Sud qui ont permis la création ou le maintien de 99 emplois en 2015. La majorité des projets sud-coréens concernent des activités de R&D (40 %). Un projet d'investissement dans un centre de décision, correspondant à une primo-implantation est à mentionner. La présence sud-coréenne est sectoriellement diversifiée. Un cinquième des investissements sud-coréens à destination de la France est réalisé dans les secteurs du transport-stockage. Les projets se localisent principalement en Île-de-France (40 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS SUD-CORÉENS EN EUROPE

En 2015, la France est le 2<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois en provenance de Corée du Sud, à égalité avec la Slovaquie et la République Tchèque<sup>1</sup>. Elle accueille 16 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, derrière le Royaume-Uni (21 %).

### EXEMPLE DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**LG ELECTRONICS** : créée en 2004, **LG Hi Logistics** est la filiale dédiée aux services de logistique de l'entreprise coréenne **LG**, qui souhaite désormais privilégier l'acheminement, le stockage et la distribution de ses produits électroniques en interne. **LG Hi Logistics** a officiellement débuté ses activités à Combs-la-Ville (Île-de-France) début décembre 2015, dans un entrepôt d'une surface totale de 15 000m<sup>2</sup>. Un investissement initial de 10 millions d'euros a été prévu, ainsi que le recrutement de 50 employés à temps plein.

**DOOSAN GROUP** : le conglomérat coréen plante pour la 1<sup>ère</sup> fois sa filiale énergie **Doosan Power Systems** en France. L'équipe en place à Aix-en-Provence (PACA) sera principalement dédiée au contrôle non-destructif sur des centrales nucléaires. Une vingtaine de postes seront créés, principalement pour des ingénieurs spécialisés dans ce domaine. La présence d'entreprises britanniques et coréennes installées pour le projet ITER a été déterminante dans le choix d'implantation.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
STX OFFSHORE & SHIPBUILDING CO.,LTD.	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2 000-2 500
SAMSUNG ELECTRONICS CO.,LTD.	Electronique grand public Equipements électriques, électroniques, informatiques	500-600
DOOSAN CORP.	Machines et équipements mécaniques BTP, matériaux de construction	400-500
LG ELECTRONICS INC.	Electronique grand public Equipements électriques, électroniques, informatiques	200-300
AMOREPACIFIC	Parfums, cosmétiques	50-100



### EN FLUX

**5**  
PROJETS  
(Business France)

**99**  
EMPLOIS  
(Business France)

### EN STOCK

+ de  
**40**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**4 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**597 M€**  
**30<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**4,8 Md€**  
**16<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**66**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Corée du Sud sont de 881 millions d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	1	4	20%	4%	0%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	1	4	20%	4%	1%	0%
Logistique	1	50	20%	51%	2%	5%
Point de vente	1	10	20%	10%	1%	0%
R&D, Ingénierie, Design	2	35	40%	35%	2%	2%
<i>dont R&amp;D</i>	2	35	40%	35%	3%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 40 % des investissements sud-coréens destinés à la France sont des activités de R&D, Ingénierie, Design.  
 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises sud-coréennes.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	1	50	20%	51%	2%	4%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	20	20%	20%	2%	3%
Logiciels et prestations informatiques	1	15	20%	15%	1%	0%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1	10	20%	10%	2%	1%
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	4	20%	4%	4%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 20 % des investissements sud-coréens destinés à la France s'orientent vers le secteur transport, stockage.  
 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises sud-coréennes.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	2	60	40%	61%	1%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	20	20%	20%	2%	1%
Normandie	1	15	20%	15%	3%	1%
Nord-Pas de Calais-Picardie	1	4	20%	4%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 40 % des investissements sud-coréens destinés à la France sont localisés en Île-de-France.  
 Les investissements sud-coréens représentent 1 % des investissements étrangers dans cette région.

# DANEMARK

## LES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES DANOISES SONT MOINS NOMBREUSES EN 2015 MAIS ENGENDRENT PLUS D'EMPLOIS.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE

Plus de 400 entreprises danoises sont présentes en France, où elles emploient plus de 50 000 salariés. Les investissements des entreprises danoises ont connu une légère baisse en 2015 : 11 décisions d'investissement d'entreprises danoises en France ont été enregistrées en 2015, permettant la création ou le maintien de 414 emplois. Les investissements des entreprises danoises privilégient les activités de production (36 %) et les services aux entreprises (27 %). En 2015, les entreprises danoises investissent à 18 % dans le secteur agroalimentaire et dans celui de l'énergie. Plus du tiers des investissements danois sont localisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur (18 %) et Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (18 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS DANOIS EN EUROPE

En 2015, le Royaume-Uni est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Danemark avec 18 % des projets danois destinés à l'Europe<sup>1</sup>. Vient ensuite l'Espagne (16 %). La France accueille 10 % des projets danois en Europe.

### EXEMPLE DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**DANBRED** : le danois **DanBred**, spécialiste de la génétique porcine qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 37,5M€ et emploie plus de 200 collaborateurs à travers le monde, s'implante au Zoopole-Technopole de Saint-Brieuc (Bretagne). L'opération, qui entrainera la création de 3 emplois, permettra à l'entreprise **DanBred**, présente sur le marché français depuis plusieurs années, de répondre à la demande locale et de satisfaire encore davantage ses clients.

**COLOPLAST** : l'entreprise danoise **Coloplast** développe des produits et des services conçus pour faciliter la vie des personnes confrontées à des troubles médicaux intimes. En 2015, la société, qui travaille sur un nouveau produit visant à traiter les problèmes de constipation, souhaite y développer une plateforme pour la communication médicale avec les hôpitaux et les patients. Cette opération devrait générer la création d'une dizaine d'emplois sur son site de Rosny-sous-Bois (Île-de-France).

**LUNDBECK** : le groupe danois **Lundbeck**, spécialisé dans les pathologies psychiatriques et neurologiques, a investi plus de 14 millions d'euros depuis 2014 sur son site de Sophia Antipolis (PACA), suite à la signature d'un contrat pour le conditionnement d'un nouvel antidépresseur. Ce projet a permis la création de 41 emplois.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
ISS A/S - INTEGRATED SERVICE SOLUTIONS	Autres activités de services	25 000
WILLIAM DEMANTS	Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1 500 - 2000
CARLSBERG A/S	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1 500 - 2000
DANFOSS A/S	Energie, recyclage, autres services concédés	1 000-1 200
DSV A/S	Transport, stockage	500 - 1 000



EN FLUX

**11**  
PROJETS  
(Business France)

**414**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**400**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**45 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**5,3 Md€**  
**12<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**2,5 Md€**  
**34<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**11**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour le Danemark sont de 5,5 milliards d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	7	18%	2%	1%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	2	7	18%	2%	1%	0%
Point de vente	1	40	9%	10%	1%	2%
Production / Réalisation	4	126	36%	30%	1%	1%
Services aux entreprises	3	39	27%	9%	2%	1%
Services aux particuliers	1	202	9%	49%	1%	8%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11</b>	<b>414</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 36 % des investissements danois destinés à la France sont des activités de production. 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises danoises.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	43	18%	10%	4%	3%
Energie, recyclage, autres services concédés	2	37	18%	9%	5%	6%
Transport, stockage	1	202	9%	49%	2%	15%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	41	9%	10%	3%	4%
Ameublement et équipement du foyer	1	40	9%	10%	5%	13%
Autres activités de services	1	22	9%	5%	2%	3%
BTP, matériaux de construction	1	15	9%	4%	3%	3%
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	10	9%	2%	4%	4%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	4	9%	1%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11</b>	<b>414</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 18 % des investissements danois destinés à la France s'orientent dans le secteur Agro-alimentaire, agriculture et pêche. 4 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises danoises.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	81	18%	20%	3%	5%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	2	70	18%	17%	2%	2%
Nord-Pas de Calais-Picardie	1	202	9%	49%	1%	2%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	1	22	9%	5%	1%	1%
Centre-Val de Loire	1	15	9%	4%	3%	2%
Île-de-France	1	10	9%	2%	0%	0%
Pays de la Loire	1	7	9%	2%	2%	1%
Auvergne-Rhône-Alpes	1	4	9%	1%	1%	0%
Bretagne	1	3	9%	1%	6%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11</b>	<b>414</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements danois dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 18 % des investissements danois destinés à la France se sont localisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les investissements danois représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

# ESPAGNE

## LA FRANCE EST LE 1<sup>ER</sup> PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS CRÉATEURS D'EMPLOIS EN EUROPE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE

Plus de 1 300 entreprises espagnoles sont implantées sur le territoire national, employant plus de 60 000 personnes. En 2015, 44 nouveaux projets d'investissements en provenance d'Espagne ont permis la création ou le maintien de 605 emplois. Les investissements des entreprises espagnoles privilégient les services aux entreprises (25 %) et les points de vente (23 %). 13% des investissements dans les points de vente en France résultent d'entreprises espagnoles. A noter, 5 primo-implantations d'entreprises espagnoles en France en 2015. En 2015, 23 % des investissements espagnols s'orientent vers le secteur du textile. Les entreprises espagnoles sont à l'origine de 17 % des investissements dans ce secteur en France. La région Île-de-France accueille 39 % des projets espagnols.

### PLACE DES INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS EN EUROPE

En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil des investissements espagnols créateurs d'emploi<sup>1</sup>. Elle accueille 33 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant le Royaume-Uni (26 %).

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**MAPFRE : Mapfre**, premier assureur espagnol, présent en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes depuis plusieurs années compte

développer d'avantage ses services assurance et réassurance en embauchant 75 personnes supplémentaires à terme sur son site parisien.

**MELIA HOTELS INTERNATIONAL :** Le groupe hôtelier espagnol a signé pour la construction d'un hôtel quatre étoiles de 266 chambres sur un terrain appartenant à Aéroport de Paris (Île-de-France), le septième du groupe en Ile de France. Cet hôtel, développé par le groupe français **Vinci Immobilier**, ouvrira ses portes début 2018. Ce projet générera 75 nouveaux emplois. Ce nouveau développement marquera le lancement sur le marché français de l'enseigne **Inside by Melià**, sous laquelle sera opéré l'établissement.

**KEYE AEROGEL :** Francisco Ruiz Gonzalez a décidé de miser sur la France pour développer son projet de création d'entreprise dans le secteur des matériaux de construction. Il s'agit du premier projet en France de l'entrepreneur espagnol, qui a choisi d'implanter sa société Keey Aerogel à Strasbourg (Alsace-Champagne Ardenne-Lorraine) L'investissement, qui s'élève à 15M€, devrait permettre de financer le développement un nouvel isolant pour bâtiment à base d'aérogel de silice. L'opération créera à termes un vingtaine d'emplois.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
INDITEX	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	7 000-8 000
PROSEGUR COMPANIA DE SEGURIDAD S.A.	Services financiers, bancaires et assurances	4 000-4 500
GRUPO AMADEUS	Logiciels et prestations informatiques	3 500-4 000
ABERTIS INFRAESTRUCTURAS, S.A.	BTP, matériaux de construction	3 000-3 500
PLANETA	Autres activités de services	2 000-2 500



EN FLUX

**44**  
PROJETS  
(Business France)

**605**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**1 300**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**60 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**16,8 Md€**  
**9<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**32,5 Md€**  
**3<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**27**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Espagne sont de 17,2 milliards d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	6	47	14%	8%	3%	1%
<i>dont primo-implantation</i>	5	40	11%	7%	3%	3%
<i>dont QG France</i>	1	7	2%	1%	4%	0%
Logistique	5	38	11%	6%	9%	3%
Point de vente	10	71	23%	12%	13%	3%
Production / Réalisation	6	87	14%	14%	2%	1%
R&D, Ingénierie, Design	1	20	2%	3%	1%	1%
<i>dont R&amp;D</i>	1	20	2%	3%	1%	1%
Services aux entreprises	11	226	25%	37%	6%	4%
Services aux particuliers	5	116	11%	19%	7%	5%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44</b>	<b>605</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 14 %  
 des investissements espagnols  
 destinés à la France sont des  
 activités de production.  
 2 % des investissements  
 étrangers dans cette fonction  
 relèvent d'entreprises espagnoles.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	10	71	23%	12%	17%	6%
Commerce et distribution	5	30	11%	5%	10%	1%
Services financiers, bancaires et assurances	3	161	7%	27%	15%	42%
BTP, matériaux de construction	3	33	7%	5%	10%	6%
Autres activités de services	3	6	7%	1%	7%	1%
Chimie, plasturgie	2	32	5%	5%	5%	4%
Transport, stockage	2	30	5%	5%	4%	2%
Machines et équipements mécaniques	2	20	5%	3%	4%	2%
Ameublement et équipement du foyer	2	19	5%	3%	11%	6%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	15	5%	2%	3%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	11	5%	2%	6%	1%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	75	2%	12%	4%	6%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	36	2%	6%	3%	1%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1	30	2%	5%	2%	2%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	15	2%	2%	20%	29%
Parfums, cosmétiques	1	10	2%	2%	5%	4%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	7	2%	1%	2%	1%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	2	2%	0%	2%	0%
Métaux, travail des métaux	1	2	2%	0%	3%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44</b>	<b>605</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 23 %  
 des investissements espagnols  
 destinés à la France s'orientent  
 dans le secteur textile, textile  
 industriel, habillement  
 et accessoires.  
 17 % des investissements  
 étrangers dans ce secteur  
 relèvent d'entreprises espagnoles.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	17	323	39%	53%	5%	3%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	5	47	11%	8%	7%	2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5	34	11%	6%	9%	2%
Aquitaine-Limousin-Poitou- Charentes	4	78	9%	13%	7%	8%
Auvergne-Rhône-Alpes	4	25	9%	4%	3%	1%
Bourgogne-Franche-Comté	3	26	7%	4%	8%	3%
Alsace-Champagne- Ardenne-Lorraine	2	22	5%	4%	2%	1%
Nord-Pas de Calais- Picardie	1	20	2%	3%	1%	0%
Centre-Val de Loire	1	12	2%	2%	3%	2%
Pays de la Loire	1	10	2%	2%	2%	1%
Bretagne	1	8	2%	1%	6%	4%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>44</b>	<b>605</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements espagnols dans le total des investissements dans chaque région.

### Grille de lecture :

➤ en 2015, 39 % des investissements espagnols destinés à la France sont localisés en Île-de-France.

Les investissements espagnols représentent 5 % des investissements étrangers dans cette région.

# ÉTATS-UNIS



EN FLUX

**176**  
PROJETS  
(Business France)

**10783**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**4800**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**460 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**114,3** Md€  
**1<sup>er</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES<sup>1</sup> :  
**32,7** Md€  
**2<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**576**

**AVEC 176 PROJETS EN 2015, LES ETATS-UNIS SONT LE 1<sup>ER</sup> PAYS INVESTISSEUR ÉTRANGER CRÉATEUR D'EMPLOI EN FRANCE.**

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE

Plus de 4 800 entreprises américaines sont présentes en France, où elles emploient plus de 460 000 salariés. En 2015, les 176 investissements en provenance des États-Unis ont permis la création ou le maintien de 10 783 emplois. Les investissements des entreprises américaines privilégient les activités de production (34 %) et les centres de décision (19 %), dont la grande majorité correspond à des primo-implantations. La présence des entreprises américaines dans les centres de R&D est forte : 27 % des investissements réalisés dans les centres de R&D en France relèvent des entreprises américaines. Les entreprises américaines investissent à 24 % dans le secteur des logiciels. Plus du tiers (37 %) des investissements étrangers dans ce secteur en 2015 provenait des États-Unis. Les investissements américains se dirigent en majorité vers l'Île-de-France, qui accueille 40 % des projets en provenance des États-Unis.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS EN EUROPE

En 2015, la France est le 3<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois<sup>1</sup> en provenance des États-Unis, ex æquo avec l'Irlande. Elle accueille 11 % des projets américains à destination de l'Europe (34 % vont vers le Royaume-Uni, 12 % vers l'Allemagne).

## EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**CONCORDIA FIBERS : Concordia Fibers**, spécialisé dans le tournage et l'assemblage de fibres de carbone pour ses clients dans l'industrie aéronautique principalement a annoncé la création d'un site de production, son premier à l'international, à Commercy (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine). L'usine de **Concordia** devrait être opérationnelle d'ici juillet 2016. Elle se situera à proximité de sites du groupe américain **Albany International** et du groupe français **Safran**. Le projet représente un investissement de 6 millions d'euros et la création de 30 emplois d'ici 3 ans.

**FACEBOOK : Facebook**, le réseau social le plus utilisé au monde avec désormais plus d'un milliard d'utilisateurs quotidiens, a annoncé l'ouverture de son premier centre de R&D dédié à l'intelligence artificielle en dehors des États-Unis, à Paris (Île-de-France) entraînant la création de 30 emplois. Ce centre permettra à la firme d'améliorer ses outils de reconnaissance de contenu.

**MATTER** : un partenariat a été signé entre **Matter**, incubateur d'une centaine de startups de la santé/e-health basé à Chicago, et le réseau des incubateurs de la Ville de Paris (Île-de-France) spécialisés dans la santé. Ce projet vise à faciliter l'accès au marché européen dans le domaine de la santé à des startups américaines, à attirer des sociétés européennes à Chicago et à permettre aux entreprises des deux continents d'échanger, de créer des alliances et des partenariats technologiques.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
XPO LOGISTICS LLC	Transport, stockage	20 000 - 25 000
GENERAL ELECTRIC COMPANY	Services financiers, bancaires et assurances Machines et équipements mécaniques Équipements électriques, électroniques, informatiques	15 000 - 20 000
WALT DISNEY CO	Autres activités de services	10 000 - 15 000
UNITED TECHNOLOGIES CORP. (P&W, RATIER-FIGEAC, OTIS)	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires Machines et équipements mécaniques	10 000 - 15 000
MCDONALD'S CORPORATION	Hôtellerie, tourisme et restaurant	10 000 - 15 000

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'États-Unis sont de 62,6 milliards d'euros.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	34	410	19%	4%	16%	10%
<i>dont primo-implantation</i>	27	258	15%	2%	17%	18%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	5	131	3%	1%	19%	37%
<i>dont QG France</i>	2	21	1%	0%	8%	1%
Logistique	5	198	3%	2%	9%	18%
Point de vente	11	197	6%	2%	14%	9%
Production / Réalisation	59	8232	34%	76%	21%	51%
R&D, Ingénierie, Design	21	352	12%	3%	24%	21%
<i>dont R&amp;D</i>	19	312	11%	3%	27%	21%
Services aux entreprises	34	935	19%	9%	19%	16%
Services aux particuliers	12	459	7%	4%	18%	19%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>176</b>	<b>10783</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18%</b>	<b>32%</b>

\* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :

➤ en 2015, 19 % des investissements américains en France sont des centres de décision.  
16 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises américaines.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	43	718	24%	7%	37%	17%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	12	659	7%	6%	36%	43%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	12	157	7%	1%	21%	13%
Autres activités de services	11	230	6%	2%	24%	28%
Constructeurs automobiles et équipementiers	9	1080	5%	10%	17%	42%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9	247	5%	2%	15%	20%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	8	410	5%	4%	15%	25%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	8	130	5%	1%	35%	52%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	7	190	4%	2%	13%	18%
Chimie, plasturgie	6	197	3%	2%	16%	25%
Médicaments et biotechnologies appliquées	6	74	3%	1%	21%	7%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5	5423	3%	50%	16%	84%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	5	270	3%	3%	18%	20%
Machines et équipements mécaniques	5	113	3%	1%	11%	13%
BTP, matériaux de construction	4	58	2%	1%	14%	11%
Énergie, recyclage, autres services concédés	4	45	2%	0%	9%	7%
Electronique grand public	3	352	2%	3%	38%	85%
Commerce et distribution	3	130	2%	1%	6%	4%
Parfums, cosmétiques	3	67	2%	1%	14%	28%
Composants électroniques	3	52	2%	0%	33%	27%
Métaux, travail des métaux	3	35	2%	0%	9%	4%
Transport, stockage	2	61	1%	1%	4%	5%
Ameublement et équipement du foyer	2	55	1%	1%	11%	18%
Services financiers, bancaires et assurances	2	29	1%	0%	10%	8%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès Internet	1	1	1%	0%	20%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>176</b>	<b>10783</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18%</b>	<b>32%</b>

\* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :

➤ en 2015, 24 % des investissements américains en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques.  
37 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises américaines.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	70	1 197	40%	11%	23%	13%
Auvergne-Rhône-Alpes	21	575	12%	5%	17%	19%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	17	290	10%	3%	23%	14%
Nord-Pas de Calais- Picardie	14	6 794	8%	63%	19%	79%
Alsace-Champagne- Ardenne-Lorraine	14	682	8%	6%	13%	19%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10	306	6%	3%	17%	18%
Aquitaine-Limousin-Poitou- Charentes	9	120	5%	1%	17%	13%
Normandie	7	411	4%	4%	21%	31%
Bourgogne-Franche-Comté	6	187	3%	2%	16%	19%
Pays de la Loire	5	161	3%	1%	12%	15%
Bretagne	2	22	1%	0%	13%	11%
Centre-Val de Loire	1	38	1%	0%	3%	5%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>176</b>	<b>10 783</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18%</b>	<b>32%</b>

\* Part des investissements américains dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 40 %  
 des investissements américains  
 en France sont localisés  
 en Île-de-France.  
 Les investissements  
 américains représentent  
 23 % des investissements  
 étrangers dans cette région.

# FINLANDE

## LA PRÉSENCE D'ENTREPRISES FINLANDAISES SE RENFORCE EN FRANCE EN 2015.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES FINLANDAISES EN FRANCE

Plus de 100 entreprises finlandaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 15 000 salariés. En 2015, 11 investissements en provenance de Finlande ont créé ou maintenu 341 emplois en France. Plus du tiers des investissements des entreprises finlandaises concernent des activités de production (36 %), 18% concernent des centres de décision (QG France) et également 18% des services aux entreprises. Ils se répartissent principalement entre les secteurs de l'énergie (36 %) et des machines et équipements mécaniques (18 %). Les entreprises finlandaises investissent majoritairement dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (27%).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS FINLANDAIS EN EUROPE

En 2015, la France est le 3<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements finlandais créateurs d'emplois<sup>1</sup>, avec la Suède. Ces deux pays accueillent chacun 12 % des projets de la Finlande en Europe, derrière l'Allemagne (24 %) et le Royaume-Uni (21 %).

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**HALTON** : leader sur le marché du traitement de l'air, **Halton** a inauguré en 2015 un centre de recherche dans ses locaux de Crépy en Valois (Nord-Pas de Calais-Picardie), avec une quinzaine d'emplois supplémentaires. Un nouvel équipement ayant la double ambition de développer de nouvelles technologies-produits puis former son personnel. Il s'agit de la seule entreprise en France à disposer d'un laboratoire intégré à la structure, ce qui rendra le site d'autant plus compétitif.

**JOPTEK** : **Joptek** est l'un des plus importants sous-traitants sur le chantier naval à Saint-Nazaire (Pays de la Loire). L'entreprise a signé un partenariat avec Eiffel Industries pour l'assemblage et la production. L'installation d'éléments pour le premier navire est déjà dans les phases finales. Pour chaque navire, la valeur du contrat est de l'ordre de plusieurs millions d'euros.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES FINLANDAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
KONE OYJ	Machines et équipements mécaniques	3000 - 3500
AMER SPORTS OYJ (Wilson, Salomon, Mavic)	Ameublement et équipement du foyer	1000 - 1500
UPM-KYMMENE OYJ	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	500 - 1000
METSO	Machines et équipements mécaniques	500 - 1000
ALSTHROM	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	500 - 1000



### EN FLUX

**11**  
**PROJETS**  
(Business France)

**341**  
**EMPLOIS**  
(Business France)

### EN STOCK

+ de  
**100**  
**ENTREPRISES**  
**EN FRANCE**  
(Orbis)

+ de  
**15 000**  
**SALARIÉS**  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**1,7 Md€**  
**22<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS FRANÇAISES :  
**1,9 Md€**  
**41<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :  
**10**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Finlande sont de 1,4 milliard d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	35	18%	10%	1%	1%
<i>dont QG France</i>	2	35	18%	10%	8%	1%
Logistique	1	15	9%	4%	2%	1%
Production / Réalisation	4	243	36%	71%	1%	2%
R&D, Ingénierie, Design	1	15	9%	4%	1%	1%
<i>dont R&amp;D</i>	1	15	9%	4%	1%	1%
Services aux entreprises	2	30	18%	9%	1%	1%
Services aux particuliers	1	3	9%	1%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 18 % des investissements finlandais en France sont des activités de centres de décision. 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises finlandaises.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Energie, recyclage, autres services concédés	4	65	36%	19%	9%	10%
Machines et équipements mécaniques	2	19	18%	6%	4%	2%
Métaux, travail des métaux	1	214	9%	63%	3%	22%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	20	9%	6%	2%	2%
Logiciels et prestations informatiques	1	10	9%	3%	1%	0%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	9%	3%	3%	0%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	3	9%	1%	4%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 36 % des investissements finlandais en France s'orientent vers le secteur énergie, recyclage, autres services concédés. 9 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises finlandaises.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	3	233	27%	68%	3%	7%
Île-de-France	2	40	18%	12%	1%	0%
Normandie	2	25	18%	7%	6%	2%
Auvergne-Rhône-Alpes	2	18	18%	5%	2%	1%
Nord-Pas de Calais-Picardie	1	15	9%	4%	1%	0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	10	9%	3%	2%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>11</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements finlandais dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 27 % des investissements finlandais en France sont localisés en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Les investissements finlandais représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

# INDE

LA FRANCE COMPTE AUJOURD'HUI PLUS D'UNE CENTAINE D'ÉTABLISSEMENTS D'ORIGINE INDIENNE SUR SON SOL. 12 DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT ONT ÉTÉ RECENSÉES EN 2015.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE

Plus de 120 entreprises indiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 7 000 salariés. En 2015, 12 décisions d'investissements indiens ont été recensées permettant la création ou le maintien de 290 emplois en France. En 2015, les investissements indiens en France sont à 42 % des activités de production/réalisation, à 33 % des activités de services aux entreprises, et à 17 % des centres de décision. Plus du tiers de ces projets concernent le secteur de l'énergie (17 %) et des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires (17 %). Les entreprises indiennes investissent notamment en Provence-Alpes-Côte d'Azur (25 % de l'ensemble des investissements), en Auvergne-Rhône-Alpes (17%), en Île-de-France (17%) et en Centre-Val de Loire (17%).

## PLACE DES INVESTISSEMENTS INDIENS EN EUROPE

En 2015, les investissements indiens en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (50 % du total)<sup>1</sup>. Les entreprises indiennes ont investi dans quatorze autres pays dont l'Irlande (9 %), l'Allemagne (9 %) et la France (5 %).

## EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**WPIL** : entreprise indienne spécialisée dans la conception et fabrication de pompes utilisées notamment dans le secteur de la distribution d'eau et des infrastructures nucléaires, **WPIL** a procédé à l'acquisition de l'entreprise **Pompes Rutshi** (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine). **Pompes Rutshi**, active dans la conception et fabrication de pompes bénéficiant de technologies de pointe destinées aux secteurs pétrolier, gazier et nucléaire, comptait 40 employés.

**AEQUUS** : spécialisée dans le développement et la fabrication de solutions d'ingénierie à destination de l'aéronautique, de l'automobile et «oil & gas», **Aequus** a repris le site de Besançon de Sira (Bourgogne-Franche-Comté), fabricant de composants aéronautiques en liquidation judiciaire. Cette reprise a permis le maintien de 28 emplois et l'embauche de 4 nouveaux salariés.

**DNP INTERNATIONAL** : entreprise indienne concevant et produisant des instruments d'analyse utilisés dans le secteur industriel (tests de qualité dans les processus industriels) ou dans le domaine écologique (mesures d'impact sur l'environnement, contrôle de la pollution), **DNP International** a procédé à l'acquisition de Tethys, basée à Grenoble (Auvergne-Rhône-Alpes), avec ses 10 employés.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
SINTEX INDUSTRIES LIMITED	Chimie, plasturgie	1500 - 2000
TATA GROUP (TATA SONS LTD)	Logiciels et prestations informatiques Métaux, travail des métaux	1500
MAHINDRA & MAHINDRA LTD	Constructeurs automobiles et équipementiers	400 - 500
MAHAJAN GROUP	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	400 - 500
MOTHERSON SUMI SYSTEMS	Constructeurs automobiles et équipementiers	300 - 400



EN FLUX

**12**  
PROJETS  
(Business France)

**290**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**120**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**7000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**260 M€**  
**36<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**3,2 Md€**  
**30<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**56**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Inde sont de 79 millions d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	15	17%	5%	1%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	1	5	8%	2%	1%	0%
<i>dont QG France</i>	1	10	8%	3%	4%	0%
Production / Réalisation	5	167	42%	58%	2%	1%
Services aux entreprises	4	106	33%	37%	2%	2%
Services aux particuliers	1	2	8%	1%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>290</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 42 % des investissements indiens en France sont des activités de production.  
 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises indiennes.

\* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque fonction.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Energie, recyclage, autres services concédés	2	85	17%	29%	5%	13%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	57	17%	20%	6%	4%
Logiciels et prestations informatiques	1	74	8%	26%	1%	2%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	35	8%	12%	2%	1%
Machines et équipements mécaniques	1	15	8%	5%	2%	2%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	8%	3%	2%	1%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1	5	8%	2%	2%	0%
Parfums, cosmétiques	1	5	8%	2%	5%	2%
Autres activités de services	1	2	8%	1%	2%	0%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	2	8%	1%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>290</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 17% des investissements indiens en France s'orientent vers le secteur énergie, recyclage, autres services concédés.  
 5 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises indiennes

\* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque secteur.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	9	25%	3%	5%	1%
Auvergne-Rhône-Alpes	2	95	17%	33%	2%	3%
Île-de-France	2	45	17%	16%	1%	0%
Centre-Val de Loire	2	30	17%	10%	6%	4%
Midi-Pyrénées-Languedoc Roussillon	1	74	8%	26%	1%	3%
Bourgogne-Franche-Comté	1	32	8%	11%	3%	3%
Nord-Pas de Calais-Picardie	1	5	8%	2%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>290</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 25% des investissements indiens en France sont localisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les investissements indiens représentent 5 % des investissements étrangers dans cette région.

\* Part des investissements indiens dans le total des investissements dans chaque région.

# IRLANDE

## EN 2015, 15 NOUVELLES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENTS IRLANDAIS ONT ÉTÉ RECENSÉES EN FRANCE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE

300 entreprises irlandaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 20 000 personnes. En 2015, les 15 investissements en provenance d'Irlande ont créé ou maintenu 217 emplois en France.

En 2015, les projets d'investissement irlandais en France sont principalement des centres de décision (33 %) et des activités de production (20 %) et de services aux entreprises (20 %).

En 2015, ces entreprises investissent principalement dans le secteur des Logiciels et prestations informatiques (33 %) et du BTP et des matériaux de construction (27 %).

L'Île-de-France accueille un tiers des investissements irlandais (33 %), suivi d'Auvergne-Rhône-Alpes (27 %) et Nord-Pas-de-Calais-Picardie (20 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS IRLANDAIS EN EUROPE

En 2015, les investissements irlandais en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (46 % du total), suivi de la France (10 %) et de la Pologne (7 %)<sup>1</sup>.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**DCC** : suite à l'acquisition des activités d'ESSO Express en France, l'entreprise irlandaise **DCC** a créé un QG France à Courbevoie (Île-de-France) pour gérer ce nouveau réseau de 278 stations à essence sur l'ensemble du territoire. Ce projet va permettre la création de 19 emplois.

**STAYCITY** : l'opérateur hôtelier irlandais va ouvrir sa troisième résidence d'appartements-hôtels en France à Marseille (Provence-Alpes-Côte d'Azur), après Paris et Lyon. L'ouverture est prévue pour 2016, avec la création de 20 emplois.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
SMURFIT KAPPA GROUP	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	4 000 - 5 000
ACCENTURE PLC	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3 000 - 4 000
CRH PLC	BTP, matériaux de construction	2 000 - 2 500
WILLIS TOWERS WATSON PLC (GRAS SAVOYE)	Services financiers, bancaires et assurances	1 500 - 2 000
INGERSOLL-RAND PLC	Machines et équipements mécaniques	1 500 - 2 000



#### EN FLUX

**15**  
PROJETS  
(Business France)

**217**  
EMPLOIS  
(Business France)

#### EN STOCK

**300**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**20 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**5,8 Md€**  
**11<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**2,6 Md€**  
**33<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**19**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Irlande sont de 5 Md€.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	77	33%	35%	2%	2%
<i>dont primo-implantation</i>	4	58	27%	27%	3%	4%
<i>dont QG France</i>	1	19	7%	9%	4%	1%
Logistique	1	6	7%	3%	2%	1%
Production / Réalisation	3	51	20%	24%	1%	0%
R&D, Ingénierie, Design	2	18	13%	8%	2%	1%
<i>dont R&amp;D</i>	2	18	13%	8%	3%	1%
Services aux entreprises	3	45	20%	21%	2%	1%
Services aux particuliers	1	20	7%	9%	1%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>15</b>	<b>217</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements irlandais dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 33 % des investissements irlandais en France sont des centres de décisions, et 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises irlandaises.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	5	73	33%	34%	4%	2%
BTP, matériaux de construction	4	59	27%	27%	14%	11%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	20	7%	9%	4%	2%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	20	7%	9%	3%	2%
Commerce et distribution	1	19	7%	9%	2%	1%
Métaux, travail des métaux	1	10	7%	5%	3%	1%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	7%	5%	3%	0%
Ameublement et équipement du foyer	1	6	7%	3%	5%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>15</b>	<b>217</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements irlandais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 33 % des investissements irlandais en France s'orientent vers le secteur Logiciels et prestations informatiques, et 4 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises irlandaises.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	5	65	33%	30%	2%	1%
Auvergne-Rhône-Alpes	4	67	27%	31%	3%	2%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	3	57	20%	26%	4%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	24	13%	11%	3%	1%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	1	4	7%	2%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>15</b>	<b>217</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements irlandais dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 33 % des investissements irlandais en France sont localisés en Île-de-France. Les investissements irlandais représentent 2 % des investissements étrangers dans cette région.

# ISRAËL

80 ENTREPRISES ISRAËLIENNES SONT PRÉSENTES EN FRANCE,  
OÙ ELLES EMPLOIENT PLUS DE 3 000 SALARIÉS.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE

Plus de 80 entreprises israéliennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 4 500 salariés. En 2015, 3 projets d'investissements ont été recensés permettant la création ou le maintien de 35 emplois en France. En 2015, les décisions d'investissement israéliennes en France concernent des centres de décisions, dont deux primo-implantations et un QG Monde/Europe. Ces projets concernent les secteurs des logiciels et prestations informatiques (67 %) et des autres activités de services (33 %). Les entreprises israéliennes ont toutes investi en Île-de-France en 2015.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS ISRAËLIENS EN EUROPE

En 2015, les investissements israéliens créateurs d'emplois en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (30 % du total), suivi de la France et de l'Allemagne (15 % chacun)<sup>1</sup>.

## EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**KENSHOO** : l'éditeur israélien de logiciels de gestion du marketing digital s'est installé à Paris (Île-de-France) en 2011 pour accompagner sa croissance sur le marché français, dans un contexte de fort développement de ses activités en Europe. En 2015, **Kenshoo** a décidé de renforcer sa présence en France en prévoyant de recruter 15 personnes, notamment pour servir les marchés d'Europe du Sud.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES LTD.	Médicaments et biotechnologies appliquées	1000 - 1500
MR S. SAGOL (BATH FRANCE)	Ameublement et équipement du foyer Chimie, plasturgie	300 - 400
TAMDA LTD (CHATEAU D'EAU)	Agroalimentaire	300 - 400
ALROV PROPERTIES & LODGINGS LTD.	Hôtellerie, tourisme et restaurant	150 - 200
SASA HOLDINGS (BERARD ; AMEFO)	Chimie, plasturgie Machines et équipements mécaniques	100 - 200



EN FLUX

**3**  
PROJETS  
(Business France)

**35**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**80**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**4500**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**774 M€**  
28<sup>e</sup> RANG  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**1,3 Md€**  
48<sup>e</sup> RANG  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**10**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour Israël sont de 131 millions d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Grille de lecture :

> en 2015, 33 % des investissements israéliens en France sont des centres de décisions QG Monde/Europe, et 4 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises israéliennes

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	35	100%	100%	1%	1%
<i>dont primo-implantation</i>	2	20	67%	57%	1%	1%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	15	33%	43%	4%	4%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>35</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements israéliens dans le total des investissements de chaque fonction.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Grille de lecture :

> en 2015, 67 % des investissements israéliens en France s'orientent vers le secteur Logiciels et prestations informatiques, et 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises israéliennes.

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	2	20	67%	57%	2%	0%
Autres activités de services	1	15	33%	43%	2%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>35</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements israéliens dans le total des investissements de chaque secteur.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Grille de lecture :

> en 2015, 100 % des investissements israéliens en France sont localisés en Île-de-France. Les investissements israéliens représentent 1 % des investissements étrangers dans cette région

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	3	35	100%	100%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>35</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements israéliens dans le total des investissements dans chaque région.

# ITALIE

AVEC 84 PROJETS D'INVESTISSEMENT CRÉATEURS D'EMPLOI, L'ITALIE EST LE TROISIÈME PAYS INVESTISSEUR EUROPÉEN EN FRANCE.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE

1 800 entreprises italiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 100 000 salariés. En 2015, les 84 investissements en provenance d'Italie ont créé ou maintenu 1 488 emplois en France.

Les investisseurs italiens en France privilégient les activités de production (21 % du total) et de logistique (21 %). De plus ils sont à l'origine de 31 % des investissements réalisés en logistique en France. La présence sectorielle des investisseurs italiens est diversifiée et répond aux avantages comparatifs de la France. A noter que les entreprises italiennes sont à l'origine de 37 % des investissements réalisés dans le secteur de l'ameublement et équipement du foyer et de 21 % des investissements réalisés dans le secteur du transport et stockage en France. Les entreprises italiennes investissent sur l'ensemble du territoire. Les forces d'agglomération sont néanmoins à l'œuvre : les investissements se localisent principalement en Île-de-France (36 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (14 %).

## PLACE DES INVESTISSEMENTS ITALIENS EN EUROPE

En 2015, la France est le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emplois en provenance d'Italie<sup>1</sup>. Elle accueille 26 % des projets de ce pays en Europe (18 % vont vers le Royaume-Uni, 13 % vers l'Espagne et 12 % vers l'Allemagne).

## EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**TESMEC** : le leader des trancheuses à chaînes dédiées aux travaux d'excavation pour les infrastructures de transport d'énergie et de données (fibre optique, câbles) a repris le français Marais Technologies, basé à Durtal (Pays de la Loire), en difficultés financières depuis plusieurs années. L'ensemble des 110 emplois ont été sauvegardés et 20 emplois additionnels seront créés. De plus un bureau de R&D de 5 personnes est en création sur ce même site.

**HARMONT & BLAINE** : dans le cadre d'une nouvelle phase de développement international, le créateur italien de lignes d'habillement et accessoires «casual» haut de gamme a décidé de créer un centre de décision à Paris (Île-de-France) en 2015 pour coordonner le déploiement commercial direct du groupe sur le territoire français. Un premier point de vente a également été inauguré à Paris (Île-de-France). En tout, 20 emplois seront créés.

**AGROITICA LOMBARDA** : la société italienne élève en captivité une variété d'esturgeons typique du Pacifique, l'Esturgeon Blanc, grâce à des techniques innovantes d'aquaculture. Souhaitant développer la vente de ses produits sur les marchés étrangers et notamment la France, **Agroitica Lombarda** a créé son premier bureau français à Paris (Île-de-France), ciblant une clientèle haut de gamme, mais également la grande distribution. Dans un premier temps, 10 emplois seront créés.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
GENERALI ASSICURAZIONI SPA	Services financiers, bancaires et assurances	7 500
FIAT CHRYSLER AUTOMOBILES	Constructeurs automobiles et équipementiers	7 000
SAIPEM S.P.A.	Génie civil Activités d'architecture et d'ingénierie	2 500 - 3 000
BARILLA SPA	Agro-alimentaire	1 000 - 1 500
FERRERO SPA	Agro-alimentaire	1 000 - 1 500



EN FLUX

**84**  
PROJETS  
(Business France)

**1 488**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

**1 800**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**100 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**17,6 Md€**  
**8<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**32 Md€**  
**4<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**30**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour l'Italie sont de 18,1 Md€.

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	11	167	13%	11%	5%	4%
<i>dont primo-implantation</i>	7	62	8%	4%	4%	4%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	10	1%	1%	4%	3%
<i>dont QG France</i>	3	95	4%	6%	13%	4%
Logistique	18	257	21%	17%	31%	23%
Point de vente	10	42	12%	3%	13%	2%
Production / Réalisation	18	695	21%	47%	6%	4%
R&D, Ingénierie, Design	12	148	14%	10%	14%	9%
<i>dont R&amp;D</i>	9	118	11%	8%	13%	8%
Services aux entreprises	13	149	15%	10%	7%	3%
Services aux particuliers	2	30	2%	2%	3%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>84</b>	<b>1488</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>9%</b>	<b>4%</b>

\* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 21 %  
 des investissements italiens  
 en France sont des activités  
 de production, et 6 %  
 des investissements étrangers  
 dans cette fonction relèvent  
 d'entreprises italiennes

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	10	134	12%	9%	21%	10%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	10	51	12%	3%	17%	4%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	9	212	11%	14%	16%	13%
Machines et équipements mécaniques	7	222	8%	15%	15%	25%
Chimie, plasturgie	7	176	8%	12%	19%	23%
Ameublement et équipement du foyer	7	101	8%	7%	37%	33%
Energie, recyclage, autres services concédés	7	51	8%	3%	16%	8%
Logiciels et prestations informatiques	3	90	4%	6%	3%	2%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	38	4%	3%	13%	15%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	32	4%	2%	9%	0%
Parfums, cosmétiques	3	12	4%	1%	14%	5%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	185	2%	12%	6%	12%
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	61	2%	4%	4%	2%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	30	2%	2%	7%	2%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	21	2%	1%	3%	2%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	15	2%	1%	4%	1%
Métaux, travail des métaux	2	8	2%	1%	6%	1%
Commerce et distribution	1	30	1%	2%	2%	1%
BTP, matériaux de construction	1	15	1%	1%	3%	3%
Autres activités de services	1	4	1%	0%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>84</b>	<b>1488</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>9%</b>	<b>4%</b>

\* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 12 %  
 des investissements italiens  
 en France s'orientent dans  
 le secteur Transport, stockage.  
 21 % des investissements  
 étrangers dans ce secteur  
 relèvent d'entreprises italiennes.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	30	328	36%	22%	10%	4%
Auvergne-Rhône-Alpes	12	186	14%	13%	10%	9%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	7	347	8%	23%	10%	11%
Pays de la Loire	7	157	8%	11%	17%	8%
Normandie	6	180	7%	12%	18%	29%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	5	86	6%	6%	9%	7%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	4	74	5%	5%	5%	3%
Centre-Val de Loire	4	34	5%	2%	13%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	30	4%	2%	5%	81%
Bourgogne-Franche-Comté	3	25	4%	2%	8%	8%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	2	33	2%	2%	2%	2%
Bretagne	1	8	1%	1%	6%	4%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>84</b>	<b>1488</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>9%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements italiens dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 36 % des investissements italiens en France sont localisés en Île-de-France.  
 Les investissements italiens représentent 10 % des investissements étrangers dans cette région.

# JAPON



## EN FLUX

**58**  
PROJETS  
(Business France)

**968**  
EMPLOIS  
(Business France)

## EN STOCK

+ de  
**740**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Business France, Tokyo)

+ de  
**74 000**  
SALARIÉS  
(Business France, Tokyo)

STOCK D'IDE :  
**11,7 Md€**  
**10<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**6,3 Md€**  
**12<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**219**

## PREMIER INVESTISSEUR ASIATIQUE EN FRANCE, LA PRÉSENCE DES ENTREPRISES JAPONAISES EST ANCIENNE ET DIVERSIFIÉE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE

Plus de 740 entreprises japonaises emploient plus de 74 000 salariés en France. Avec 58 projets d'investissement créateurs d'emploi détectés en 2015, le Japon est le 5<sup>e</sup> pays étranger créateur d'emploi en France. Ces investissements ont créé ou maintenu 968 emplois en France. En 2015, les projets d'investissement japonais en France sont principalement des activités de production/réalisation (31 %), des centres de décision (29 %), et des activités de services aux entreprises (21 %). A noter que les entreprises japonaises sont à l'origine de 22 % des investissements dans les centres de décision QG Monde/ Europe en France. 16 % des décisions d'investissement des entreprises japonaises s'orientent vers le secteur automobile et 12 % vers les équipements électriques, électroniques et informatiques. A noter que les entreprises japonaises sont à l'origine de 17 % des investissements réalisés dans le secteur automobile. Les entreprises japonaises investissent principalement en Île-de-France (38 %).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN EUROPE

En 2015, la France est le troisième pays d'accueil des investissements japonais créateurs d'emploi en Europe (14 % du total), à égalité avec l'Espagne, derrière le Royaume-Uni (20 %) et l'Allemagne (15 %)<sup>1</sup>.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**EAGLE INDUSTRY** : leader mondial dans le domaine de la fabrication d'adhésifs à base d'huile, **EAGLE INDUSTRY** a annoncé en 2015 l'acquisition de l'entreprise française ABC Technology, basée à Gensac-La-Pallue (Aquitaine Limousin Poitou-Charentes). Cette entreprise fabrique des composants électrotechniques bobinés, moulés et surmoulés et emploie 180 personnes. Au moins une trentaine d'embauches est prévue.

**NTN CORPORATION** : NTN-SNR, l'un des leaders mondiaux des roulements mécaniques, a annoncé un investissement de 27 millions d'euros pour augmenter la taille de son site de production situé à Argonay en Haute-Savoie (Auvergne-Rhône-Alpes). L'entreprise y installera une nouvelle unité de 4000m<sup>2</sup> entièrement dédiée à la fabrication des roulements utilisés dans la construction aéronautique, et créera 70 emplois en CDI. Cette nouvelle unité sera opérationnelle fin 2016.

**IWASE COSFA** : spécialisée dans la production d'ingrédients pour les produits cosmétiques et les aliments de santé, **IWASE COSFA** a implanté son premier bureau européen à Levallois-Perret en Île-de-France en février 2015. Cette filiale couvrira non seulement l'Europe, mais aussi les marchés du Proche Orient, de l'Afrique et de la Russie.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
TOYOTA MOTOR CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers	4 000 - 4 500
NTN CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers Machines et équipements mécaniques	4 000 - 4 500
RICOH CO LTD	Équipements électriques, électroniques, informatiques	3 500 - 4 000
JTEKT CORPORATION	Fabrication de machines et équipements Constructeurs automobiles et équipementiers	3 000 - 3 500
SUMITOMO RUBBER INDUSTRIES, LTD.	Fabrication de machines et équipements Constructeurs automobiles et équipementiers	3 000 - 3 500

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour le Japon sont de 11,4 Md€.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	17	111	29%	11%	8%	3%
<i>dont primo-implantation</i>	11	72	19%	7%	7%	5%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	6	39	10%	4%	22%	11%
Logistique	2	72	3%	7%	3%	6%
Point de vente	4	66	7%	7%	5%	3%
Production / Réalisation	18	486	31%	50%	6%	3%
R&D, Ingénierie, Design	4	38	7%	4%	5%	2%
<i>dont R&amp;D</i>	3	30	5%	3%	4%	2%
Services aux entreprises	12	190	21%	20%	7%	3%
Services aux particuliers	1	5	2%	1%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>58</b>	<b>968</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 29 % des investissements japonais en France sont des centres de décision, et 8 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises japonaises.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Constructeurs automobiles et équipementiers	9	163	16%	17%	17%	6%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	7	173	12%	18%	13%	17%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	4	91	7%	9%	7%	6%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	4	68	7%	7%	7%	5%
Machines et équipements mécaniques	4	60	7%	6%	9%	7%
Chimie, plasturgie	3	50	5%	5%	8%	6%
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	50	5%	5%	10%	5%
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	25	5%	3%	7%	4%
Logiciels et prestations informatiques	3	23	5%	2%	3%	1%
Parfums, cosmétiques	3	20	5%	2%	14%	8%
Commerce et distribution	2	55	3%	6%	4%	2%
Ameublement et équipement du foyer	2	49	3%	5%	11%	16%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	20	3%	2%	6%	0%
Composants électroniques	2	18	3%	2%	22%	9%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	14	3%	1%	7%	1%
Autres activités de services	2	9	3%	1%	4%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	70	2%	7%	3%	5%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	5	2%	1%	2%	0%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	5	2%	1%	4%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>58</b>	<b>968</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 16 % des investissements japonais en France s'orientent dans le secteur Constructeurs automobiles et équipementiers, et 17 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises japonaises.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	22	206	38%	21%	7%	2%
Auvergne-Rhône-Alpes	7	161	12%	17%	6%	5%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	7	64	12%	7%	7%	2%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	5	125	9%	13%	7%	1%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	4	168	7%	17%	5%	8%
Pays de la Loire	4	64	7%	7%	10%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	80	5%	8%	5%	5%
Centre-Val de Loire	3	45	5%	5%	10%	6%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	2	40	3%	4%	4%	4%
Normandie	1	15	2%	2%	3%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>58</b>	<b>968</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>6%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements japonais dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 38 % des investissements japonais en France sont localisés en Île-de-France.  
 Les investissements japonais représentent 7 % des investissements étrangers dans cette région.

# NORVÈGE

## LA DYNAMIQUE DES INVESTISSEMENTS NORVÉGIENS EST ENCORE LIMITÉE EN FRANCE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES NORVÉGIENNES EN FRANCE

150 entreprises norvégiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 3 200 personnes. En 2015, les sept investissements en provenance de Norvège ont créé ou maintenu 190 emplois en France. En 2015, les projets d'investissement norvégiens en France se portent principalement sur les centres de décision (43 % du total). Les entreprises norvégiennes investissent principalement dans le secteur du BTP et des matériaux de construction et des logiciels et prestations informatiques (29 % chacun). Les investissements norvégiens se sont principalement portés sur la région Île-de-France (57 % du total).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS NORVÉGIENS EN EUROPE

En 2015, les investissements norvégiens en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (26 % du total), suivi de la France et de la Lituanie (11 % chacun)<sup>1</sup>.

### EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**VIZRT** : la société norvégienne de logiciel propose une gamme de services et produits dans le domaine des « graphiques 3D » en temps réel, ainsi que des outils pour de publication en ligne, aux grands acteurs de la télédiffusion/diffusion. En 2015, **VIZRT** a décidé d'ouvrir son propre bureau à Paris (Île-de-France), alors qu'il était jusque-là présent via un distributeur. Ce bureau devrait compter 15 personnes.

**SCHIBSTED** : le site internet LeBonCoin.fr, leader des petites annonces gratuites en France, a annoncé en 2015 la création d'un nouveau pôle d'expertise et de conseil par téléphone – autrement dit, un centre d'appels – avec le recrutement de 80 conseillers. Ce bureau a ouvert à Reims (Alsace Champagne-Ardenne Lorraine), troisième implantation avec le siège parisien et le centre de Montceau-les-Mines (Bourgogne-Franche-Comté).

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES NORVÉGIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
SAPA SA	Métaux, travail des métaux	2 000
MARINE HARVEST ASA	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1 000
YARA INTERNATIONAL ASA	Chimie, plasturgie	700 - 800
NORSKE SKOGINDUSTRIER ASA	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	400 - 500
SCHIBSTED ASA (LeBonCoin.fr)	Autres activités de services	300 - 400



EN FLUX

**7**  
PROJETS  
(Business France)

**190**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

**150**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**3200**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**2,3 Md€**  
**17<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**1,5 Md€**  
**45<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**8**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Norvège sont de 2,3 Md€.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	35	43%	18%	1%	1%
<i>dont primo-implantation</i>	2	20	29%	11%	1%	1%
<i>dont QG France</i>	1	15	14%	8%	4%	1%
Logistique	1	50	14%	26%	2%	5%
Production / Réalisation	1	15	14%	8%	0%	0%
R&D, Ingénierie, Design	1	10	14%	5%	1%	1%
Services aux entreprises	1	80	14%	42%	1%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7</b>	<b>190</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements norvégiens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 43 % des investissements norvégiens en France sont des centres de décision.  
 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises norvégiennes.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
BTP, matériaux de construction	2	60	29%	32%	7%	11%
Logiciels et prestations informatiques	2	25	29%	13%	2%	1%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	80	14%	42%	2%	6%
Métaux, travail des métaux	1	15	14%	8%	3%	2%
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	14%	5%	5%	3%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7</b>	<b>190</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements norvégiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 29 % des investissements norvégiens en France s'orientent vers le secteur BTP, matériaux de construction, et 7 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises norvégiennes.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	4	45	57%	24%	1%	0%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	1	80	14%	42%	1%	2%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	1	50	14%	26%	1%	2%
Centre-Val de Loire	1	15	14%	8%	3%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7</b>	<b>190</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements norvégiens dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 57 % des investissements norvégiens en France sont localisés en Île-de-France.  
 Les investissements norvégiens représentent 1 % des investissements étrangers dans cette région.

# PAYS-BAS

LA FRANCE EST LE DEUXIÈME PAYS D'ACCUEIL  
DES INVESTISSEMENTS NÉERLANDAIS CRÉATEURS  
D'EMPLOI EN EUROPE.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE

1 700 entreprises néerlandaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 200 000 salariés. 37 projets d'investissement ont été recensés en 2015, créant ou maintenant 950 emplois. En 2015, les projets d'investissement néerlandais en France sont principalement des activités de production/réalisation (24 %), de services aux entreprises (24 %) et des points de vente (22 %). Les investissements néerlandais sont plus importants dans les secteurs de l'agro-alimentaire, agriculture et pêche (16 %), du commerce et de la distribution (16 %) et du conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises (14 %). Les projets néerlandais s'implantent sur l'ensemble du territoire avec en premier lieu l'Île-de-France (38 %) et Aquitaine Limousin Poitou-Charentes (11 %).

## PLACE DES INVESTISSEMENTS NÉERLANDAIS EN EUROPE

En 2015, la France est le 2<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi en provenance des Pays-Bas en Europe (16 %), derrière le Royaume-Uni (21 %) et devant l'Allemagne (13 %)<sup>1</sup>.

## EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**CITIZENM HOTELS** : le groupe hôtelier néerlandais a acquis fin 2014 un ensemble immobilier près de la Gare de Lyon à Paris (Île-de-France) dans l'objectif de transformer l'immeuble en hôtel. Pour ce nouvel établissement, **CitizenM** souhaite proposer un concept de «luxe accessible». L'ouverture de l'hôtel est prévue pour le début de l'année 2016 et emploiera 80 personnes.

**VAROVA** : le fonds d'investissement néerlandais **Varova**, associé au fonds néerlandais Nimbus, à l'industriel ghanéen Plot et à l'entrepreneur A. Sabatier, a repris la Chocolaterie de Bourgogne, en redressement depuis fin octobre 2014. L'entreprise, implantée à Dijon (Bourgogne-Franche-Comté), est rebaptisée CB Chocolaterie de Bourgogne et l'opération permet de sauvegarder 185 emplois.

**DE KEIZER MARINE ENGINEERING** : l'entreprise familiale néerlandaise, spécialisée dans la conception, l'installation et la maintenance de systèmes électrotechniques embarqués pour l'industrie navale, a décidé d'ouvrir son premier bureau français à Antibes (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Ce bureau comptera 10 personnes.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
INGKA FOUNDATION (IKEA)	Ameublement équipement du foyer	5 000 - 10 000
TNT EXPRESS N.V.	Transport, stockage	4 500 - 5 000
HEINEKEN	Agro-alimentaire	4 000 - 4 500
RANDSTAD HOLDING NV	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3 500 - 4 000
UNILEVER	Agro-alimentaire	2 500 - 3 000



EN FLUX

**37**  
PROJETS  
(Business France)

**950**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

**1700**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**200000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**37,8 Md€**  
**7<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**17,4 Md€**  
**8<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**25**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour les Pays-Bas sont de 92,9 Md€.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	70	11%	7%	2%	2%
<i>dont primo-implantation</i>	4	70	11%	7%	3%	5%
Point de vente	8	103	22%	11%	10%	5%
Production / Réalisation	9	540	24%	57%	3%	3%
R&D, Ingénierie, Design	3	51	8%	5%	3%	3%
<i>dont R&amp;D</i>	3	51	8%	5%	4%	3%
Services aux entreprises	9	76	24%	8%	5%	1%
Services aux particuliers	4	110	11%	12%	6%	5%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37</b>	<b>950</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 24 % des investissements néerlandais en France sont des activités de production et réalisation, et 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises néerlandaises.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	6	439	16%	46%	11%	27%
Commerce et distribution	6	63	16%	7%	12%	2%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5	80	14%	8%	8%	6%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	4	110	11%	12%	14%	8%
Logiciels et prestations informatiques	4	28	11%	3%	3%	1%
Métaux, travail des métaux	3	115	8%	12%	9%	12%
Parfums, cosmétiques	2	40	5%	3%	10%	17%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	26	3%	3%	3%	0%
Transport, stockage	1	18	3%	2%	2%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	10	3%	1%	3%	1%
Autres activités de services	1	6	3%	1%	2%	1%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	5	3%	1%	2%	0%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	5	3%	1%	2%	0%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	5	3%	1%	3%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37</b>	<b>950</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 16 % des investissements néerlandais en France s'orientent vers le secteur Agro-alimentaire, agriculture et pêche, et 11 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises néerlandaises.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	14	224	38%	24%	5%	2%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	4	78	11%	8%	7%	8%
Bourgogne-Franche-Comté	3	240	8%	25%	8%	25%
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	3	146	8%	15%	3%	4%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	3	17	8%	2%	4%	1%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	2	108	5%	11%	3%	1%
Normandie	2	32	5%	3%	6%	2%
Auvergne-Rhône-Alpes	2	32	5%	3%	2%	1%
Bretagne	1	45	3%	5%	6%	22%
Pays de la Loire	1	10	3%	1%	2%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	10	3%	1%	2%	1%
Centre-Val de Loire	1	8	3%	1%	3%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37</b>	<b>950</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>

\* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 38 % des investissements néerlandais en France sont localisés en Île-de-France. Les investissements néerlandais représentent 5 % des investissements étrangers dans cette région.

# PAYS DU GOLFE

## EN 2015, LA FRANCE ACCUEILLE 6 NOUVEAUX PROJETS CRÉATEURS D'EMPLOI EN PROVENANCE DES PAYS DU GOLFE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES DES PAYS DU GOLFE EN FRANCE

Plus de 120 entreprises originaires des pays du Golfe sont présentes en France, où elles emploient plus de 5 000 salariés. En 2015, 6 nouveaux projets d'investissements en provenance des pays du Golfe ont créé ou maintenu 632 emplois en France.

En 2015, les projets d'investissement des pays du Golfe proviennent des Emirats Arabes Unis (50 %), du Koweït, d'Oman et du Qatar (17 % chacun).

Ces projets concernent à la fois des centres de décision à 50 % (primo-implantations) et des activités de logistique, de services aux entreprises et de services aux particuliers.

Les projets d'investissement des pays du Golfe sont d'origines sectorielles diversifiées, dont de l'hôtellerie, des opérateurs télécoms, et du transport et stockage.

Les entreprises des pays du Golfe ont principalement investi en Ile de France (50 % du total).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS DES PAYS DU GOLFE EN EUROPE

En 2015, le Royaume-Uni accueille 33% des investissements créateurs d'emploi en provenance

des Pays du Golfe en Europe<sup>1</sup>, suivi des Pays-Bas et l'Allemagne avec 14% des investissements.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**DUBAI PORT WORLD** : Eurofos, filiale du groupe PortSynergy, détenu à 50% par **Dubai Port World**, exploite l'un des plus grands terminaux à conteneurs de France (82 hectares) à Fos-sur-Mer (Provence-Alpes-Côte d'Azur). L'entreprise a annoncé en janvier 2015 la modernisation et l'extension du terminal Méditerranée, avec 10 créations d'emplois.

**OMANTEL** : la société de télécommunication nationale d'Oman a décidé d'implanter son premier bureau européen à Paris (Île-de-France). Ce bureau aura pour mission principale d'assurer le suivi du projet de construction d'un câble sous-marin à fibre optique reliant l'Egypte (Alexandrie) et la France (Marseille). Ce sont 10 créations d'emplois qui sont prévues dans le cadre de ce projet.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES DES PAYS DU GOLFE EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
DIVINE INVESTMENTS SA (PRINTEMPS) (Qatar)	Commerce et distribution	3 000
QATAR LUXURY GROUP (Qatar)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1 000 - 1 500
KATARA HOSPITALITY (Qatar)	Hôtellerie	800 - 1 000
SAUDI OGER COMPANY LTD (Arabie Saoudite)	BTP, matériaux de construction Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	500 - 1 000
IPIC (BOREALIS) (Emirats Arabes Unis)*	Chimie, plasturgie	500 - 1 000

\* L'entreprise BOREALIS est détenue à 64 % par The International Petroleum Investment Company (Emirats Arabes Unis) et 36 % par OMV (Autriche)

### EN FLUX

**6**  
PROJETS  
(Business France)

**632**  
EMPLOIS  
(Business France)

### EN STOCK

+ de  
**120**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**5 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

### STOCK D'IDE :

**4,9** Md€  
(Banque de France\*)

### EXPORTATIONS FRANÇAISES :

**10,8** Md€  
(Douanes)

### NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :

**50**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données non actualisées). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016.

### RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Nombre	
	Projets	Emplois
Émirats Arabes Unis	3	21
Qatar	1	600
Oman	1	10
Koweït	1	1
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>632</b>

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Grille de lecture :  
 > en 2015, 50 % des investissements des pays du Golfe en France sont des centres de décision, et 1 % des investissements étrangers dans chacune de ces fonctions relève d'entreprises des pays du Golfe.

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	19	50%	3%	1%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	3	19	50%	3%	2%	1%
Logistique	1	10	17%	2%	2%	1%
Services aux entreprises	1	3	17%	0%	1%	0%
Services aux particuliers	1	600	17%	95%	1%	25%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>632</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements des pays du Golfe dans le total des investissements de chaque fonction.

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Grille de lecture :  
 > en 2015, 17 % des investissements des pays du Golfe en France s'orientent vers le secteur Hôtellerie, tourisme et restaurant, et 4 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays du Golfe.

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	600	17%	95%	4%	45%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	10	17%	2%	20%	20%
Transport, stockage	1	10	17%	2%	2%	1%
Commerce et distribution	1	8	17%	1%	2%	0%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3	17%	0%	3%	0%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1	17%	0%	2%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>632</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements des pays du Golfe dans le total des investissements de chaque secteur.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Grille de lecture :  
 > en 2015, 50 % des investissements des pays du Golfe en France sont localisés en Île-de-France. Les investissements des pays du Golfe représentent 1% des investissements étrangers en Île-de-France.

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	3	613	50%	97%	1%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	10	17%	2%	2%	1%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	1	8	17%	1%	1%	0%
Bourgogne-Franche-Comté	1	1	17%	0%	3%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6</b>	<b>632</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements des pays du Golfe dans le total des investissements dans chaque région.

# PAYS DU MAGHREB

EN 2015, DEUX INVESTISSEMENTS DES PAYS DU MAGHREB ONT ÉTÉ RECENSÉS EN FRANCE.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES DU MAGHREB EN FRANCE

Plus de 700 entreprises originaires du Maghreb sont présentes en France, où elles emploient plus de 6 400 personnes. En 2015, deux nouvelles décisions d'investissements en provenance des pays du Maghreb ont été recensées permettant la création ou le maintien de plus de 16 emplois en France. En 2015, les projets d'investissement des pays du Maghreb en France recensés proviennent du Maroc et de l'Algérie. Ces entreprises privilégient les centres de décision et les activités de services aux entreprises. Les deux projets d'investissement des pays du Maghreb relèvent du secteur du conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises. Les investissements se localisent en Centre-Val de Loire et en Bretagne.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS DES PAYS DU MAGHREB EN EUROPE

Les investissements créateurs d'emplois originaires des pays du Maghreb sont restés très limités en

2015 en Europe. En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil de ces investissements en Europe<sup>1</sup>.

## EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**NH2M CONSULTING** : le cabinet algérien de conseil et d'études est spécialisé dans plusieurs domaines : la nutrition animale, l'hygiène, les études et le conseil dans le domaine agricole, ou encore l'accompagnement des entreprises étrangères au Maghreb. Pour renforcer sa présence à l'international et se rapprocher de ses clients, **NH2M CONSULTING** a ouvert son premier bureau à l'étranger à Rennes (Bretagne) en avril 2015.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES DES PAYS DU MAGHREB EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
CEVITAL (Algérie)	Agroalimentaire Machines et équipements mécaniques Constructeurs automobiles et équipementiers Transport et stockage	1 000 - 2 000
INTELCIA GROUP (Maroc)	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1 000 - 1 500
SNI (ATTJARIWABA BANK ; OPTORG) (Maroc)	Services financiers, bancaires et assurances BTP, matériaux de construction Machines et équipements mécaniques	500 - 600
GRUPE OUTSOURCIA (Maroc)	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	200
JET ALU MAROC SA (Maroc)	BTP, matériaux de construction	100 - 200

## EN FLUX

**2**  
PROJETS  
(Business France)

**16**  
EMPLOIS  
(Business France)

## EN STOCK

+ de  
**700**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**6 400**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**1,6 Md€**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**14,2 Md€**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**3**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour les pays du Maghreb sont de 1,6 Md€

### RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Maroc	4	165	1	15
Algérie	3	822	1	1
Tunisie	5	53		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>1040</b>	<b>2</b>	<b>16</b>

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	58	1	1
<i>dont primo-implantation</i>	7	58	1	1
Production / Réalisation	4	832		
Services aux entreprises	1	150	1	15
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>1040</b>	<b>2</b>	<b>16</b>

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	171	2	16
Electronique grand public	2	739		
Autres activités de services	2	4		
Métaux, travail des métaux	1	83		
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	20		
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	10		
Parfums, cosmétiques	1	8		
BTP, matériaux de construction	1	5		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>1040</b>	<b>2</b>	<b>16</b>

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre-Val de Loire	5	992	1	15
Bretagne			1	1
Île-de-France	3	5		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	13		
Auvergne-Rhône-Alpes	1	20		
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	1	10		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12</b>	<b>1040</b>	<b>2</b>	<b>16</b>

# POLOGNE

EN 2015, DEUX INVESTISSEMENTS POLONAIS ONT ÉTÉ RECENSÉS EN FRANCE, CE QUI A PERMIS LA CRÉATION OU LE MAINTIEN DE 52 EMPLOIS.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES POLONAISES EN FRANCE

40 entreprises polonaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 600 personnes. En 2015, les deux investissements en provenance de Pologne ont créé ou maintenu 52 emplois en France.

En 2015, les deux projets d'investissement polonais en France sont un site de production/réalisation et un site de services aux entreprises. Ces projets concernent les secteurs des constructeurs automobiles et équipementiers, et des logiciels et prestations informatiques. Les entreprises polonaises se sont implantées en Bourgogne-Franche-Comté et en Auvergne-Rhône-Alpes.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS POLONAIS EN EUROPE

En 2015, la République tchèque est le 1er pays d'accueil des investissements polonais créateurs d'emploi en Europe (25 % du total), devant la Hongrie (17 %), puis la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (8 % chacun)<sup>1</sup>.

## EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**WIELTON** : le fabricant polonais de remorques et de semi-remorques a acquis 65,31% du capital de Fruehauf, leader français du secteur, pour 9 millions d'euros. Ce projet a été accompagné par le président de Fruehauf et prévoit une cession totale après 2017. En parallèle, le recrutement de 50 personnes a été annoncé.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES POLONAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
PLASTIWELL	Chimie, plasturgie	300 - 400
MR R. K. KARKOSIK – BORYSZEW (MAFLOW FRANCE)	Chimie, plasturgie	150 - 200
SANOK RUBBER COMPANY S.A.	Chimie, plasturgie	40 - 50
MR L. PIOTROWSKI – UNIA SP. (AGRISEM INTERNATIONAL)	Commerce et distribution	40 - 50
COMARCH SA	Logiciels et prestations informatiques	40 - 50

EN FLUX

**2**  
PROJETS  
(Business France)

**52**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

**40**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**600**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**184 M€**  
**39<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**7,8 Md€**  
**10<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**6**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	64		
<i>dont primo-implantation</i>	4	64		
Production / Réalisation			1	50
Services aux entreprises			1	2
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>64</b>	<b>2</b>	<b>52</b>

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Constructeurs automobiles et équipementiers			1	50
Logiciels et prestations informatiques			1	2
BTP, matériaux de construction	2	30		
Transport, stockage	1	30		
Equipements électriques, électroniques, informatiques	1	4		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>64</b>	<b>2</b>	<b>52</b>

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Bourgogne-Franche-Comté			1	50
Auvergne-Rhône-Alpes			1	2
Île-de-France	4	64		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>	<b>64</b>	<b>2</b>	<b>52</b>

# PORTUGAL

EN 2015, DEUX INVESTISSEMENTS PORTUGAIS ONT ÉTÉ RECENSÉS EN FRANCE, CE QUI A PERMIS LA CRÉATION OU LE MAINTIEN DE 60 EMPLOIS.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE

Plus de 350 entreprises portugaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 5 000 personnes. Deux projets d'investissement permettant la création ou le maintien de 60 emplois.

Nous recensons deux projets d'investissement dans les activités de production/réalisation.

Ces projets concernent le secteur du BTP et matériaux de construction, et du verre, céramique, minéraux, bois, papier.

Les entreprises portugaises ont investi en Auvergne-Rhône-Alpes et en Bourgogne-Franche-Comté.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS PORTUGAIS EN EUROPE

En 2015, la France est le 1er pays d'accueil des investissements portugais créateurs d'emploi en Europe (33 % du total), devant l'Espagne (25 %) et le Royaume-Uni (17 %)<sup>1</sup>.

## EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**RENOVA** : le groupe portugais spécialisé dans les produits liés à l'hygiène (papier hygiénique, mouchoirs en papier, essuie-tout), présent dans les plus grandes chaînes de distribution en France, renforce son activité sur le marché français en s'implantant à St-Yorre, en Auvergne-Rhône-Alpes. La construction de son premier site de production industrielle hors du Portugal entrainera la création de 30 emplois.

**VIGOBLOCO** : l'entreprise portugaise de construction d'éléments préfabriqués en béton s'installe à La Machine en Bourgogne-Franche-Comté. Pour mieux répondre au marché français, **Vigobloco** a créé VGB Préfabriqués au lieu-dit Les Fontaines Douces, grâce à un investissement de 3 millions d'euros. Il pourra ainsi servir ses principaux clients depuis cette localisation centrale. D'ici un an, 30 emplois devraient être créés.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
PROMEUROPA - GESTÃO E SERVIÇOS	Autres activités de services	1 000 - 2 000
GRUPO VISABEIRA (CONSTRUCTEL)	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	500 - 1 000
INAPA - INVESTIMENTOS, PARTICIPAÇÕES E GESTÃO, S.A.	Commerce et distribution	200 - 300
FUNDO DE RESOLUÇÃO (BANQUE ESPÍRITO SANTO)	Services financiers, bancaires et assurances	150 - 200
LIZMONTAGENS THERMAL TECHNOLOGIES SA (FERBECK ET FUMITHERM)	BTP, matériaux de construction Machines et équipements mécaniques	100 - 200



EN FLUX

**2**  
PROJETS  
(Business France)

**60**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**350**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**5 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**2,4 Md€**  
**16<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**4,2 Md€**  
**20<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**6**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour le Portugal sont de 764 millions d'euros.

### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	23		
<i>dont primo-implantation</i>	4	23		
Production / Réalisation	1	49	2	60
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>72</b>	<b>2</b>	<b>60</b>

### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
BTP, matériaux de construction	2	17	1	30
Verre, céramique, minéraux, bois, papier			1	30
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1	49		
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	5		
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	1		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>72</b>	<b>2</b>	<b>60</b>

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Auvergne-Rhône-Alpes	1	5	1	30
Bourgogne-Franche-Comté			1	30
Île-de-France	2	6		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	49		
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	1	12		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5</b>	<b>72</b>	<b>2</b>	<b>60</b>

# ROYAUME-UNI

## EN 2015, LES INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES ONT ÉTÉ TRÈS DYNAMIQUES.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE

Plus de 2 300 entreprises britanniques sont présentes en France, où elles emploient plus de 230 000 salariés. En 2015, 81 décisions d'investissements en provenance du Royaume-Uni ont été recensées permettant la création ou le maintien de plus de 2 800 emplois en France. En 2015, les projets d'investissement britanniques concernent principalement des centres de décision (23 % du total), des points de vente (21 %) et d'activités de production/réalisation (20 %). A noter que 22 % des investissements de points de vente en France sont réalisés par des entreprises britanniques. La présence des entreprises britanniques en France est d'origine sectorielle diversifiée.

Les principaux secteurs sont le commerce et la distribution (20 %), le conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises (15 %) et les logiciels et prestations informatiques (11 %).

Les entreprises britanniques investissent sur l'ensemble du territoire. L'Île-de-France (36 %), le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (14 %) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (12 %) accueillent près des deux tiers des investissements étrangers britanniques.

### PLACE DES INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES EN EUROPE

En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> destinataire des investissements britanniques créateurs d'emploi

en Europe<sup>1</sup>. Elle accueille 22 % des projets, suivie par l'Allemagne (14 %) et l'Irlande (11 %).

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**GARDNER GROUP** : l'équipementier aéronautique **Gardner Aerospace** a décidé d'investir sur son site de Mazères (Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées) pour augmenter ses capacités et moderniser son appareil de production. Cet investissement prévoit la création 30 emplois d'ici à 3 ans.

**MOTOSPORT VISION (MSV)** : la société britannique **Motosport Vision (MSV)** a choisi l'ancienne base de Laon-Couvron à Couvron-et-Aumencourt (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) pour y créer un circuit automobile dédié aux sports mécaniques. Les activités projetées concerneront les loisirs et le tourisme, mais également l'industrie, via des journées d'essais ou événements organisés par des constructeurs automobiles. La création de 75 emplois est prévue dans les 3 ans.

**LOGOGEN** : l'entreprise écossaise, spécialisée dans la construction et l'exploitation de projets éoliens et photovoltaïques, se tourne vers le marché français. **Logogen** a ainsi décidé d'ouvrir un bureau de 10 personnes à l'horizon de 3 ans à Dijon (Bourgogne-Franche-Comté). La présence du cluster W4F, de l'université de Bourgogne et d'AgroSup a été déterminante.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.



EN FLUX

**81**  
PROJETS  
(Business France)

**2 833**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**2 300**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**230 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**70,7** Md€  
2<sup>e</sup> RANG  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**31,6** Md€  
5<sup>e</sup> RANG  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**96**

### TOP 5 DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
KINGFISHER PLC (CASTORAMA)	Commerce et distribution Ameublement et équipement du foyer	15 000 - 20 000
BRIDGEPOINT ADVISERS GROUP LIMITED	Services financiers, bancaires et assurances Autres activités de services	15 000 - 20 000
COMPASS GROUP PLC	Hôtellerie, tourisme et restaurant	15 000 - 20 000
DARTY PLC	Commerce et distribution Équipements électriques, électroniques, informatiques	10 000 - 15 000
HSBC HOLDINGS PLC	Services financiers, bancaires et assurances	8 000 - 9 000

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour le Royaume-Uni sont de 64,6 Md€. \*

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	19	205	23%	7%	9%	5%
<i>dont primo-implantation</i>	18	200	22%	7%	12%	14%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	5	1%	0%	4%	1%
Logistique	2	30	2%	1%	3%	3%
Point de vente	17	1438	21%	51%	22%	64%
Production / Réalisation	16	665	20%	23%	6%	4%
R&D, Ingénierie, Design	2	15	2%	1%	2%	1%
<i>dont R&amp;D</i>	1	5	1%	0%	1%	0%
Services aux entreprises	13	132	16%	5%	7%	2%
Services aux particuliers	12	348	15%	12%	18%	14%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>81</b>	<b>2833</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>8%</b>	<b>8%</b>

\* Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 23 % des investissements britanniques en France sont des centres de décision, et 9 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises britanniques.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	16	975	20%	34%	31%	27%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	12	122	15%	4%	20%	10%
Logiciels et prestations informatiques	9	136	11%	5%	8%	3%
Transport, stockage	8	226	10%	8%	17%	17%
Autres activités de services	7	167	9%	6%	15%	20%
Équipements électriques, électroniques, informatiques	5	23	6%	1%	9%	2%
Médicaments et biotechnologies appliquées	4	314	5%	11%	14%	31%
Services financiers, bancaires et assurances	3	19	4%	1%	15%	5%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	471	2%	17%	3%	38%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	97	2%	3%	6%	6%
Chimie, plasturgie	2	50	2%	2%	5%	6%
Métaux, travail des métaux	2	20	2%	1%	6%	2%
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	2	17	2%	1%	4%	1%
Énergie, recyclage, autres services concédés	2	14	2%	0%	5%	2%
Machines et équipements mécaniques	1	113	1%	4%	2%	13%
Parfums, cosmétiques	1	35	1%	1%	5%	15%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	15	1%	1%	4%	1%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	1%	0%	3%	0%
BTP, matériaux de construction	1	9	1%	0%	3%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>81</b>	<b>2833</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>8%</b>	<b>8%</b>

\* Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 20 % des investissements britanniques en France s'orientent vers le secteur Commerce et distribution, et 31 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises britanniques.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	29	327	36%	12%	9%	3%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	11	329	14%	12%	15%	4%
Auvergne-Rhône-Alpes	10	724	12%	26%	8%	24%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	9	310	11%	11%	8%	9%
Pays de la Loire	7	191	9%	7%	17%	18%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	6	133	7%	5%	11%	14%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	611	4%	22%	5%	37%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	2	66	2%	2%	3%	3%
Bourgogne-Franche-Comté	2	29	2%	1%	5%	3%
Normandie	1	100	1%	4%	3%	8%
Centre-Val de Loire	1	13	1%	0%	3%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>81</b>	<b>2833</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>8%</b>	<b>8%</b>

\* Part des investissements britanniques dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 36 % des investissements britanniques en France sont localisés en Île-de-France. Les investissements britanniques représentent 9 % des investissements étrangers dans cette région.

# RUSSIE



## EN FLUX

8

**PROJETS**  
(Business France)

138

**EMPLOIS**  
(Business France)

## EN STOCK

80

**ENTREPRISES EN FRANCE**

(Business France, Moscou)

+ de

4000

**SALARIÉS**

(Orbis)

## STOCK D'IDE :

1,5 Md€

**24<sup>e</sup> RANG**

(Banque de France\*)

## EXPORTATIONS FRANÇAISES :

4,5 Md€

**19<sup>e</sup> RANG**

(Douanes)

## NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉSENTES DANS FORBES 2000 :

27

## LA PRÉSENCE DES ENTREPRISES RUSSES EN FRANCE SE RENFORCE.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES RUSSES EN FRANCE

80 entreprises russes sont présentes en France et emploient plus de 4 000 personnes. En 2015, huit investissements russes ont permis la création ou le maintien de 138 emplois en France. La présence des entreprises russes se renforce avec 2 nouvelles primo-implantations de centres de décision en France (25 % du total). Les autres projets concernent des activités de services aux particuliers (63 %) et de production/réalisation (13 %). Les entreprises russes investissent en 2015 principalement dans les secteurs des autres activités de service (38 %) et l'hôtellerie, tourisme et restaurant (38 %), après avoir également investi en 2014 dans le conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises, et dans les équipements électriques, électroniques et informatiques. L'Île-de-France accueille la moitié des investissements russes en France.

### PLACE DES INVESTISSEMENTS RUSSES EN EUROPE

En 2015, les entreprises russes ont investi dans seize pays en Europe<sup>1</sup>. L'Allemagne est le

premier pays d'accueil pour les projets russes créateurs d'emploi (18 % du total), suivie du Royaume-Uni et de la Pologne (11 % chacun).

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**CUTTING EDGE-AWT** : Joint-Venture entre le groupe ROSNANO et la société TERWINGO, spécialisée dans la recherche, le développement et la fabrication d'acier filaire, la filiale russe ADVANCES WIRE TECHNOLOGIES (AWT) a décidé de développer l'usine SODETAL, acquise en 2014 et située à Tronville-en-Barrois (Alsace Champagne-Ardenne Lorraine). Après le maintien de 150 emplois en 2014, ce sont 50 nouveaux emplois qui vont être créés.

**ROSATOM** : le spécialiste russe du nucléaire a annoncé fin 2014 sa décision d'ouvrir un bureau régional à Paris (Île-de-France) dans l'objectif de développer sa coopération avec ses partenaires français et européens. Avec un effectif prévu de 10 personnes, ce bureau sera le 3<sup>ème</sup> de ce réseau en Europe avec Prague et Kiev.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES RUSSES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
RZHD - CHEMINS DE FER RUSSE (GEFCO)	Transport, stockage	3 000 - 4 000
MR V. F. VEKSELBERG (SULZER POMPES)	Machines et équipements mécaniques	150 - 200
CUTTING EDGE-AWT (SODETAL)	Métaux, travail des métaux	200
KASPERSKY LAB	Logiciels et prestations informatiques	50 - 100
MR T. GORYAYEV (SPIRIT FRANCE)	Agro-alimentaire	50 - 100
ICC (CHOCOLATERIE DE PROVENCE)	Agro-alimentaire	50 - 100

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Russie sont de 1,4 Md€.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	55	25%	40%	1%	1%
<i>dont primo-implantation</i>	2	55	25%	40%	1%	4%
Production / Réalisation	1	50	13%	36%	0%	0%
Services aux particuliers	5	33	63%	24%	7%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8</b>	<b>138</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :

> en 2015, 63 % des investissements russes en France sont des activités de services aux particuliers, et 7 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises russes.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Autres activités de services	3	57	38%	41%	7%	7%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	3	21	38%	15%	11%	2%
Métaux, travail des métaux	1	50	13%	36%	3%	5%
Energie, recyclage, autres services concédés	1	10	13%	7%	2%	2%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8</b>	<b>138</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :

> en 2015, 38 % des investissements russes en France s'orientent vers le secteur Hôtellerie, tourisme et restaurant. 7 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises russes.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	4	80	50%	58%	1%	1%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	1	50	13%	36%	1%	1%
Bourgogne-Franche-Comté	1	4	13%	3%	3%	0%
Bretagne	1	2	13%	1%	6%	1%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	1	2	13%	1%	1%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8</b>	<b>138</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>

\* Part des investissements russes dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :

> en 2015, 50 % des investissements russes destinés à la France sont localisés en Île-de-France. Les investissements russes représentent 1 % des investissements étrangers dans cette région.

# SUÈDE



## EN FLUX

**21**  
PROJETS  
(Business France)

**435**  
EMPLOIS  
(Business France)

## EN STOCK

+ de  
**560**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**95 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**4,9 Md€**  
**13<sup>e</sup> RANG**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**5,2 Md€**  
**15<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**24**

## LES INVESTISSEMENTS SUÉDOIS SONT RESTÉS DYNAMIQUES AVEC 21 NOUVELLES DÉCISIONS D'IMPLANTATION OU D'EXTENSION DÉCIDÉS EN 2015.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE

Plus de 560 entreprises suédoises sont présentes en France où elles emploient plus de 95 000 personnes. En 2015, les 21 investissements suédois recensés ont créé ou maintenu 435 emplois en France. En 2015, les projets d'investissement suédois en France concernent des centres de décision (33 % du total), des activités de services aux particuliers (19 %) et des points de vente (19 %). Les entreprises suédoises investissent à 19 % dans le secteur des machines et équipements mécaniques et à 14 % dans le secteur des équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux. A noter que 13 % des investissements réalisés dans ce dernier secteur en France relèvent d'entreprises suédoises. En 2015, les entreprises suédoises se sont principalement implantées en Île-de-France (38 % du total).

### PLACE DES INVESTISSEMENTS SUÉDOIS EN EUROPE

En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil des investissements suédois créateurs d'emploi en Europe avec 20 % du total des projets,

devant le Royaume-Uni (14 %), l'Allemagne, la Pologne et la Finlande (8 % chacun)<sup>1</sup>.

### EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**ICOMERA** : leader en solutions de connectivité sans fil pour véhicules de transport, **Icomera** s'implante en France, l'un des marchés clés en Europe avec un fort potentiel dans le domaine des solutions de connectivité internet. La société suédoise a ainsi ouvert un bureau régional à Paris (Île-de-France) dans l'optique de servir les marchés français et du Benelux. 15 emplois vont être créés.

**SWEREA** : la société suédoise, spécialisée dans les tests de corrosion en laboratoire et en milieu naturel, renforce son laboratoire de Brest (Bretagne) avec le recrutement de 3 nouvelles personnes en R&D.

**MUNKSJÖ** : le spécialiste suédois du papier à haute valeur ajoutée va construire un nouveau centre de stockage sur son site de Rotersac (Aquitaine Limousin Poitou-Charentes). Ce centre s'étendra sur 9100m<sup>2</sup> et permettra de stocker la production directement sur le même site. En tout, 20 emplois seront créés.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
SECURITAS AB	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	15 000 - 20 000
AB VOLVO	Constructeurs automobiles et équipementiers	5 000 - 10 000
IKEA	Ameublement et équipement du foyer	9 000
HENNES & MAURITZ AB	Textile, textile industriel, habillement et accessoires Commerce et distribution	6 000
NORDIC CAPITAL SVENSKA AKTIEBOLAG (Capio)	Autres activités de services	5 000

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Suède sont de 5 Md€.

## RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	95	33%	22%	3%	2%
<i>dont primo-implantation</i>	3	35	14%	8%	2%	2%
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	25	10%	6%	7%	7%
<i>dont QG France</i>	2	35	10%	8%	8%	1%
Logistique	1	20	5%	5%	2%	2%
Point de vente	4	126	19%	29%	5%	6%
Production / Réalisation	3	121	14%	28%	1%	1%
R&D, Ingénierie, Design	2	23	10%	5%	2%	1%
<i>dont R&amp;D</i>	1	3	5%	1%	1%	0%
Services aux entreprises	4	50	19%	11%	2%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>21</b>	<b>435</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 33 % des investissements suédois en France sont des centres de décision, et 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suédoises.

## RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Machines et équipements mécaniques	4	51	19%	12%	9%	6%
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	40	14%	9%	13%	16%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	120	10%	28%	3%	10%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	65	10%	15%	6%	1%
Logiciels et prestations informatiques	2	25	10%	6%	2%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	46	5%	11%	3%	3%
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	30	5%	7%	3%	3%
Commerce et distribution	1	15	5%	3%	2%	0%
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	15	5%	3%	20%	29%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	10	5%	2%	2%	1%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	10	5%	2%	2%	0%
Électronique grand public	1	5	5%	1%	13%	1%
Métaux, travail des métaux	1	3	5%	1%	3%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>21</b>	<b>435</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>

\* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 19 % des investissements suédois en France s'orientent vers le secteur Machines et équipements mécaniques, et 9 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suédoises.

### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	8	90	38%	21%	3%	1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	130	14%	30%	5%	8%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	3	66	14%	15%	3%	2%
Centre-Val de Loire	2	50	10%	11%	6%	7%
Bourgogne-Franche-Comté	1	46	5%	11%	3%	5%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	1	20	5%	5%	1%	0%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	1	20	5%	5%	2%	2%
Normandie	1	10	5%	2%	3%	1%
Bretagne	1	3	5%	1%	6%	1%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>21</b>	<b>435</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2%</b>	<b>1%</b>

Grille de lecture :  
 > en 2015, 38 % des investissements suédois en France sont localisés en Île-de-France. Les investissements suédois représentent 3 % des investissements étrangers dans cette région.

\* Part des investissements suédois dans le total des investissements dans chaque région.

# SUISSE

EN 2015, 37 INVESTISSEMENTS SUISSES ONT ÉTÉ RECENSÉS EN FRANCE PERMETTANT DE CRÉER OU DE MAINTENIR 706 EMPLOIS.

## PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUISSES EN FRANCE

Plus de 1 600 entreprises suisses sont présentes en France où elles emploient plus de 176 000 personnes. En 2015, 37 nouvelles décisions d'investissements suisses ont permis la création ou le maintien de plus de 700 emplois en France. En 2015, les investissements suisses privilégient les activités de production/réalisation (41%). Viennent ensuite les centres de R&D, ingénierie et design (19%) et les activités de services aux entreprises (14 %). Elles opèrent en majorité dans les secteurs des équipements électriques, électroniques et informatiques (14 %), des médicaments et biotechnologies appliquées (11 %) et des logiciels et prestations informatiques (11 %). L'Île-de-France (19 %), Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (14 %) et Auvergne-Rhône-Alpes (14 %) sont les principales régions d'accueil des investissements suisses.

## PLACE DES INVESTISSEMENTS SUISSES EN EUROPE

En 2015, la France est le 1<sup>er</sup> pays d'accueil des investissements suisses créateurs d'emploi en Europe (19 % du total), devant le Royaume-Uni (16 %) et l'Allemagne (15 %)<sup>1</sup>.

## EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2015

**SMA ET ASSOCIES** : entreprise suisse de conseil et de développement de logiciels dans le domaine de la planification ferroviaire, **SMA et Associés** a ouvert un bureau à Paris (Île-de-France) en 2015. L'entreprise est spécialisée dans la planification des systèmes ferroviaires, le conseil en processus, l'optimisation de l'exploitation ainsi que la fourniture de prestations informatiques et le développement de logiciels. 15 postes vont être créés.

**TMR** : dans le cadre de son développement, l'entreprise suisse de transport ferroviaire (Mont Blanc Express) et routier s'est portée candidate pour assurer la mobilité entre la France et la Suisse en région alpines. Pour ce faire, elle s'est implantée en France en Haute-Savoie à Chamonix, permettant la création de 30 emplois.

**NOVARTIS** : le groupe pharmaceutique suisse a décidé de rassembler ses activités franciliennes à Rueil Malmaison sur un nouveau site. Ce site accueillera également un centre de recherche ainsi qu'une nouvelle entité spécialisée dans la recherche préclinique. Cette extension verra la création de 50 postes en R&D.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

## TOP 5 DES ENTREPRISES SUISSES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
NESTLE S.A.	Agro-alimentaire, agriculture et pêche	15 000 - 20 000
STMICROELECTRONICS	Composants électroniques	9 000 - 10 000
KÜHNE HOLDING AG	Transport, stockage	9 000 - 10 000
ADECCO SA	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5 000 - 6 000
LAFARGEHOLCIM LTD	BTP, matériaux de construction	5 000 - 6 000



EN FLUX

**37**  
PROJETS  
(Business France)

**706**  
EMPLOIS  
(Business France)

EN STOCK

+ de  
**1600**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**176000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**59,6 Md€**  
4<sup>e</sup> RANG  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**13,8 Md€**  
9<sup>e</sup> RANG  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**46**

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données actualisées en 2015). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016. Les stocks d'investissements directs d'origine immédiate au 31/12/2014 pour la Suisse sont de 50,4 Md€.

RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	10	8%	1%	1%	0%
<i>dont primo-implantation</i>	3	10	8%	1%	2%	1%
Logistique	1	25	3%	4%	2%	2%
Point de vente	3	93	8%	13%	4%	4%
Production / Réalisation	15	349	41%	49%	5%	2%
R&D, Ingénierie, Design	7	118	19%	17%	8%	7%
<i>dont R&amp;D</i>	6	103	16%	15%	9%	7%
Services aux entreprises	5	41	14%	6%	3%	1%
Services aux particuliers	3	70	8%	10%	4%	3%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37</b>	<b>706</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 41 %  
 des investissements suisses  
 en France sont des activités  
 de production et réalisation,  
 et 5 % des investissements  
 étrangers dans cette fonction  
 relèvent d'entreprises suisses.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Equipements électriques, électroniques, informatiques	5	105	14%	15%	9%	10%
Médicaments et biotechnologies appliquées	4	95	11%	13%	14%	9%
Logiciels et prestations informatiques	4	18	11%	3%	3%	0%
Transport, stockage	3	85	8%	12%	6%	6%
Commerce et distribution	2	83	5%	12%	4%	2%
Machines et équipements mécaniques	2	57	5%	8%	4%	6%
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	45	5%	6%	6%	1%
Métaux, travail des métaux	2	42	5%	6%	6%	4%
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	30	5%	4%	3%	2%
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	15	5%	2%	3%	1%
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	69	3%	10%	3%	4%
Parfums, cosmétiques	1	15	3%	2%	5%	6%
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	12	3%	2%	2%	0%
Chimie, plasturgie	1	10	3%	1%	3%	1%
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	10	3%	1%	4%	1%
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	3%	1%	5%	3%
Ameublement et équipement du foyer	1	3	3%	0%	5%	1%
BTP, matériaux de construction	1	1	3%	0%	3%	0%
Equipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	1	3%	0%	4%	0%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37</b>	<b>706</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 14 %  
 des investissements suisses  
 en France s'orientent  
 vers le secteur Equipements  
 électriques, électroniques,  
 informatiques, et 9 %  
 des investissements étrangers  
 dans ce secteur relèvent  
 d'entreprises suisses.

## RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre		Part (%)		Part de cette origine* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Île-de-France	7	129	19%	18%	2%	1%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	5	142	14%	20%	7%	7%
Auvergne-Rhône-Alpes	5	130	14%	18%	4%	4%
Alsace Champagne-Ardenne Lorraine	4	73	11%	10%	4%	2%
Bourgogne-Franche-Comté	4	67	11%	9%	11%	7%
Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	4	23	11%	3%	7%	2%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	2	83	5%	12%	3%	1%
Bretagne	2	11	5%	2%	13%	5%
Centre-Val de Loire	1	30	3%	4%	3%	4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	10	3%	1%	2%	1%
Normandie	1	7	3%	1%	3%	1%
Dom-Tom	1	1	3%	0%	50%	25%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37</b>	<b>706</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>4%</b>	<b>2%</b>

\* Part des investissements suisses dans le total des investissements dans chaque région.

Grille de lecture :  
 > en 2015, 19 %  
 des investissements suisses  
 en France sont localisés  
 en Île-de-France.  
 Les investissements suisses  
 représentent 2 %  
 des investissements  
 étrangers dans cette région.

# TURQUIE



## EN FLUX

**2**  
PROJETS  
(Business France)

**30**  
EMPLOIS  
(Business France)

## EN STOCK

**100**  
ENTREPRISES  
EN FRANCE  
(Orbis)

+ de  
**1 000**  
SALARIÉS  
(Orbis)

STOCK D'IDE :  
**120 M€**  
(Banque de France\*)

EXPORTATIONS  
FRANÇAISES :  
**7,1 Md€**  
**11<sup>e</sup> RANG**  
(Douanes)

NOMBRE  
D'ENTREPRISES  
PRÉSENTES DANS  
FORBES 2000 :  
**12**

EN 2015, DEUX INVESTISSEMENTS TURCS ONT ÉTÉ RECENSÉS EN FRANCE, CE QUI A PERMIS LA CRÉATION OU LE MAINTIEN DE 30 EMPLOIS.

### PRÉSENCE DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE

100 entreprises turques sont présentes en France, où elles emploient plus de 1 000 personnes. En 2015, deux nouvelles décisions d'investissements turcs permettant la création et le maintien d'une trentaine d'emplois ont été recensées. Il s'agit d'investissements relatifs à l'implantation d'un site de logistique et d'un site de services aux particuliers. Ces projets relèvent d'entreprises du secteur du transport et stockage. Les entreprises turques se sont implantées en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Auvergne-Rhône-Alpes.

### PLACE DES INVESTISSEMENTS TURCS EN EUROPE

Les investissements turcs créateurs d'emplois demeurent limités en Europe. En 2015, les trois premiers pays d'accueil sont l'Espagne, le Royaume-Uni et la Bulgarie (22 % chacun)<sup>1</sup>.

### EXEMPLE DE PROJET D'INVESTISSEMENT EN 2015

**TURKISH AIRLINES** : la compagnie aérienne turque dispose d'une bonne présence en France avec plusieurs bureaux, dont Paris et Marseille. En 2015, **Turkish Airlines** a décidé d'agrandir son bureau de liaison à l'aéroport de Marseille Provence. D'ici 3 ans, ce sont une quinzaine de postes qui seront créés.

<sup>1</sup> Observatoire Europe, Business France.

### TOP 5 DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOIS

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectifs France
KÖKLER YATIRIM HOLDING (UNITED BISCUITS)	Agroalimentaire	400 - 500
ORHAN HOLDING A S (NOBEL PLASTIQUES)	Constructeurs automobiles et équipementiers	300 - 400
ARÇELİK ANONİM SİRKETİ (BEKO FRANCE)	Ameublement et équipement du foyer	30 - 50
OTOKAR OTOMOTİV VE SAVUNMA SANAYİ ANONİM SİRKETİ	Constructeurs automobiles et équipementiers	20 - 30
GRUPE BARSAN (BARSAN GLOBAL LOGISTICS)	Transport, stockage	10 - 20

\* Stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2013 (données non actualisées). Les données de 2014 seront publiées par la Banque de France en juillet 2016.

#### RÉPARTITION PAR FONCTION SERVIE PAR L'INVESTISSEMENT

Nature du projet	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	5		
<i>dont primo-implantation</i>	2	5		
Logistique			1	15
Production / Réalisation	1	15		
Services aux particuliers			1	15
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>30</b>

#### RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité de l'entreprise	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	1	2	2	30
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	15		
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	3		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>30</b>

#### RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ACCUEIL

Région d'accueil	Nombre 2014		Nombre 2015	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2	17	1	15
Auvergne-Rhône-Alpes	1	3	1	15
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>30</b>



# ANNEXES

200 CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DES INVESTISSEMENTS  
PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

203 BUSINESS FRANCE

08



# CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

**L**e bilan des investissements étrangers en France : un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française. Élaboré depuis 1993, le Bilan France recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés, et comptabilise le nombre d'emplois associés.

Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

## PAYS DE CONTRÔLE D'UNE ENTREPRISE

En première analyse, la nationalité des entreprises est conditionnée par la localisation du siège social qui détermine le droit applicable. Ce principe est complété par la notion de siège social réel proposé par le droit français, à travers la jurisprudence. Ce concept renvoie au lieu où se réunissent les organes de direction de l'entreprise, où se prennent les décisions stratégiques, où les principaux contrats sont signés, etc.

Ainsi, conformément aux préconisations européennes, l'INSEE considère que le pays de contrôle d'un groupe multinational est défini par le pays de localisation de l'unité de contrôle opérationnel du groupe et où les informations financières de l'ensemble des filiales sont généralement consolidées. Pour certains groupes, lorsqu'on dispose d'informations objectives complémentaires, cette unité peut être différente de la tête de groupe, ou maison-mère. Dans cette définition, le pays attribué à un groupe est indépendant de la nationalité des principaux actionnaires du groupe.

Ce premier niveau d'analyse est complété par la notion de contrôle des activités des filiales.

Le critère statistique choisi pour la collecte des données est celui du contrôle majoritaire (plus de 50% des actions d'une société donnant droit de vote au conseil d'administration). On suppose que le fait de posséder plus de 50% des actions d'une société permet d'exercer un réel contrôle sur sa gestion, même si dans certains cas ce contrôle peut être exercé avec la possession de moins de 50% des actions.

## LA COMPTABILISATION DES EMPLOIS

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir, cette durée correspondant approximativement à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

## RECUEIL ET VALIDATION DES DONNÉES

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

- > l'analyse de l'environnement concurrentiel, qui s'opère au moyen d'Observatoires des investissements internationalement mobiles recensant les annonces publiques d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi en France et en Europe ;
- > la prospection des projets conduite par Business France, mobilisant en particulier le réseau de ses bureaux à l'étranger ;
- > l'information collectée par les correspondants chefs de fil en région sur leur territoire, au travers des contacts qu'elles entretiennent avec les acteurs économiques et les investisseurs étrangers.

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe Business France et les correspondants chefs de fil en région.

### TAUX DE RÉALISATION DES PROJETS

Les bilans ou classements publiés par les agences de promotion de l'investissement comptabilisent des décisions d'investissement (ou des annonces publiques, pour certains consultants). Business France a procédé en 2010 à l'étude ex-post des projets enregistrés au Bilan France 2007, pour évaluer le taux de réalisation des projets dans une conjoncture économique difficile. Pour l'échantillon étudié (320 projets), près de 90% des décisions enregistrées en 2007 ont été mises en œuvre. Le taux de réalisation est de 98% pour les reprises d'entreprises en difficulté. L'étude montre, dans le même temps, que l'origine étrangère de l'entreprise qui investit en France n'a pas suffi à la prémunir contre les risques entrepreneuriaux ou conjoncturels. Ainsi, un cinquième des investissements sous revue en 2007 ont connu des difficultés allant jusqu'à la cessation de l'activité.

### DES ÉCARTS ENTRE LES DONNÉES PUBLIÉES PAR BUSINESS FRANCE, FDI MARKETS ET ERNST & YOUNG

Le mode de recensement des informations du Bilan France en fait une base de données fiable et unique dont le taux de couverture des investissements recensés est largement supérieur à celui des consultants privés, comme IBM/PLI, fDi Markets ou EY.

Les différences de champs et de méthodes de comptabilisation expliquent une partie des écarts importants observés : exclusion des points de vente, secteur de l'hôtellerie, les reprises de sites en difficulté et les reprises-extensions.

Cependant, outre les différences méthodologiques mentionnées, les écarts relèvent majoritairement du fait que de nombreux projets d'investissement n'ont fait l'objet d'aucun article de presse ou communiqué au moment du recensement. **Ces projets n'ont donc pas été identifiés par les outils de veille économique, mais par les bureaux de Business France à l'étranger ainsi que les partenaires territoriaux.**

#### NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN FRANCE :

- > les emplois intérimaires et saisonniers ;
- > les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette entreprise ;
- > les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale, par exemple).

## NOMENCLATURES DU BILAN FRANCE

Les classifications sont conçues pour refléter les caractéristiques du marché de l'investissement international.

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 25 postes, compatible avec celle de l'INSEE (NAF 700 rév.2), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux.

Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

### CLASSIFICATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

1	Agroalimentaire, agriculture et pêche
2	Textile, textile industriel, habillement et accessoires
3	Médicaments et biotechnologies appliquées
4	Parfums, cosmétiques
5	Ameublement & Équipement du foyer
6	Électronique grand public
7	Constructeurs automobiles et équipementiers
8	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
9	Machines et équipements mécaniques
10	Composants électroniques
11	Équipements électriques, électroniques, informatiques
12	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
13	Verre-Céramique-Minéraux-Bois-Papier
14	Chimie, Plasturgie
15	Métaux, travail des métaux
16	Transport, Stockage
17	Bâtiment et Travaux publics, Matériaux de construction
18	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à l'Internet
19	Logiciels et prestations informatiques
20	Conseils, Ingénierie et services opérationnels aux entreprises
21	Énergie, recyclage, et autres services concédés
22	Hôtellerie, tourisme et restaurant
23	Services financiers, bancaires et assurances
24	Commerce et distribution
25	Autres activités de services

### LA FONCTION SERVIE PAR LE PROJET

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R & D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc.

De la production se distinguent les fonctions tertiaires, qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R & D, conseil et ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

### FONCTION DU PROJET

1	R & D, ingénierie, design	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2	Centre de décision	Primo-implantation en France et quartiers généraux français.
3	Quartiers généraux	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.)
4	Production / Réalisation	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5	Logistique	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6	Services aux entreprises	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data-center...).
7	Services aux particuliers	Site ayant pour mission principale la vente de produits et services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8	Point de vente	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

## RÉALISATION DU BILAN FRANCE

### SOURCES

- > Bureaux Business France
- > Agences régionales de développement
- > Observatoire France

### VÉRIFICATION CROISÉE DES DONNÉES

#### Traitement de l'information:

- > vérification de la conformité des projets aux critères du bilan
- > compléments d'information sur certains projets

### BILAN

Validation des projets par les agences régionales de développement et par Business France

# BUSINESS FRANCE

## CONNECTER-ACCÉLÉRER-RÉUSSIR

**B**usiness France, au service de l'internationalisation de l'économie française, valorise et promeut l'attractivité de l'offre de la France, de ses talents, de ses entreprises et de ses territoires.

Véritable levier au service de la compétitivité de la croissance et de l'emploi, Business France rend lisible et efficace la chaîne d'acteurs et de **services dédiés au développement et au succès des entreprises, quels que soient leur taille, leur secteur et leur pays.**

Qu'il s'agisse d'exportation, d'investissement ou de partenariats internationaux, qu'il s'agisse d'identifier, de mettre en relation ou de sécuriser ; Business France accompagne les entreprises françaises et internationales du début jusqu'à l'aboutissement de leurs projets, dans une démarche clairement orientée efficacité et résultats.

Grâce à son réseau et à son équipe dynamique de **1 500 professionnels sur le terrain dans 70 pays**, Business France intervient du montage opérationnel des actions jusqu'à leur suivi à long terme.

Spécialisées par domaines de compétence et secteurs d'activités, **nos équipes sont profondément passionnées et engagées...** tant par leur promesse d'efficacité opérationnelle que par leur mission pour la France.

*« Au service du pays et des entreprises, Business France porte haut et fort un message d'ouverture économique de la France ; et agit sur le terrain pour activer tous les leviers nécessaires au développement et à la réussite des entreprises, tant en France qu'à l'étranger. »*  
Muriel Pénicaud, DG Business France.

### MISSIONS :

- > Développement international des entreprises – en particulier les ETI et PME – implantées en France et de leurs exportations sur les marchés internationaux
- > Prospection et accueil des investissements étrangers en France
- > Promotion de l'attractivité et de l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires
- > Gestion, promotion et développement du Volontariat International en Entreprise (VIE) contribuant ce faisant à la formation de jeunes actifs français ayant acquis une expérience à l'international

### PROMESSE :

La réussite d'un projet, c'est aussi la qualité des interlocuteurs qui vont vous accompagner et vous guider sur place pour concrétiser votre implantation. C'est le rôle de Business France et de ses équipes, dévolues à vous aider à réussir vos projets.

Business France vous accompagne tout au long de votre démarche et s'investit à vos côtés, étapes après étapes : assistance juridique et fiscale, démarches administratives, choix du marché/lieu d'installation...

Business France mobilise ses ressources ainsi que celles de ses partenaires et met en place une équipe dédiée chargée d'activer et de coordonner l'ensemble des expertises et des solutions pour monter vos projets internationaux, étape par étape, et les suivre à long terme dans leurs développements.

À vos côtés et pour mieux comprendre vos besoins et vos attentes, vous pouvez compter sur le réseau de Business France, **présent dans 70 pays majeurs. Au sein des équipes qui composent les 80 bureaux de Business France**, un professionnel dévoué à votre succès sera votre contact personnel.

#### NOTRE PRIORITÉ :

#### Simplifier et accélérer la réalisation de vos projets

Business France vous propose une approche globale de votre projet d'internationalisation, depuis la prise de décision jusqu'à la réalisation concrète, en passant par l'analyse du marché. Business France vous informe en fonction des spécificités stratégiques, sectorielles et humaines de votre projet...

Business France est votre partenaire privilégié, l'interface qui se charge de collecter toutes les données dont vous avez besoin pour mener votre projet à bien. Dès la première prise de contact, Business France est donc, si vous le souhaitez, votre interlocuteur unique.

#### Solliciter Business France c'est bénéficier :

- > de la première plateforme de services personnalisés aux entreprises françaises et étrangères, pour l'accompagnement et la réussite de leurs projets internationaux de A à Z.
- > des analyses de marché objectives et détaillées, analyses macro-economiques, études comparatives, observatoires et cartes... Nous mettons à votre disposition toute une palette d'outils qui vous aideront à faire les bons choix.
- > du soutien et du savoir-faire d'un réseau de partenaires experts en développement international et d'une communauté d'acteurs associés : les chambres de commerce et d'industrie en France et à l'étranger, Bpifrance, Coface, les CCEF notamment, mais également des banques, des cabinets d'audit, des consultants experts, des sociétés de transports, des avocats etc.

#### NOS VALEURS :

- > Proximité
- > Efficacité
- > Fierté

**LES FICHES EXPORT** ont été produites avec le concours des services de la direction générale du Trésor. La DG Trésor est au service du ministre pour lui proposer et conduire sous son autorité la politique économique française, et la promouvoir en Europe et dans le monde.

Elle apporte son expertise en matière de prévisions et conseil, régulation, négociations internationales, aide au développement, soutien à l'export et à l'investissement à l'étranger. La direction générale du Trésor gère la trésorerie et la dette de l'État à travers l'AFT (Agence France Trésor) et veille aux intérêts de l'État actionnaire par l'intermédiaire de l'APE (Agence des participations de l'État).

Pour plus d'informations, consultez  
[www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)



Directrice de publication : Muriel Pénicaud, Directrice Générale  
Rédactrice en chef : Sylvie Montout, Économiste Senior  
Contributeurs : Romain Guillard, Nathalie Issa, Fany Robin  
Coordination éditoriale : Pôle communication

Conception, réalisation : **SPHÈRE**  
**PUBLIQUE**  agence@spherepublique.com – mars 2016

Crédit photo de couverture : Shutterstock.com



## **Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.**

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France. Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Business France est issue de la fusion d'UBIFRANCE et de l'AFII (Agence française pour les investissements internationaux). Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 70 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.

CONNECTER - ACCÉLÉRER - RÉUSSIR

Pour plus d'informations : [www.businessfrance.fr](http://www.businessfrance.fr)

### **Business France**

77, boulevard Saint-Jacques  
75680 Paris Cedex 14  
Tél. : +33 1 40 73 30 00

